

+

JANVIER—DÉCEMBRE 1921 — TOME XXIV ET XXV

# REVUE DE HONGRIE

QUATORZIÈME ANNÉE

DIRECTEUR-GÉRANT :

GUILLAUME DE HUSZÁR



BUDAPEST

IMPRIMERIE DE LA SOCIÉTÉ ANONYME ATHENAEUM

MCMXXI





50148



QUATORZIÈME ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

VINGT-QUATRIÈME TOME

JANVIER—JUIN 1921

Livraison du 15 janvier—15 février :

LA RESPONSABILITÉ DE LA HONGRIE DANS LA GUERRE MONDIALE ET LA FRANCE, par M. ERNEST LUDWIG, consul général de Hongrie ...	1
UN PEUPLE LIBÉRÉ — ET ANÉANTI. <i>La tragédie des Ruthènes de Hongrie</i> , par M. JOSEPH DE ILLÉS-ILLYÁSEVICS, professeur à l'Université de Budapest ...	12
M. ROLAND DE HEGEDÛS ET SON PROGRAMME FINANCIER, par M. le Dr. MAX FENYÓ, Directeur de l'Union des Grandes Industries de Hongrie ...	22
LÉON TOLSTOÏ, (I) par EMILE FAGUET, de l'Académie française ...	27
LA QUESTION DE LA HAUTE SILÉSIE ET SES RAPPORTS AVEC LA VIE ÉCONOMIQUE DE L'ALLEMAGNE, par R. ...	33
REVUE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE, par SPECTATOR ...	43

Livraison du 15 mars—15 avril :

LA HONGRIE ET LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, par M. LE BARON LOUIS LÉVAY, ancien député ...	49
LA QUESTION DES RÉPARATIONS ET DES RESPONSABILITÉS, par UN ANCIEN AMBASSADEUR ...	56
LA QUESTION DE LA HAUTE SILÉSIE ET SES RAPPORTS AVEC LA VIE ÉCONOMIQUE DE LA POLOGNE, par M. JEAN DE TOMCSÁNYI, inspecteur r. h. de l'Instruction Publique ...	70
LÉON TOLSTOÏ, (II) par EMILE FAGUET, de l'Académie française ...	81
LE 13 NOVEMBRE 1920, par X. ...	88
REVUE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE, par SPECTATOR ...	91

Livraison du 15 mai—15 juin :

LA RECONSTRUCTION DE LA HONGRIE, par M. EDMOND DE BOGDÁNFY, ancien secrétaire d'État au Ministère r. h. de l'Agriculture ...	97
IMPRESSIONS D'ESPAGNE, par M. LE BARON GABRIEL SZALAY, directeur supérieur des Postes et Télégraphes ...	111
COMMENT LA PAIX AVEC LA HONGRIE FUT FAITE, par X. ...	125
LÉON TOLSTOÏ, (III) par EMILE FAGUET, de l'Académie française ...	128
REVUE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE, par SPECTATOR ...	140



## QUATORZIÈME ANNÉE

# TABLE DES MATIÈRES

DU

VINGT-CINQUIÈME TOME

JUILLET—DÉCEMBRE 1921

### Livraison du 15 juillet—15 août :

LA QUESTION DE LA ROYAUTÉ HONGROISE, par M. JEAN REINER, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Budapest, de l'Académie hongroise, secrétaire général de l'Académie St-Étienne ... ..	145
A PROPOS DU 75 <sup>È</sup> ANNIVERSAIRE DU COMTE ALBERT APPONYI, par M. ALEXANDRE DE PETHŐ, publiciste ... ..	156
MAURICE JÓKAI, par M. FRANÇOIS HERCZEG, vice-président de l'Académie hongroise ... ..	165
LÉON TOLSTOÏ, (IV) par EMILE FAGUET, de l'Académie française ... ..	172
REVUE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE, par SPECTATOR ... ..	188

### Livraison du 15 septembre—15 octobre :

LUTTE CONTRE LA DÉCADENCE DE NOTRE CULTURE, par M. ALBERT DE BER-ZEVICZY, ancien ministre, président de l'Académie hongroise ... ..	193
LA HONGRIE OCCIDENTALE, par M. ERNEST LUDWIG, consul général de Hongrie ... ..	203
ITALIE—HONGRIE, par M. LE BARON LOUIS LÉVAY, ancien député ... ..	215
LES ÉCLAIRS DANS LA NUIT SINISTRE, par M. AMÉDÉE DUNOIS ... ..	218
TOLSTOÏ, (V) EMILE FAGUET, de l'Académie française ... ..	222
REVUE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE, par SPECTATOR ... ..	234
CHRONIQUE LITTÉRAIRE—M. A. Dorien : <i>La question d'une frontière commune entre la Pologne et la Hongrie</i> , par R. ... ..	237

### Livraison du 15 novembre—15 décembre :

NOTES SUR LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DU COMTE TISZA, par M. HENRI MARCZALLI, professeur à l'Université de Budapest ... ..	241
LE COMTE REVENTLOW ET LA QUESTION DES RESPONSABILITÉS, par UN ANCIEN AMBASSADEUR ... ..	246
UNITÉ ITALIENNE — AVEC DU SANG HONGROIS, par M. LE BARON LOUIS LÉVAY, ancien député ... ..	255
L'ÉQUILIBRE EUROPÉEN, par M. LADISLAS SZEPESSY ... ..	258
TOLSTOÏ (fin), par EMILE FAGUET, de l'Académie française ... ..	276
REVUE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE, par SPECTATOR ... ..	283



# REVUE DE HONGRIE

POLITIQUE, LITTÉRAIRE,  
ÉCONOMIQUE

## SOMMAIRE:

- |  |    |
|--|----|
| I. — LA RESPONSABILITÉ DE LA HONGRIE DANS LA GUERRE MONDIALE ET LA FRANCE, par <b>M. Ernest Ludwig</b> , consul général de Hongrie ...                         |    |
| II. — UN PEUPLE LIBRE — ET ANÉANTI. — <i>La tragédie des Rethènes de Hongrie</i> , par <b>M. Joseph de Illés-Ilyás</b> , professeur à l'Université de Budapest | 12 |
| III. — <b>M. ROLAND DE HEGEDÜS</b> ET SON PROGRAMME FINANCIER, par <b>M. le Dr. Max Fenyő</b> , Directeur de l'Union des Grandes Industries de Hongrie .....   | 22 |
| IV. — <b>LÉON TOLSTOÏ</b> , (I) par <b>Emile Faguet</b> , de l'Académie française .....  | 27 |
| V. — LA QUESTION DE LA HAUTE SILÉSIE ET SES RAPPORTS AVEC LA VIE ÉCONOMIQUE DE L'ALLEMAGNE, par <b>R.</b> ....   | 33 |
| VI. — REVUE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE, par <b>Spectator</b> .....   | 43 |

## BUDAPEST,

I., TIGRIS-UTCA 6.

(En vente chez tous les libraires.)

TÉLÉPHONE: JÓZSEF 13-02.

BRUXELLES, EUGÈNE FIGUIÈRE ET CIE, 72, RUE VAN ARTEVELDE.

LONDRES, MUDIE'S SELECT LIBRARY (NEW OXFORD STREET).

PARIS, HONORÉ CHAMPION, LIBRAIRE-ÉDITEUR. — H. LE SOUDIER, SERVICE DE LA LIBRAIRIE ÉTRANGÈRE.

NEW-YORK, G. E. STECHERT ET CIE. — ROME, FRATELLI BOCCA. — VIENNE, GEROLD & CIE.

BERLIN, GEORG STILKE. — LEIPSIC, GUSTAV FOCK. — MUNICH, JOH. PALM.

LA HAYE, BELINFANTE FRÈRES. — AMSTERDAM, FEIKEMA. — ROTTERDAM, KRAMERS.

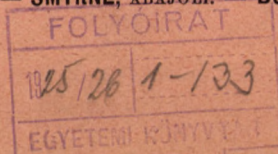
BERNE, A. FRANCKE. — GENÈVE, NAVILLE ET CIE. — BÂLE, WEPF, SCHWABE ET CIE.

LAUSANNE, JEAN BIEDERMANN. — STOCKHOLM, C. E. FRITZE.

COPENHAGUE, VILHELM TRYDE. — MADRID, FERNANDO FÉ.

BUCAREST, SOCEC ET CIE. — ATHÈNES, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH.

CONSTANTINOPLE, OTTO KEIL. — SMYRNE, ABAJOLI. — BUENOS-AYRES, C. M. JOLY ET CIE.





La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'est assuré la collaboration des hommes d'État et des écrivains remarquables du pays et de l'étranger qui examinent et discutent, d'un point de vue à la fois hongrois et international, toutes les questions politiques, historiques, économiques, sociales et littéraires.

La REVUE DE HONGRIE laisse à chacun de ses collaborateurs la responsabilité de ses opinions.

---

### La REVUE DE HONGRIE

*se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'Étranger qui en auront fait la demande.*

---

### La REVUE DE HONGRIE PARAIT LE 15 DE CHAQUE MOIS

---

#### PRIX D'ABONNEMENT :

HONGRIE ET AUTRICHE .....	un an	{	300	cour.
ALLEMAGNE .....			80	marks.
PAYS FAISANT PARTIE DE L'UNION POSTALE			30	francs.
ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE .....			10	\$

*Prix du Numéro : 50 cour. ; Étranger : 3 francs.*



## LA RESPONSABILITÉ DE LA HONGRIE DANS LA GUERRE ET LA FRANCE

En 1912 je me trouvais à Paris. Un jour on nous invita, ma femme et moi, à une petite réception intime au Cercle «autour du Monde». C'est un cercle exquis d'un cachet tout particulier aux environs de Paris, destiné surtout à recevoir des visiteurs des quatre coins du monde. Le si populaire ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique à Paris, M. Myron T. Herrick, y avait été reçu la veille et l'on discutait d'abord cet événement et des problèmes américains. Nous étions en petit comité. Il y avait une vingtaine de personnes, des hommes d'État, des gens de lettres, des professeurs, etc., avec leurs femmes. Dans notre société se trouvait aussi le professeur d'une université américaine, la Western University, d'origine belge. Petit à petit, on se mit à parler de la guerre future, la grande guerre, qui agitait les cerveaux de tout le monde en Europe. «Et quel est votre point de vue ? Vous savez, nous vous comptons parmi les nôtres !» Ces mots étaient adressés à moi, certainement dans un sens flatteur. «Vous avez raison de me compter parmi les vôtres,» répondis-je, «je le suis de tout mon cœur. Laissez de côté la politique et vous trouverez de fait que la Hongrie et les Hongrois n'ont que de l'admiration pour la nation française chevaleresque, comme pour les progrès moraux et matériels accomplis en France. Si vous analysez nos sentiments, vous n'y trouverez que des sympathies pour le rôle de la France, la nation civilisatrice du monde. Cependant, n'oubliez pas que la politique n'est que rarement un jeu de sentiments. Je ne saurais vous dire ce que la politique nous forcerait de faire dans un moment donné. Certes, nous le ferions à contre-cœur, il est vrai, mais sans que nous puissions nous soustraire à son influence suggestive. Nous sommes les vôtres, si la politique n'intervient



pas. En tout cas, ce ne serait pas notre politique, mais celle que les circonstances nous imposeraient. Espérons que cela ne se fera jamais ! La France doit comprendre que nous avons dans le passé souvent essayé de nous allier à elle et si nos efforts ont échoué, ce n'est certes pas les Hongrois qui en méritent le blâme. » Voilà à peu près le sens de ma réponse et voici à peu près ce que je pense aujourd'hui.

Le côté émotif de l'âme hongroise est certainement porté vers la France. Nous reconnaissons que les sympathies du monde entier étaient acquises à la France dans ses efforts héroïques pour reconquérir ses provinces perdues. Nous n'avons jamais réellement compris pourquoi nous autres Hongrois avons été en guerre avec la France et le peuple français. Nous ne pouvons comprendre pour quelle raison la France ou les Français nous attribuent des sentiments d'hostilité à leur égard. Nous nous révoltons contre la paix injuste qui nous a été imposée, mais nous avons une foi profonde dans les sentiments de justice de la France et le ferme espoir que, de toutes les nations, ce sera elle qui ne prêtera pas son concours à la création permanente de provinces irrédimées à nos frontières.

Pour juger un peuple, il faut le comprendre. En nous faisant signer une paix si inique, on nous a jugés sans comprendre. La France et les autres pays de l'Entente ont cru et accepté toutes ces accusations mensongères qui ont été articulées contre la Hongrie par nos voisins et anciens associés.

Il est étonnant d'entendre les choses que la France et les publicistes français nous disent en particulier et qui n'ont certainement pas été démenties par la lettre de M. Millerand accompagnant le texte final de la paix dite de Trianon. « La Hongrie a beau invoquer son innocence maintenant. Elle est, dit-on, tout de même coupable d'avoir provoqué cette guerre avec l'Allemagne, d'avoir soutenu la politique de conquête inspirée par les Allemands et d'avoir continué la guerre inutilement. »

## I.

Peut-être sera-t-il utile de relever ici quelques faits pour élucider l'atmosphère empoisonnée que la guerre mondiale a créée. Nous affirmons tout d'abord et d'une manière générale, qu'à aucun moment, ni avant la guerre, ni pendant la durée



des hostilités, la Hongrie et les Hongrois n'ont été animés de sentiments inamicaux ou hostiles à l'égard des peuples de l'Entente, et surtout de la France. Des articles de journaux dictés par un accès de colère ou de nervosité, ou le discours de l'un ou de l'autre de nos hommes politiques n'infirmen guère la vérité de cette assertion. Nous savons que certains de nos adversaires ont fait une collection *ad hoc* de tels articles et d'autres manifestations, discours, dans le but évident de nous présenter sous un jour défavorable. Sans aucun doute, ces articles ont été écrits et ces discours prononcés par quelques-uns d'entre nous ; mais ceci démontre la liberté de nos discussions, notre caractère ouvert et peu porté à la servilité ou à l'hypocrisie.

Nous déclarons en outre — contrairement aux affirmations contenues dans le traité de paix et auxquelles on nous a forcés de souscrire, l'épée dans les reins, pour ainsi dire — que la Hongrie n'a nullement provoqué cette guerre, qu'elle ne s'est pas rendue coupable de cruautés pendant le combat, ni de mauvais traitements à l'égard des prisonniers et des internés civils, ou encore qu'elle n'est pas responsable de la continuation inutile et brutale des hostilités. Pendant six ans, la presse mondiale, ainsi qu'un grand nombre de publicistes réputés des pays de l'Entente ont essayé de prouver que c'est la Hongrie, et non la monarchie austro-hongroise, ou l'Autriche, qui a poussé à la guerre contre la Serbie. Le comte Tisza a été désigné comme l'auteur de l'ultimatum à ce pays. La réputation qui en est résultée pour nous est injuste et non fondée, et la modestie de notre propagande a été impuissante à modifier cette opinion en cours. Notre chance d'être entendu était minime, mais la justice immanente, quoiqu'elle se fasse souvent longtemps attendre, perce les ténèbres qui enveloppent la vérité.

La publication récente du *Livre Rouge* autrichien a clairement mis en évidence le fait que de tous les hommes d'Etat de l'ancienne monarchie, feu le comte Tisza, président du Conseil des ministres de Hongrie, était le seul à s'opposer avec énergie à toute tactique agressive contre la Serbie. C'est lui qui s'est élevé encore le 4 juillet 1914 contre les mesures militaires prises par le ministre impérial et royal de la Guerre, en contestant et leur nécessité et leur utilité. Il émit l'avis, disant, que ce qui a été négligé dans le passé, ne devait pas être atteint par un



déploiement exagéré de force. Le 7 juillet 1914, il déclara catégoriquement au Conseil des ministres tenu au Ballhausplatz qu'il ne consentirait jamais à une attaque brusquée contre la Serbie, sans avoir, au préalable, épuisé tous les moyens diplomatiques susceptibles d'apaiser le conflit. Il désirait que des relations amicales s'établissent entre les pays balkaniques et la Hongrie. Il déclara, avec toute la force voulue, que son pays s'opposerait à une annexion de territoires serbes à la monarchie et a insisté sur la terrible calamité d'une guerre mondiale dont le conflit avec la Serbie pouvait être l'issue. Il est à remarquer que pendant toute la durée de ce Conseil il défendit, isolé, contre tous les autres membres, le point de vue hongrois.

De plus, le comte Tisza représenta également à l'empereur-roi la fatalité d'une guerre dans les circonstances données et a mis toute son insistance en œuvre, pour que même dans le cas d'une déclaration de guerre à la Serbie et dans l'éventualité d'un résultat favorable, aucun territoire ne soit détaché de la Serbie, ni rattaché à la monarchie, étant donné que pareille solution serait contraire aux principes fondamentaux de la politique hongroise. C'est le comte Tisza qui recommanda de liquider toutes les questions pendantes avec la Serbie, en recourant aux moyens diplomatiques habituels et ajoutant que la note qui serait adressée à ce pays, tout en étant conçue dans des termes sérieux, ne devrait contenir aucune menace. Il développa ce point de vue en séance du Conseil du 19 juillet 1914 et c'est grâce à son attitude résolue que le Conseil se vit forcé d'adopter une motion en vertu de laquelle aucune conquête ne devrait être faite au préjudice de la Serbie.

Grande fut donc notre satisfaction lors de la publication du *Livre Rouge* autrichien lequel n'est aucunement — comme bien l'on peut penser — inspiré par des sentiments amicaux envers la Hongrie. De ce fait, nous pouvions espérer que la Serbie, notre vaillant adversaire pendant la guerre, apprécierait l'attitude de notre représentant officiel pendant les journées qui ont précédé le conflit armé.

La Délégation de paix autrichienne a invoqué le fait que la politique étrangère de l'ancienne monarchie était principalement l'œuvre de diplomates hongrois. C'est absolument faux. Depuis 1867, toute la politique étrangère austro-hongroise



a été élaborée et exécutée à Vienne, au Ballhausplatz. La nationalité des diplomates chargés de l'exécution des ordres de Vienne était sans signification et sans importance ; mais si la question de nationalité doit entrer en ligne de compte, on peut dire, sans crainte de démenti, que ce furent toujours les diplomates de nationalité hongroise qui n'accueillaient les ordres de Vienne qu'avec mesure et modération. Si, malgré cette circonstance, il conviendrait à un enquêteur d'examiner la nationalité des diplomates de l'ancienne monarchie, pourquoi ne pas dire que le diplomate dont l'action a été la source de toutes nos difficultés balkaniques et qui constituaient la source première de la guerre mondiale, était un *Tchèque* : le comte Lexa-Aehrenthal, qui a couronné son œuvre par la néfaste annexion de la Bosnie et Herzégovine ? !

C'est encore l'Autriche qui, par la bouche de son nouveau chancelier, le Dr Mayr, vient de nous insinuer des choses très curieuses : « Le peuple hongrois », disait-il lors d'un discours tenu dernièrement à l'Assemblée Nationale, « dont l'esprit national a toujours été si cultivé, voudra bien comprendre que l'Autriche, à laquelle le traité de paix de Saint-Germain a imposé de si lourds sacrifices nationaux, ne saurait abandonner le seul avantage national garanti par la paix. Pour la Hongrie, du reste, » continua-t-il en parlant de la question de la Hongrie occidentale, « *il ne s'agit que d'une frontière historique qu'il lui sera aisé d'abandonner sans que la conscience de son peuple ait à subir un choc par trop sérieux* », etc.

En voilà une nouvelle illustration de cette politique autrichienne centenaire, laquelle a toujours trouvé des paroles douces, lorsqu'il s'agissait de nous infliger des déboires, ou de nous faire avaler une pillule amère préparée dans la cuisine viennoise. Les mots du Dr Mayr nous rappellent la fable du corbeau et du renard. Nous préférons garder notre fromage.

Pourquoi la Hongrie est-elle donc entrée en guerre ? Nous répondrons : En vertu de la loi XII de 1867, la Hongrie et les pays de la couronne d'Autriche avaient signé un pacte d'après lequel les affaires étrangères seraient gérées en commun à Vienne par un organisme commun appelé ministère des affaires étrangères. La Hongrie s'est engagée à conclure tous les traités ou arrangements internationaux en commun avec l'Autriche. Ce texte législatif formait la base de tout le système dualiste de l'ancienne



monarchie austro-hongroise et le fondement même du traité avec l'Allemagne, transformé plus tard en Triple Alliance avec l'Italie en plus. Si la Hongrie eût été maîtresse de ses destinées et libre de façonner à sa guise ses relations avec l'étranger, elle aurait fait tout ce qui aurait été dans son pouvoir pour entretenir des rapports d'amitié avec tous ses voisins, ainsi qu'avec les autres peuples. La Hongrie n'avait aucun intérêt à faire la guerre contre quiconque ; dans une guerre, nous n'avions rien à gagner, nous avions tout à perdre. Mais, puisque l'engagement avec l'Autriche et avec l'Allemagne existait, il fallait le tenir ; or, nous avons honnêtement rempli nos obligations.

Nous ne sommes pas davantage coupables de cruauté sur les champs de bataille, ou de mauvais traitement à l'égard des prisonniers de guerre et des internés civils. Nos soldats se sont bravement battus, mais ils n'ont pas commis de cruautés. Nos adversaires n'ont réclamé que très rarement et les actes signalés étaient presque inévitables dans une guerre aux proportions tellement gigantesques. Des aviateurs hongrois n'ont pas bombardé des agglomérations urbaines sans défense et on n'a signalé aucun cas de commandant hongrois de sous-marine ayant torpillé un bateau de passagers. Nous faisons remarquer encore que la plupart des armes meurtrières employées dans l'armée austro-hongroise ont été fabriquées en Autriche et en Bohême, notamment à Pilsen.

Des prisonniers de guerre et tout particulièrement des internés civils français, anglais et serbes ont maintes fois reconnu avoir reçu en Hongrie un traitement fort courtois. Les internés civils étaient libres de vaquer à leurs occupations antérieures sans être molestés. Nous pouvons citer le cas d'un Anglais ayant habité l'hôtel Bristol à Budapest et qui a fait une fortune d'environ un million de couronnes pendant la guerre. Les internés serbes ont quitté Budapest avec de considérables chargements personnels de biens qu'ils ont pu acquérir chez nous.

On ne saurait pas davantage nous accuser d'avoir inutilement continué la guerre. En France, les Hongrois étaient qualifiés de « doubles boches », parce qu'ils luttaient aux côtés des Allemands sans être de « vrais boches ». Ce fait, d'après nous, est pour illustrer l'inconséquence internationale. Les Allemands sont accusés d'avoir violé leur traité avec la Belgique. Nous sommes



blâmés pour ne pas avoir violé les nôtres avec l'Autriche et l'Allemagne. Une telle accusation peut-elle être maintenue ? Nous avons été, pendant toute la durée des hostilités, dans une situation désespérée. Notre sentiment de loyauté nous a fait un devoir de tenir jusqu'au bout aux côtés de nos alliés, quoique n'ayant en vue aucune conquête, aucun gain personnels. Si notre coalition avait gagné la guerre et si l'Allemagne, l'Autriche, la Bulgarie et la Turquie avaient annexé des territoires appartenant aux autres Etats, la Hongrie, elle, aurait renoncé à tout accroissement territorial. La conduite du comte Tisza parle en notre faveur et notre attitude, lors du traité de Bucarest, en fournit une preuve convaincante. La rectification de frontière prévue dans ce traité ne dépassait nulle part une profondeur de 10 kilomètres et procurait des avantages aux deux pays. Ce léger déplacement de la ligne de frontière était rendu nécessaire et trouvait sa justification par d'importantes raisons stratégiques. Si la Roumanie voulait envisager la situation d'alors avec impartialité, elle devrait se rendre compte que nous nous sommes vus forcés de nous protéger contre des attaques futures. Tout esprit raisonnable doit admettre le bien-fondé de cet argument.

Si la Hongrie s'était séparée de ses alliés, elle aurait été immédiatement envahie par des troupes allemandes, autrichiennes et surtout tchèques, et elle aurait exposé sa population à une cruelle et sanglante revanche. Elle aurait, par là, de plus, aliéné ses titres moraux. La Bohême, les pays austro-hongrois faisant partie actuellement de la Yougoslavie, la Galicie ont-ils quitté les rangs ? Ces pays ont-ils été châtiés pour leur attitude ? Pourquoi accabler alors la Hongrie ? Nous n'avons eu aucun moyen de faire cesser les hostilités et nos cœurs ont saigné lorsque nous avons vu l'Amérique entrer en ligne. Nous croyons sincèrement et honnêtement que nous ne pouvons être inculpés de la continuation de la guerre.

Si nous ne sommes guère coupables de ces trois chefs d'accusation qu'on a articulés contre nous, qu'avons-nous donc commis pour être punis plus lourdement que tout autre peuple ayant participé à la guerre, y compris l'Allemagne ? La Hongrie, en vertu du traité de Trianon, a été démembrée. L'Autriche a perdu beaucoup, l'Allemagne plus encore, mais qu'est-ce en comparaison avec ce que nous sommes appelés à perdre ? Aucun



pays depuis les temps romains n'a été menacé dans son existence même, comme nous le sommes. L'incorporation de la Pologne à la Russie en 1815 ne saurait être considérée comme aussi cruelle que le démembrement de la Hongrie. A l'époque où le partage de la Pologne s'est effectué, il n'y avait pas de Ligue des Nations pour garantir comme stable et permanente cette liquidation de la question polonaise. Le peuple polonais a pu espérer un redressement futur. La réalisation de cet espoir, encore qu'elle apparut lointaine à cette époque, fut quand même une perspective plausible de l'avenir, et maintenant que les aspirations de la nation polonaise ont été exaucées — dans notre esprit nous l'avons toujours considérée comme telle, conformément au droit international — nous la saluons sincèrement. Dans le cas de la Hongrie, la Ligue des Nations, après la ratification de notre traité de paix, nous condamnera peut-être au démembrement éternel, à la mort.

## II.

Voilà, résumé en quelques mots, l'énumération de nos griefs et en même temps les principaux arguments de notre défense. Si l'Entente, malgré nos protestations de droit fondées, persiste à les ignorer, force nous est de croire qu'elle désire simplement éviter la formation d'un facteur de force, susceptible d'aider la reconstitution de la puissance mondiale allemande. Nous nous permettons de lui faire observer à ce sujet que les Hongrois ont toujours eu le plus vif désir d'adopter la mentalité et la civilisation de l'Occident... celle de la France, des Anglais, et l'influence italienne sur nos arts et sur notre culture furent toujours saluées chaque fois qu'elles apparurent. Nous ne mentionnerons que les temps des Anjous et des Hunyades.

Du reste, quiconque connaît notre histoire, sait les nombreux obstacles et les lourdes entraves que certains de nos rois ont semés sur le chemin de notre évolution nationale normale tant au point de vue de notre littérature que de notre civilisation en général, en s'efforçant de nous germaniser. La seule grande faute qu'aient commise nos anciens souverains — qui étaient à la fois empereurs d'Autriche et rois de Hongrie — fut de ne jamais comprendre que la Hongrie pût réellement être la base de leur puissance même. Ils étaient hantés de l'idée d'un em-



pire autrichien centralisé à caractère germanique prédominant. La Hongrie, nous le répétons, si elle eût été maîtresse de ses actes, n'aurait jamais été inspirée par des ambitions à la puissance mondiale ; elle aurait employé ses biens à construire des écoles, à développer son commerce, au lieu de les investir dans une grande armée. La Hongrie n'aurait jamais été un danger pour aucun de ses voisins.

La prétendue oppression des allogènes par les Hongrois est aussi grandement exagérée. Si cette oppression avait réellement existée, comme on voudrait le faire croire aujourd'hui, il n'y aurait jamais eu de question de nationalités en Hongrie, étant donné qu'elle aurait, depuis longtemps, assimilé tous ses sujets, comme beaucoup d'autres nations l'ont réellement fait. Son attitude envers les non-magyars était identique à celle des autres pays se trouvant dans une situation semblable.

Nous revenons à notre point de départ. La Hongrie ne demande pas mieux que d'établir des contacts fréquents et amicaux avec la France et elle espère qu'il en résultera des affinités et sympathies mutuelles. Cependant, il est nécessaire que la France connaisse le fond de nos pensées. Tant que notre intégrité territoriale ne sera pas rétablie, la Hongrie sera toujours un organisme chétif et malade, sujet à toutes sortes de crises et, par conséquence, elle ne pourra développer ses qualités véritables.

L'existence de la Hongrie estropiée est un monument d'injustice et, dans la pensée de tout Hongrois, la France y a participé et contribué à en établir les bases. Le tort grave commis contre nous pèsera lourdement dans la balance de l'histoire. Ce serait le plus grand crime commis contre un pays, petit mais indépendant qui a cultivé avec amour le plus haut idéal à travers les siècles, si les nations civilisées — nous pensons à la France en premier lieu — donnent leur approbation finale à la destruction de la Hongrie. Ce serait une tâche indélébile faite à l'honneur de l'humanité et qui n'aurait même pas l'excuse d'apporter le bonheur aux parties en cause. Le regroupement accompli par la paix brutale n'achève, en effet, nullement la libération des Hongrois, des Slovaques, des Ruthènes, des Sicules dans l'Est, des Allemands dans l'Ouest et même des Roumains de Transylvanie, ou des Serbes dans le Sud !





La paix aura simplement balkanisé la Hongrie, et la Ligue des Nations, édifiée sur une conception tellement élevée, serait ravalée au rôle de la plus vaste organisation d'oppression que le monde ait jamais connue, si elle laissait s'accomplir cet attentat contre la Hongrie.

M. Hymans, en s'adressant à l'assemblée de la Ligue des Nations à Genève, a trouvé ces belles paroles de salut : « Nous saluons la libre démocratie suisse, ses antiques, solides et frères traditions, et la merveilleuse nature au milieu de laquelle elle se développa et s'épanouit, cimes altières, vallons, lacs transparents, qui sont comme d'éternelles images de beauté, de grandeur et de paix. La réunion de cette grande assemblée où se rencontrent les représentants de 41 Etats est un événement qui marquera dans l'histoire. Elle atteste l'aspiration des peuples à une organisation équitable, durable et pacifique des relations internationales. Et la manifestation de ce sentiment universel constitue le symptôme impressionnant d'un esprit nouveau. »

Cet esprit nouveau, nous croyons que c'est la France et l'Amérique qui le fourniront. C'est à la France, au représentant de la France à la Ligue des Nations, que pourrait échoir le rôle sublime de pacifier la conscience outragée du monde civilisé en faisant un acte de justice à l'égard de la Hongrie.

Si nous revenons encore une fois sur le rôle que l'Alsace-Lorraine a joué dans cette guerre, c'est que nous croyons que la France ne saurait, évidemment, l'oublier. Les Français doivent sentir mieux que tout autre ce que l'annexion violente des deux tiers de notre patrie signifie pour la Hongrie et pour tout Hongrois ! La paix de Versailles a rendu l'Alsace-Lorraine à la France. Pour la garder, il est essentiel que les causes d'une nouvelle guerre soient écartées. La Hongrie morcelée, déchiquetée, resterait toujours un élément propre à plonger l'Europe dans un nouveau cataclysme. C'est pourquoi le sort de la Hongrie est intimement lié à celui de la France. De nos temps, on ne peut désassocier le sort des petites nations de celui des grandes. Ce n'est pas une menace que nous articulons, étant trop faibles pour menacer quiconque dans notre état démembré. Ce n'est pas davantage de la haute politique que nous voulons initier. C'est simplement un fait logique, une conséquence naturelle de ce qui précède.



Que la France nous comprenne avant de nous juger !  
Qu'elle instruisse son représentant à la Ligue des Nations de nous prêter son concours. Ceci faisant, elle servira la cause de la juste paix durable; celle qui n'est pas contraire à l'idéal démocratique élevé qui a été mis en relief et pour la réalisation duquel les Alliés prétendent avoir conduit la guerre. Tout autre système n'empêchera nullement de nouvelles conflagrations et n'apportera aucun bonheur à l'humanité.

Budapest, le 13. novembre 1920.

ERNEST LUDWIG.



---

## UN PEUPLE LIBÉRÉ — ET ANÉANTI

---

### *La tragédie des Ruthènes de Hongrie.*

C'est la fameuse baguette magique qui nous vient à l'idée. L'Entente victorieuse la tient à la main et où qu'elle touche, au globe terrestre, un pays quelconque, on voit surgir une vie nouvelle et s'en aller l'ancienne. Au toucher de cette baguette apparurent aux yeux du monde, entre autres, les Ruthènes de Hongrie. Tout en éveillant ce peuple de son sommeil de six siècles, la magie le destina à une vie d'indépendance et de grandeur. Dans les traités de paix, les Ruthènes de Hongrie obtinrent l'autonomie et la souveraineté nationales. Les cinq grandes puissances ont garanti à ce peuple, dans un traité spécial, le droit de disposer de soi-même.

Le monde civilisé a-t-il jamais entendu parler, jusqu'ici, de cette nation qu'il daigne maintenant reconnaître et distinguer ? Savait-on où et comment ce peuple avait vécu, et par quoi il donnait preuve de sa vitalité politique ? Nous sommes enclins à croire que ce n'est qu'à présent que l'Occident prit connaissance de l'existence des Ruthènes qui, au nombre de plus d'un demi-million, habitent les hauteurs et les vallées des Carpathes. Ils vivent dans 686 communes de l'ancienne Hongrie, sur un territoire de 2,480.156 acres, dans une masse assez compacte, occupant les hautes montagnes des Carpathes nord-est ; leur pays forme une zone arquée qui s'étend de l'ouest à l'est dans une longueur de 230—260 km. et une largeur de 30—60 km.

Ce peuple se fit remarquer plus d'une fois dans l'histoire, quand il lui fallut défendre sa liberté religieuse et nationale ; dans l'armée de Rákóczi ses fils étaient des guerriers bienvenus, et en 1848 ils n'ignoraient pas davantage la cause pour



laquelle ils versaient leur sang dans les combats contre les armées unies de l'empereur d'Autriche et du tsar de Russie. C'est que la religion des Ruthènes de Hongrie n'est pas la foi grecque-orthodoxe, mais grecque-catholique ; ce qui veut dire que ce peuple slave s'est attaché de bonne heure à la civilisation d'Occident. De même que leurs aïeux s'étaient détachés de leur patrie primitive (la Volhynie) et qu'ils quittèrent les steppes du Dniester pour commencer une autre vie au coin nord-est du vaste bassin du Danube, ainsi les descendants ont-ils choisi Rome pour régulatrice de leur vie spirituelle, au lieu de Byzance ; ils ont abandonné l'église orthodoxe russe et proclamé l'union avec Rome. A la civilisation orientale ils ont substitué celle de l'Occident, la religion étant la base de toute leur culture.

Par leur religion, toute leur vie intellectuelle s'attachait à l'Occident. L'Orient, qui commence au delà des murailles formées par les Carpathes, cet Orient dont ils s'étaient séparés il y a des siècles, ne les touchait plus.

Ils ne se souvenaient plus de leur patrie primitive, la Volhynie ; ils ne connaissaient pas les légendes des hetmans cosaques de la région du Dniester ; le mouvement ukrainien de la Galicie orientale ne les intéressait point. Ce peuple vivait sa vie à lui, là-haut, aux versants méridionaux des Carpathes, se souciant peu de ce que font, au delà de la crête, à la côte septentrionale et orientale, les races voisines, parentes ou étrangères. Et c'est pourtant une contrée bien exposée : c'est par ici que conduit la route des nations, allant de l'Orient vers l'Occident ; en venant de l'Asie à travers les steppes russes, les défilés des Carpathes forment les portes donnant accès au cœur de l'Europe. Aussi la vie fut-elle toujours pleine de luttes ici, où tant de races et tant de frontières se croisent et où le territoire se repartit entre les Polonais, les Ukrainiens et les Roumains.

La vie isolée des Ruthènes trouve son explication dans la manière dont ils se sont établis. Les chaînes nord-est des Carpathes étaient couvertes d'immenses forêts vierges et ce n'était que dans les vallées des rivières qu'on trouvait, çà et là, quelque chemin praticable. Pour cette raison, les premières colonies ruthènes naquirent au sud, dans la zone des collines et des plaines. A partir du XV<sup>e</sup> siècle, ils pénétrèrent peu à peu, à



force de rudes travaux de défrichement, dans les montagnes. La population de cette zone méridionale est donc la plus ancienne et en même temps la couche sociale qui, du point de vue du bien-être et de la civilisation, marche à la tête de tous les Ruthènes. En effet, leur langue, aussi bien que leur caractère ethnique, prouvent d'une manière incontestable (des savants russes l'ont démontré) que les Ruthènes de Hongrie ne sont pas d'origine galicienne ni bukovinienne, mais qu'ayant quitté leur patrie d'origine, ils vinrent, après une longue pérégrination à travers la Moldavie et la Transylvanie, s'établir dans les vallées de la Tisza et de ses affluents. Du côté de la Galicie et la Bukovine voisines, l'immigration ou plutôt l'infiltration des Ruthènes n'avait eu lieu qu'aux temps modernes, voire tout récemment et en partie au XIX<sup>e</sup> siècle. Ceux-ci forment la couche la plus arriérée des Ruthènes.

Leur vie fut toujours très simple, mais affreusement dure. Ce peuple vit encore de nos jours sur les mêmes montagnes et dans les mêmes vallées étroites des rivières rapides, au cours supérieur de la Tisza et au bord de ses affluents où jadis ses ancêtres s'étaient établis et se mirent à essarter les forêts vierges. Sur les prés ainsi gagnés, ils faisaient paître leurs bestiaux, ils abattaient les gros arbres des forêts de sapins et de chênes qu'ils descendaient ensuite par des cascades périlleuses, sur des radeaux, vers la grande « puszta », vers le large monde ; déjà le petit gosse passe des journées entières dans l'eau glaciale des torrents et aide à faire flotter le bois. Quand l'été vint, ils descendaient par essaims dans la grande steppe où, par une chaleur tropicale, ils prêtaient leur assistance aux rudes travaux de la moisson. Car c'est ainsi que les Ruthènes gagnaient leur pain : chacun eut sa part de la récolte qu'il emportait avec soi à sa famille, pour l'hiver. Leurs champs à eux, bien maigres, n'en produisaient çà et là, dans les vallées protégées, qu'un peu d'avoine, des pommes de terre et, plus bas et vers la grande plaine hongroise, aussi du maïs, voire du blé.

Mais c'est la forêt qui leur donnait le plus de travail : l'abattage et le flottage du bois, plus tard l'industrie du bois. Et quand les pâturages maigres des forêts et les champs fertiles des vallons ne suffirent plus à la subsistance des Ruthènes dont le nombre allait augmentant, l'émigration vers les



Etats-Unis commença ; aux dernières dizaines du XIX<sup>e</sup> siècle, c'est dans les mines de charbon d'Amérique que beaucoup parmi eux allèrent chercher du travail. En Trenton et en Pensylvanie, on apprécia bientôt les qualités des Ruthènes de Hongrie : dévots, très pieux, bons travailleurs, ils apprirent vite la langue anglaise, donnant ainsi preuve de leur susceptibilité de développement.

Le clergé fut l'élément le plus instruit du peuple ; les prêtres, quoique catholiques, pouvaient fonder des familles, parce qu'à l'occasion de l'union avec l'église romaine, ils ont obtenu de Rome la permission de se marier ; les familles sacerdotales ont fourni à l'Etat hongrois nombre d'excellents fonctionnaires, magistrats, professeurs, hommes d'Etat. Les origines de plus d'une famille ayant joué un rôle important dans l'histoire de Hongrie, remontent à la race ruthène.

La poésie populaire florissait jusqu'au commencement du XIX<sup>e</sup> siècle ; la Société Scevcienko à Léopol publiait plusieurs volumes de la littérature populaire des Ruthènes de Hongrie. Un courant panslaviste, inauguré au commencement du XIX<sup>e</sup> siècle par Kollár, étouffa toute cette poésie en y substituant le grand-russe avec sa littérature grandiose. La poésie populaire fut condamnée à végéter dans les cabanes solitaires des montagnes et des forêts isolées. Car le peuple tenait passionnément à ce qui lui appartenait, aux produits de sa vie séculaire, remplie de luttes ; à sa langue façonnée par lui-même, à ses idées, à son monde moral formé sous l'influence de ses monts et fleuves, en un mot : à son individualité poussée dans ce terroir.

Vers la fin du siècle passé, le peuple ruthène devait subir de nouvelles épreuves. Cette fois-ci, ce fut par l'Amérique que le courant russophile chercha à l'entraîner et à se l'assimiler. On voulait le convaincre, par la parole et par la plume — et, au besoin, par des roubles sonnants — qu'il n'était pas Ruthène, mais Grand-Russe et qu'il devait le devenir. Il aurait dû — cela va sans dire — se sacrifier pour la politique moscovite. On portait atteinte à sa religion en voulant le faire entrer dans l'église russe nationale, le convertir à la foi grecque-orthodoxe, pour le transformer ensuite en un instrument d'autant plus docile de l'impérialisme russe. Le comte Bobrynski et consorts savaient très bien que c'est par sa religion qu'un



peuple se laisse mener le plus facilement. Mais la tentative a échoué. Ce n'est pas en vain que d'éminents savants russes, comme p. ex. Alexeï Petrow, dans ses recherches faites sur les lieux<sup>(1)</sup>, ait démontré que le Ruthène hongrois, dans tout son ethnique, s'est détaché, dès les temps le plus reculés, des autres peuples slaves et qu'il est devenu un membre indépendant de la grande famille slave.

Il n'est ni Ukranien, ni Grand-Russe, ni Ruthène de Galicie orientale, mais — comme les savants russes eux-mêmes l'appellent et l'attestent — *Ruthène hongrois*. Le peuple sentit à l'occasion de la propagande russophile, de même qu'en 1848, que rien ne saurait lui être plus funeste que le péril grand-russe, qui anéantirait son individualité et tuerait jusqu'à son âme.

Dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, quelques années avant la guerre mondiale, la situation économique des Ruthènes s'est considérablement améliorée, grâce à l'Etat hongrois qui organisa une action spéciale, dite «pour les montagnards». La culture des prairies fut rendue plus intensive par l'installation de laiteries, car les pâturages des montagnes ruthènes abondent — au dire des experts — des mêmes herbes qui croissent en Suisse. L'action du gouvernement embrassa, en outre, une nouvelle organisation des fermes modèles, l'enseignement de la culture des prés, la fourniture de plants fruitiers convenables au climat, la distribution des semences à un prix bénéficiaire et l'introduction de la sculpture sur bois et d'autres branches d'industrie travaillant le bois. Avec les bestiaux de race importés d'Algau et de Montefon, on est parvenu à améliorer si bien le gros bétail que, durant la guerre, ce pays donnait les plus excellents bœufs à conserver.

La guerre mondiale souleva de nouveau le problème russe et les Ruthènes de Hongrie durent, une fois de plus, se défendre contre le danger qui menaça de les engloutir. Sur les champs de bataille, le peuple versait son sang comme l'avaient fait ses aïeux ; il se battait contre l'unique ennemi, contre l'Orient d'Asie. En vain les soldats du général Naukow enva-

(1) *Renseignements sur l'histoire des Russes hongrois (Ruthènes)*, St.-Petersbourg, 1905—1914, v. I—VII.



hirent-ils en « libérateurs » les montagnes de Maramaros ; le peuple ruthène ne comprit pas leur langage grand-russe, mais il en comprit le sens et le refusa net. La guerre finie, le sombre nuage russe se dissipa et les rayons du soleil inondèrent les cimes des Carpathes. L'Entente victorieuse, par la puissance de sa parole, assura une vie indépendante et abondante aux Ruthènes de Hongrie : sa baguette magique fit naître un pays nouveau auquel l'autonomie a été promise.

Mais sait-on, dans les milieux compétents des puissances occidentales, qu'aujourd'hui le peuple des Ruthènes est de nouveau impliqué dans une lutte à mort ? Le sait-on ?

La première année de l'autonomie leur apporta un hiver dont les misères dépassaient de beaucoup toutes les détresses des temps de guerre. L'été venu, on ne les laissa pas se rendre à la moisson en Hongrie, la plaine hongroise étant devenue pour eux un pays extérieur ; par contre, on a réquisitionné leur stock de bestiaux, qui s'était accru malgré la guerre. Du pain, il n'en ont reçu de nulle part, et ce n'est qu'avec des feuilles séchées et échaudées qu'ils pouvaient moudre de la farine.

L'abattage et le flottage du bois sur la Tisza cessa aussi, puisque ce fleuve coule vers un pays ennemi et interdit. Pas de pain, ni de gain. En revanche, les agitateurs moscovites envahirent le pays comme les corbeaux croissants s'emparent des cadavres ; dans les écoles on introduisait la langue grand-russienne, dans l'administration, la horde affamée des agitateurs ukraniens, expulsés de la Galicie orientale, exerça son régime tyrannique. Les fonctionnaires ruthènes furent chassés ; les Ruthènes instruits persécutés. La fièvre typhoïde causée par la famine et d'autres épidémies terribles sévissaient dans les cahutes des vallons abandonnés.

Durant six cents ans, le peuple ruthène se patientait, arrosant ce sol de son sang et le travaillant à la sueur de son visage, et maintenant, au moment où le Conseil suprême du monde l'a récompensé de ce qu'il y a de plus grand pour une nation, à savoir d'une souveraineté nationale, il sent le souffle de la mort. Et vous appelez ça « autonomie » ? s'écrie l'opinion publique toute ébahie. Non ! Ce n'est qu'un chiffon de papier, car sur les montagnes et les vallées ruthènes, un gouverneur nommé par les Tchèques règne en maître absolu. Non



seulement qu'il n'y a plus de pays ruthène, il n'y a même plus de nationalité ruthène hongroise, il n'y a que des Russes; car on veut priver les Ruthènes de leur langue, on cherche à les dépouiller de leur caractère ethnique et, abusant du principe sacré de la liberté religieuse, on veut les convertir, par force, à la religion grecque-orthodoxe, pour leur voler jusqu'à leur âme.

Voilà la tragédie des Ruthènes hongrois. Elle commença par l'annexion du territoire ruthène à l'Etat dit «tchécoslovaque». Les Ruthènes de Hongrie n'avaient jamais eu aucune relation avec le peuple tchèque dont ils sont complètement isolés par une série de montagnes et de vallées. Ils ne comprennent ni sa langue ni sa mentalité, étant d'une autre religion et d'un autre ethnique. Si les Ruthènes se sont montrés dignes de l'autonomie, pourquoi ne leur a-t-on pas accordé le droit de se prononcer sur leur appartenance future? Il est absurde de juger capable un peuple de diriger ses destinées, mais non pas de se déclarer où il pense trouver les moyens matériels et moraux de son existence. En effet, jamais et en aucun lieu les Ruthènes ne furent consultés sur les relations politiques qu'ils entendaient entretenir. Mais pardon! il se fit pourtant à cet égard quelque chose: les journaux tchèques nous avertissent qu'on a procédé à un grand plébiscite devant décider du sort des Ruthènes hongrois, non pas, certes, dans leur patrie sur les versants méridionaux des Carpathes, mais aux Etats-Unis de l'Amérique. C'est là que plus d'un demi million d'individus, pas des Ruthènes de Hongrie (leur nombre total atteint à peine ce chiffre), mais autant de sujets américains: Tchèques, Ukranien, Slovaques, Ruthènes de Galicie ont donné leur vote. Ainsi peut-on le lire dans le N° 273 du *Lidové Noviny*, journal tchèque.

Est-il admissible que ce plébiscite soit la base de la décision du Conseil suprême?

Pour qu'on ne nous accuse pas d'exagérer par amertume ou d'obéir à une idée suggérée par le désespoir, hâtons-nous d'ajouter que ce que nous venons de dire ne provient point d'une imagination surexcitée; il s'agit bien de faits constatés par des journaux tchèques, qui ne sont certainement pas préoccupés, et des journaux ruthènes qui, eux aussi, ont passé la censure tchèque. Voyons plutôt ce que dit le susdit



journal tchèque (rapporté d'ailleurs par le *Vpered* du 11 octobre 1919, journal socialdémocrate ukrainien paraissant à Léo-pol) : « C'est d'une manière vraiment ingénieuse que le gouvernement tchèque cherche à inculquer dans les Ukranien (ce sont les Ruthènes de Hongrie) l'irrédentisme grand-russe. On leur veut imposer une langue et une religion toute étrangère. » ... « Ils est prouvé que trois agitateurs qui font parmi les Ukranien unis (c'est-à-dire les grecs-catholiques) tout ouvertement la propagande en faveur de la pravoslavie (l'église russe nationale) et de l'idée panslave, ont touché pour cette besogne 400—400.700 couronnes, le 25 septembre, au bureau du gouverneur à Ungvár. » ... « Les charges publiques sont toutes remplies par des russophiles réfugiés de Galicie. »

Le *Nauka*, journal paraissant à Ungvár (capitale ruthène), publie dans le numéro du 14 janvier 1920 (N° 2) les résolutions prises, le 31 décembre 1919, par le Conseil central national ruthène. Il en ressort que la fixation des droits autonomes se fit sans qu'on eût consulté, au préalable, le peuple ou ses représentants ; que la délimitation du territoire ruthène (faite — cela va sans dire — sans le concours du peuple ou de ses représentants) est tellement injuste qu'un tiers du peuple ruthène est soumis à la domination slovaque, et un second tiers, dans les comitats Maramaros et Ugocsa, est condamné à subir l'occupation roumaine, et enfin que l'administrateur tchèque nommé par le gouvernement tchèque exerce sans aucun contrôle ses fonctions de plénipotentiaire absolu.

Peut-on imaginer de tragédie plus sinistre pour un peuple ? Au moment où tous ses rêves se réalisent et son indépendance est reconnue par le monde entier, il perd tout ce qui faisait l'objet digne de tant de luttes ! Mais la tragédie ne finit pas encore là.

Épuisé par les épidémies et la famine, le peuple ruthène attend, dans le silence mortel des monts et forêts solitaires, l'accomplissement fatal de sa destinée. La terre lui pourrait bien fournir tout ce qu'il faut pour développer sa vie propre, car sous les pieds du mendiant mourant, dans la profondeur du sol et, sur les côtes des montagnes environnantes, des trésors se trouvent cachés. Dans le comitat de Maramaros, il y a des salines que les Romains avaient déjà exploitées et qui, à elles seules, suffiraient aux besoins du monde entier



durant des siècles. Dans le comitat Bereg, on a découvert, juste avant la guerre, de vastes terrains contenant de l'alunite inexploités. Nous avons tout lieu de supposer que le sol recèle encore du charbon, de la naphthe, du plâtre, du gaz de terre, du caolin et nombre d'autres matières, mais nous n'en connaissons ni la qualité ni la quantité.

Ce qui est absolument sûr, c'est que notre industrie de bois pourrait, dès à présent, acquérir une importance capitale. Le territoire ruthène est couvert de forêts vierges dans l'étendue de 1·3 million d'hectares environ, contenant approximativement 560 millions de mètres<sup>3</sup> de bois, composé d'à peu près de 45 millions de m<sup>3</sup> de chêne, 290 millions de m<sup>3</sup> de hêtre et d'autre bois feuillu, 230 m<sup>3</sup> de sapin. Le produit annuel en bois s'élève à 3·7 millions de m<sup>3</sup>, 50 % en est du bois de construction, le reste du bois de chauffage. Les quatre comitats avec une majorité ruthène disposent donc d'une aire de forêts de 830 hectares, ce qui fait une dixième partie de l'aire forestière totale de la Hongrie, y compris la Croatie et la Slavonie.

Toutes les conditions du développement industriel sont données ; les matières premières existent, les bras nécessaires sont disponibles, le peuple ruthène étant aussi bien exercé à l'exploitation des mines qu'à l'industrie du bois ; la force hydraulique des rivières de haute chute pourrait être avantageusement utilisée et les fleuves servir d'excellentes voies de communication... Tout cela ne sert à rien. Il paraît que la baguette magique toucha inutilement la terre ruthène. Les trésors continuent à dormir leur sommeil millénaire, le peuple vit toujours dans l'indigence ; à la place des mines américaines, il travaillera désormais dans les mines tchèques et offrira ses forces, contre un salaire minime, aux usines tchèques, devenant ainsi une matière humaine sans nom dans la masse tchèque ou russe. Et il faut se rendre compte que les intérêts économiques et industriels des Tchèques réclameront toujours cet état de choses. Mais alors, pourquoi le Conseil suprême distingua-t-il, parmi toutes les nationalités de l'ancienne monarchie dissoute, justement les Ruthènes en leur accordant l'autonomie ? Tenez ! les habitants des montagnes voisines, les Slovaques ont été incorporés dans l'Etat tchéco-slovaque, les Roumains de Transylvanie dans la Roumanie, les Serbes de la Bâchka dans la Yougoslavie.



Répondant à une interpellation, M. Bonar Law déclara avec autant de justesse que d'énergie, le 17 mars 1920, au Parlement anglais, que la territoire ruthène de Hongrie ne fut pas incorporé dans la Tchéco-Slovaquie. Mais, lui-même, sait-il bien ce qui se passe actuellement dans ce pays? Il ne s'agit pas de l'incorporation, mais de l'anéantissement complet d'un peuple. Loin de pouvoir élire des représentants autonomes, les Ruthènes n'en ont même pas élu pour le parlement central de Prague, tandis que les Slovaques incorporés jouissent au moins de ce droit.

Eh bien, non! sur le territoire autonome ruthène, c'est l'absolutisme pur et simple qui règne. Les Ruthènes non seulement manquent de vie nationale, mais ils ne participent même pas à la défense des minorités dont jouissent les nationalités moins chanceuses de la Tchéco-Slovaquie proprement dite.

La baguette magique de l'Entente fera-t-elle encore une fois des merveilles? Va-t-elle sauver ce peuple slave qui tient de l'Occident et qui, pendant tant de siècles, montait fidèlement la garde, là-haut, à la porte de l'Orient?

JOSEPH DE ILLÉS-ILLYÁSEVICS.



---

## M. ROLAND DE HEGEDÜS ET SON PROGRAMME FINANCIER

Depuis que la Hongrie avait déposé, en automne 1918, les armes et qu'elle avait été précipitée, vaincue et dévastée, dans l'anarchie de la révolution, il ne se trouva pas d'homme d'Etat hongrois qui eût joui de la confiance absolue de tous les partis et de toutes les classes du pays, divisé en tant de partis politiques et religieux. Le vieux parti libéral, qui fut injustement accusé d'avoir voulu et perdu la guerre, s'était effondré à la mort tragique du comte Tisza, et la révolution ayant usé un certain nombre d'hommes politiques, ceux qui arrivèrent au pouvoir, après la chute du bolchevisme, n'étaient pas capables, faute de forces morales et de dispositions suffisantes, de rétablir le respect dû à l'autorité, sans lequel on ne pourrait s'imaginer ni de travail productif ni de relèvement politique et économique. Les comtes Albert Apponyi et Jean Hadik eux-mêmes — l'un reconnu universellement comme représentant qualifié des Hongrois gravitant vers l'Occident, l'autre homme politique démocratique et énergique dont le pays attend le raffermissement des affaires intérieures, — ne pouvaient obtenir un rôle principal parmi les arrivistes superficiels et les amateurs politiques de bonne foi qui ont pris le dessus après le bolchevisme, bien que leurs paroles critiques fussent écoutées d'un air respectueux par l'Assemblée nationale.

Dans ces conditions, la nouvelle de ce que M. Roland de Hegedüs, appuyé par la confiance unanime de cette Assemblée, accepta le portefeuille du ministre des Finances, fut accueillie par un enthousiasme indescriptible et, faisant espérer le commencement d'une meilleure époque, elle causa



une surprise générale. C'est que l'Etat c'est, au fond, le ministre des Finances. C'est de lui que dépendent les moyens de la prospérité économique et intellectuelle du pays, ainsi que ceux de la conduite de la politique extérieure; en outre, s'il le veut et qu'il en soit vraiment capable, le ministre des Finances peut devenir le maître absolu de la politique intérieure en Hongrie où — par suite de la centralisation excessive et des monopoles créés pendant la guerre — la vie économique est si étroitement liée à celle de l'Etat et où l'existence des fonctionnaires des comitats envahis et celle de leurs familles (environ plus de 10% de la population de la Hongrie mutilée) dépendent directement de l'Etat. Le pays tout entier sentait qu'il pouvait confier tranquillement à M. de Hegedüs la direction des destinées de la Hongrie et que la confiance mise en lui serait pleinement justifiée.

M. Roland de Hegedüs s'était préparé pendant trente ans à la tâche qu'il vient d'assumer. Fonctionnaire au ministère des Finances où il avait été collaborateur de M. Alexandre Popovics, il fut élu député et fit des études approfondies comme rapporteur de la commission des Finances de la Chambre. Il était en même temps professeur à l'Université de Budapest, s'occupant de science de finances et principalement de questions d'impôts. Pénétré de bonne heure de cette idée que la science de finances n'existe pas d'elle-même et pour elle-même et que, séparée des sciences politiques voisines, elle n'est qu'un tas de formules arides, M. de Hegedüs avait développé son savoir financier sur la base de *granit des connaissances économiques et sociales*. Il avait étudié, en premier lieu, la question de l'émigration en Amérique et celle de la division de la propriété foncière; et il est certain que les idées formulées par lui préparèrent grandement le terrain pour la réforme de la grande propriété foncière. Après avoir été, pendant près de huit ans, directeur de l'Union des fabricants hongrois, M. de Hegedüs devint celui de la Banque commerciale hongroise de Pest; et c'est dans l'exercice de ces fonctions qu'il connut à fond ce que le travail producteur signifie dans la circulation de sang d'un pays et comment les idées scientifiques et les actions politiques deviennent des forces motrices de la vie économique.



Nous croyons fermement que, muni d'une longue expérience et d'un savoir exceptionnel, M. de Hegedüs ne faillira point à sa tâche nouvelle. Dans la mission dont il vient d'être chargé, c'est sa personnalité politique qui saute le plus aux yeux, plus encore peut-être que le programme qu'il fit connaître. Partisan fanatique de l'égalité de droit et ayant des points de vue purement libéraux, il vient de prendre le pouvoir au milieu d'un courant d'idées opposé, en obligeant les adeptes de celui-ci de reconnaître la justesse et l'efficacité de ses vues.

« Nous avons perdu — disait-il — près de trois ans à des discussions stériles, à ne pas nous comprendre les uns les autres, à détruire » ... et l'Assemblée Nationale applaudit cette critique sévère dite sur elle. « La Hongrie mutilée va restreindre l'armée dans la mesure fixée par le traité de Trianon », déclarait-il et l'Assemblée accueillit en silence cette décision à laquelle on n'arriva cependant qu'après un tragique conflit de conscience. M. Roland de Hegedüs sait que si la Hongrie veut vivre et se relever, elle doit s'attacher à la communauté des pays occidentaux et créer des liens entre elle et les Etats limitrophes, en faisant manquer, par une politique sincère et honnête, les intrigues de ses voisins tendant à la séparer du reste du monde. *Le discours prononcé par M. de Hegedüs à l'Assemblée Nationale doit rassurer l'Etranger de ce que la Hongrie exécutera loyalement, dans la mesure du possible, ses obligations résultant du traité de paix.*

Faire, d'une part, une politique intérieure conciliante qui respecte les droits civiques, affranchisse les forces économiques entravées par les mesures de guerre, consolide les affaires du pays, — et poursuive, d'autre part, une politique extérieure cherchant à trouver un terrain d'entente avec les Etats voisins, en sauvegardant réciproquement les droits de chacun : voilà les points essentiels du discours de M. de Hegedüs et, en même temps, l'importance capitale de l'entrée au gouvernement de cet homme d'Etat dont la personnalité honorable garantit l'exécution fidèle de son programme.

En ce qui concerne ses projets financiers, il prit pour point de départ le fait que la Hongrie ne pourra se relever que si elle se remet à produire. Quant à l'idée d'un gros



impôt unique prélevé sur le capital, non seulement un impôt de ce genre — tel qu'on le réalisa en Allemagne et en Autriche — priverait la production de capitaux importants, mais il pèserait sur celle-ci pendant des dizaines d'années, en rendant incertain tous projets économiques et en décourageant toute initiative privée. Or, il est évident que la Hongrie, dont la construction économique s'affaiblit d'une façon considérable, ne pourrait supporter la tension résultant d'un pareil impôt et succomberait sous un tel poids. En renonçant donc à cette sorte d'impôt qui fut d'ailleurs combattu, à la conférence financière internationale de Bruxelles, par les délégués de France et d'Angleterre, M. de Hegedüs a l'intention de soumettre à des impôts à taux différents toute une série d'objets imposables. Il propose d'exonérer l'argent comptant de l'impôt sur le capital, mais, par contre, il va imposer de 20% les mises de caisse d'épargne, et de 15% les Sociétés par actions. Ces dernières seront soumises à cet impôt de telle façon qu'elles seront obligées d'augmenter de 15% leur capital social et de remettre les actions ainsi émises à l'Etat, à qui elles pourront les racheter à certaines conditions. En outre, M. de Hegedüs va imposer de 20% les valeurs et les actions étrangères, les maisons à raison du triple de leurs bénéfices bruts, les propriétés foncières, selon leur dimension, à raison du double à quintuple de leurs revenus bruts, tandis que les autres objets imposables vont être frappés d'une contribution d'environ 15%. C'est du rendement des impôts susmentionnés que M. de Hegedüs payera les dettes de l'Etat dont il va diminuer le taux à 4 et même à 3%. Enfin, il veut rétablir l'équilibre du budget par une restriction sévère des dépenses et par la création d'un impôt général sur le trafic (dans le cadre de cet impôt, c'est celui sur la mouture de céréales qui sera probablement le plus élevé).

Supposé que les affaires du pays se consolident et qu'on reprenne les relations commerciales internationales, l'exécution des projets d'impôt en question aura pour résultat l'amélioration de notre change; et lorsque celui-ci aura atteint un certain cours — que les optimistes les plus souriants mêmes ne fixent qu'à 15 à 20 centimes — c'est alors que M. de Hegedüs achèvera la mise en exécution de la série de ses projets, en passant au système monétaire de franc et en



rendant indépendant de l'Etat le droit d'émission de papier-monnaie.

Malgré les difficultés politiques et économiques que rencontrent les projets financiers de M. de Hegedüs, le pays a confiance en lui ; et l'on peut espérer que, grâce à la force suggestive de sa foi mise en ses idées et à son énergie inébranlable, il pourra faire sortir la Hongrie de sa détresse actuelle. Chaque pas qu'il fera pour réaliser ses desseins signifiera non seulement l'amélioration de notre situation financière, mais aussi le progrès des idées démocratiques occidentales en Hongrie.

Dr MAX FENYŐ.



---

## LÉON TOLSTOÏ<sup>(1)</sup>

---

«Non, Jésus, ta parole ne sera pas perdue.  
Après dix-huit siècles, elle sera relevée,  
et toi, tu seras enfin glorifié comme tu  
as voulu l'être, et compris.»

J. J. Prudhon.

Le comte Léon Tolstoï est né le 28 août, d'autres disent le 9 septembre, 1828, à Yasnaïa-Poliana, dans le gouvernement de Toula, en «Grande-Russie», à deux cents kilomètres environ au sud de Moscou.

Il était de grande famille noble, petit-fils du général Pierre Tolstoï, qui fut ambassadeur à Paris sous le premier empire. Il connut à peine ses parents, sa mère étant morte quand il avait trois ans et son père quand il en avait huit ou, au plus, neuf (1837). Le livre intitulé *Enfance* et le livre intitulé *Adolescence* ne sont autobiographiques que relativement aux sensations, impressions et sentiments. Il fut élevé par une grand-mère et par des tantes. L'influence féminine fut évidemment très grande sur lui.

Son enfance fut rêveuse, inquiète et triste. Est-il exact et songe-t-il à lui en peignant son personnage de l'*Enfance* comme désespéré de se savoir laid et d'avoir des cheveux hérissés ? Il est probable. Il semble avoir écouté avec délices les histoires de nourrice et de vieilles servantes, comme tous les enfants ; mais particulièrement celles d'un vieux précepteur déprimé et maniaque qui, Allemand, avait servi contre Napoléon, avait vu Ulm, Austerlitz, Wagram, avait été fait prisonnier, s'était évadé et, de traverses en traverses, avait échoué

(1) La guerre nous a empêché de publier jusqu'ici cet excellent essai de l'éminent académicien français, mort en 1917.



en Russie. L'horreur de la guerre peut avoir là sa première source.

Son attention a été aussi, évidemment, attiré par un simple d'esprit qui parcourait la province, s'arrêtait souvent au château et était possédé de monomanie religieuse. On sent que l'impression produite par l'idiot sur l'enfant a été profonde.

L'éveil des sens, accompagné d'une extrême timidité, a été précoce chez Tolstoï. Amours enfantins pour petites cousines ou petites compagnes, bras baisés avec frisson, à quatorze ans désirs vifs à l'égard d'une belle suivante de vingt-cinq ans. A coup sûr goût de la femme, tendance à rechercher les petites camarades plus que les petits compagnons, et rien de cette brutalité très fréquente du petit garçon à l'égard des petites filles.

Très jeune, il fut envoyé à l'université de Kazan, fort prospère et fort illustre, un des centres de la science russe. Il y travailla. Il aimait la lecture, la musique, les langues orientales et toutes les langues. Il devint très expert en langue française et en langue allemande. Il a toujours écrit, presque indifféremment, en russe, en allemand et en français. A vingt-cinq ans à peine, il fut envoyé, comme élève officier, à Sébastopol. Il vit trop tôt la guerre. C'était presque un enfant, jeté dans la tempête de cris, d'explosions et de sang. Après la guerre franco-russe, il renonça pour toujours au métier des armes.

Du reste sa carrière littéraire était déjà commencée. De l'Université, ou à peine revenu de l'Université, en 1852, il avait envoyé à une revue russe son petit roman *l'Enfance*, la *Matinée d'un seigneur rural*, les *Cosaques* et en 1854 *l'Adolescence* et en 1855 la *Jeunesse*, et en 1854—56 *Sébastopol*. Nulle vocation littéraire ne fut plus précoce ni plus déclarée que celle de Tolstoï.

Marié jeune, très vite entouré d'une nombreuse et belle famille, il fut seigneur terrien, riche, assez magnifique, généreux et doux

Booz était bon maître et fidèle parent.

Il était généreux quoiqu'il fût économe.

Il écrivait sans cesse. Jusqu'en 1878 environ, son labeur littéraire fut à peu près d'un juste volume par an. Puis, après une période de recueillement qu'on peut évaluer à deux ou trois ans, son activité littéraire, dirigée dans un autre sens, reprit



avec une nouvelle ardeur et son travail intellectuel fut le même qu'avant 1878, jusqu'en 1901. Tout compte fait, une carrière littéraire, à peine interrompue, de quarante années. Il est mort le 20 novembre 1910 à Astapovo, à l'âge de 82 ans.

## I.

La vie littéraire de Tolstoï, comme je l'ai déjà indiqué, se partage en deux périodes très nettement tranchées.

Jusqu'en 1878 environ, Tolstoï est *presque* un pur littérateur. Il fait des romans et des nouvelles, selon l'inspiration qui vient l'animer, en artiste, art pour l'art, non sans certaines tendances, inconscientes autant que significatives, dont nous aurons à nous occuper, mais sans s'en préoccuper, et les subissant, mais ne leur obéissant pas : ce qui est essentiellement différent.

A partir de 1881 environ, il n'est plus qu'apôtre et surtout il ne veut plus être que cela. L'œuvre d'art n'est plus pour lui qu'un moyen de propagande et d'édification morale et il n'admet ni qu'un autre, ni que lui-même fasse servir l'art à autre chose qu'à la diffusion ou vulgarisation d'une vérité. Nous n'avons qu'à suivre sa vie pour envisager successivement ces deux aspects, très différents, sans qu'ils soient contraires, du reste, de sa pensée et de son génie.

Ce fut de 1878 à 1885, c'est-à-dire juste au moment où Tolstoï cessait de vouloir être un artiste, que parurent coup sur coup en France les grandes œuvres artistiques de l'écrivain russe, jusque-là complètement inconnu chez nous. C'était *la Guerre et la Paix*, le *Bonheur de famille* (sous les titres de *Macha* et de *Katia*), *Anna Karénine*. L'impression fut extraordinaire. Le moment était extrêmement favorable. Tous les moments sont favorables, du reste, en France, surtout depuis le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, pour le succès des œuvres étrangères. Le Français, toujours accusé par les étrangers de ne pas les admirer assez, est le peuple d'Europe le plus prompt à s'engouer des œuvres qui ne sont pas de lui.

L'raison en est très simple. Le Français est paresseux et vaniteux. Par paresse, il lit très peu. Par vanité, il veut se donner l'air d'avoir un goût très indépendant et très raffiné. Il ne lit ni



Voltaire ni Tolstoï ; mais il veut se donner les gants de s'y connaître en littérature. Or, de se poser en homme qui a lu Voltaire, cela ne fait point honneur et ne fait point qu'on se retourne à vous entendre. Se poser en homme qui a lu Tolstoï, cela vous donne figure de personnage éclairé, curieux, compréhensif, et qui a lu *non seulement* tous les grands écrivains français, cela va sans dire, mais encore tous les écrivains étrangers. Ce travers a déjà été signalé par Marivaux et bien mieux analysé par lui qu'il ne pourrait l'être par moi : « C'est une plaisante nation que la nôtre. Sa vanité n'est pas faite comme celle des autres peuples ; ceux-ci sont vains naturellement ; ils n'y cherchent point de subtilité, ils estiment ce qui se fait chez eux cent fois plus que ce qui se fait ailleurs. Voilà ce qui s'appelle une vanité franche. Mais nous autres, Français, nous y entendons bien plus de finesse et nous sommes autrement déliés sur l'amour-propre. Estimer ce qui se fait chez nous ! On ne saurait croire le plaisir qu'un Français sent à dénigrer nos meilleurs ouvrages et à leur préférer les fariboles venues de loin. Ces gens-là *pensent plus que nous*, dit-il, et dans le fond il ne le croit pas. C'est qu'il faut que l'amour-propre de tout le monde vive . . . *Primo*, il parle des habiles gens de son pays et, tout habiles qu'ils sont, il les juge, cela lui fait passer un petit moment assez flatteur. *Secondement*, il les humilie, autre irrévérence qui lui tourne en profondeur de jugement. Qu'ils viennent, qu'ils paraissent ; ils ne l'étonneront pas ; ils ne déferrent pas Monsieur ; ce sera puissance contre puissance. Enfin, quand il met les étrangers au-dessus de son pays, Monsieur n'a plus du paysan, au moins ; c'est l'homme de toute nation, de tout caractère d'esprit ; et, somme toute, il en sait plus que les étrangers eux-mêmes. »

Tous les moments sont donc favorables en France pour l'étranger ; mais 1880 était pour Tolstoï, en France, un moment tout particulièrement favorable. Nous étions en pleine vogue de littérature réaliste et de littérature brutale. Émile Zola, les Goncourt, Maupassant, Daudet, un peu à part, réaliste aussi, du reste, nous donnant de la littérature minutieuse, avec quelque aliment, assez délicat, à cette sensibilité que nous avons toujours et que nous n'avons jamais. Tout compte fait, réalisme avec une sorte de mépris satirique pour l'objet même de la littérature réaliste, mépris que tous nos réalistes



depuis Furetière jusqu'à Flaubert et à ses élèves n'ont jamais dissimulé; et le réalisme n'a jamais été chez nous qu'une forme à peine voilée de la satire.

Or, Tolstoï répondait et à ce goût de réalisme que nous avions alors et au sentiment confus que nous avions aussi que ce réalisme était bien étroit. Il s'adaptait et il complétait. Il réalisait notre désir et il le dépassait. Il entraît dans notre conception et il l'élargissait. Il lui donnait et ce qu'elle demandait et ce qui lui manquait. C'était un réaliste admirable et même étonnant; mais c'était un réaliste sentimental, comme Daudet, et, de plus, un réaliste idéaliste et un réaliste poète.

Réaliste, il l'était d'abord par la peinture exacte des faits réels, par une extraordinaire puissance de voir et ensuite de peindre ce qu'il avait vu. Il ne faut pas, en effet, s'y tromper. Le «poète épique» de *la Guerre et la Paix* n'a décrit exactement que ce qu'il avait vu de ses yeux. Il a seulement transposé. Mais il est évident qu'il a à peine un peu plus inventé dans *la Guerre et la Paix* que dans les *Cosaques*. Le fond de *la Guerre et la Paix*, c'est mœurs de soldats, mœurs de la cour, mœurs de seigneurs terriens. C'est-à-dire que tout ce qu'avait vu Tolstoï dans ses années de jeunesse à Sébastopol, dans ses années de seconde jeunesse à Saint-Petersbourg et dans ses années de première maturité à Jasnaja, et, ce qu'il avait vu pendant ces douze ans, il l'avait mis dans *la Guerre et la Paix*, en le reportant, seulement, à cinquante années en arrière. Mais, du reste, il peignait les batailles comme Stendhal, les mœurs urbaines comme Balzac, moins le grossissement, et les mœurs de seigneurs terriens comme Tourguénef. Il y a même quelques erreurs de couleur historique à cause de cela. Les soldats de 1812 sont beaucoup plus des soldats de 1855 que de 1812. Quant à la vie de cour et à la vie de campagne qu'il nous présente, tous les témoins sont d'accord à nous dire que ce sont celles de 1860 et ce seraient plutôt les historiens qui auraient quelque chose à dire en prenant à la lettre les dates du roman.

*La Guerre et la Paix* était donc un poème épique pénétré, et comme gonflé, de réalité. Du reste d'une netteté et d'une puissance de vision incomparable. Il n'y a rien dans les plus grands conteurs européens qui égale le *Pont de Braunau*, au début du livre, ni la première bataille, ni la vie de bivouac.



L'art ici, infiniment et comme superstitieusement réaliste, consiste à faire vivre les personnages d'une vie minutieuse, instant par instant, geste par geste, sans ramassé, sans résumé, sans synthèse et aussi à ne les expliquer jamais, à les abandonner à eux-mêmes en comptant sur eux pour se faire comprendre ou deviner, ou rester partiellement, ce qui est du réalisme encore, inexplicables; et c'est tout cela même qui donne la si non pleine — car qui peut la donner? — du moins vive et incessante sensation de la vie réelle.

L'art de Tolstoï consiste aussi, chose moins inconnue de nous, mais rare partout au degré où Tolstoï l'a poussée, à ne jamais séparer les personnages de leurs entours, du cadre fabriqué, villes, maisons, appartements, objets; ni du cadre naturel, terre, atmosphère, ciel, qui les environne. En cela, Tolstoï est passé maître en ce sens que le cadre et le personnage ne font vraiment qu'un, ne sont jamais dissociés. Ce n'est pas ici, d'abord le cadre, puis le personnage mis dedans, quand on a bien achevé l'établissement du premier — comme chez Balzac — de telle sorte que le personnage fasse complètement oublier le cadre. Ce n'est pas non plus le personnage d'abord, puis un second, puis un récit, puis le récit s'arrêtant pour permettre à l'auteur de nous faire une description des beaux lieux où cela se passe. C'est continuellement unis, inséparables, plongés ceux-ci dans celui-là, les personnages et le monde où ils vivent, de telle sorte que vies individuelles et vie de l'univers soient constamment mêlées et s'expliquent les unes par l'autre, ou même, sans qu'il y ait explication de cela par ceci, soient présentées ensemble, d'une seule vue, tout simplement parce que les choses sont ainsi.

ÉMILE FAGUET.

(A suivre.)



---

## LA QUESTION DE LA HAUTE SILÉSIE ET SES RAPPORTS AVEC LA VIE ÉCONOMIQUE DE L'ALLEMAGNE

### I.

Le traité de paix de Versailles (Art. 88, Annexe § 3, alinéas 4 et 6) contient des dispositions selon lesquelles une Commission internationale de quatre membres désignés par les États-Unis d'Amérique, la France, l'Empire britannique et l'Italie, devra maintenir l'ordre dans la zone délimitée de la Haute Silésie, avec l'aide des troupes alliées, en ayant recours, au besoin, à une police recrutée parmi les hommes originaires du pays. On y insiste particulièrement sur la nécessité, de prendre « toutes les mesures propres à assurer la liberté, la sincérité et le secret du vote » qui doit décider du sort du pays en question.

Il n'y a rien à objecter à tout cela ; le droit des nationalités de décider de leur sort fut reconnu et hautement proclamé, au cours de la guerre, par les hommes d'Etat et les publicistes de l'Entente.

Mais, en réalité, les choses se passent d'une tout autre façon. Et cela n'est guère imputable à la négligence des autorités françaises auxquelles incombe principalement le soin de l'administration du pays (les Anglais et les Italiens s'en désintéressant presque complètement), mais plutôt à une intention arrêtée, qui est facile à deviner.

Le fait est que dans les contrées minières et industrielles du pays, surtout dans la proximité de la frontière, un véritable régime de terreur est institué par des bandes de Polonais, armés jusqu'aux dents ; les victimes sont les Allemands : ouvriers, employés, instituteurs et autres bourgeois influents, dont les femmes et les enfants ne sont guère plus épargnés. Tous les moyens d'intimidation y sont employés ; injures, mauvais traitements, menaces, enlèvement au delà



des frontières, exactions, pillages et assassinats. Le général Le Rond, commandant des troupes françaises d'occupation, qui est chargé en première ligne de l'exécution des prescriptions citées plus haut, tolère tout cela et les hommes placés sous ses ordres agissent de même. On dirait qu'ils se font sciemment les complices des malfaiteurs qu'ils devraient réprimer, car ils sont parfaitement instruits de ce qui se passe, par les plaintes des habitants terrorisés.

La population allemande de cette région a été obligée de livrer aux autorités les armes dont elle disposait. Les Polonais, au contraire, sûrs de la connivence des troupes d'occupation, en ont bien livré une certaine quantité, mais ils les ont bientôt reprises de gré ou de force aux mains des soldats français chargés de la réquisition. Plus d'une centaine d'habitants allemands ont été exterminés, plusieurs centaines transportés au delà de la frontière, où la mort ou une captivité plus ou moins prolongée attendait ces infortunés. Il suffit d'entendre les lamentations désespérées des familles intéressées pour se rendre compte de la véracité de tous ces récits d'atrocités. C'est dans la campagne et les petits villages que les terroristes polonais sévissent avec le plus de brutalité ; la situation est surtout intolérable dans les localités de la frontière, à Ribnik et à Pless.

Pourtant la population y est éminemment pacifique ; elle est composée, en grande partie, des descendants de mennonites de provenance allemande dont la colonisation date d'un siècle et demi. C'est cette dernière circonstance qui les expose le plus à la haine des Polonais.

Le commandant de l'armée d'occupation, chargé du maintien de l'ordre (voy. Art. 88, Annexe § 3 du traité) n'a rien fait pour empêcher l'exécution du plan, longtemps mûri d'avance, de détruire le petit village d'Anhalt, ni ne s'est soucié, après coup, de la punition des coupables ; il a plutôt l'air de les encourager à commettre d'autres méfaits. Les malheureux habitants, dont le seul crime est de rester attachés à la religion protestante et à leur nationalité allemande, ont, à plusieurs reprises, invoqué son intervention, mais en vain.

La production de la houille est une condition essentielle de la reconstruction de notre continent appauvri et dévasté par la guerre. A défaut de charbon, le travail industriel est



impossible, et sans travail, point de bien-être. Les charbonnages de la Silésie, exploités convenablement, peuvent donner de grandes quantités de ce précieux combustible. Or, le général Le Rond voit d'un œil impassible que les terroristes polonais empêchent les paisibles ouvriers allemands de descendre dans la mine, qu'ils les injurient et les menacent. Aussi la production du charbon en souffre-t-elle sensiblement.

Sous prétexte de rechercher les armes cachées, les Polonais font des perquisitions continuelles. Mais le but véritable de ces vexations n'est autre que de démoraliser et désorganiser le pays. On veut à tout prix empêcher ceux parmi les Allemands qui seraient aptes à guider leurs compatriotes et à organiser la résistance contre les menées des Polonais. Faute de chefs capables, pense-t-on, les Allemands seraient, lors du plébiscite, livrés sans ressource aux manœuvres déloyales des terroristes.

Ces iniquités sont en contradiction formelle avec la lettre du traité de paix, avec les principes hautement proclamés de l'Entente et avec tout sentiment d'humanité, mais cela n'empêche pas qu'elles ne soient commises. Le but à atteindre est évident : on veut, par le moyen d'un *plébiscite bien dirigé* (entendez : falsifié), arracher la Haute Silésie du corps de l'Allemagne et la livrer à la Pologne, pays duquel elle a été détachée depuis plusieurs siècles et avec lequel elle n'a gardé, depuis, aucune relation. La preuve que par la ratification apparente du plébiscite, l'Entente ne vise qu'à l'accaparement de la Haute Silésie, c'est que l'Art. 88, al. 1<sup>re</sup> du traité de paix qui prescrit la voie du suffrage, est presque annulé par le § 5 de l'Annexe où il est dit que le résultat du vote par communes ainsi que le règlement de la ligne de démarcation projetée, doivent être « communiqués par la Commission aux principales puissances alliées et associées ». Il est aussi prévu que, lors de la délimitation définitive, on tiendra compte du vœu exprimé par les habitants (si tant est que le plébiscite sera sincère, ce qui paraît fort douteux), ainsi que « de la situation géographique et économique des localités ». Le § 6 décide, en plus, que lesdites puissances fixeront, à leur gré, la frontière définitive qui séparera l'Allemagne de la Pologne.

Quoi qu'il en soit, le vote projeté en Haute Silésie ne saurait manquer d'une certaine importance. Les conjonc-



tures politiques sont exposées à changer avec le temps et, sous ce rapport, il peut être important de connaître la pensée véritable et librement exprimée de la population. On doit, par conséquence, profondément regretter qu'on veuille faire dégénérer la manifestation du sentiment populaire en une sorte de farce politique.

Lés peuples doivent se rendre compte qu'on est en train de commettre une *grande et fatale iniquité*, et que ce sont leurs gouvernements qui en sont responsables. Car il s'agit ici non seulement de la violation d'un principe d'une grande portée, mais du sacrifice d'un peuple plus avancé en civilisation à un autre qui l'est moins, sans parler du crime dont on se rend coupable en lésant des intérêts les plus immédiats de la population que le régime de terreur des bandes polonaises empêche de produire un article de première nécessité, le charbon.

Il faut espérer que la publicité internationale et la conscience du monde civilisé ne toléreront point que les habitants paisibles et laborieux d'un centre industriel de l'Europe, puissent être réduits au désespoir par une suite ininterrompue d'actes de brutalité, sans provoquer une protestation retentissante. Si le général actuel n'est pas à la hauteur de sa tâche, il faut qu'il soit remplacé par un autre commandant qui s'efforce honnêtement de remplir les conditions, déjà assez dures, du traité de Versailles et même de les radoucir, s'il y a moyen, en faveur des peuples vaincus, afin de leur faciliter le relèvement.

Le principe des nationalités doit être mis en vigueur en Haute Silésie, au lieu d'être confisqué au profit de l'un ou de l'autre des Alliés. Il faut qu'on y rétablisse cette tranquillité complète qui régnait avant le fonctionnement de la Commission de l'Entente.

## II.

La Haute Silésie constitue une zone géographique bien circonscrite, qui se distingue d'une manière tranchée des pays voisins, de la Pologne et de la Bohême. La population, assez dense, par rapport à la surface restreinte qu'elle habite, tire sa subsistance de l'industrie, très développée qui, elle-même, est basée sur la richesse du sous-sol en minerais. A côté



de l'industrie minière et métallurgique, l'économie rurale et forestière est également très florissante, ce qui, joint à un commerce fort prospère, fait de ce pays une des contrées les plus riches de l'Allemagne. Le climat étant peu favorable à l'agriculture, la Haute Silésie doit sa prospérité à une exportation très active des produits de son industrie, qui se dirige surtout vers la Russie, l'Autriche et la Hongrie, principalement agricoles, mais, en outre, toute la région est de l'Allemagne tire les produits de son industrie de ce pays.

La production en charbon de la Haute-Silésie, malgré l'exiguïté de son territoire, surpasse celle de l'ancienne Autriche-Hongrie dans la proportion de  $2\frac{1}{2} : 1$ . Elle est deux fois plus grande que celle du vaste empire russe et égale à peu près celle de la France. Il en est de même pour les produits de la métallurgie, et notamment le zinc, car la Haute Silésie produit à elle seule 17.4% de l'exploitation mondiale de ce métal, et elle occupe, sous ce rapport, le premier rang non seulement en Allemagne, mais dans l'Europe tout entière. La valeur totale des produits de l'industrie minière et métallurgique y monta, en 1916, en sommes rondes, à 1.200.000.000. Le total des capitaux employés dans ces sortes d'établissements s'élève, d'après les évaluations faites avant 1914, à près de 2 milliards de marks, et les actions dont la valeur s'est considérablement augmentée pendant la guerre, sont répandues par toute l'Allemagne.

La perte de la Haute Silésie se traduirait pour l'Allemagne par une diminution considérable dans la production de la houille. En 1913, qui est la dernière année normale d'exploitation, l'empire a produit un total de 191,511.000 tonnes. Si la cession du pays en question se réalisait, cette production diminuerait de 43,439.000 tonnes. Le charbon produit annuellement par l'Allemagne descendrait à 144,000.000 t.; ceci revient à une perte considérable du combustible qui est indispensable pour faire marcher l'industrie. La valeur en argent de la diminution annuelle se chiffrerait par un déficit de 432,553.000 marks.

Rappelons qu'il n'y a, en Europe, que deux pays dont la richesse en houille les met à même d'exporter régulièrement cette matière précieuse : l'Angleterre et l'Allemagne ; tous les autres Etats européens, à l'exception de la seule Belgique,



sont dans l'obligation d'en importer plus ou moins. En 1913, l'exportation de l'Allemagne montait à 34,573.514 tonnes, l'importation à 10,540.018 t., l'excès de l'exportation se chiffrait donc par un total de 24,033.496 t. L'Allemagne a employé, en 1913, pour les besoins de son industrie, 167,477.504 tonnes de houille. Or, en cas de cession de la Haute Silésie, la production totale en charbon — l'exploitation étant supposée égale — se réduirait à 144,000.000 t. environ, ce qui équivaut à un déficit de 23,000.000 t. de combustible. En d'autres termes, cela signifie que l'Allemagne descendrait au rang des pays importateurs de houille : la vie économique de l'empire deviendrait tributaire de l'étranger et la concurrence de son industrie avec ses rivaux serait menacée d'un échec inévitable.

La Haute Silésie détient plus de la moitié, exactement 52.37%, des gisements carbonifères de l'Allemagne, à une profondeur maximale de 1200 mètres. Les dépôts de houille jusqu'à la profondeur de 1200 m. au-dessous de la surface, montent à un total de 74.825 milliards de tonnes, tandis que ceux de l'Angleterre, à pareil niveau, sont évalués à 181.35 milliards de tonnes. Il faut savoir que l'exploitation anglaise de charbon surpasse de beaucoup celle de la Silésie : ainsi, en 1913, la première a produit 292,000.000 tonnes de charbon, tandis que l'autre 43,439.000 tonnes. L'Angleterre, dont les provisions en houille surpassent celles de la Silésie dans la proportion de  $2\frac{1}{2}$  : 1, produit annuellement un total de combustible sept fois plus considérable. La Grande-Bretagne aura donc épuisé son stock de charbon dans le courant de quelques siècles ; la Haute Silésie, au contraire, ne viendra à bout du sien, même en augmentant l'exploitation, que dans un millier d'années. Ce dernier pays est, par conséquent, destiné à constituer, ensemble avec la Westphalie, l'épine dorsale de l'Europe industrielle de l'avenir.

La fabrication de briquettes et de coke en Haute Silésie, comparée avec celle du reste de l'Allemagne, est peu considérable, ce qui tient à ce que le charbon fournit relativement peu de déchets en forme de poussière et ne se prête guère à la transformation en coke. Néanmoins, même sous ce rapport, l'annexion de ce pays par la Pologne signifierait une perte sensible pour l'économie de l'empire. Car, en prenant



pour base les chiffres de 1913, la production en briquettes de charbon diminuerait de 6·2 %, correspondant à une valeur totale de 6,083.422 marks, tandis que la fabrication de coke subirait un amoindrissement de 6·4 %, représentant une valeur de 31,744.000 marks.

La puissance économique et le prestige de l'Allemagne, en temps de paix, reposait, en dehors de sa richesse en houille, principalement sur l'industrie du fer. En effet, c'est grâce à l'activité infatigable de ses forges et ateliers de construction que l'empire est parvenu à conquérir, avec une grande partie du marché mondial, la seconde place parmi les puissances productrices de fer. La Haute Silésie n'est pas restée, non plus, en arrière sous ce rapport, bien que sa participation ne fût pas aussi importante que dans la production de la houille. En 1913, par exemple, l'empire, y compris le Luxembourg, a produit 33,711.000 tonnes de minerais de fer, et la part de la Haute Silésie se chiffrait par 156.221 tonnes.

L'importation en articles de fer dans l'empire allemand, s'est élevée, en 1913, à 618.291 tonnes environ, valant 104,117.000 marks, tandis que l'exportation a atteint, à la même époque, 6,497.262 tonnes, d'une valeur totale de 1.339,255.000 marks. Si l'Allemagne devait perdre la Haute Silésie, la production du fer, en se basant sur les résultats de 1913, diminuerait de 7,412.331 tonnes. Dans ce cas, puisque l'exportation en fer accuse un excès de 587.889 t. sur l'importation de la même matière, le besoin du pays, qui monte par an à 13,430.201 tonnes, ne pourra plus être couvert par l'industrie indigène. L'Allemagne, qui, avec les Etats-Unis et l'Angleterre, a été le seul pays exportateur de fer, serait donc forcée d'en importer et deviendrait tributaire de l'étranger.

Tandis que le charbon et le fer jouent le principal rôle sur les seuls marchés de l'Allemagne et de quelques pays voisins, le zinc, produit en Haute Silésie, est une matière recherchée par les contrées les plus éloignées de notre globe. Avant la guerre, en effet, l'Italie, les pays du Balkan, et principalement l'Asie, ont fait des achats considérables de ce métal en Silésie.

La production totale en minerais de zinc de l'Allemagne se monta, en 1913, à environ 649.700 tonnes, d'une valeur de 44,000.000 marks. La Haute Silésie, à elle seule, a fourni



251.331 tonnes, évaluées à 30,217.437 marks, ce qui revient à 80.2% de l'exploitation totale. La production de zinc brut de l'Allemagne fut 278.585 tonnes, la part de la Haute-Silésie atteignit un total de 169.439 tonnes (c'est-à-dire 60.8%) dont la valeur se monte à 72,064.000 marks.

La production de cette province en zinc fait, à elle seule, 17% de la production mondiale, évaluée à 1,001.100 tonnes. L'exportation, en 1913, a atteint 138.093 tonnes environ, évaluées à 74,699.000 marks, et l'importation 58.520 t. valant 31,653.000 marks, par conséquent l'industrie indigène absorbe 188.012 t. environ de ce métal, tandis que l'excès de l'exportation sur l'importation ne se chiffre que par 80.573 t. La perte de la Haute Silésie se traduirait, pour l'Allemagne, par un déficit annuel en zinc de 170.000 tonnes; elle serait donc obligée d'importer et de devenir, sous ce rapport encore, tributaire des pays voisins.

Bien que la production de plomb de la Haute Silésie ne soit guère comparable à celle du zinc, elle est néanmoins une branche importante de l'industrie minière. La production en minerais de plomb s'est montée, en 1913, à 142,800 tonnes environ, d'une valeur de 20,000.000 marks. La Silésie y participe avec un total de 52.572 t., évaluées à 6,496.000 marks.

La production mondiale a atteint, en 1913, un total de 1,189.100 tonnes (la participation des Etats-Unis se chiffrant par 386.700 t.). L'Allemagne, avec un contingent de 165.000 t., occupait donc le troisième rang parmi les pays principaux producteurs de plomb. Mais si, par suite de l'annexion de la Haute Silésie par la Pologne, elle venait à perdre les 44.337 t., représentant une valeur de 16,353.926 marks, elle tomberait au quatrième rang des Etats producteurs de ce métal.

L'importance de la Haute Silésie du point de vue de l'industrie de l'est de l'Allemagne est également grande. Il s'agit, avant tout, de l'industrie minière et métallurgique. De nombreuses chaudières, des usines de ciment, de briques et d'argile, tant de la Silésie que des provinces voisines, s'alimentent du combustible fourni par la Haute Silésie. Il en est de même des sucreries, des distilleries, des amidonneries, des fonderies de fer, des fabriques de machines et de cellulose, des papeteries et des usines travaillant le bois, etc., qui ont surgi en grand nombre ces dernières années dans l'est de l'Alle-



magne. Faute de combustible et de produits métallurgiques la plus grande partie de ces établissements seraient forcés de fermer leurs portes. La répercussion d'une telle mesure sur toute la vie économique des provinces contiguës à la Haute Silésie serait désastreuse. En dehors de l'industrie et de l'agriculture, le commerce de l'Allemagne en subirait de dommages irréparables.

La Haute Silésie a de tout temps entretenu un commerce très actif, les produits les plus variés de son industrie ont été expédiés en Autriche-Hongrie et en Pologne pour être échangées contre des denrées alimentaires, du bois, des métaux et autres matières indispensables. Une partie considérable des produits de la région s'est dirigée et se dirige encore actuellement, vers les pays plus éloignés et cela s'entend pour les industries les plus variées. Pour se faire une idée des valeurs échangées de façon ou d'autre, il suffit de constater que dans la seule année 1913, le charbon expédié au delà de la frontière a représenté un total de 122 millions marks.

Les Etats limitrophes sont donc tous intéressés à la solution de la question de la Haute Silésie. Les rapports futurs, tant politiques qu'économiques entre l'Allemagne et la Pologne en dépendront ; la Hongrie, l'Autriche et la Bohême seront aussi tout particulièrement affectés du résultat plébiscitaire, parce que c'est par la Haute Silésie que s'est effectué le commerce des produits industriels vers les Etats successeurs de l'ancienne Autriche-Hongrie. Notre pays, dont les usines souffrent actuellement tant du manque de charbon, pourra certainement être pourvu de cette matière précieuse, si la province en question n'est pas enlevée à la mère-patrie : dans le passé, la Hongrie recevait aussi des quantités très considérables de houille de toute espèce de la Haute Silésie.

Si cette province venait tout de même à être détachée du corps de la nation, l'équilibre entre l'importation et l'exportation serait totalement bouleversé et l'empire ne serait pas en état de payer le prix des matières premières dont sa propre industrie a besoin. L'Allemagne serait forcée de restreindre son activité industrielle, et une partie de sa population devrait émigrer. L'Allemagne qui, dans la production des matières premières de l'industrie, ne cède actuellement qu'aux



Etats-Unis d'Amérique, descendrait au niveau d'un Etat industriel de second rang. D'un pays exporteur de charbon qu'elle était, elle deviendrait un pays importeur de combustible, et il en serait de même d'une foule d'autres matières premières, telles que le fer, le zinc, le plomb, la chaux, la cellulose, l'acide sulfurique etc. qui assurent actuellement à l'empire un rang honorable sur le marché mondial, mais qu'il serait obligé d'aller chercher à l'étranger si la province en question est adjugée à la Pologne.

Une telle éventualité entraînerait encore la ruine inévitable des finances publiques par la diminution des contributions et impôts, sans parler des dommages causés par la perte des communications par terre et par eau, et des capitaux investis dans les édifices publics, etc. Et, pour finir, la détérioration du bilan commercial aurait également des suites catastrophiques.

Voilà pourquoi il importe que le plébiscite projeté en Haute-Silésie soit effectué d'une manière inexorablement juste; il s'agit, pour l'Allemagne, d'une question vitale et elle ne saurait se soumettre à un arrêt prononcé par suite d'une falsification quelconque de la volonté populaire qui serait due à une terreur étrangère.

Il va sans dire qu'indirectement la France, intéressée qu'elle est au relèvement économique de l'Allemagne, par la question des réparations, finirait elle-même par souffrir des effets funestes qu'aurait pour l'empire allemand la perte de la Haute Silésie. Malheureusement, tout indique que la Pologne ne recule devant aucune violence pour se rendre maîtresse de cette province. Selon les nouvelles récentes, les Polonais auraient concentré des forces considérables autour de la frontière: c'est, dit-on, pour pouvoir occuper immédiatement le territoire en litige, si le résultat du plébiscite était — malgré tout — contraire à leur attente. C'est ainsi qu'ils entendent respecter la liberté du vote.

R.



## REVUE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Il y a trois ans à peu près que nous avons publié un article<sup>(1)</sup> où nous disions, entre autres, que «le roi des Hellènes a suivi une politique de neutralité qu'il jugeait seule compatible avec les intérêts de son pays et cette politique, il l'a poussée jusqu'à ses dernières conséquences, sacrifiant sa personne même au bien suprême de la patrie»; nous disions encore: «mais il est arrivé que les puissances qui se donnaient le titre de protectrices de la Grèce, ont violé effrontément sa neutralité et en aggravant toujours davantage le joug de terreur imposé à la population du pays, ont fini, par acculer le roi à la nécessité de se séparer du peuple qui l'adorait et à se retirer».

En effet, Constantin dut se retirer et abandonner son pays, bien que le peuple hellène ne cessât de protester, au nom du dévouement inaltérable qu'il lui portait, contre le départ imposé par les Alliés qui exigèrent, en outre, l'abdication du roi. «Toute la Grèce fut soulevée d'indignation contre cette exigence. Pendant que le conseil de couronne délibérait dans le palais sur l'ultimatum, l'armée, la marine et toutes les corporations envoyèrent des délégués pour assurer le roi de leur volonté de verser la dernière goutte de leur sang plutôt que de céder et de se séparer de leur souverain bien-aimé. Les ministres joignirent leurs prières à celles du peuple, mais Sa Majesté, pour éviter l'effusion de sang et la destruction de toutes les villes côtières par les flottes alliées, déclara sa résolution inébranlable

(1) Voir *Un grand roi*, par Guillaume de Huszár, dans le n° du 15 novembre 1917 de la *Revue de Hongrie*.



de s'incliner devant la force et d'abandonner le sol de la patrie.»

Tout le monde sait ce qui arriva après le départ du roi Constantin. Bien que M. Jonnart, haut-commissaire des puissances protectrices, se fût porté garant de l'indépendance complète du pays, en déclarant, au nom de la France et de l'Angleterre, que la volonté de neutralité de la Grèce serait respectée, que Venizélos ne serait pas ramené à Athènes pour être établi au pouvoir et qu'on n'userait pas de représailles à l'égard des personnalités restées fidèles à l'ancien régime — on n'a pas manqué de violer toutes ces promesses. La Grèce fut forcée d'entrer en lice aux côtés des Alliés, et Venizélos non seulement fut ramené et établi au pouvoir, mais il put, grâce aux canons et aux baïonnettes de l'Entente, instituer un régime de terreur sous lequel toute la nation hellène eut infiniment à souffrir. Il est vrai que les Alliés, en remportant la victoire, ont pleinement satisfait aux aspirations helléniques et agrandi la Grèce de territoires considérables, mais, en revanche, le pays perdit son indépendance et devint, sous la dictature de Venizélos, presque une satrapie de l'Entente. A la première occasion qui lui fut donnée, le peuple grec secoua le joug tyrannique sous lequel il gémissait et rappela, par un vote, grandiose dans son unanimité, le roi Constantin.

Aujourd'hui, ce grand homme, modèle des souverains constitutionnels, est de nouveau assis sur le trône de ses ancêtres; la nation hellène peut être fière de l'attitude ferme qu'elle prit à l'occasion des élections générales et du plébiscite: elle s'est montrée digne de Constantin. Malgré les menaces de la France — car l'Angleterre ne s'est associée qu'à contre-cœur à la démarche qui devait intimider Athènes, tandis que l'Italie était ouvertement pour le roi — la Grèce est restée inflexible dans sa résolution de se débarrasser du dictateur, choyé par certains Alliés, mais détesté par son pays, et de rappeler celui qu'elle considérait à bon droit comme son monarque légitime. On peut être sûr que Constantin I<sup>er</sup> ne s'inspirera, comme il s'est toujours inspiré par le passé, que des intérêts de son peuple et de son pays, et que sa prétendue «germanophilie» ne jouera aucun rôle dans les décisions qu'il sera appelé à prendre.



Si nous nous réjouissons tout particulièrement de la rentrée du roi des Hellènes, ce n'est pas seulement parce qu'une injustice criante vient d'être réparée, mais, surtout, parce que cet événement est très significatif du point de vue plus général de la « paix » européenne. En effet, celle-ci repose sur une base instable : les traités de Versailles, de St-Germain, de Trianon, engendrés par la haine, la bêtise et l'ignorance, sont condamnés à une mort précoce : car aucune force humaine ne saurait faire vivre des monstres, la nature elle-même s'y opposant. L'Europe d'avant la guerre, malgré les dangers qu'elle recelait, était mille fois plus préférable à l'Europe « nouvelle », improvisée à coups de violence par les vainqueurs ; par conséquent, tout ce qui contribue, tel, par exemple, le retour de Constantin, au rétablissement, en quelque mesure, de l'état ancien de choses, nous apparaît digne d'être salué comme un élément de l'ordre renaissant.

La victoire de l'Entente est une erreur de l'histoire, et la « paix » qui en sortit, un défi à la saine raison, basée qu'elle est sur cette absurdité que l'Allemagne doit être réduite à un rôle qui la met, pour ainsi dire, hors de cause en Europe, et que l'esprit de vengeance, incarné par les Clemenceau, doit présider à la politique continentale. Oui, selon nous, la victoire des Alliés n'est résultée que d'une coïncidence fortuite de circonstances qui ne répondent à aucune proportion réelle des forces effectives. Malgré l'héroïsme de l'armée française, malgré la ténacité anglaise, malgré l'entrée en guerre de l'Italie contre les puissances centrales, et malgré les petits services — pour ne pas les qualifier d'un autre nom — que les Tchèques et Valaques ont rendus à sa cause : l'Entente n'aurait jamais pu imposer la paix sans l'intervention de l'Amérique de M. Wilson. Or, le peuple américain semble aujourd'hui comprendre peu à peu que, lui aussi, il a été victime d'une supercherie grossière et que la paix juste, pour laquelle il fut censé combattre, n'est qu'une source inépuisable de malheurs pour les vaincus et même pour les vainqueurs. Il est probable qu'en cas d'un nouveau conflit européen, l'attitude des États-Unis serait différente de celle qu'elle prit lors de la guerre qui vient de finir. Et nous ne tenons encore compte de la Russie dont l'orientation future pourrait aussi ne pas être celle qu'elle fut en 1914.



M. Harding, le nouveau président des États-Unis, aurait déclaré que la paix de Versailles devrait bientôt être remplacée par une nouvelle paix conclue à Washington. Au risque de nous exposer à de nouvelles désillusions, nous espérons que la vraie paix, si anxieusement désirée des peuples martyrisés, viendra peut-être du Nouveau Monde. Comme nous le disions déjà, dans notre chronique du dernier mois, cela ne serait que justice, car l'Amérique a si puissamment contribué à la destruction de l'Europe qu'elle se doit en quelque sorte à elle-même de réparer les injustices territoriales, politiques et économiques qui découlent des paix babyloniennes enfantées à Paris et aux environs. M. Harding aurait encore dit que la Société des Nations, telle qu'elle fut élaborée par l'Entente, ne mériterait pas qu'on en parlât. Encore en ceci nous avons l'honneur de partager l'opinion du nouveau maître de la Maison Blanche. Nous avons déjà à plusieurs reprises exprimé cet avis que l'honorable assemblée siégeant à Genève n'est que la caricature de ce qu'elle devrait être. Aussi ne comprenons-nous pas la satisfaction que paraissent ressentir l'Autriche ou la Bulgarie d'avoir été admises dans cette pseudo-société des nations.

D'abord la paix, une paix qui rend tolérable la vie aux vaincus, et après on pourra causer du reste. Mais tant que les traités de Versailles, de St-Germain, de Trianon, de Neuilly, etc. subsisteront dans leur forme actuelle, il serait illusoire de songer au rétablissement de l'équilibre européen. Malheureusement, en Europe, l'esprit de guerre ne semble pas être près d'abdiquer en faveur d'un esprit pacifique permettant la réconciliation des peuples, qui seule pourrait former la base solide d'une vraie Société des Nations. La petite Entente, le traité de Rapallo que l'Italie vient de conclure avec la Serbie, sont autant d'instruments de paix de la même essence que la Société des Nations de Genève, car ils n'ont tous en vue que l'assurance de la proie arrachée aux puissances centrales et ne visent, par conséquent, que la consécration des iniquités codifiées dans les divers traités extorqués aux vaincus. Si l'édifice de la nouvelle Europe, qu'on nous avait prédite en cas d'une victoire définitive, et glorifiée d'avance, reposait vraiment sur les piliers inébranlables du Droit de la Justice, faudrait-il avoir recours



à tant de précautions pour le préserver de la caducité? Les manœuvres de nos ex-adversaires peuvent, du reste, être considérées comme indices d'une meilleure appréciation de la situation : elles prouvent, notamment, que ceux-ci commencent à admettre eux-mêmes que la paix clemenciste-wilsonienne n'est pas sans être susceptible de certaines corrections.

Le conseil des ambassadeurs vient d'émettre une note relative à l'évacuation de la Hongrie occidentale, adjugée par le traité de Saint-Germain à l'Autriche. Cette note a causé une vive émotion dans les milieux politiques de Budapest : hélas ! ceux-ci n'ont pas encore compris que tout ce qui vient actuellement, du Paris, ne peut être que funeste à la nation hongroise. On s'est bercé de l'illusion que l'Entente, au risque d'être taxée d'inconséquence, admettrait que la population dudit territoire se prononçât elle-même sur le sort de son appartenance future : une telle politique, qui serait conforme au droit de l'auto-disposition des peuples, ne devait être que répudiée par le conseil siégeant dans la Ville Lumière. Ce qui nous surprend, c'est que l'Autriche, morcelée si impitoyablement, au mépris de toute justice, semble sanctionner elle-même, par sa convoitise d'un bandeau de territoire hongrois, les traités élaborés à Paris dont nous autres Hongrois ne reconnaitrons jamais la validité, bien qu'on nous ait forcés d'y souscrire.

Mais si l'Autriche commet une faute fatale en fondant son droit à un bien qui nous appartient sur des chiffons de papier signés à Saint-Germain ou au Trianon, nous qui nous flattons de connaître la mentalité des maîtres actuels de la politique internationale, nous croyons que l'Entente — obéissant aussi à l'inspiration des Tchèques<sup>(1)</sup> — eût été bien capable d'exiger l'exécution de ses « conditions de paix », même si notre ex-partenaire dans la Monarchie dualiste avait consenti à un plébiscite dans la Hongrie occidentale. Car il faut, à tout prix, que les traités basés sur le Droit, la Justice et la Liberté acquièrent force de loi, n'est-ce pas ? Et puis, le programme de pacification ne serait pas complète-

(1) Voir, à ce propos, l'article par P. : *La question de la Hongrie occidentale*, dans le numéro du 15 septembre—octobre 1920 de la *Revue de Hongrie*.



ment réalisé si l'Entente, qui avait promis une paix durable à l'Europe, ne s'efforçait pas de mettre un obstacle à la réconciliation des Autrichiens et Hongrois qui furent victimes communes de leur voisins sortis « victorieux » de la guerre. Parmi les États issus de l'ancienne monarchie, l'Autriche était, jusqu'à présent, la seule qui ne s'était pas enrichie des dépouilles de la Hongrie crucifiée; nous pensions donc pouvoir entrer en des relations vraiment amicales avec ce pays; par le cadeau dangereux que le Conseil des Ambassadeurs veut faire au peuple autrichien, il parviendra certainement à abaisser celui-ci au rang des peuples que nous considérons comme usurpateurs et spoliateurs.

SPECTATOR.

Mais si l'Autriche commet une faute fatale en fondant son droit à un bien qui nous appartient sur des chiffres de papier signés à Saint-Germain ou au Tréport, nous qui nous flattons de connaître la mentalité des maîtres actuels de la politique internationale, nous croyons que l'Entente — obéissant aussi à l'inspiration des Tchèques (?) — ont été bien capable d'exiger l'exécution de ses « conditions de paix », même si notre ex-partenariat dans la Monarchie dualiste avait consenti à un plébiscite dans la Hongrie occidentale. Car il faut, à tout prix, que les traités basés sur le Droit, la Justice et la Liberté acquièrent force de loi, n'est-ce pas? Et puis le programme de pacification ne serait pas complet.

*Rédacteur en chef :* (1) Voir, à ce propos, dans le numéro du 15 août 1920 de la Revue de Hongrie, l'ouvrage de la Hongrie.

G. DE HÜSZÁR.



## PRINCIPAUX AUTEURS QUI ONT COLLABORÉ

à la

### REVUE DE HONGRIE:

**Comte Jules Andrássy**, conseiller intime, ancien ministre, député.

**David Angyal**, professeur à l'Université de Budapest, de l'Académie hongroise.

**Comte Albert Apponyi**, conseiller intime, ancien ministre, député.

**Étienne Bárczy**, ancien ministre, député.

**Albert de Berzeviczy**, conseiller intime, ancien ministre, président de l'Académie hongroise.

**Charles Brockhausen**, professeur à l'Université de Vienne.

**Victor Concha**, de la Chambre des Magnats, professeur à l'Université de Budapest.

**Elemér Császár**, professeur à l'Université de Pozsony, de l'Académie hongroise.

**Fr. Du Bois**, directeur de la *Correspondance Européenne*.

**Géza Gárdonyi**, de l'Académie hongroise.

**Emile de Grósz**, professeur à la Faculté de Médecine de l'Université de Budapest, conseiller aulique.

**Elemér Hantos**, secrétaire d'État, directeur de la Caisse d'Épargne postale de Hongrie.

**Roland de Hegedüs**, ministre r. h. des Finances.

**François Herczeg**, vice-président de l'Académie hongroise.

**Prince Alexandre Hohenlohe**, ancien membre du Reichstag allemand.

**Louis de Horánszky**, ancien député.

**Jean d'Iklódy-Szabó**, député.

**Louis Ilosvay de Nagy-Ilosva**, ancien secrétaire d'État, professeur à l'Université des Sciences Techniques de Budapest.

**Ladislás de Lukács**, conseiller intime, ancien président du Conseil des ministres.

**Baron Jules Madarassy-Beck**, directeur général du Crédit foncier de Hongrie.

**Henri Marczali**, professeur à l'Université de Budapest.

**Edmond de Miklós**, conseiller intime, secrétaire d'État, délégué à l'Institut international d'agriculture de Rome.

**Comtesse Aimée Pálffy-Daun**.

**Jules de Pekár**, secrétaire d'État, député, de l'Académie hongroise.

**Baron Sigismond Perényi**, conseiller intime, ancien ministre.

**Maurice Révay**, ancien député.

**Baron Ervin Roszner**, conseiller intime, ancien ministre.

**Baron Joseph Sztérényi**, conseiller intime, ancien ministre, député.

**Comte Pierre Vay de Vaya**, protonotaire apostolique.

**Jules de Végh**, directeur du Musée des Arts décoratifs.

**Alexandre Wekerle**, conseiller intime, ancien président du Conseil des ministres.

**Comte Marc Wickenburg**, conseiller intime, ancien chef de section au Ministère imp. et royal des Affaires étrangères.

**Baron Jules Wlassics**, conseiller intime, ancien ministre, président du Haut Tribunal Administratif.



# **BANQUE BRITANNIQUE ET HONGROISE S. A.**

**CAPITAL ENTIÈREMENT VERSÉ  
ET RÉSERVES 400.000.000 COURONNES**

**BUDAPEST  
V., VILMOS CSÁSZÁR-UT 32.**

## **MERCUR**

**Capital social :  
10.000.000 Couronnes.**

**SOCIÉTÉ ANONYME DE BANQUE  
BUDAPEST, V, FÜRDŐ-UTCA 3.**

**Téléphone :**

**32-72, 42-74, 176-72,  
162-70, 176-71, 176-73**

Dépôts d'argent sur livrets et comptes de chèques. — Lettres de crédit et mandats sur tous les marchés. — Renseignements et procédure gratuits en matière de cautions militaires, matrimoniales. — Escompte et encaissement de Lettres de change. — Comptes-courants. — Comptes de chèques. — Comptes de virements. Répond à toutes les demandes de renseignements touchant les opérations de banque.

**Succursales :**

**Berlin  
Berne  
Bruxelles  
Paris  
Rome  
Varsovie  
Vienne etc.**

**Compagnie Européenne  
d'Assurance des  
Bagages S. A.**

**Budapest, V., Eötvös-tér 2.**



BUDAPESTI

ÜGYÉRSÉG

1921 MÄR 22

ARVETT

## REVUE DE HONGRIE

POLITIQUE, LITTÉRAIRE,

E sajtótermék szétküldését meg-

ongedom.

## SOMMAIRE:

- Budapest, 1921. hó. n.*
- I. — LA HONGRIE ET LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, par M. le baron Louis Lévy, ancien député ..... 49
- II. — LA QUESTION DES RÉPARATIONS ET DES RESPONSABILITÉS, par Un ancien ambassadeur ..... 56
- III. — LA QUESTION DE LA HAUTE SIÈSIE ET SES RAPPORTS AVEC LA VIE ÉCONOMIQUE DE LA POLOGNE, par M. Jean de Tomcsányi, inspecteur r. h. de l'Instruction Publique ..... 70
- IV. — LÉON TOLSTOÏ, (II) par Emile Faguet, de l'Académie française ..... 81
- V. — LE 13 NOVEMBRE 1920, par X. .... 88
- VI. — REVUE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE, par Spectator ..... 91

## BUDAPEST,

I., TIGRIS-UTCA 6.

(En vente chez tous les libraires.)

TÉLÉPHONE: JÓZSEF 13—02.

BRUXELLES, EUGÈNE FIGUIÈRE ET CIE, 72, RUE VAN ARTEVELDE.

LONDRES, MUDIE'S SELECT LIBRARY (NEW OXFORD STREET).

PARIS, HONORÉ CHAMPION, LIBRAIRE-ÉDITEUR. — H. LE SOUDIER, SERVICE DE LA LIBRAIRIE ÉTRANGÈRE.

NEW-YORK, G. E. STECHERT ET CIE. — ROME, FRATELLI BOCCA. — VIENNE, GEROLD &amp; CIE.

BERLIN, GEORG STILKE. — LEIPSIC, GUSTAV FOCK. — MUNICH, JOH. PALM.

LA HAYE, BELINFANTE FRÈRES. — AMSTERDAM, FEIKEMA. — ROTTERDAM, KRAMERS.

BERNE, A. FRANCKE. — GENEVE, NAVILLE ET CIE. — BÂLE, WEPF, SCHWABE ET CIE.

LAUSANNE, JEAN BIEDERMANN. — STOCKHOLM, C. E. FRITZE.

COPENHAGUE, VILHELM TRYDE. — MADRID, FERNANDO FÉ.

BUCAREST, SOCEC ET CIE. — ATHÈNES, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH.

CONSTANTINOPLE, OTTO KEIL. — SMYRNE, ABAJOLI. — BUENOS-AYRES, C. M. JOLY ET CIE.





POLITIQUE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE  
ÉCONOMIE SOCIALE, HISTOIRE, LITTÉRATURE, PHILOSOPHIE, BEAUX-ARTS  
QUESTIONS INTERNATIONALES.

---

La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'est assuré la collaboration des hommes d'État et des écrivains remarquables du pays et de l'étranger qui examinent et discutent, d'un point de vue à la fois hongrois et international, toutes les questions politiques, historiques, économiques, sociales et littéraires.

La REVUE DE HONGRIE laisse à chacun de ses collaborateurs la responsabilité de ses opinions.

---

La REVUE DE HONGRIE

*se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles  
aux publications périodiques de la Hongrie et de l'Étranger qui en  
auront fait la demande.*

---

La REVUE DE HONGRIE  
PARAIT LE 15 DE CHAQUE MOIS

---

PRIX D'ABONNEMENT :

HONGRIE ET AUTRICHE .....	un an	{	300	cour.
ALLEMAGNE .....			80	marks.
PAYS FAISANT PARTIE DE L'UNION POSTALE			30	francs.
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE .....			10	\$

Prix du Numéro : 50 cour. ; Étranger : 3 francs.



## LA HONGRIE ET LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Au mois de septembre 1904, les États-Unis d'Amérique organisèrent, à Saint-Louis, une Exposition universelle et, à cette occasion, l'Union interparlementaire y tint un congrès qui dura plusieurs jours. Les membres de l'Union interparlementaire au nombre desquels je me trouvais, furent les hôtes des États-Unis et promenés en train spécial à travers les régions les plus riches et les plus libres du monde.

A tous les points intéressants, nous fûmes, de la part de l'élite politique et sociale de l'État en question, l'objet d'une cordiale réception et d'une hospitalité presque exagérée. Nous étions, y compris les dames, au nombre de quarante-cinq; le groupe hongrois était le plus nombreux et avait à sa tête le comte Albert Apponyi, le « grand old man » hongrois, qui non seulement était son orgueil, mais aussi la plus éminente personnalité du congrès.

Dans les villes où habitent des Hongrois en nombre important, telles que New York, Chicago, Cleveland, Pittsburg, etc., nous fûmes reçus avec enthousiasme et d'une manière imposante et les sénateurs et députés constatèrent avec émotion le patriotique attachement que nourrissent les Hongrois d'Amérique pour leur ancienne patrie. Le comte Apponyi et ses compagnons considérèrent comme un noble devoir de tenir en eux ce sentiment en éveil et firent dans ce sens tout ce qui dépendait d'eux.

Nous avons pu voir aussi qu'après la fatale issue de la guerre mondiale, par leurs nombreux dons, par l'envoi de centaines de millions de couronnes et par le don de vivres et de vêtements pour des centaines de milliers d'enfants, nos frères d'Amérique





sont devenus des bienfaiteurs généreux et anonymes envers la nation hongroise appauvrie, mutilée et si éprouvée.

A Bristol (Rhode Island), dans le Burnside Memorial, on conserve, avec piété, l'héliogravure représentant l'enthousiaste réception de Louis Kossuth et, aujourd'hui encore, la famille du célèbre fabricant d'armes Colt rappelle avec fierté que Kóchoch (ainsi qu'elle prononce à l'anglaise le nom de Kossuth) descendit chez elle, dans la Colt mansion. (Le M. Colt actuel est sénateur et membre influent et populaire du parti républicain au pouvoir, en même temps qu'oncle de ma femme.)

Les ovations répétées, la réception à Washington par le président Roosevelt et la vue des grandioses spectacles du pays, « des possibilités illimitées », nous avaient littéralement éblouis et, cependant, de tous ces beaux souvenirs il en est un qui resta pour nous inoubliable, à savoir le succès oratoire du comte Albert Apponyi.

Il arriva, en effet, que les membres de l'Union interparlementaire firent une excursion dans les Rocky Mountains et, le 16 septembre, à Cripple Creek, à 6500 pieds d'altitude, le lunch nous fut servi en plein air par un admirable jour ensoleillé, dans le pays où se trouvent les inépuisables mines d'or et d'argent des Etats-Unis. C'est alors que lord Stanhope, président de la délégation anglaise, proposa que les groupes des différentes nations désignassent chacun un orateur qui, parlant chacun pendant 5 minutes d'un sujet à son choix, rivalise pour la palme de l'éloquence.

Les Anglais désignèrent M. Raudal Cremer, premier ministre ; les Français, M. Cochery ; les Américains, Mr. Bryan, ministre des Affaires étrangères de Wilson ; les Italiens, le marquis di San Giuliano (devenu plus tard ministre des Affaires étrangères) ; les Norvégiens, M. John Lund (président du Lagthing), etc. ; nous, Hongrois, nous désignâmes le comte Albert Apponyi. La palme fut remportée de haut par le comte Apponyi, fêté avec enthousiasme par cette société internationale, et le triomphe obtenu sur les illustres représentants de l'éloquence des pays d'Occident nous remplit l'âme, à nous, Hongrois, d'une fierté légitime et compréhensible.

Un pareil succès n'avait pu être atteint qu'en 1852 par Louis Kossuth, qui fut reçu à Washington par le Sénat en séance plénière et, à travers toute l'Amérique, conquit à son pays, ami



de la liberté et luttant pour elle, une gloire dont on parle encore aujourd'hui.

Qu'il me soit permis maintenant de faire une proposition qui trouvera un écho dans tout cœur hongrois, fidèle à sa patrie et nous procurerait la possibilité de recouvrer, *sans effusion de sang*, les territoires qui nous ont été arrachés et de tirer notre pays de sa déplorable situation.

Aux Etats-Unis d'Amérique vivent près de deux millions de Hongrois, de telle sorte qu'après Budapest, New York est la plus grande ville hongroise, avec environ un quart de million de Hongrois, puis viennent Chicago, Cleveland et Pittsburg avec ses environs (où Masaryk trompa par des promesses les Slovaques d'Amérique, leur fit espérer l'autonomie, pour qu'ils se joignissent à la république Tchéque, et trompa Wilson lui-même et le monde entier en prétendant que les Tchèques et les Slovaques appartiennent à une seule et même race).

Les Hongrois d'Amérique (en y comprenant les Slovaques, devenus depuis ennemis déclarés des Tchèques, les émigrés venus des territoires hongrois de langue allemande, les Ruthènes et même les Roumains de Transylvanie et les Serbes du midi de la Hongrie qui savent, par les nouvelles reçues, à quelle tyrannie ils sont en butte sous la nouvelle souveraineté) se groupent, suivant leurs agglomérations, en corps sociaux et autres, et surtout philanthropiques, qui possèdent des centres sociaux rendant possible le contact avec les masses.

Ces Hongrois d'Amérique, au cours de la guerre, grâce aux salaires élevés, firent d'importantes épargnes qu'on peut évaluer sans exagération à près de 200 millions de dollars, sans compter les sommes qu'ils ont déjà envoyées. La plupart d'entre eux aspirent au retour, d'autant plus que, dans les Etats de l'Union, environ deux millions et demi d'ouvriers sont déjà sans travail et que, avec leurs économies, représentant de 2 à 3000 dollars en moyenne (ce qui chez nous équivaut à 1 million ou à 1 million et demi de couronnes, c'est-à-dire à une somme respectable), des gens habitués à un sérieux et dur labeur vivent chez nous dans une aisance plus grande qu'en Amérique et que les salaires, ici aussi, se sont considérablement élevés depuis la guerre et que les occasions de travail se présentent assez nombreuses dans les mines, aussi bien que dans l'agriculture et dans l'industrie.



Les Etats-Unis, toutefois, retiennent au profit du Trésor, à titre d'impôt de retour, 16 % des gains annuels économisés par nos compatriotes, et cela sur une période de trois ans, soit 48 %, c'est-à-dire une partie substantielle de l'argent épargné. Les passeports ne sont délivrés et ne sont munis du permis de retour que si l'on peut prouver par la quittance officielle que cet impôt a été versé et ce n'est qu'alors que l'on peut s'embarquer. L'argent épargné par nos compatriotes, au nombre de plusieurs centaines de mille, montent à 200 millions : c'est donc une somme très considérable qui est ainsi versée dans les caisses publiques des Etats-Unis.

Il y a un an, je saisis de cette question le ministère des Affaires étrangères et celui des Finances, mais « per multum cras cras dilabitur ætas » rien ne fut fait pour obvier à ce préjudice causé à notre pays. Il s'agit là, cependant, d'environ 96 millions de dollars, ce qui, en notre monnaie dépréciée, représente aujourd'hui à peu près 58 milliards de couronnes : somme pour nous si inouïe qu'elle pourrait nous sauver du coup de tout souci matériel.

Comme l'Amérique, par suite du manque général de travail, n'entrave pas le retour (elle a interdit pour un an toute immigration) et que, d'un autre côté, elle ne voit guère d'un bon œil le départ de ses dollars pour l'Europe, il nous faut concilier ces deux intérêts contraires, en amenant nos compatriotes — même dans leur propre intérêt bien compris — à *placer leurs économies dans des établissements américains de premier rang, avec lesquels le Trésor hongrois entrerait en contact par la Caisse d'épargne postale et les banques de Hongrie.*

Les capitaux ainsi amassés dans les banques d'Amérique fructifieraient au profit de l'Etat hongrois et constitueraient :

a) les éléments de la banque d'émission à créer séparément par la Hongrie et fourniraient à l'Etat les sommes nécessaires pour ses opérations de crédit ;

b) la garantie nécessaire pour le crédit des sommes servant, dans le but de reprendre notre vie économique, à l'approvisionnement de marchandises exigées par l'industrie, le commerce et l'agriculture, telles que : machines agricoles, engrais, coton, articles textiles, métaux, etc.

Au profit des déposants et en contre-valeur des sommes versées par eux :



1<sup>o</sup> l'État hongrois dresserait, conformément à la parité de la couronne, des titres de rente à 5 %, pouvant servir à l'achat de terres en Hongrie ;

2<sup>o</sup> l'État hongrois leur payerait à ceux qui se rapatrient ou à leurs familles, un montant jusqu'à concurrence de 50 % des sommes versées.

Les Hongrois revenant dans leur patrie jouiraient ainsi d'avantages réels, l'État hongrois y aurait également son profit, et je crois que cette ressource serait pour lui une des plus sérieuses. C'est à plusieurs milliards que s'élèvent les économies dont a profité jusqu'ici le Trésor américain, mais si ma proposition est appliquée, c'est la Hongrie qui s'en enrichirait, en activant grandement notre reconstruction économique si ardemment désirée.

Les quatorze points de Wilson n'ayant pas été respectés et surtout le soi-disant Traité de paix de Trianon ayant, *sans plébiscite, c'est-à-dire sans que la population ait été consultée*, adjugé à nos voisins, bien inférieurs au point de vue de la civilisation, les deux tiers du territoire de notre pays millénaire, avec 4 millions de Hongrois de race pure et des villes exclusivement hongroises, telles que Kassa, Kolozsvár, Arad, Temesvár, Pozsony, Komárom, etc., les Hongrois d'Amérique se sont détournés de Wilson et du parti démocratique et, aux dernières élections, ils ont appuyé de toutes leurs forces le parti républicain arrivé au pouvoir, ainsi que M. Harding, son président.

Le nouveau président a déclaré dès maintenant qu'il *n'appuie point* la Société des nations dans sa forme actuelle, qu'il *ne reconnaît pas* le traité de Versailles et qu'il *désire convoquer à Washington, pour la modification des paix conclues, une nouvelle conférence et qu'il demande une Société des nations posée sur d'autres bases*.

C'est là que mon projet se rattache à l'action tendant à réviser l'injuste et impitoyable Traité de paix de Trianon.

Que l'Assemblée nationale, en vertu d'une décision, prie le comte Albert Apponyi :

1<sup>o</sup> de se mettre à la tête d'une députation composée des membres les plus éminents (parlant anglais) de la Chambre des députés, de celle des magnats et de la vie politique, économique et publique, qui aille *au plus tôt* exposer à M. Harding, président des États-Unis, au Sénat et au Congrès, que la Hongrie



— se fiant aux quatorze points de Wilson et les considérant comme l'expression de la volonté de la libre nation américaine — déposa les armes et renonça à la lutte pour que se conclût une paix où « il n'y eût ni vainqueur ni vaincu », donnant aux nations le droit de libre disposition et l'assurance qu'elles ne seront pas, sans être consultées, poussées comme du bétail d'une étable dans l'autre ;

2° de présenter, de vive voix et au moyen de mémorandums à distribuer, nos griefs et notre demande de révision du *Traité de Trianon*, en appuyant avec insistance sur la circonstance qu'aujourd'hui encore, nous croyons inébranlablement à la parole du peuple américain et qu'il ne peut permettre de nous arracher, sans plébiscite, des territoires que nous possédons depuis dix siècles et que, tant que cette question n'est pas tranchée, nous prions les États-Unis de prendre sous leur protection notre nation et notre intégrité territoriale ;

3° de seconder le président Harding, dans ses nobles efforts pour que, au lieu de la paix de Trianon, édifiée sur les fausses et trompeuses données fournies par nos ennemis guidés par la vengeance, il convoque à Washington vainqueurs et vaincus à de nouvelles négociations pour la conclusion d'une nouvelle paix juste et raisonnable ;

4° d'assurer au président Harding que la Hongrie appuie de tout son pouvoir et en toute confiance ses nobles efforts pour placer sur de nouvelles bases plus judicieuses la Société des nations et assurer ainsi la paix universelle ;

5° d'exprimer à la population des États-Unis notre reconnaissance pour l'aide généreuse et bienveillante dont elle a fait preuve envers notre malheureux pays.

Telle serait la mission de cette délégation ; elle devrait, en outre, s'adresser en Amérique à tous les facteurs, au moyen desquels pourrait se réaliser un contact *direct*, intellectuel et économique, entre les deux États, et enfin aller trouver nos compatriotes dans leurs principales agglomérations et de faire la propagande pour arriver au but tracé qui vise à la reconstruction de notre patrie.

Ne mendions pas d'emprunts à l'étranger, ne nous laissons pas exploiter, mais tâchons, à l'aide de l'argent des Hongrois, de régénérer notre pays millénaire.

*Les Hongrois d'Amérique ont bien souvent exprimé le désir*



*que le comte Albert Apponyi vienne en Amérique, en disant qu'il pourrait, par son éloquence, y faire, au milieu des Américains et des Hongrois d'Amérique, des miracles dans l'intérêt de la nation.*

Une nombreuse élite hongroise vit, dans les Etats de l'Union, entourée de l'estime générale, occupant d'importantes positions, possédant une fortune appréciable et des liens de parenté et des relations d'autre nature ; elle mettrait tout en œuvre pour que cette délégation soit reçue d'une manière digne du brillant passé et des amères épreuves présentées de la Hongrie.

La bénédiction du Ciel et la reconnaissance et les prières du pays accompagneraient cette délégation, et je crois fermement que l'appui des cent millions d'habitants de l'Amérique serait le résultat du voyage de ces modernes Argonautes ayant pour but de sauver une nation.

BARON LOUIS LÉVAY.



---

## LA QUESTION DES RÉPARATIONS ET DES RESPONSABILITÉS

---

### I.

La question des réparations, qui occupe actuellement la politique internationale, est étroitement liée à celle des responsabilités. Le traité de Versailles et tous les autres traités sont basés sur l'affirmation que l'Allemagne et ses alliés sont seuls responsables de la guerre et doivent, par conséquent, subir toutes les conséquences de la défaite. Or, nous avons, ici même, durant la guerre, à plusieurs reprises démontré, preuves en main, que la thèse d'une Allemagne provoquant sciemment la guerre est aussi insoutenable que la légende d'une France « odieusement attaquée » et qu'en général, la responsabilité de l'Entente — et surtout celle de la Russie — dans le déclenchement du conflit mondial est beaucoup plus lourde que celle des puissances centrales. L'Allemagne est aussi accusée d'avoir prolongé la guerre et contribué ainsi à accumuler les ruines dans l'Europe saccagée et bouleversée. Cette affirmation est encore plus fausse que l'autre. Au courant de la guerre, l'Allemagne et ses alliés se sont efforcés plus d'une fois d'aboutir à une paix raisonnable, mais tous leurs efforts se sont heurtés au jusqu'aboutisme de MM. Clemenceau et consorts. C'est qu'on ne voulait pas la paix, mais qu'on voulait justement ce qui est arrivé, c'est-à-dire la ruine complète des puissances centrales. Dans leur fureur aveugle, les dirigeants ententistes n'ont oublié qu'une chose : que le sort des vaincus est intimement lié à celui des vainqueurs et que la perte des uns entraîne fatalement celle des autres. Ce fut cependant un Anglais, M. Norman Angell qui, dans



son ouvrage intitulé *La Grande Illusion*, avait déjà, bien avant 1914, mis en relief cette vérité que la guerre était de toutes façons « une mauvaise affaire », et que même une paix boiteuse — toute paix honorable fut ainsi qualifiée par les partisans de la victoire intégrale — valait mieux qu'une longue guerre, car la désorganisation de la vie économique de tous les pays, qui en serait la suite, ne saurait être compensée par aucune victoire militaire. Mais la raison avait abdiqué ses droits au courant de la grande guerre : la démence seule y régnait et — il est triste de le dire — elle continue à régner encore. Autrement, on n'assisterait pas, plus de deux ans après la fin des hostilités, à des conférences comme celle de Paris qui vient de fixer les réparations « dues » par les Allemands.

Nous trouvons déjà une monstrueuse iniquité dans le fait que l'Entente — juge et partie en même temps — se soit déclarée innocente dans le déchaînement et le prolongement de la guerre et qu'elle ait posé en principe qu'elle doit être « dédommée » par les puissances centrales. Ceci veut dire en bon français que, non contents d'avoir arraché à l'Allemagne l'Alsace-Lorraine, une partie de la Prusse orientale, etc. et toutes ses colonies, les Alliés exigent encore que l'Allemagne paye les frais que leur a coûté la victoire, autrement dit, que l'Allemagne récompense les artisans de sa défaite. Les vainqueurs en usent de même avec l'Autriche-Hongrie, la Turquie et la Bulgarie ; ils ont partagé, au mépris de tout Droit et de toute Justice, les territoires appartenant à ces pays entre leurs petits mercenaires et ils osent encore réclamer des indemnités aux tronçons de pays qu'ils ont réduit à un état où ceux-ci sont également incapables de vivre et de mourir. Ils envoient dans les pays vaincus des « commissions des réparations » : on dirait qu'il s'agit de réparations dues aux peuples réduits en esclavage politique et économique, mais non ! il s'agit, pour les victimes, de payer les bourreaux de les avoir ruinés si complètement. Et pourquoi ? Parce qu'il leur fallait une victoire totale qu'ils n'ont pu obtenir, d'ailleurs, que par des fausses promesses faites au Droit, à la Justice, à la Démocratie, etc., et par une guerre longue de cinq années...

Pour revenir à la question des responsabilités, nous reproduirons ici quelques passages d'une étude que M. Demartial a publiée dans *Clarté*. Il appert des développements de ce



Français impartial que l'innocente Entente est bien pour quelque chose dans le déclenchement de la guerre et que la politique de paix des Alliés était aussi fausse que leur politique de guerre et, par conséquent, les traités de Versailles, etc. sont basés sur des contre-vérités évidentes. Et maintenant laissons parler M. Demartial :

« Sans être hostile à l'alliance russe, la grande majorité de l'opinion française ne l'avait certainement admise que dans la condition qu'elle constituait une garantie de paix, non un risque de guerre ; qu'elle était une assurance mutuelle contractée par deux nations pacifiques, et non une traite que la Russie pourrait tirer sur la France pour son seul profit et quand il lui plairait.

Si donc le gouvernement avait annoncé, le 4 août 1914, que la raison de l'entrée de la France dans la guerre était l'obligation où elle s'était trouvée, du fait de l'alliance, d'intervenir du côté de la Russie dans un conflit austro-serbe, il aurait certainement soulevé l'opposition d'une notable partie de l'opinion.

Or, le 3 août, le ministre des affaires étrangères d'Angleterre annonça aux Communes : « Je puis le dire avec la certitude la plus absolue, aucun gouvernement, aucun pays moins que le gouvernement français et la France n'a désiré participer à une guerre *à propos d'un conflit entre l'Autriche et la Serbie. S'ils s'y voient mêlés, c'est à cause d'un engagement d'honneur résultant pour eux d'une alliance formelle avec la Russie.* » Laissons de côté l'affirmation, dont la discussion nous entraînerait loin, que la lettre du traité l'y forçait, que le gouvernement français aurait apporté son appui à la Russie. Retenons seulement des paroles de sir Ed. Grey qu'à ses yeux, et avant la déclaration de la guerre de l'Allemagne à la France, qui n'eut lieu que le soir de ce jour, la France était déjà impliquée dans la guerre du fait de l'alliance russe.

Quand, le lendemain 4, le chef du gouvernement français vint faire au Parlement ce qu'il appela le « récit véridique des événements », il ne parla pas plus des obligations de l'alliance russe que si elle avait été conclue dans la lune. Il assigna à l'entrée de la France dans la guerre une seule cause : « l'agres-



sion soudaine, odieuse, inouïe » de l'Allemagne, qui imposait à la France, injustement provoquée, une guerre qu'elle n'avait pas voulue.

Cette explication avait l'avantage de prévenir toute opposition à la guerre. Elle avait l'inconvénient de heurter la raison. Alléguer que l'Allemagne a attaqué la France pour la forcer à la guerre, c'est supposer que l'Allemagne a été prise de la plus inexplicable des folies. Pouvant avoir à faire à la seule Russie et, par une facile victoire sur cette puissance, s'assurer l'hégémonie en Europe, elle aurait attaqué la France exprès pour se donner le luxe d'une guerre sur deux fronts, et même sur trois, puisque l'entrée de la France dans la guerre entraînait aussi — et sir Ed. Grey l'avait fait clairement entendre à l'Allemagne dès le 29 juillet (Livre anglais, N° 89) — celle de l'Angleterre.

La conduite du gouvernement allemand ne s'explique au contraire que trop bien si on admet la version de sir Ed. Grey. Certain de l'entrée de la France dans la guerre aux côtés de la Russie, il a sacrifié les avantages diplomatiques qu'il avait à se laisser attaquer par la France, plutôt que de renoncer aux avantages militaires qu'il attendait de l'offensive. Il a tenté de réussir ce que tout le monde savait être son plan en cas de guerre simultanée contre la France et la Russie, et ce qu'il estimait être la condition de sa victoire : fonder sur la première pour l'écraser et pouvoir ensuite se retourner contre la seconde avec toutes ses forces. La déclaration de la guerre de l'Allemagne à la France n'a donc pas été la cause de l'entrée de la France dans la guerre ; chronologiquement et logiquement, elle en a été la conséquence. Si l'Allemagne était restée sur l'expectative, c'est le gouvernement français qui aurait dû lui déclarer la guerre, car il n'aurait pu — sir Ed. Grey le reconnut un jour aux Communes — « rester longtemps simple spectateur de la guerre germano-russe ».

Les députés français avaient pu lire la déclaration du gouvernement anglais dans les dépêches des agences et dans les journaux. Ils n'ignorèrent donc pas qu'on leur disait le contraire de ce qui avait été dit à leurs collègues anglais, qu'on les trompait. Aucun ne broncha.

Il faut être indulgent. Peut-être eût-il été matériellement



impossible à un député de soulever le moindre débat. Le seul qui aurait pu se faire écouter avait disparu quelques jours avant.<sup>(1)</sup> Mais les livres diplomatiques parurent. On apprit alors que, le 25 juillet, le ministre des Affaires étrangères de Russie avait dit à l'ambassadeur d'Angleterre : « Si la Russie se sent assurée de l'appui de la France, elle ne reculera pas devant les risques de la guerre. » (Livre anglais, N° 17.) Cet appui lui fut promis le 29 (Livre russe, N° 58) et renouvelé le 30 : « La France est résolue à remplir toutes les obligations de l'alliance. » (Livre français, N° 101.) C'est donc sir Ed. Grey qui avait dit vrai. Personne n'eut l'air de s'en apercevoir.

Il échappa à M. Ribot, président du Conseil, de dire, le 11 janvier 1918, devant la Chambre, le premier, que la France était entrée dans la guerre « par fidélité à ses engagements envers la Russie », le second, qu'elle avait poussé cette fidélité « jusqu'au devoir imprévu, jusqu'à prendre aux côtés de la Russie la défense d'un peuple slave ». <sup>(2)</sup> On continua à se boucher les yeux.

En août 1918, le gouvernement français dut se résigner à publier un livre jaune sur l'alliance franco-russe. On peut lire alors dans la convention militaire qui constituait l'alliance que « si la Russie était attaquée par l'Allemagne, la France était tenue d'employer toutes ses forces disponibles pour attaquer l'Allemagne ». Mais alors, l'offensive prise par l'Allemagne contre la France n'a rien à voir avec la question des responsabilités de la guerre, qui revient uniquement à savoir si la Russie a été attaquée par l'Allemagne sans raison. Dans ce cas, la France partage l'innocence de la Russie ; dans le cas contraire, elle partage sa responsabilité. <sup>(3)</sup> On s'obstina à repousser l'évidence.

Même en Angleterre, la version Viviani supplanta la version Grey. L'agression « unprovoked » de l'Allemagne contre la France y fut présentée aussi comme la seule cause de l'extension de la guerre aux pacifiques démocraties occidentales.

<sup>(1)</sup> Jaurès. — (*Note de la Rédaction.*)

<sup>(2)</sup> Quand nous disons : il échappa, c'est une façon de parler. En réalité, il s'agissait d'empêcher la Russie de désertir la guerre, en lui rappelant qu'on y était pour elle. — (*Note de M. Demartial.*)

<sup>(3)</sup> Le livre du Dr Fogitchévitch : *Kriegsursachen* (Zürich, 1919) prouve d'une manière irréfutable la culpabilité de la Serbie et de la Russie. — (*Note de la Rédaction.*)



Il échappa cependant à M. Lloyd George de dire aux Trades-Unions, le 5 janvier 1918 : « C'est leur générosité envers la Serbie qui a entraîné dans la guerre non seulement la Russie, mais la France. Fidèle aux clauses de son traité avec la Russie, la France s'est tenue aux côtés de son alliée dans une querelle qui n'était pas la sienne. » Rien n'y fit. La légende de l'Allemagne envahissant la France pour lui « imposer » la guerre, ne perdit pas un atome de sa force. Elle est devenue le premier article du « credo » de la guerre de tous les adversaires de l'Allemagne, la grande justification de leur commune innocence et de la sainteté de leur cause, le « labarum » de la moderne croisade.

Entreprendre une guerre est une chose, la prolonger une autre. Celle-ci, qui coûtait dans un jour plus de vies, de santés et d'argent qu'une grande guerre du passé dans son entier, a duré quatre ans.

Ce ne semble pas être particulièrement la faute de l'Allemagne. Le 15 décembre 1916, le ministre des Affaires étrangères de Russie, en réponse à l'offre publique de paix que les empires centraux avaient adressée trois jours avant à l'Entente, disait à la Douma : « Depuis deux ans et demi que dure la guerre, l'Allemagne a parlé plus d'une fois de la paix... Tous ces essais se sont heurtés à une résistance calme et résolue des puissances alliées. »

C'est donc les Alliés qui faisaient durer la guerre. Pourquoi ? Quand le 19 décembre 1916, le président des Etats-Unis proposa aux belligérants d'ouvrir des pourparlers, les gouvernements de l'Entente répondirent, le 12 janvier suivant, qu'une paix « établissant sur une base solide l'avenir des nations européennes » ne leur semblait pas actuellement possible, qu'ils « avaient conscience de ne pas combattre pour des intérêts égoïstes », qu'ils « n'avaient, en aucune façon, ni voulu ni provoqué cette guerre », que, par conséquent, ils ne pouvaient accepter « qu'une fin victorieuse, et étaient prêts à tous les sacrifices pour l'obtenir ».

Ce même mois de janvier 1917, où les Alliés expliquaient ainsi à M. Wilson que leur amour de la paix leur faisait une obligation de tout sacrifier à une victoire totale, celui-ci expliquait ainsi au Sénat américain, le 22, quel avait été son but en proposant aux belligérants d'arrêter la guerre : « Ce qui



à mes yeux importe avant tout, c'est que la guerre se termine par une paix sans victoire . . . La victoire supposerait une paix imposée aux vaincus, une paix dictée. Cette paix entraînerait pour le vaincu une telle humiliation, de si intolérables sacrifices, serait d'une dureté dont ils garderaient un si grand ressentiment qu'elle ne serait pas une paix durable, mais une paix bâtie sur le sable mouvant. »

De ces deux conceptions si radicalement opposées, de la victoire que le télégraphe apportait simultanément aux multitudes ahuries et saignantes, on eut bientôt la preuve que celle des Alliés au moins n'était pas sincère. Ils affirmaient ne pas combattre pour des intérêts égoïstes. Dès son arrivée au pouvoir, le gouvernement bolchevik, qui a eu au moins ce mérite, publia les accords par lesquels les gouvernements anglais, français, russe, serbe, japonais, italien et roumain n'avaient cessé, tout le long de la guerre, d'organiser la curée qui devait suivre leur victoire. Un seul exemple. Dans le même temps où M. Briand envoyait la réponse des Alliés à M. Wilson, une mission française négociait à Pétersbourg une convention par laquelle la France et la Russie s'autorisaient mutuellement à prendre tout ce qu'elles pourraient, l'une à l'est, l'autre à l'ouest de l'Allemagne, sans préjudice, naturellement, de ce qui pourrait être pris à l'Autriche-Hongrie et à la Turquie. Si la Russie avait battu l'Allemagne au lieu d'être battue par elle, cet Etat géant, déjà composé pour plus de moitié de peuples asservis, se serait agrandie de toute la Pologne du XVIII<sup>e</sup> siècle, de Constantinople, d'une partie de l'Asie-Mineure. Donner l'empire de terre à la Russie, l'empire des mers à l'Angleterre, c'est ce que M. Briand appelait, dans sa lettre, « soustraire l'Europe aux convoitises brutales du militarisme prussien ».

Quoi qu'il en soit, personne, à partir de la publication des traités secrets, ne put plus douter que si les gouvernements de l'Entente tenaient tant à remporter une victoire complète sur l'Allemagne, ce n'était pas, comme ils le disaient, pour rendre plus solide la paix future, mais pour tirer de la guerre tout le butin qu'ils en espéraient.

Si jamais paix fut une paix dictée, une paix dure, et surtout humiliante pour le vaincu, c'est bien la paix de Versailles, dont les destinées réservaient à l'apôtre de la paix sans vic-



toire d'être le plus illustre artisan. Comment l'a-t-on justifiée ? Encore, toujours et uniquement par la raison que les vainqueurs n'étaient en rien responsables de la guerre. Le 18 septembre 1918, on discutait à la Chambre la ratification du traité : « C'est un traité imposé par les vainqueurs aux vaincus », dit M. Longuet. « Par les attaqués aux agresseurs », riposta M. Tardieu. Mais la démonstration continua à être des plus fragiles.

En ouvrant la Conférence de la paix, le 18 janvier 1919, le Président de la République dit aux délégués : « Ce qui vous donne toute qualité pour établir une paix de justice, c'est qu'aucun des peuples dont vous êtes les mandataires n'a trempé dans l'injustice. » Or, de qui tous ces peuples avaient-ils hérité la guerre ? de la Russie de 1914. Donc si cette Russie avait, elle, trempé dans l'injustice, les peuples qui représentaient les auditeurs de M. Poincaré y avaient trempé aussi. Sans doute, elle n'avait pas de représentants dans l'assemblée, et pour cause. Mais elle n'en avait pas moins existé. En l'oubliant, M. Poincaré enlevait toute valeur à sa déclaration qu'il n'y avait pas de responsabilité dans notre camp.

La Conférence avait chargé une commission de la question des responsabilités. Dans un rapport, cette commission exposa les faits qui l'amenaient à constater « que la responsabilité de la guerre incombe pleinement aux empires centraux ». Un de ces faits est que le 31 juillet, au moment où l'Autriche acceptait de converser avec la Russie, l'Allemagne aurait rompu toutes négociations en adressant son ultimatum à la Russie. Cet ultimatum n'était pas sans motif. Il disait : « Alors que les négociations sont pendantes en vue d'une médiation, la Russie a proclamé une mobilisation générale dirigée aussi contre l'Allemagne : ou la Russie arrêtera sa mobilisation, ou l'Allemagne mobilisera aussi. » Mais le rapport se garde de rappeler le motif. Il ne parle pas une seule fois, ni de près, ne de loin, de la mobilisation russe qui équivalait, nous l'avons vu, à une déclaration de guerre.

La lettre du 19 juin 1919 par laquelle le président de la Conférence, M. Clemenceau, en réponse aux contre-propositions de l'Allemagne, lui donne cinq jours pour signer sous peine de voir la guerre recommencer, débute par un « jugement précis » des responsabilités. Il n'y est pas un instant question de la Russie.



Même amnésie dans la presse. L'Allemagne s'étant résignée à signer, le *Temps*, dans son N° du 25 juin, rappela que si le géant du Nord (il s'agit de l'Allemagne et non de la Russie) était enfin par terre, « c'est qu'il avait trouvé, dressées contre son entreprise de proie, toutes les nations indépendantes du monde libre : Angleterre, Italie, Roumanie, Grèce, Etats-Unis, Japon, et que d'autres encore ». Il omet la Russie, et on voit bien pourquoi.

Ce parti pris d'oublier la Russie trouva, quelques jours après, une expression matérielle et suprêmement tragique dans le défilé de la victoire du 14 juillet 1919, où on voyait jusqu'aux Siamois, mais où rien ne rappelait les armées russes, sans lesquelles, dit un jour le ministre Sembat, « von Kluck eût pris Paris ».

Ainsi, qu'il s'agisse d'entreprendre la guerre, qu'il s'agisse de refuser la paix, qu'il s'agisse d'en dicter les conditions, c'est toujours les mêmes raisons que les gouvernements de l'Entente ont données à leurs peuples : seule l'Allemagne est responsable de la guerre. Mais pour le lui faire croire, ils ont caché, de la première à la dernière minute, et cachent encore toute une partie des faits. Dans le rapport qu'il a présenté à la Chambre, au nom de la commission chargée de l'examen du traité, et par lequel il engage la France, M. Barthou suit à son tour le même procédé. Exemple : Il lance contre l'Allemagne la foudre des documents Lichnowsky et Lerchenfeld, mais feint d'ignorer les « documents belges » et ceux de la *Pravda*.<sup>(1)</sup> Il ne dit même pas un mot, lui, le rapporteur du Traité de paix, du volumineux recueil de documents diplomatiques sur les origines de la guerre que la délégation allemande a présenté à la Conférence de la paix, et qui est encore aussi inconnu des Français qu'il peut être des Esquimaux.

C'est tout de même un peu raide qu'on puisse jeter un peuple contre un autre, lui tirer son dernier homme et son dernier sou, lui justifier une paix qui hypothèque l'avenir du monde, en ne lui disant que la moitié de la vérité et en l'empêchant de découvrir l'autre.

(1) Allusion aux traités secrets conclus, durant la guerre, entre les Alliés. — A mentionner encore le procès intenté contre l'ancien ministre de la guerre, Soukhomlinoff, qui avoua que la Russie mobilisait dans le but d'entraîner l'Allemagne dans la guerre. — (Note de la Rédaction.)



S'il est prouvé, comme l'affirment les gouvernements de l'Entente, que seul le gouvernement allemand avait préparé la guerre, qu'il a tout fait pour la provoquer et rien pour l'empêcher, alors qu'eux-mêmes ont tout fait pour empêcher la guerre et rien pour la provoquer, nous dirons, nous aussi, que le peuple allemand, qui est en droit et en fait solidaire de son gouvernement, a commis un crime, le plus grand des crimes. Le traité est juste.

Entendons-nous bien. Nous ne voulons pas dire que le crime de l'Allemagne autorise ses juges à se partager la planète et à l'organiser à leur profit, comme ils le font. Nous voulons dire que le principe du traité est juste, que l'Allemagne doit être cruellement punie, que son crime a lui-même été cruel, que c'est un devoir, comme le répète M. Barthou, de se montrer « inexorable ».

Mais s'il est prouvé que les adversaires de l'Allemagne sont autant ou plus responsables qu'elle-même, alors le traité de paix, qui est uniquement fondé sur l'affirmation de leur complète innocence, s'écroule.

Dans le premier cas, il faut, pour éviter le retour de la guerre, que les adversaires de l'Allemagne restent constitués en Ligue pour tenir sous le joug le peuple qui, suivant l'expression du Président de la République, dans son discours de Nancy, s'est montré « l'ennemi du genre humain » ; il faut qu'ils le désarment tout en restant armés eux-mêmes. Dans le second cas, la guerre a été, suivant l'expression de M. Barbusse, « la guerre civile des peuples du monde » ; les ennemis du genre humain sont les gouvernements qui trompent les peuples ; pour éviter le retour de la guerre, c'est une société des peuples unis du monde qu'il faut constituer immédiatement, avec désarmement général.

La question des responsabilités est donc plus que jamais la question des questions. Elle ne soulève pas seulement le plus grand problème moral qui se puisse imaginer. C'est le sort du monde qui dépend de la solution. »



## II.

La situation sans issue où l'Europe se débat actuellement n'est que la rançon du jusqu'aboutisme criminel incarné par les politiciens français et M. Lloyd George. Ce dernier n'a-t-il pas répété, tout dernièrement, dans son discours prononcé à Birmingham, que *tout le peuple allemand a soutenu l'agression contre la France et l'Angleterre*. Le Premier anglais se garde bien de parler de la Russie et du rôle équivoque joué par Sir Edward Grey, aux premiers jours d'août 1914. Il oublie que la victoire n'a pas résolu la question des responsabilités et qu'il ne suffit point de rabâcher les mêmes phrases pour leur infuser une vérité dont elles se trouvent dénuées.

En France, tout le monde exige que l'Allemagne paye des indemnités formidables, car autrement le pays victorieux serait acculé à une ruine inévitable. Le vaincu doit soutenir le vainqueur, assurer son présent et son avenir ! Ainsi se vengent tous les mensonges : on avait, durant la guerre, tant de fois promis au peuple français que les « boches » payeraient tout qu'il est difficile, sinon impossible, d'avouer maintenant que l'Allemagne est incapable de payer tous les frais de la guerre. Car c'est à quoi on vise, tout en parlant de « réparations », ce terme élastique pouvant embrasser tout ce qu'il plaît aux vainqueurs généreux d'y mettre. Nous savons que la situation financière de la France est déplorable, mais en vertu de ce que nous disions plus haut, nous trouvons souverainement injuste qu'on en rende responsable seule l'Allemagne.

A la Conférence de Bruxelles, les financiers allemands ont discuté, sous la présidence de M. Delacroix, avec les spécialistes alliés, la situation financière et économique de l'Allemagne ; MM. Bergmann, Havenstein, Cuno, Melchior, v. Stausz, Schroeder, Le Suire ont élucidé tous les problèmes relatifs aux questions des réparations devant les délégués alliés : lord d'Abernon, sir John Bradbury, MM. Seydoux, Cheysson, d'Amelio, etc. C'est, notamment, le secrétaire d'Etat, M. Schröder qui a développé le point de vue allemand dans cette question. Il a dit textuellement que ce serait un immense préjudice si l'on exigeait une somme *théorique*, absolument au-delà de la capacité de paiement de l'Allemagne : une telle



exigence pousserait seulement au désespoir. Quant aux modalités selon lesquelles l'Allemagne doit s'acquitter de sa dette, M. Bergmann a renvoyé aux propositions faites à la conférence de Spa. Les paiements versés jusqu'à présent devraient être déduits de la somme globale ; le reste serait payable en annuités fixables pour une période allant au-delà de trente ans, comme cela est prévu dans le traité de paix. Il faudrait distinguer entre paiements en espèces et entre versements en nature. Pour le moment, des paiements en espèces sont impossibles, et l'Allemagne pourrait mieux faire preuve de son bon vouloir dans la question des réparations par des versements en nature.<sup>(1)</sup>

A cette même Conférence de Bruxelles, les délégués ont présenté un tableau fidèle du budget de l'empire Allemand et répondu à toutes les questions posées par les spécialistes anglais, français et italiens. Ces questions avaient trait aux changements survenus dans la situation économique de l'Allemagne par suite de l'inflation, de la baisse du change, etc. ; elles s'étendaient aussi aux importations et exportations, aux impôts et taxes, aux paiements faits depuis l'armistice, aux dépenses des divers services de l'Administration de l'empire, etc. On aurait dû s'attendre à ce que les Alliés prendraient note du précieux matériel livré par cette conférence de Bruxelles, mais il semble que les faits ne doivent point servir de base à la politique de l'Entente, quand il s'agit de profiter de la victoire.

Autrement, comment s'expliquer que dans « l'accord définitif » concernant les réparations on a stipulé que l'Allemagne devra verser aux Alliés un total de 226 milliards de marks or, payables en 42 années, indépendamment de la taxe de 12 % sur la valeur de ses exportations ? Et notez bien, ce n'est pas encore tout, car M. Lloyd George n'a pas manqué de nous rassurer que la commission des réparations « continuera encore ses travaux pour fixer la totalité de la créance des Alliés, conformément au désir de la France et au sens du traité ».

M. John Maynard Keynes a raison de dire<sup>(2)</sup> que si le ministre allemand des Finances voulait payer les sommes

(1) Séance du 17 décembre 1920.

(2) *Manchester Guardian Weekly* du 4 février 1921.



exigées, *il devrait tripler les revenus de l'Etat et réduire à moitié les dépenses.* Les réparations fixées par les Alliés, dit-il encore, sont le double du chiffre maximum que quiconque, en Angleterre ou dans les Etats-Unis d'Amérique, ait jamais cherché à justifier. « Ces propositions ne peuvent donc être prises au sérieux, comme le traité de paix proprement dit n'était pas pris au sérieux. Elles ne représentent qu'un coup dans le jeu qui, cependant, ne trompe plus les joueurs. M. Lloyd George croit avoir obtenu quelque chose en convainquant M. Briand que deux et deux ne font pas douze, mais seulement huit, et M. Briand croit que son éloquence bien connue remporte une victoire dans la Chambre française s'il réussit à réfuter avec succès les arguments de M. Poincaré qui soutient la thèse qu'il ferait bon si deux et deux faisaient douze. »

Si telle est l'opinion de l'économiste anglais dont ni l'impartialité ni la compétence ne sauraient être mises en doute, nous croyons être dispensés de la tâche facile de démontrer l'impossibilité de ces exigences. Nous ne tenons qu'à faire deux remarques dont la première concerne la période assez longue des 42 années pendant laquelle l'Allemagne est obligée de verser des paiements ; la deuxième a trait à l'attitude future de l'Amérique.

A notre sens, l'Entente est responsable, sinon de la guerre, en tout cas de la paix, de cette paix qui restera une honte dans l'histoire du monde, car elle a ruiné l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne, la Russie, la Turquie et la Bulgarie, c'est-à-dire la plus grande partie de l'Europe. La première condition de l'assainissement de notre continent est la disparition de la coalition de proie qui s'est rendu coupable de ce crime. Les décisions de la Conférence de Paris supposent que l'Entente existera comme telle pendant un demi-siècle encore : espérons que Dieu détournera de nous un tel désastre.

Quant à l'Amérique, nous avons maintes fois exprimé cet avis que, selon nous, elle est moralement obligée d'aider à la reconstruction de l'Europe et, puisqu'elle a fait la guerre, elle ne saurait maintenant se retirer dans un « splendide isolement ». Nous croyons surtout que les Etats-Unis de M. Harding seraient à même de contribuer d'une manière efficace à la solution du problème des « réparations ». Mais il ne suffit pas que les hommes politiques et les financiers américains



déclarent tout simplement que les exigences de la Conférence de Paris sont inacceptables. Après tout, l'attitude de la France, cherchant à extorquer une quantité fantastique de milliards, est tout à fait compréhensible, menacée qu'elle est d'une catastrophe, si elle ne parvient pas à combler le déficit de son budget et à faire face à ses obligations vis-à-vis de ses alliés anglo-américains. Car n'oublions pas que l'état déplorable où se trouve tout notre continent, est surtout causé par les dettes des Alliés contractées en Amérique. D'après M. Keynes,<sup>(1)</sup> sans parler des moindres, l'Angleterre doit aux Etats-Unis 842,000.000, la France 550,000.000, l'Italie 325,000.000 livres sterling. Or, si, d'un geste magnanime, l'Amérique renonçait aux sommes qu'elle a prêtées, durant la guerre, à ses associés, et la Grande-Bretagne renonçait, de son côté, à sa créance continentale, nous sommes certains qu'une entente surviendrait bientôt, entre l'Allemagne et la France, dans la question épineuse des réparations, ce qui exercerait une influence salutaire sur la situation économique et financière du monde entier.

Malheureusement, l'Amérique se tait et les négociations entamées à Londres au sujet des « réparations » ont été interrompues : les Alliés viennent de procéder à l'exécution de ce qu'ils appellent « les sanctions ». A vrai dire, nous ne comprenons pas bien ce que veut signifier la guerre déclarée à un peuple complètement désarmé, parce que celui-ci n'entend pas souscrire à des engagements qu'il sait ne pouvoir tenir.

UN ANCIEN AMBASSADEUR.

<sup>(1)</sup> *The Economic Consequences of the Peace*, p. 254.



---

## LA QUESTION DE LA HAUTE SILÉSIE ET SES RAPPORTS AVEC LA VIE ÉCONOMIQUE DE LA POLOGNE<sup>(1)</sup>

---

Dans le dernier numéro de la *Revue de Hongrie*, M. R. a traité la question de la Haute Silésie dans ses rapports avec l'Allemagne. Je tiens à compléter ses considérations par quelques remarques concernant le rôle que joue cette question dans la vie économique de la Pologne. Ce faisant, je ne me réclame point, auprès des lecteurs de la Revue, du principe *audiat et altera pars*, mais je les prie seulement de n'écouter ni les Allemands vivant sous le coup des émotions de la lutte du plébiscite, ni leurs amis, mais les Allemands d'avant et de pendant la guerre, qui possédaient sans conteste la Haute Silésie ; ceux-ci n'ont pas inondé le monde entier de nouvelles tendancieuses, mais se sont, avec l'impartialité dictée par le sérieux de leur race, occupés de ce problème et de sa répercussion sur leur existence économique. J'envisagerai donc d'abord ce côté de la question pour passer ensuite à la partie tendancieuse de l'article de M. R.

### I.

La Haute Silésie n'est point une ancienne partie intégrante de l'Allemagne, mais une province dont l'annexion date d'environ cent cinquante ans. La majorité de sa population est polonaise ; ses classes dirigeantes sont allemandes. Comment elles sont arrivées au rôle dominant, il est inutile de l'expliquer à quiconque est au courant de l'histoire et des procédés de l'expansion allemande dans les trois derniers demi-siècles.

(1) Nous rappelons à nos lecteurs que seuls les Auteurs sont responsables de leurs articles. — *Note de la Rédaction.*



Cette province est riche en houille, en fer, en zinc, en plomb et sa possession est précieuse. Il est, toutefois, difficile de comprendre les calculs de M. R. Si la production totale de fer de toute l'Allemagne était, avant la guerre, de 33,711.000 tonnes et que, dans ce chiffre la production de la Haute Silésie n'était que de 156.221 tonnes, il n'est pas facile de s'imaginer comment, par la perte de cette province, la production sidérurgique de l'Allemagne s'abaisserait à 7,412.331 tonnes. Il est également impossible de découvrir par quelle opération d'arithmétique il a pu, si la production de zinc de tout l'empire est de 649.700 tonnes d'une valeur de 44,000.000 de marks, trouver que la perte de 251.331 tonnes, inhérente à la perte de la Haute Silésie, s'élèverait, à ce prix d'évaluation, à 30,217.437 marks. Les données relatives à la production houillère ne permettent guère d'en tirer une conclusion quelconque, car il n'est pas indiqué quelle quantité de la production houillère de la Haute Silésie a été utilisée sur le territoire de la Pologne actuelle et quelle quantité en est restée en Allemagne. Sans cela, cependant, il est impossible même de constater si ce territoire était ou non en contact économique quelconque avec la Pologne.

Les chiffres communiqués ne présentent donc point une base certaine et il faut s'adresser à la statistique allemande et aux autres sources allemandes pour avoir des données sûres.

L'une de ces sources est le magistral ouvrage qu'a publié le congrès, tenu en 1913 à Breslau, par les mineurs et métallurgistes allemands <sup>(1)</sup> et qui embrasse toutes les branches économiques de la Haute Silésie, en donne la statistique détaillée, en traçant les obstacles qui s'opposent au développement futur de cette province. Tel est livre de Kramsztyk, délégué polonais, qui s'appuie sur les sources allemandes, contrôlées et acceptées comme base de la répartition de la houille de Silésie par la commission internationale de surveillance.

Ces données prouvent dans leur exactitude que, bien que la Haute Silésie soit une province riche en charbon, sa production houillère est loin d'avoir joué dans l'industrie allemande le rôle décisif que les délégations allemandes et M. R. (en contradiction même avec ses propres calculs) aiment tant à lui

<sup>(1)</sup> *Handbuch des oberschlesischen Industriebezirks*, Kattowitz, 1913.



attribuer ultérieurement. En 1913, la production totale de la Haute Silésie ne fut point supérieure à 48 millions de tonnes et l'Allemagne n'en absorba pas plus de 14,400.000 tonnes représentant un tiers de toute la production de la Haute Silésie. C'est là seulement 9% de la consommation allemande totale et, en tenant compte de la consommation du lignite, seulement 6.6%. Aussi, les Allemands n'y attachèrent-ils pas une plus grande attention qu'à leurs autres régions houillères, ce que prouve le fait que, tandis qu'en Haute Silésie la production houillère s'éleva de 1871 à 1911 au quintuple et demi, celle de Westphalie s'éleva à sept fois plus. Cette lente élévation continua dans cette proportion et, tandis qu'en 1913 la production de la Haute Silésie représentait 33% de la production totale de l'Allemagne, elle n'en dépassait plus guère que 20% en 1918. Cela explique également, pourquoi la population allemande de la Haute Silésie quitta graduellement son domicile et émigra dans la Westphalie qui était en train de se développer plus rapidement. Encore quelques dizaines d'années et, sous la domination allemande, cette province serait vouée à la ruine. Si, cependant, elle s'unit à la Pologne, elle fournira 80% de la production houillère totale de ce pays et prendra un nouvel essor; quant à l'Allemagne, elle sera, même sans elle, le pays de l'Europe le plus riche en charbon, ne le cédant sous ce rapport dans le monde entier qu'à l'Angleterre et aux États-Unis d'Amérique.

Le territoire de la Pologne actuelle, non compris la Haute-Silésie contestée, a consommé, en 1913 une quantité de houille de 19.6 millions de tonnes. Sur ce chiffre, 8.9 millions de tonnes ont été livrés par les mines de Galicie, le bassin de Dombrova; le reste était du charbon étranger, à savoir 8.4 millions de tonnes de la Haute Silésie. Ce charbon a donc fourni 40% de la consommation de la Pologne, à savoir 90% de celle de la Pologne prussienne, 50% de celle de la Galicie, 18% de celle de la Pologne russe. La production polonaise couvrit 42.4%; le reste dut être importé de l'étranger: de Westphalie, de Karvin, de la région du Donetz et d'Angleterre. Ces sources, toutefois sont aujourd'hui toutes inaccessibles et, pour cette raison, la Haute Silésie est obligée actuellement de couvrir 60% des besoins en charbon de la Pologne. Si, cependant, nous tenons compte des ravages causés par les occupations qui ne ménagèrent pas les mines de charbon et occasionnèrent ainsi



une grande diminution dans la production ; si, en outre, nous considérons que, dans l'intérêt du maintien de l'ordre social et de la consolidation économique, l'industrie doit être portée à un niveau plus élevé, entraînant un accroissement des besoins de charbon que peut seule fournir la Haute Silésie : il est indubitable que, sans cette province, la Pologne ne pourra pas, pour cette raison déjà, conserver son indépendance et subsister comme État autonome.

Le déficit dont souffre l'Allemagne par suite de l'occupation provisoire du bassin de la Ruhr, est comblé par le traité de paix qui lui assure, pour les 15 ans de l'occupation, le droit d'exporter, aux mêmes conditions que la population polonaise, libre de toute taxe, la quantité de charbon qu'elle tirait avant la guerre de la Haute Silésie ; aujourd'hui déjà, elle reçoit à ce titre 12 millions de tonnes.

La métallurgie de la Haute Silésie se trouve encore plus étroitement liée à la Pologne. En 1891, quatre cinquièmes des minerais de fer nécessaires aux hauts-fourneaux étaient fournis par les mines locales, mais, par suite de l'épuisement de ces dernières, ce chiffre s'abaissa lentement et, en 1914, ne représentait plus que la quatorzième partie des minerais travaillés. Le reste des minerais de fer devait être importé de l'étranger. Sur cette grande quantité, 7 % étaient livrés par l'Allemagne et le reste par la Dombrova polonaise. C'est ce que prouvent les rapports que les experts économiques allemands et les autorités militaires d'occupation envoyèrent au gouvernement allemand et qui se trouvent entre les mains de la Commission internationale. Cette importation étrangère fut naturellement préjudiciable à la métallurgie de la Haute Silésie qui, de cette manière, ne put prospérer convenablement. Elle ne présente, durant cette époque, une augmentation que de 15 %, tandis que celle-ci, dans les autres parties de l'Allemagne, était de 50 %. En 1871, la production de la Haute Silésie représentait 14 % de la production totale de l'Allemagne, et seulement 5 % en 1913, à l'époque du congrès minier et métallurgique de Breslau. Le fait d'appartenir à l'Allemagne ne fut donc point favorable à l'industrie métallurgique de cette province et lui fut même nuisible. Ce n'est que par l'union à la Pologne que cette industrie pourra prendre un nouvel essor, car le fer de Silésie ne peut trouver d'importants débouchés



que dans la Pologne unie, où il s'introduisait déjà précédemment, en dépit de toutes les difficultés de transports et de douanes.

Nous voyons que, sous ce rapport, la Pologne et la Haute Silésie en sont réduites l'une à l'autre. En union mutuelle, elles voient assurés leur bien-être et leur progrès à toutes deux ; séparées, elles sont toutes deux destinées à périliter.

Il existe, toutefois, un terrain sur lequel la Haute Silésie dépend exclusivement de la Pologne et ce terrain est celui de l'alimentation publique. Avant la guerre déjà, la Haute-Silésie était approvisionnée par la Pologne, malgré leur douane et leur attitude politique différentes. La Pologne livrait à la Haute Silésie deux fois plus de céréales que l'Allemagne, y compris la fertile contrée de Posen, trois fois et demie plus de viande de bœuf et quatre fois plus de viande de porc. La connexion de la Haute Silésie avec la Pologne, et non pas avec l'Allemagne, ressort donc avec plus d'évidence encore.

Mais poursuivons. Les mines de la Haute Silésie employaient le bois de Pologne ; les fabriques d'engrais expédiaient en Pologne leurs produits ; le commerce de Silésie se dirigeait vers la Pologne. Si donc la Pologne existe, ainsi qu'elle doit exister dans l'intérêt de la paix européenne, elle ne le peut pas sans la Haute Silésie.

C'est ce que savaient non seulement les mineurs assemblés à Breslau, mais aussi les sphères économiques allemandes qui, pendant la guerre, s'adressèrent à plusieurs reprises au chancelier Bethmann-Hollweg, pour demander de réunir à la Haute Silésie une bonne partie de la Pologne russe. Le plus précieux des mémorandums, présentés en ce sens, parce qu'il traite le plus à fond la question, est celui de la Chambre de Commerce d'Oppeln, daté du 24 septembre 1916, qui dit entre autres : Bien que la réunion économique avec la monarchie austro-hongroise soit à espérer, celle-ci ne tranche pas la question de notre industrie, car ces pays tâcheront de créer eux-mêmes les fabriques nécessaires. Nous devons donc nous procurer comme débouché la Pologne russe. « C'est de la manière dont s'arrangeront nos rapports avec la Pologne russe que dépend le sort de la Haute Silésie. »

Les Polonais eux-mêmes ne sauraient produire d'arguments plus décisifs en faveur de la nécessité de l'union de la Pologne et de la Haute Silésie. Si les Allemands passent main-



tenant sous silence ces arguments, en compagnie de M. R., cela n'en change point la justesse.

Pour la Hongrie, peu importe entre les mains de qui se trouvent les charbonnages de la Haute Silésie ; l'essentiel, c'est que la continuité de la production soit assurée et que la houille puisse être expédiée sans obstacle. Si les charbonnages échoient à la Pologne, les chances de développement, ainsi que nous l'avons vu, promettent d'être plus grandes, et il est à prévoir qu'il y aura d'excédents suffisants. Tout cela plaide aussi en faveur de cette autre condition de la sécurité militaire de la Pologne et de la liberté des communications entre ce pays et la Hongrie, et qui est la frontière commune polonaise-hongroise. Une fois cette condition réalisée, la houille de Silésie pourra être importée en Hongrie sans obstacle, assurément avec moins d'entraves que celle d'Allemagne, en cas de la création du corridor tchéco-russe des Carpathes.

## II.

En Haute Silésie, le traité de paix de Versailles a prescrit le plébiscite pour décider si cette province devait appartenir à l'Allemagne ou à la Pologne. Comme ils constituent la majorité de la population, les Polonais attendent avec calme le plébiscite et s'organisent. Les Allemands sont peu nombreux, il est vrai, mais ils occupent des positions dominantes et redoutent non seulement de perdre la province, mais aussi de se voir évincés de leur rôle prépondérant. Il est tout naturel qu'ils ne soient guère tranquilles sur le résultat du plébiscite.

Connaissant le tempérament des deux peuples, la nature rude et violente des Allemands et ne perdant point de vue l'endurance patriotique des Polonais, qui savent supporter et souffrir, il nous est facile, même sans aucune donnée, de deviner lequel des deux doit se défendre. Sans aucun doute, celui qui le fait depuis cent cinquante ans.

De nombreux ouvrages allemands publiés vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle <sup>(1)</sup> prouvent à quel point en Haute Silésie

(1) Kloeber : *Von Schlesien vor und seit dem Jahr 1740*. Freiburg, 1785.

Fabri : *Geographisches Magazin*. Dessau-Leipzig. 1782-93.

*Deutsches Museum*, 1786.

*Der gegenwärtige Zustand Oberschlesiens*. Dresden, 1776, etc.



les paysans polonais étaient opprimés par les seigneurs allemands, comment ils les maltrahaient, les accablaient de lourdes charges et combien de fois, à bout de patience, ceux-ci se révoltèrent et se réfugièrent en Pologne. Il est vrai que, dans ce dernier État, les paysans ne furent pas non plus choyés, mais « la bonté de cœur et les sentiments vraiment nobles de la haute classe polonaise adoucissaient grandement la rigueur de ces mesures ». <sup>(1)</sup>

Il n'est donc pas surprenant que les Polonais de Haute Silésie aspirèrent toujours à la délivrance et, depuis le démembrement de la Pologne, ne cessèrent de rêver le rétablissement de la Constitution du 3 mai et de voir celle-ci s'étendre à eux. La guerre mondiale et la Conférence de paix de Paris a comblé leur double vœu : d'après les conditions de paix remises aux Allemands, la Haute Silésie devait passer en la possession de la Pologne sans condition et sans formalité.

C'est à partir de ce jour-là que commencèrent les manœuvres des Allemands. Ils obtinrent d'abord que le plébiscite fût ordonné, non pas parce qu'ils croyaient qu'un plébiscite impartial leur adjuge ce territoire, mais pour gagner du temps et le moyen éventuel d'influencer le vote de la population.

Les Polonais de Haute Silésie sauvèrent déjà une fois de la ruine matérielle et de la débâcle financière l'ensemble des Polonais de Posen. Ce fut lorsque la politique allemande de colonisation devint de plus en plus âpre et que les Polonais durent déployer toute leur énergie pour ne pas succomber. Leur plus grand établissement de crédit fut mis à deux doigts de la faillite qui les aurait désarmés et paralysés en face de la campagne économique menée contre eux par les Allemands. L'argent finit par venir de la Haute Silésie et sauva l'établissement de crédit nommé *Bank zwiqzku spolek zarobkowych* et avec lui l'instrument de la lutte économique des Polonais. <sup>(2)</sup>

Aujourd'hui, les Polonais de Silésie obéirent à la même inspiration : ils s'efforcèrent, avec une énergie plus accentuée, de sauver, par l'annexion de la Haute Silésie, les intérêts économiques de la Pologne et de créer, en même temps, les conditions de son existence autonome. C'est dans leurs nombreuses

<sup>(1)</sup> Rodolphe Hüppe : *Histoire de la constitution polonaise*.

<sup>(2)</sup> Ludwig Bernhard : *Die Polenfrage*.



réunions bien disciplinées, dirigées par M. Korfanty, le chef actuel des associations polonaises, qu'ils se sont préparés au plébiscite.

L'ordre imposant, le caractère décidé et énergique des préparatifs a donné la fièvre aux Allemands et les poussa à troubler sans cesse les réunions des Polonais. Ceux-ci supportèrent tout cela et se bornèrent à des communiqués de presse, lorsque, sous le nom des Frères de la miséricorde, les Allemands envoyèrent des cartes postales illustrées pour demander aux Silésiens d'aider les enfants affamés de Varsovie et de Cracovie. Ces cartes postales représentant une épouvantable misère, avaient naturellement pour but de donner à la population l'effroi de ce pays par le spectacle de la souffrance. Plus tard, ces enfants affamés vinrent eux-mêmes chanter la détresse de la Pologne et maudire les Polonais : mais lorsqu'on leur adressa la parole en polonais, il apparut que les enfants miséreux cachaient des Allemands... Les Polonais ne troublèrent pas même les cortèges organisés par les Allemands. Cependant, il y en eut un à Olsztyn qui se composait comme suit : En tête, deux messieurs irréprochables en chapeau haute forme conduisaient deux grands bœufs gras : c'était là le symbole de l'Allemagne, la patrie du bien-être et de l'opulence. Après eux venait un homme déguenillé, vêtu du costume polon aïet qui tirait une vache maigre : c'était le symbole de la mendiante Pologne. A la population de choisir. Les Polonais prirent la scène en photographie et en envoyèrent des épreuves aux Alliés d'Occident : c'est ainsi que sont les pauvres Allemands qui ne peuvent pas payer !...

Tout ce que M. R. dit dans la première partie de son article, au sujet des atrocités auxquelles les Allemands sont exposés, est parfaitement vrai, pourvu qu'au lieu de Polonais on lise Allemands et *vice versa*. Il ne se passe pas de semaine où un Polonais ne tombe victime d'un assassinat et il n'y a pas de jour où il ne soit exposé à des attaques. Les actes d'hostilité contre les Polonais, cependant, ne proviennent pas de bandes et de bandits, mais d'honnêtes citoyens, de braves ouvriers qui ne parviennent pas à s'imaginer que de misérables Polonais puissent avoir le droit de décider de leur propre sort et de l'appartenance de leur pays natal.

Nous ne citerons que quelques cas caractéristiques.



Les *Stosstrupler* ont tué dans sa propre maison un Polonais du nom de Krostek et ils ont violé sa femme.

Al'assemblée populaire polonaise annoncée dans la commune de Borkovica arrivèrent 300 Allemands armés. En les apercevant, un Polonais invita ses compatriotes à quitter le lieu de la réunion. Les Allemands le rouèrent de coups et tirèrent sur les fuyards.

Dans la commune de Dobroslavica, de l'arrondissement de Kosel, les Allemands attaquèrent l'assemblée des Polonais, ils frappèrent les assistants et jetèrent à l'eau deux vieillards.

A Ligota, des Allemands armés firent irruption dans la salle des séances du Cercle agricole, arrêtaient le professeur Mieczowski et, après l'avoir éreinté de coups, ne le relâchèrent que le lendemain, sur l'intervention de la Commission internationale. Alors, également, six paysans furent battus à tel point qu'ils devinrent incapables de travailler pendant quatre ou cinq semaines.

Dans la commune de Labenta, les gens de la *Sicherheitswehr* arrêtaient les Polonais et, après les avoir détenus pendant huit jours, ils les congédièrent couverts de contusions.

A Bytom, un Allemand nommé Rolle tua un Polonais du nom de Szczepanek.

Vincent Janas, instituteur, fut assassiné sur la route menant au village voisin.

Mais pourquoi continuer ? Je pourrais remplir un volume avec l'énumération des cas de ce genre, pour répondre aux plaintes de M. R.

Et ces méfaits furent commis par d'honnêtes Allemands, agissant non pas toujours de leur propre impulsion, mais avec l'assentiment des autorités civiles et militaires, aussi bien que sur les instructions des chefs de leurs associations sociales.

Les perquisitions domiciliaires, — mentionnées par M. R. — qui furent faites non pas par les Polonais, mais par les organes de la Commission internationale, n'étaient pas motivées par des raisons précisément anodines et ne provenaient pas de la terreur polonaise. Le 30 janvier de cette année, fut publié le résultat des perquisitions et il en apparut que, dans trente-huit cas, on trouva chez des particuliers allemands de



grandes quantités d'armes et de munitions, qui n'étaient pas destinées à la chasse au lièvre, car il s'y trouvait entre autres de nombreuses mitrailleuses, des bombes et même des fusils militaires et, à Glivice par exemple, 60.000 cartouches, etc. C'est à cette même occasion que furent découverts d'innombrables documents prouvant la complicité des autorités et des sociétés allemandes. Ils se trouvent entre les mains de la Commission internationale et une partie en a même été communiquée.

Lorsqu'en automne on criait le plus haut que les armées polonaises veulent entrer en Haute Silésie et que des bandes polonaises attaquent les paisibles habitants allemands, on trouva juste alors l'ordonnance «strictement confidentielle» N° 736/5—20. I/a, signée à Breslau, le 13 juillet 1920, par le commandant Bach et contenant, conformément à l'ordonnance supérieure N° ad 87836/D. 194/III, les instructions relatives à la mobilisation et à l'occupation de la Haute Silésie. Est-ce donc ainsi que les Allemands se sont préparés à la libre expression de la volonté populaire ?

A la Conférence de Londres, le gouvernement allemand fit dépendre le paiement des réparations offertes de cette condition que la Haute Silésie reste à l'Allemagne.

Mon but ne peut pas être de m'occuper de la question si l'Allemagne est en mesure de payer ou s'il est raisonnable d'exiger d'elle de telles sommes, mais je puis déclarer hautement qu'il serait en contradiction flagrante avec la justice si, dans l'intérêt de leur poche, les États de l'Entente plaçaient sous la souveraineté de l'Allemagne une population qui ne veut pas y rester.

En agissant ainsi, ils affaibliraient dans une mesure considérable le pays qui, en Orient, est le seul, avec la Hongrie, qui puisse tenir tête au bolchévisme menaçant et s'exposeraient eux-mêmes à cette peste asiatique. Lorsqu'en 1920, les bolchévistes s'approchaient de Varsovie, les Allemands, dans leur compréhensible amertume, leur prêtèrent main-forte, les Roumains s'aperçurent tout d'un coup qu'ils vivent en paix avec la Russie et les Tchèques firent preuve d'une «neutralité si bienveillante» qu'il eût certainement été préférable pour la Pologne, s'ils l'eussent ouvertement attaquée les armes à la main. Cette attitude des voisins de la Pologne est susceptible de donner à réfléchir aux dirigeants de la politique internationale.



Moi, je reste convaincu qu'en cas d'une offensive bolchéviste, la civilisation européenne ne peut compter que sur les Polonais. Mais pour qu'ils puissent s'acquitter de cette tâche, il faut que la Haute Silésie leur revienne. A la veille du plébiscite, j'insiste donc sur le fait que, dans l'intérêt de l'existence de la Pologne et de la paix et de la tranquillité de l'Europe, la possession de cette province est indispensable à la Pologne.

JEAN DE TOMCSÁNYI.



---

# LÉON TOLSTOÏ

(Suite.)

(2)

Personne, non sans quelque fatigue pour le lecteur, il le faut confesser, n'a réussi à ce point à nous mêler à un roman, à nous y faire vivre au jour le jour, au lieu de nous le présenter à une certaine distance comme un tableau, à abolir la séparation et même la distance qu'il y a d'ordinaire entre un livre et nous. Si le mot réalisme n'avait pas été connu, il l'aurait fallu inventer pour cet artiste-là.

Et, de plus, il était réaliste d'une autre manière, à savoir comme psychologue ou plutôt comme moraliste ; car le psychologue analyse et le moraliste peint et Tolstoï n'analyse presque jamais. Ceci est le vrai réalisme ; car celui qui consiste à peindre des faits réels n'est presque que superficiel. Tolstoï était peintre d'âmes réelles à un degré qui étonna les Français qui sont les premiers moralistes du monde. On voyait bien qu'il n'était pas « créateur d'âmes », comme Shakespeare (et Flaubert, qui du reste se trompait toujours en critique, s'est trompé sur ce point), comme Corneille, comme Racine, comme Balzac, comme George Sand. Il était vraiment peintre d'âmes réelles. Nul doute qu'il n'ait connu Bolkonsky et Bézouchof. Ce sont des êtres réels, vivants, peut-être synthétiques et pour lesquels plusieurs modèles ont posé, mais véritables, objectifs et qui ne sont sortis du cerveau de l'auteur qu'après y être entrés d'abord et non point par morceaux, mais déjà tout entiers et avec un tempérament, une complexion, un caractère complet.

A quoi cela se voit, c'est à leur *liberté*. Ils ne sont pas raides, figés, ils ne sont pas même articulés, par une sorte de



mécanisme logique. On ne prévoit pas, on ne prévoit qu'à moitié ce qu'ils vont faire tout à l'heure. On le prévoit un peu ; si non ils seraient extra-humains. Vous prévoyez à peu près ce que votre voisin fera demain : parce qu'il a un caractère ; mais vous n'en êtes pas sûr. De même pour les personnages de Tolstoï. Ils ont un caractère qui n'est pas un mécanisme et qui n'est pas même un problème. D'un problème on a à chercher la solution, mais on la trouve ; alors elle est certaine. Les vrais vivants sont des problèmes à plusieurs solutions, parce qu'ils sont plus complexes non seulement que des idées, mais que des groupes d'idées. Or la complexité de notre âme, c'est précisément ce que nous avons pris pour la liberté et ce que nous avons appelé de ce nom. Les personnages de Tolstoï sont libres. Ils sont libres sans être flottants. Ils tiennent dans une définition et par conséquent dans une prévision ; mais dans une définition qui doit être souple et dans une prévision où il doit entrer de l'incertitude. Les esprits logiques peuvent en être choqués, mais en psychologie c'est la logique rigoureuse qui a tort. Le juge, ici, c'est l'impression d'ensemble, c'est la sensation dernière. Or elle est d'une certitude et d'une plénitude parfaites. Nous sommes sûrs, en finissant *la Guerre et la Paix*, de l'existence de Bézouchof et de Bolkonsky. Non seulement nous les connaissons, mais nous avons vécu avec eux pendant une période, qui nous semble longue, de notre existence. Ils sont des amis que nous avons rencontrés mille fois, qui nous ont plu, qui nous ont déplu, qui nous ont étonnés, que nous avons compris, que nous n'avons pas compris, qui ont eu des humeurs diverses, mais avec qui nous sommes sûrs d'avoir vécu.

L'effet d'*Anna Karénine* fut moins grand en France, mais profond encore. Moins grand, parce que ce livre nous dépayisait moins. *Anna Karénine*, c'était une *Madame Bovary* russe, et très différente de la *Bovary* française, mais qui pouvait encore passer pour sa sœur. C'était une *Bovary* sentimentale et peu sensuelle ; mais la différence, du reste considérable, s'arrêtait là. Même curiosité, cet élément essentiel de l'amour coupable et, du reste, de tout amour ; même esprit de rêve ; même inquiétude ; même lassitude, non de la vie régulière, mais de la vie qui est la vôtre et qui vous pèse par cela seul qu'elle est la vôtre ; même penchant, comme invincible, pour l'homme qui a pour



lui, non une supériorité quelconque, mais de n'être pas le mari, et même habitude qui s'impose de compter, à l'amant, pour des supériorités tout ce qui est différences d'avec l'autre.

Et puis, non plus comme dans le roman français, des difficultés d'argent et des dégoûts, mais des remords véritables, comme il est naturel dans une race qui n'a eu ni XVIII<sup>e</sup> siècle ni romantisme proprement dit et où, par conséquent, l'instinct moral a subsisté ; et ce sentiment d'effroi devant la vie manquée et qui vous manque, et qui, n'étant pas plus satisfaisante dans la faute que dans le devoir, se révèle vide pour qui a eu la sottise d'y chercher le bonheur : d'où soit du néant et suicide.

Comme tous les héros de Tolstoï, Anna Karénine n'était pas expliquée par l'auteur et ne s'expliquait pas elle-même. Mais on la voyait vivre et mourir et à chacune de ses paroles et à chacun de ses gestes on comprenait pourquoi elle voulait vivre, pourquoi elle voulait mourir et de quoi elle vivait et de quoi elle mourait. Et c'était la même vie minutieuse, circonstanciée, en mille détails exacts, précis, significatifs et quelquefois sans signification apparente, mais irritant la curiosité par cela même et contribuant à l'effet d'ensemble, à la sensation de réalité vue et notée, saisie au passage et fixée.

Le défaut peut-être était que seule Anna avait vraiment ce caractère-là et que les personnages du mari et de l'amant, sans être ternes, étaient peu vigoureux et peu en relief.

Dans le même temps les éditeurs français nous donnèrent le *Bonheur de famille* sous des titres divers (*Macha*, *Katia*). J'ai entendu des dilettanti instituer un parallèle entre *Katia* et *Macha* et donner la préférence à l'une ou à l'autre. En France, on lit peu, mais on achète ou on emprunte beaucoup, et l'on est admirable pour juger ce qu'on a acheté ou emprunté. Le *Bonheur de famille*, quoique antérieur, et de beaucoup, à *Karénine* et même à *Guerre et Paix*, semble appartenir à la seconde manière de l'auteur et être du même temps ou à peu près que la *Sonate à Kreutzer*. C'est presque un roman à thèse ; en tout, car c'est un roman idéologique et les personnages y sont des idées. Une jeune fille s'éprend d'un homme de quarante ans, parce qu'il est un généreux, un philanthrope et un idéaliste. En un mot, comme certaines femmes, ainsi qu'a dit Joubert, prennent pour de l'admiration ce qui n'est que de l'amour, de même



notre jeune fille a pris pour de l'amour ce qui n'était que de l'admiration. L'erreur est fréquente ; mais elle est énorme et elle est excessivement dangereuse. La jeune femme, de très bonne foi, s'essaye d'abord à s'associer à la vie spirituelle de son mari ; elle s'y entraîne, s'y exalte et s'y énerve. Elle tombe de ces hauteurs, d'une chute profonde, et se retrouve simplement à l'état de jeune femme qui voudrait aimer en face d'un homme un peu trop mûr pour une femme ayant ce genre d'ambition.

Le roman est vrai ; la première partie surtout en est charmante, mais il est surtout une démonstration. A jeune femme, il faut jeune mari ; à jeune amoureuse, il faut un homme amoureux ; il y a souvent un faux idéalisme chez les jeunes filles ; peut-être : les femmes ne sont pas capables de la haute vie spirituelle et le penseur, qui est une manière de prêtre, ne doit pas se marier. Le roman date à peu près de l'époque du mariage de Tolstoï. Il ne laisse pas encore d'avoir une grande valeur psychologique. Dans cette première partie dont j'ai parlé, la jeune fille a des traits de vérité ; et l'éveil de l'amour, surtout d'un sentiment qui est une sorte de mouvement de reconnaissance à l'égard de celui qui vous distingue et vous recherche, est dessiné avec une singulière sûreté et une délicatesse de touche très remarquable.

A ces qualités de réaliste peintre de faits et de réaliste peintre d'âmes, Tolstoï ajoutait des qualités de poète et d'idéaliste dont nous étions presque sevrés depuis une quinzaine d'années et qui nous ravirent. C'est en quoi il complétait notre conception du roman et notre plaisir. La touche était large, la couleur copieuse, le cadre vaste. On se mouvait à l'aise et l'on respirait librement dans ces vastes récits. On ne se sentait plus confiné dans la pharmacie de M. Homais, le cabinet de Bovary et la garçonnière d'hôtel garni de Léon. Le vent des steppes passait à travers ces pages. L'auteur avait vu le Caucase, l'Ukraine, Moscou et la Néva. Les vastes paysages et les grandes lignes horizontales habitaient son âme. On avait du roman profondément réaliste dans un cadre épique.

C'est, en vérité, ce que je n'aime pas beaucoup, ni que les aventures d'Emma Bovary ou de Natacha Rostof se donnent des airs d'Iliade ; mais chez Tolstoï cela paraissait naturel. Il mêlait aisément les accidents de ses voisins, antédats, à la grande épopée impériale et personne, je crois, n'a été



choqué de voir se coudoyer Alexandre, Marie Bolkonsky, Napoléon et Natacha Rostof dans le même roman. Il n'y a pas plus grand danger ni, d'ordinaire, plus grande erreur que de mêler des personnages historiques et des personnages d'imagination. Ceux-là font paraître ceux-ci tout petits, ou ceux-ci, qui ont été vus par l'auteur et qui sont concrets, font paraître ceux-là vains, inconsistants et creux. Tolstoï se tirait de ce pas, parce que ses reconstitutions historiques étaient fortes et vigoureuses. Il y avait un historien poète, un Michelet, mais calme et viril, dans ce romancier réaliste. Il avait beaucoup de dons, bien différents.

Et enfin on sentait poindre, à travers tout cela, un idéalisme engageant, hardi, inquiétant dans la mesure où l'inquiétant est une séduction, ou plutôt on sentait une aspiration confuse vers l'idéalisme qui ne jetait point du tout l'auteur au travers de ses personnages, chose exaspérante, mais qui donnait tout à coup aux personnages eux-mêmes une grandeur et un charme inattendus. C'est Bézouchof s'attendrissant sur la mort du pauvre moujik fusillé et sentant une âme nouvelle, il ne sait encore laquelle, sourdre en lui. C'est Bolkonsky blessé à Austerlitz, couché sur le dos, regardant le ciel « lointain, élevé, éternel » et s'écriant : « Si je pouvais maintenant dire : « Seigneur, ayez pitié de moi ! » Mais à qui le dirais-je ? Qui ? Une force indéfinie, inaccessible, à qui je ne puis m'adresser, que je ne puis même exprimer par des mots ; ou bien ce Dieu qui est cousu là, dans cet amulette que m'a donné Marie ? ... Rien ; il n'y a rien de certain, excepté le néant de ce que je conçois et la majesté de quelque chose d'auguste que je ne conçois pas. »

En un mot, les personnages de Tolstoï pensaient ; et ils pensaient grandement, non pas toujours, ce qui est ennuyeux ; mais ils pensaient quelquefois, comme il nous arrive dans certaines circonstances graves, et c'était une vérité de plus et une vérité à laquelle nos romanciers nous avaient déshabitués. « Combien de fois en un jour nous visite notre âme ? » dit un moraliste contemporain. Elle ne nous visite pas tous les jours ; mais encore il y a des jours où elle nous visite. Nous étions heureux de rencontrer des personnages de roman qui avaient, avec tant d'autres, cette ressemblance encore avec la vie.



Le succès fut spontané et il fut grand. Il fut aidé puissamment par deux grands livres de critique : *Le Roman russe* de M. le vicomte Melchior de Vogüé et les *Grands maîtres de la littérature russe* de M. Ernest Dupuy. Ces deux ouvrages, écrits par les deux hommes qui convenaient précisément à Tolstoï, c'est-à-dire par deux critiques qui étaient des poètes, l'un seul héritier chez nous de Chateaubriand, l'autre seul peut-être qui ait compris Victor Hugo, furent lus comme parallèlement aux grandes œuvres de Tolstoï, comme mêlés à elles, ébranlèrent fortement l'imagination française, la jetèrent, toujours inquiète et avide de nouveautés, en pleine Russie, créèrent une mode qui a duré une dizaine d'années. Tout fut à la russe, « tout au caviar » pendant dix ans, jusqu'à l'avènement d'Ibsen ; car nous avons toujours un roi étranger. De tous nos rois étrangers, Tolstoï est celui dont nous avons le plus longtemps conservé le souvenir respectueux.

## II.

Tout à coup, il abdiqua. Ce n'était, comme on le verra, que pour changer de couronne ; mais il abdiqua. On apprit, vers 1885, que Tolstoï ne voulait plus être romancier, ne voulait plus être littérateur et qu'il avait horreur de la littérature et remords même de la sienne. Il était devenu chrétien, prêtre laïque et apôtre. Il ne voulait plus qu'évangéliser.

Qu'était-il arrivé ?

Rien, ce semble, dans sa vie. Tout était intérieur. Il avait eu une crise de concentration et de réflexion. Il avait eu cinquante ans. A cet âge on change souvent. Les sens s'amortissent, l'amour-propre, qui tient à l'inquiétude des sens partant de rapports étroits, diminue quelquefois et l'ambition remplace l'amour-propre. On a voulu briller, on veut agir. On a rêvé de frapper les imaginations et d'émouvoir les sensibilités ; on rêve de remuer les foules, les masses et de prendre empire sur la marche de l'humanité. Beaucoup d'artistes, de professeurs, de critiques, de prêtres même, à cinquante ans, se transforment en hommes politiques.

Tolstoï ne devint pas homme politique, étant plus ambitieux que cela et la constitution de son pays ne se prêtant



guère à ce jeu. Il rêva d'être chef de religion. Cette crise dura de 1878, ce me semble, à 1881. En 1881 elle était terminée et Tolstoï décidément jetée dans la nouvelle voie, d'où il ne devait pas sortir.

Crise, il n'est que temps de le dire, qui a pu être inattendue, mais qui n'avait rien de fortuit, rien d'accidentel, et qui avait ses causes lointaines et ses préparations sourdes depuis l'enfance même de Tolstoï. Nous l'avons vu, dès son enfance, obsédé d'idées vagues, hanté par une sorte de vision du néant, d'autre part, très vivement frappé par la rencontre fréquente d'un « innocent », sorte de monomane religieux. Dans ses livres artistiques dont nous venons de parler, une foule de germes d'apostolat, qui auraient pu ne pas aboutir, mais qui existent, se rencontrent et ont éveillé après coup l'attention du lecteur et ont fait dire : « cela devait arriver ». Cela ne devait pas arriver ; mais il est incontestable qu'il pouvait advenir.

ÉMILE FAGUET.

(A suivre.)



---

## LE 13 NOVEMBRE 1920

Quand la guerre éclata, la Hongrie se trouvait en face de devoirs qu'il fallait remplir. On lui avait fait contracter des engagements vis-à-vis de l'Allemagne. Elle les a tenus. Peut-être une Hongrie souveraine, et libre de ses destinées, ne les eût-elle jamais contractés ? Doit-elle payer maintenant de sa vie même, et plus cher que n'importe quel autre vaincu, sa fidélité à des traités qu'elle n'a pas recherchés et moins encore initiés ?

Soit. La Hongrie a fait son devoir, par respect de sa signature ; elle l'a fait d'une façon chevaleresque, et la valeur de ses soldats a maintes fois été reconnue ; elle l'a fait d'une manière humaine, et pendant que Hongrois, en France et en Angleterre, étaient parqués dans des camps de concentration, Français et Anglais en Hongrie vaquaient à leurs affaires comme en temps de paix.

Elle a fait son devoir par respect de sa signature, car elle n'avait rien à espérer de la victoire des Centraux. L'Allemagne et l'Autriche victorieuses, il ne fût échu à la Hongrie que de faibles rectifications de frontières. Celles concédées par le traité de Bucarest, instrument conçu en pleine conscience d'une victoire, sont là pour le prouver, car la politique hongroise, depuis mille ans, consiste à ne guère augmenter ses territoires, afin de ne point augmenter le nombre de ses allogènes.

Or, la paix brutale et de force qu'on impose à la Hongrie la condamne au rôle de nation paria. Elle lui enlève les trois quarts de son territoire avec toutes les ressources de la vie économique et tous les éléments d'un relèvement possible. Pourquoi ? Est-ce pour la punir des fautes des autres ? Les documents les plus probants mis récemment à jour sont là pour prouver que la Hongrie ne voulait pas la guerre, et qu'elle



s'opposait à ce qu'elle fût entreprise. Pourquoi les cache-t-on ? Pourquoi la Hongrie est-elle morcelée, alors même que l'Allemagne ne l'est guère ? Nous le dirons. C'est pour satisfaire les appétits gloutons d'alliés de la dernière heure, dont la seule arme victorieuse est l'intrigue, dont les convoitises audacieuses se lisaient dans tous les papiers publics depuis 40 ans.

A l'époque du procès Kramarz, la Bohême proclamait solennellement son loyalisme habsbourgeois. Quelques années plus tard, en vue d'appétits à satisfaire, elle jurait fidélité éternelle à l'Entente. Aux genoux de qui sera-t-elle demain ? La Roumanie manque à ses engagements signés à l'Allemagne, maintes fois jurés, lorsqu'il s'agit de réaliser les rêves mégalomanes de ses boyards affamés. Et c'est la Hongrie qui doit servir de victime expiatoire à l'assouvissement de tous ces appétits.

Or, la Hongrie, sincèrement désireuse de ne pas troubler la nouvelle paix du monde, ne peut que signer les conditions draconiennes que l'Entente lui impose. Mais elle ne cessera de dire au monde que, depuis les époques barbares, nul vaincu ne se vit imposer pareille paix. Elle ne cessera de proclamer à la face des peuples civilisés le précédent dangereux pour tous les vaincus futurs que recèle cette paix de 1919, dite paix du droit et de la justice, et qui consacre le dépècement d'un vieux pays historique, pour servir d'exemple à suivre par les vainqueurs de l'avenir...

Peuples civilisés auxquels nous envoyons cet appel, la violation de la Belgique vous a émus, et la ruine de la Hongrie vous laisserait-elle froids ? Nous ne le pensons pas.

D'un trait de plume, on veut effacer de la carte du monde une petite et vaillante nation après une existence de mille ans. Une Ligue des Nations est constituée pour sanctionner le verdict et pour veiller à ce qu'il soit exécuté minutieusement selon les rites prescrits. Les protestations de la victime sont négligées, ses cris de douleur sont tournés en ridicule, sur l'ordre de ceux qui se sont repus de ses dépouilles. Son passé est escamoté, maquillé, pour les besoins d'une cause délétère ; de pseudo-historiens à la solde des profiteurs de la guerre se chargent de contrefaire, de fausser sa vieille et glorieuse histoire au cours de laquelle maintes fois elle se mit au travers du chemin des barbares pour sauver l'Europe.



Et, naïvement, une société abusée s' imagine que tant d'injustices et de mensonges pourront rester amoncelés sans s'écrouler en écrasant leurs auteurs. La vérité marche lentement, mais sa force est irrésistible.

L'œuvre d'hommes gonflés de leur puissance momentanée imbus de leurs erreurs, victimes d'intrigants, s'abîmera comme se sont abîmés jusqu'ici toutes les erreurs collectives. Ceux qui ont fait cette paix disparaîtront bientôt, car déjà la vérité est en marche. On n'abuse jamais longtemps de la conscience humaine. L'Alsace-Lorraine est revenue à la France, la Pologne s'est vue reconstituée. L'Europe et le monde ne connaîtront de repos ni de trêve avant que ne soit réparée l'injustice de 1919, avant que ne soient revenues à leur vieille patrie nos belles provinces, nos villes historiques de Temesvár, Kassa, Brassó, Pécs et Pozsony. Dieu sera avec nous.

X.



---

## REVUE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

---

Le nouveau président des États-Unis d'Amérique prit enfin, le 4 mars 1921, les hautes fonctions que son prédécesseur, M. Wilson, exerçait avec si peu de gloire pendant quatre années. L'Assemblée Nationale de Hongrie vient de saluer d'une façon particulièrement solennelle l'avènement de M. Harding dont notre pays attend une paix juste qui lui rende ses territoires et ses droits confisqués au profit des Tchèques, Valaques et Serbes. Sans l'intervention de l'Amérique, la guerre n'aurait pas duré aussi longtemps, et l'idéal d'une paix sans victoire aurait pu être plus facilement réalisé. Nous ignorons encore aujourd'hui, pourquoi l'Amérique s'était mêlée du conflit européen, car son prétendu but de guerre, qui devait consister à garantir le règne de la « démocratie » et de « la liberté », ne fut qu'une belle phrase dont le vide apparaît aujourd'hui aux yeux de tout le monde.

Les Alliés se firent les apôtres de la paix perpétuelle et, en réalité, les traités conclus à Versailles, à St-Germain, à Trianon, à Sévres n'ont fait qu'éterniser la guerre. (Aussi, dans l'intérêt de la paix en Orient, la révision de ce dernier traité est-il déjà à l'ordre du jour : le « malade » c'est-à-dire le Turc condamné à mourir, a montré peu d'envie de se soumettre à la sentence de ses ennemis . . .) Les mots d'ordre lancés par les partisans wilsoniens de la « démocratie » et de « la liberté » profitèrent aux seuls petits mercenaires de l'Entente qui, grâce aussi au « principe des nationalités » — d'ailleurs injustement appliqué — purent enfin célébrer la réalisation de leur rêve : la destruction de l'Autriche-Hongrie. Dans les milieux politiques hongrois, beaucoup attendent de l'Amérique de M. Harding la réparation du tort immense qui fut commis



à Trianon ; il y en a d'autres qui comptent sur la France pour faire regagner à notre pays son intégrité territoriale. « La Hongrie aurait raison de compter sur la France — lisons-nous dans les *Essais Critiques* (1) — pour la révision de ces traités, si la France avait la politique de ses aspirations, si elle était dirigée suivant sa raison et son intelligence. Malheureusement, il n'en est pas ainsi. Le principe des nationalités — auquel nous n'avons rien à gagner, puisque nous n'avons pas d'irrédents et tout à perdre puisqu'il fédère l'Allemagne — a fait perdre la tête à notre monde officiel. Gâté par la cervelle, il n'a pu opposer que de faibles réactions au poison wilsonien. C'est déjà une satisfaction platonique de voir ce principe bafoué à peu près partout. La Hongrie ne pourra espérer reprendre ses frontières naturelles que quand ce vieux système géographique uni au vieux principe de l'équilibre aura définitivement chassé le mythe sanglant. »

Espérons qu'il en sera ainsi : le conglomerat ridicule qui se nomme « Tchéco-Slovaquie », les fantômes mégalomanes appelés « Grande Roumanie » et « Yougoslavie » doivent s'écrouler, si l'on veut que la paix soit assise sur des bases durables dans l'Europe orientale. « Les traités qui ont démembre l'Autriche et la Hongrie sont mauvais » — est-il encore dit dans l'article des *Essais Critiques* que nous venons de citer — parce qu'ils ont accompli une œuvre néfaste pour l'équilibre européen et dangereuse pour la paix ». On ne saurait mieux dire. La résurrection de la Hongrie ne relève seulement pas de la justice, c'est aussi une exigence de l'équilibre européen. M. Harding qui semble vouloir inaugurer une politique diamétralement opposée à celle de son prédécesseur, prêtera-t-il la main à cette œuvre de justice et de paix ? C'est l'avenir qui se chargera de répondre à cette question. Nous nous bornons à dire que si M. Wilson a si bien aidé à tailler, M. Harding a le devoir d'aider à recoudre.

Parmi les États impossibles, créés par la Conférence de Paris, c'est l'Autriche qui donne particulièrement du fil à retordre aux vainqueurs. Incapable de vivre, ce petit pays ne se lasse pas d'invoquer la générosité de l'Entente pour pouvoir continuer à mener une existence misérable. Malgré les

(1) Paris, numéro du 1er mars 1921, p. 223.



promesses prodiguées du côté des Alliés, la «république» d'Autriche n'a pas encore obtenu les crédits nécessaires à son relèvement économique. Cependant, la France semble comprendre que, du point de vue de sa politique, il importe beaucoup que cet État puisse prospérer, car autrement il tomberait «dans les bras» de cette Allemagne qui, bien qu'elle soit vaincue, ne cesse d'inspirer une crainte démesurée à Paris. On prête à M. Clemenceau le mot qu'il y aurait «vingt millions d'Allemands de trop». Si les sept millions d'Allemands qui habitent l'Autriche, fidèles au principe des nationalités qu'on fit valoir au profit des Tchèques, Valaques et Serbes (d'une manière souverainement dérisoire, car, en Hongrie, par exemple, il n'y eut jamais de Tchèques — ni opprimés, ni libres) s'avisèrent de se joindre à leurs frères de race et de langue, l'Allemagne tant redoutée s'agrandirait et le nombre des boches augmenterait encore... La France se rend bien compte de ce danger, mais, dans la situation financière très précaire où elle se débat elle-même, il ne lui est pas facile d'aviser aux moyens dont il faudrait disposer pour redresser la «république» cisleithanienne. Le bon peuple autrichien doit donc forcément se contenter, dans sa détresse actuelle, d'escompter un avenir plus beau, quoique lointain encore.

Les ravages causés par la guerre et par le blocus — qui, contrairement au sous-marin, dut être considéré comme une arme légale de combat — sont surtout manifestes dans le rang des enfants. La mortalité infantile a augmenté dans des proportions effroyables en Autriche, de même qu'en Hongrie et en Allemagne. Il faut reconnaître que les organisations créées à cet effet par les Neutres, les Alliés et les Américains ont beaucoup fait pour l'aide efficace des enfants. Nonobstant, la tuberculose, le rachitisme engendrés par l'insuffisance de la nourriture, ne cessent de sévir dans les capitales des puissances centrales. Dans les grandes villes d'Allemagne, par exemple, il y a 1,036.606 enfants malades et, selon la commission américaine organisée en vue de secourir les enfants nécessiteux, dans les écoles communales de Berlin, 25 % des élèves sont voués au dépérissement faute de nourriture substantielle. Le manque de vêtements, la crise du logement contribuent encore à accentuer la misère des classes pauvres où pullulent les malheureux enfants.



Mais revenons à nos moutons. Nous avons dit que la France était consciente du péril qui la menace par le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne. Par contre, l'Italie semble plutôt encourager ce mouvement, dans le succès duquel d'aucuns voient le salut de la « république » autrichienne. Le désaccord entre les Alliés concernant certaines questions de la politique internationale est manifeste dans la conception que se font respectivement Anglais, Français et Italiens du sort futur de l'Europe orientale. Dans le *Morning Post* du 29 décembre 1920, l'historien M. Sosnovsky a publié un long article où il dit que l'effondrement de la Yougoslavie, de la soi-disant Tchécoslovaquie et de la Roumanie est inévitable, et seule la restauration de la monarchie austro-hongroise pourrait préserver l'Europe d'une telle catastrophe. Commentant cet article, le *Corriere de la Sera* (n° du 7 janvier 1921), ci-devant organe jusqu'aboutiste, appelle l'attention du public italien sur « le danger » des tendances visant à la reconstitution de la monarchie habsbourgeoise. Le quotidien milanais saisit cette occasion pour morigéner les amis français d'une confédération danubienne et pour protester contre une restauration éventuelle de la dynastie des Habsbourg. Les partisans de telles idées — dit encore le *Corriere de la Sera* — fondaient leurs calculs avant tout sur les dissentiments qu'il y avait entre l'Italie et la Yougoslavie, mais depuis le « traité de Rappalo » l'amitié entre Italiens et Serbes étant rétablie, il n'y a plus rien à craindre. Le *Corriere de la Sera* semble avoir oublié qu'entre l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne et l'Italie, il y avait aussi eu « un traité », qui n'a cependant pas empêché l'Italie de combattre ses alliés. Quelles garanties le journal milanais peut-il donner à la Yougoslavie qu'impliquée dans une guerre, celle-ci ne serait pas attaquée par son partenaire, et cela malgré les stipulations « du traité de Rappalo » ?

Le *Corriere de la Sera* est encore assez aimable pour donner un conseil à la Hongrie en déclarant que « si elle veut un roi, qu'elle en élise un, mais celui-ci ne doit pas être un Habsbourg, dont le seul nom équivaut déjà à un programme où est inscrit la lutte contre le droit de disposer de soi-même d'autrui ». Nous pourrions répliquer au quotidien milanais que le droit de disposer de soi-même revient aussi aux Hongrois et, partant, ils doivent refuser toute intervention étrangère dans une



question réglée par le droit public hongrois, selon lequel le roi ceint de la couronne de St Étienne est seul souverain légitime de la Hongrie : il ne saurait donc être question d'aucune «élection».

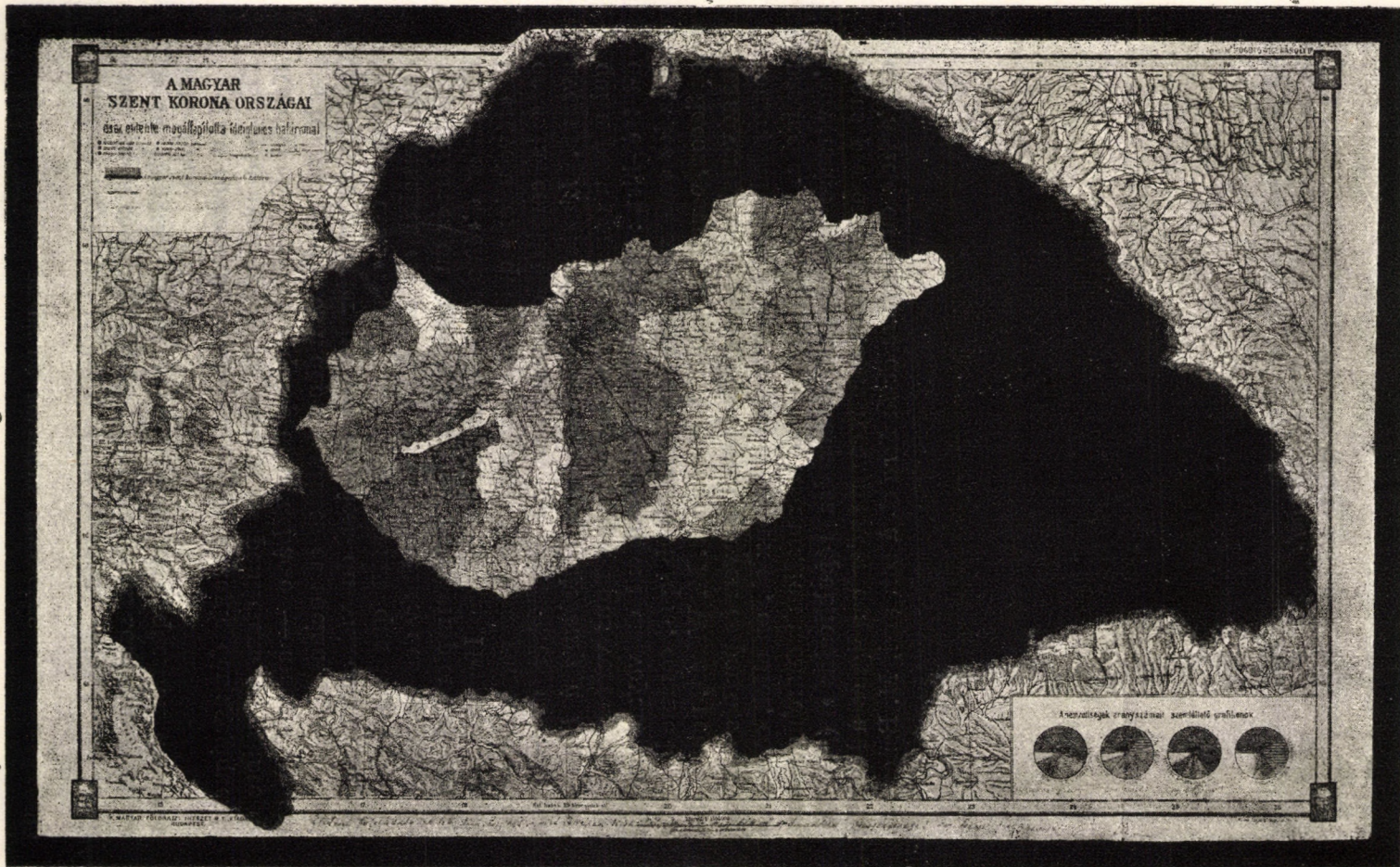
Au courant de la guerre, la phraséologie démagogique de l'Entente avait tellement étourdi les politiciens du calibre de Károlyi et ses adeptes qu'après la débâcle — amenée surtout par les menées de nos indépendantistes et socialistes — on crut pouvoir se concilier les bonnes grâces du vainqueur, en improvisant des «républiques». Maintenant que le jeu de nos ex-adversaires est dévoilé aux yeux mêmes des partisans les plus acharnés du «pacifisme», il est tout simplement ridicule de parler d'«élection» à propos du roi de Hongrie, puisque la «révolution» qui aurait pu amener un changement éventuel dans la constitution hongroise, est considérée comme non avenue. L'auteur de l'article *Un Habsbourg à Budapest?* qui a paru dans les *Essais critiques* que nous venons de citer, dit très-bien : «Les démocrates tremblent en voyant un roi chez les ennemis et lui envoient la république, comme la peste en flacon, pour les affaiblir et les décimer. M. Wilson, pour mater ses adversaires, a exigé qu'ils fussent gouvernés par des hommes comme lui : il n'a trouvé rien de mieux et, en effet, ce n'était pas facile. La seule pensée d'une restauration monarchique chez l'adversaire fait trembler tous les républicains » (p. 195). Nous prenons la liberté de recommander ces lignes à l'auteur de l'article du *Corriere de la Sera* et à son ami, M. Benes.

SPECTATOR.

---

Rédacteur en chef :  
G. DE HUSZÁR.





CE QUE SIGNIFIE, POUR LA HONGRIE, LA VICTOIRE DU DROIT, DE LA JUSTICE ET DE LA CIVILISATION.



## PRINCIPAUX AUTEURS QUI ONT COLLABORÉ

à la

## REVUE DE HONGRIE:

**Comte Jules Andrássy**, conseiller intime, ancien ministre, député.

**David Angyal**, professeur à l'Université de Budapest, de l'Académie hongroise.

**Comte Albert Apponyi**, conseiller intime, ancien ministre, député.

**Étienne Bárczy**, ancien ministre, député.

**Albert de Berzeviczy**, conseiller intime, ancien ministre, président de l'Académie hongroise.

**Charles Brockhausen**, professeur à l'Université de Vienne.

**Victor Concha**, de la Chambre des Magnats, professeur à l'Université de Budapest.

**Elemér Császár**, professeur à l'Université de Pozsony, de l'Académie hongroise.

**Fr. Du Bois**, directeur de la *Correspondance Européenne*.

**Géza Gárdonyi**, de l'Académie hongroise.

**Emile de Grósz**, professeur à la Faculté de Médecine de l'Université de Budapest, conseiller aulique.

**Elemér Hantos**, secrétaire d'État, directeur de la Caisse d'Épargne postale de Hongrie.

**Roland de Hegedüs**, ministre r. h. des Finances.

**François Herczeg**, vice-président de l'Académie hongroise.

**Prince Alexandre Hohenlohe**, ancien membre du Reichstag allemand.

**Louis de Horánszky**, ancien député.

**Jean d'Iklódy-Szabó**, député.

**Louis Ilosvay de Nagy-Ilosva**, ancien secrétaire d'État, professeur à l'Université des Sciences Techniques de Budapest.

**Ladislav de Lukács**, conseiller intime, ancien président du Conseil des ministres.

**Baron Jules Madarassy-Beck**, directeur général du Crédit foncier de Hongrie.

**Henri Marczali**, professeur à l'Université de Budapest.

**Edmond de Miklós**, conseiller intime, secrétaire d'État, délégué à l'Institut international d'agriculture de Rome.

**Comtesse Aimée Pálffy-Daun**.

**Jules de Pekár**, secrétaire d'État, député, de l'Académie hongroise.

**Baron Sigismond Perényi**, conseiller intime, ancien ministre.

**Maurice Révay**, ancien député.

**Baron Ervin Roszner**, conseiller intime, ancien ministre.

**Baron Joseph Sztérényi**, conseiller intime, ancien ministre, député.

**Comte Pierre Vay de Vaya**, protonotaire apostolique.

**Jules de Végh**, directeur du Musée des Arts décoratifs.

**Alexandre Wekerle**, conseiller intime, ancien président du Conseil des ministres.

**Comte Marc Wickenburg**, conseiller intime, ancien chef de section au Ministère imp. et royal des Affaires étrangères.

**Baron Jules Wlassics**, conseiller intime, ancien ministre, président du Haut Tribunal Administratif.



**BANQUE  
HONGROISE-ITALIENNE  
BUDAPEST**  
NÁDOR-UTCA 16-18



**Capital social: Couronnes 350,000.000**  
**Réserves: Couronnes 243,000.000**

**BANQUE  
BRITANNIQUE  
ET HONGROISE  
S. A.**

**CAPITAL ENTIÈREMENT VERSÉ  
ET RÉSERVES 400.000,000 COURONNES**

**BUDAPEST**  
**V., VILMOS CSÁSZÁR-UT 32.**



# REVUE DE HONGRIE

POLITIQUE, LITTÉRAIRE,  
ÉCONOMIQUE

## SOMMAIRE:

- I. LA RECONSTRUCTION DE LA HONGRIE, par  
M. Edmond de Bogdánfy, ancien secrétaire d'État  
au Ministère r. h. de l'Agriculture..... 97
- II. IMPRESSIONS D'ESPAGNE, par M. le baron  
Gabriel Szalay, directeur supérieur des Postes et Télé-  
graphes ..... 111
- III. — COMMENT LA PAIX AVEC LA HONGRIE FUT  
FAITE, par X. .... 125
- IV. — LÉON TOLSTOÏ, (III) par Emile Faguet, de l'Académie  
française ..... 128
- V. — REVUE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE, par  
Spectator ..... 140

## BUDAPEST,

L. TIGRIS UTCA 6.

(En vente chez tous les libraires.)

TELEPHONE: JÓZSEF 13-02.

BRUXELLES, EUGÈNE FIGUËRE ET C<sup>ie</sup>, 72, RUE VAN ARTEVELDE.

LONDRES, MUDIE'S SELECT LIBRARY (NEW OXFORD STREET).

PARIS, HONORÉ CHAMPION, LIBRAIRE-ÉDITEUR. — H. LE SOUPIER, SERVICE DE LA LIBRAIRIE ÉTRANGÈRE.

NEW-YORK, G. E. STECHERT ET C<sup>ie</sup>. — ROME, FRATELLI BOCCA. — VIENNE, GEROLD & C<sup>ie</sup>.

BERLIN, GEORG STILKE. — LEIPSIC, GUSTAV FOCK. — MUNICH, JOH. PALM.

LA HAYE, BELINFANTE FRÈRES. — AMSTERDAM, FEIKEMA. — ROTTERDAM, KRAMERS.

BERNE, A. FRANCKE. — GENÈVE, NAVILLE ET C<sup>ie</sup>. — BÂLE, WEPF, SCHWABE ET C<sup>ie</sup>.

LAUSANNE, JEAN BIEDERMANN. — STOCKHOLM, C. E. FRITZE.

COPENHAGUE, VILHELM TRYDE. — MADRID, FERNANDO FÉ.

BUCAREST, SOCEC ET C<sup>ie</sup>. — ATHÈNES, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH.

CONSTANTINOPLE, OTTO KEIL. — SMYRNE, ABAJOLI. — BUENOS-AYRES, C. M. JOLY ET C<sup>ie</sup>.





## PRINCIPAUX AUTEURS QUI ONT COLLABORÉ

à la

### REVUE DE HONGRIE:

- Comte Jules Andrassy**, conseiller intime, ancien ministre, député.  
**David Angyal**, professeur à l'Université de Budapest, de l'Académie hongroise.  
**Comte Albert Apponyi**, conseiller intime, ancien ministre, député.  
**Étienne Bárczy**, ancien ministre, député.  
**Albert de Berzeviczy**, conseiller intime, ancien ministre, président de l'Académie hongroise.  
**Charles Brockhausen**, professeur à l'Université de Vienne.  
**Victor Concha**, de la Chambre des Magnats, professeur à l'Université de Budapest.  
**Elemér Császár**, professeur à l'Université de Pozsony, de l'Académie hongroise.  
**Fr. Du Bois**, directeur de la *Correspondance Européenne*.  
**Géza Gárdonyi**, de l'Académie hongroise.  
**Emile de Grósz**, professeur à la Faculté de Médecine de l'Université de Budapest, conseiller aulique.  
**Elemér Hantos**, secrétaire d'État, directeur de la Caisse d'épargne postale de Hongrie.  
**Roland de Hegedüs**, ministre r. h. des Finances.  
**François Herczeg**, vice-président de l'Académie hongroise.  
**Prince Alexandre Hohenlohe**, ancien membre du Reichstag allemand.  
**Louis de Horánszky**, ancien député.  
**Jean d'Iklódy-Szabó**, député.  
**Louis Ilosvay de Nagy-Ilosva**, ancien secrétaire d'État, professeur à l'Université des Sciences Techniques de Budapest.  
**Ladislav de Lukács**, conseiller intime, ancien président du Conseil des ministres.  
**Baron Jules Madarassy-Beck**, directeur général du Crédit foncier de Hongrie.  
**Henri Marczali**, professeur à l'Université de Budapest.  
**Edmond de Miklós**, conseiller intime, secrétaire d'État, délégué à l'Institut international d'agriculture de Rome.  
**Comtesse Aimée Pálffy-Daun**.  
**Jules de Pekár**, secrétaire d'État, député, de l'Académie hongroise.  
**Baron Sigismond Perényi**, conseiller intime, ancien ministre.  
**Maurice Révay**, ancien député.  
**Baron Ervin Roszner**, conseiller intime, ancien ministre.  
**Baron Joseph Sztterényi**, conseiller intime, ancien ministre, député.  
**Comte Pierre Vay de Vaya**, protonotaire apostolique.  
**Jules de Végh**, directeur du Musée des Arts décoratifs.  
**Alexandre Wekerle**, conseiller intime, ancien président du Conseil des ministres.  
**Comte Marc Wickenburg**, conseiller intime, ancien chef de section au Ministère imp. et royal des Affaires étrangères.  
**Baron Jules Wlassics**, conseiller intime, ancien ministre, président du Haut Tribunal Administratif.



## LA RECONSTRUCTION DE LA HONGRIE

C'est avec angoisse que nous nous demandons si la Hongrie affaiblie et mourante pourra jamais renaître. On nous a enlevé la Haute Hongrie, une partie de l'Alföld et la Transylvanie. On nous a pris la majeure partie de nos mines, de nos matériaux de construction, de nos charbonnages et nos salines, notre gaz géogène, nos forêts et nos forces hydrauliques ; on a détruit l'unité du réseau fluvial hongrois et l'on a rendu notre vie économique, pour ainsi dire, impossible. Dans le pays qui nous est resté, les hommes sont en lutte mutuelle et la haine s'annonce sous le couvert des mots d'ordre les uns plus nobles que les autres. Le pays est malade, très malade.

Et, cependant, au milieu de l'épouvantable destruction, existe l'espoir de la guérison. Il y a espoir que la Hongrie soit de nouveau florissante, qu'elle vive d'une vie politique indépendante et heureuse et parvienne à exercer une action attirante sur les parties arrachées.

La Hongrie rétablie ne sera pourtant point la Hongrie ancienne. Après chaque grande maladie, dit Tolstoï, l'homme naît une seconde fois. Les anciens goûts, les joies passées cèdent la place à d'autres. La Hongrie également renaîtra à de nouvelles aspirations, à de nouvelles tendances, à de nouveaux espoirs.

Quelle est la base de cet espoir ? La terre, qui nous porte, la Mère nourricière, qui ne laisse pas périr ses enfants.

La terre a toujours été la mère de ses enfants, mais ceux-ci n'ont pas toujours bien traité leur mère. Nous n'aimions pas assez la terre et nous pouvons certainement dire que nous n'avons pas suffisamment pris soin de notre belle Hongrie, entourée de l'enceinte des Carpathes.



Aujourd'hui, que la Haute Hongrie montagneuse nous a été temporairement enlevée, nous n'avons plus guère que des plaines et un peu de territoire accidenté. Notre montagne la plus haute est le Mátra, s'élevant seulement de 1012 m. au dessus du niveau de la mer. La région ondulée traverse le pays comme un étroit ruban et l'unique source véritable de notre bien-être économique n'est représentée que par la terre cultivable et productrice.

En conséquence du traité de paix, la Hongrie s'est transformée en pays exclusivement agraire et, d'entre les autres parties de l'Europe, c'est au Danemark qu'elle peut avec le plus de justesse être comparée. Mais, à l'encontre du Danemark qui, à l'exception de son étroite pointe méridionale, est de tous côtés entourée par la mer, constituant pour lui une route ouverte, la Hongrie est avoisinée par des États ennemis, pouvant n'importe quand, sans déclaration de guerre, la couper du reste du monde.

Tandis que le Danemark, en raison de son climat septentrional, est peu approprié à la culture du blé et doit sa prospérité surtout à l'élevage, la Hongrie est éminemment un pays à céréales où l'élevage est négligé.

C'est dans ce fait que doit être cherché le caractère peu avancé de notre agriculture. Notre culture de l'Alföld repose sur l'épuisante exploitation du sol. Produire du blé d'année en année, et cela, autant qu'il est possible, sans grand effort, enlever constamment à la terre de sa productivité sans se soucier de remplacer cette dernière, tel est à peu près notre système de culture. Les terres à blé, en effet, n'ayant pas été fumées, leur productivité est en décroissance constante.

Pour que notre agriculture soit judicieuse, régulière et ne dépérisse point, il est nécessaire que nous donnions un plus grand essor à l'élevage, pour avoir de l'engrais, afin de pouvoir améliorer nos terres. Le pain épuise la terre, la viande la fertilise.

Par l'élevage, la préparation et l'emploi des engrais, la terre, grâce à la culture des plantes industrielles, deviendra largement rémunératrice et la production sera constante et assurée.

Telle est brièvement la route conduisant à l'essor agricole du pays. La culture extensive doit céder la place à la culture



intensive, et *la production exclusivement agricole être remplacée par la production agricole industrielle.*

Il nous faut renoncer à ce que, dans la Hongrie mutilée, puisse prospérer une importante industrie métallurgique, chimique ou mécanique. Nous devons attacher d'autant plus de poids à la question de l'industrie agricole ; c'est le sucre, l'alcool, l'amidon, les conserves, le savon, le cuir, les articles textiles, les plantes médicinales, le beurre, les produits laitiers, le vin, etc., qui sont destinés à constituer les principaux produits de la Hongrie nouvelle.

Il ne nous faudra produire une quantité de blé que légèrement supérieure à celle exigée par la consommation intérieure et cet excédent ne pourra être exporté que sous la forme de farine. Les terres devenant ainsi disponibles, devront être transformées en prés ou prairies et surtout adaptées à la culture de plantes destinées à l'industrie. Les produits agricoles, après leur préparation industrielle, se vendent dix fois, vingt fois, et même cent fois, plus cher que leurs matières premières.

Les produits de l'industrie agricole trouveront à l'étranger un écoulement facile. Ils s'y échangeront non seulement contre de l'argent, mais aussi contre des matières et des produits dont se trouve dépourvue la Hongrie mutilée, et, en premier lieu, contre du bois, du charbon, du sel et autres produits miniers. Leur quantité et leur valeur est loin, toutefois, d'être comparable à celle des produits agricoles exportables.

Des différents articles d'importation, le charbon mérite la première place, car, sans lui, il est impossible, en Hongrie, de créer la vie industrielle. Il est vrai que nous avons de la houille brune, mais celle-ci n'est point propre à tout usage. La plus grande partie de nos forces hydrauliques nous a été enlevée. Dans les faux bras du Danube, dans la Rába et ses affluents, dans la Sió et l'Hernád, nous possédons encore des forces hydrauliques relativement peu importantes, jusqu'ici encore inutilisées, mais leur plus grande et plus importante partie a été, avec la Haute Hongrie, détachée du territoire du pays. Sur 3 millions de chevaux hydrauliques, il ne nous en est guère resté que 60 ou 70.000. Néanmoins, ma conviction est que le manque de charbon ne constituera pas un obstacle pour notre industrie et que la Hongrie réduite sera, en comparaison



de son territoire diminué, mieux approvisionnée de charbon que ne l'était la Hongrie ancienne.

Dans la création de notre industrie agricole, le plus grand souci provient donc, — ainsi qu'il est dit plus haut — de l'introduction de la culture intensive et de l'essor à donner à l'élevage.

En Danemark, le voisinage de la mer, — occasionnant la constante humidité de l'atmosphère dont, par suite du peu d'intensité du soleil, l'évaporation n'est pas considérable, — favorise grandement le système des prairies, tandis que, chez nous, où le climat est extrême, tantôt l'eau couvre nos terres qu'elle rend marécageuses, tantôt le soleil brûlant les dessèche et en fait un désert.

Sur le sol surabondamment aqueux ne poussent que des plantes aquatiques saumâtres, qui ne peuvent pas servir de fourrage, tandis que le terrain desséché ne produit presque rien et, brûlé et fendillé, n'est point propice à l'élevage. La culture intensive ne peut donc, pour cette raison, être introduite qu'en appliquant un judicieux régime des eaux. Celui-ci comprend les travaux d'endiguement, le dessèchement, l'irrigation et la pisciculture.

Nous avons déjà fait mention des *forces hydrauliques*. La Hongrie mutilée ne possède pas, à proprement parler, de forces hydrauliques.

Au sujet des travaux d'endiguement, nous pouvons dire en avoir terminé les études. Aussi bien le long du Danube que de la Tisza et de leurs affluents de l'Alföld s'élèvent, sur les deux rives, des digues qui protègent les terres basses contre les inondations des crues. Il n'y a plus que vers Szolnok, Tiszafüred et l'embouchure de la Bodrog où se trouvent, en tout, près de 80.000 arpents cadastraux de territoire non protégé, dont l'endiguement est absolument indispensable, car nous ne pouvons point souffrir que le moindre pouce de notre territoire reste exclu du régime systématisé. Si, dans la Hongrie ancienne, cet état pouvait être toléré, la Hongrie nouvelle se voit obligée de soumettre toutes ses terres à la culture intensive.

Les digues protègent donc les grands territoires de la plaine des inondations qui se répètent même deux fois dans certaines années ; les terrains ainsi protégés ne peuvent pas,



toutefois, être mis en culture sans d'autres travaux complémentaires. Les digues, en effet, mettent obstacle aux débordements du fleuve, mais elles empêchent aussi l'écoulement des pluies tombant dans les territoires endigués et des eaux suintant de leur sol, que nous appelons du terme collectif d'eaux riveraines. Tandis que, jadis, c'était l'eau limoneuse des fleuves qui arrosait la plaine, aujourd'hui, par suite de l'endiguement, c'est l'eau pure des neiges, des pluies, des sources souterraines qui s'y accumule et lui est encore plus funeste que celle-ci.

Avant l'endiguement, lorsque le fleuve rentrait dans son lit, les eaux débordées, provenant de la pluie ou de la fonte des neiges, se retiraient dans le fleuve, le long des enfoncements, et la majeure partie du terrain se desséchait lentement. Après l'écoulement de l'eau, restait le limon fertilisant du fleuve et où croissait une riche végétation. Après la construction des digues, les eaux riveraines rendirent la contrée marécageuse, entravèrent la production et modifièrent même la nature du sol ; elles en supprimèrent les éléments nourriciers et apparurent alors les plantes saumâtres. Il fallut donc assurer artificiellement l'écoulement des eaux riveraines. Ce procédé s'appelle *évacuation des eaux riveraines*, destiné à faire écouler les eaux accumulées derrière les digues.

Ce n'est point, toutefois, uniquement dans les parties planes du pays, mais aussi dans les contrées accidentées que se rencontrent des enfoncements, des marais, des veines, où les eaux s'accumulent et entravent la production. Il faut veiller aussi à leur *dessèchement*.

Dans le domaine des eaux riveraines et du dessèchement, un grand progrès a été réalisé, ce travail, néanmoins, n'est point aussi avancé que celui de l'endiguement. Qui croirait, par exemple, que dans le premier comitat du pays, c'est-à-dire dans celui de Pest-Pilis-Solt-Kiskun, plus de 200.000 arpents cadastraux souffrent des eaux ; c'est pour cela que ce comitat offre au printemps un spectacle des plus lamentables. Les enfoncements, veines, sont sous l'eau sur de grandes étendues. Le train longe pendant des heures entières les territoires submergés. Certaines villes ou communes sont entièrement entourées d'eau et, semblables à des îles, émergent des marais. Dans d'autres comitats, le mal existe également, bien qu'en moindre proportion. Il n'est plus permis de tolérer une



situation si triste et, — fût-ce par la contrainte, — le dessèchement doit être effectué, d'autant plus que les frais en seront largement compensés par le surplus de la production.

Je mentionnerai ici également l'une des formes du dessèchement, le *drainage*, qui, non seulement fait écouler la quantité d'eau superflue, mais encore fait aérer le sol et produit sur lui un effet pareil à celui du labour profond.

Nous avons dit que nos travaux sur le terrain des eaux commencèrent par mettre obstacle aux inondations, puis s'attachèrent à faire écouler les eaux. Ces deux mesures tendaient à assécher le terrain aqueux. Il est certain qu'elles représentent toutes deux un progrès immense. Pour donner à la culture un développement vraiment intensif, il faut, au temps voulu, pourvoir les terres desséchées de l'eau suffisante et ce nouveau degré supérieur de l'amélioration du sol est constitué par l'*irrigation*.

Tandis que, sous le rapport de l'endiguement et du drainage, nous avons déjà beaucoup fait, l'irrigation a été presque entièrement négligée. L'irrigation est, cependant, l'inépuisable source du bien-être ; elle équilibre les extrêmes du climat et rend constante la production avec ses bénéfices. « L'irrigation, — dit Charpentier de Cossigny, — augmente au moins la valeur des terres de moitié en sus de leur valeur primitive, plus souvent elle triple ou quadruple cette valeur, parfois même elle la décuple. »

Les résultats que nous pouvons atteindre par l'irrigation sont vraiment surprenants. Je ne relaterai ici que quelques-uns des grands travaux d'irrigation, créés par la science et le labeur, pour faciliter l'existence de millions d'êtres humains.

J'ai visité les admirables régions de la Provence, célèbres au loin comme les terres les plus fécondes de la France. Ses vallées et ses plaines sont sillonnées de canaux d'irrigation et de drainage et nous y trouvons l'imposant résultat de l'activité humaine dans les admirables moissons dont s'y couvre le sol. Et là, où jadis habitait une population misérable, l'heureuse satisfaction rayonne dans tous les sens ! « Là, j'appris, — dit Auguste de Gasparin en visitant le territoire de Cavaillon, — tout ce qu'on pouvait faire à l'aide de l'eau. Les blés, immergés pour la troisième fois, avaient atteint la



hauteur d'un homme, quand les nôtres épiaient à 0 m. 60 de terre. Ces blés ont rapporté 20 fois la semence, les nôtres n'ont produit que 5 . . . »

J'ai visité les vastes plaines de la Lombardie, brûlées par un ardent soleil et que les canaux d'irrigation ont transformées en l'une des contrées les plus fertiles du monde. N'avons-nous pas lu, en outre, les merveilles réalisées par les irrigations exécutées dans des pays plus lointains, tels que les Indes et les bords du Nil ? Les canaux du Nil et du Gange comblent d'abondance et de bien-être des contrées pauvres en pluies et qui, autrement, ne seraient peut-être que des déserts stériles. Ce qui, à l'étranger, a si bien réussi, promet également dans notre pays des résultats favorables et un brillant succès.

Le pays est, en effet, des plus propices à l'introduction d'irrigations sur une grande échelle. Le climat, le sol et l'eau y en sont les éléments, tous trois favorables à ce but.

Le ciel de l'Alföld est généralement bleu et serein ; les rayons du soleil dessèchent les champs, et la pluie y tombe rarement et d'une manière parcimonieuse. Il arrive souvent que le mois de mai, s'écoulant sans pluie, compromette totalement la moisson. La plaine entière est dépourvue d'humidité, à tel point que la terre est, en été, littéralement assoiffée.

Le sol est de nature éminemment fertile et, pourvu qu'il soit suffisamment abreuvé d'eau, il se couvre de moissons denses et puissantes. La surface du sol est complètement unie ; sa situation est très basse par rapport à la contrée montagneuse, de telle sorte que l'eau peut facilement y être dirigée. Il est connu, en effet, qu'avant les endiguements, les fleuves inondaient, presque tous les printemps, une partie de l'Alföld.

Mais, au point de vue de l'irrigation, la question principale est celle de la qualité de l'eau. Or, l'eau de nos fleuves est incomparable pour ce but. D'après l'analyse de Mathieu Balló, l'eau du Danube est riche en nitrogène, en phosphore et en potasse. Telle est également l'eau de la Tisza qui ne charrie à la plaine que du fin limon fertilisant. En outre, l'ardeur de l'été réchauffe l'eau coulant lentement à travers les longues plaines et la rend propice à servir à la végétation. Quant à la quantité de l'eau, les rivières en fournissent en



abondance suffisante et, sans compter les petits cours d'eau du pays amoindri, le Danube et la Tisza, — ces deux puissants fleuves, — contiennent pour l'irrigation une abondante quantité d'eau vraiment inépuisable.

Il s'agit donc de la transformation des conditions économiques de grands territoires, d'intérêts ayant leur importance pour le pays entier, et le résultat à en attendre pourra donc changer radicalement tout le système de notre production. Cependant, le rôle le plus important reviendra à l'irrigation des prairies, car, en premier lieu, nous avons besoin d'herbe et de fourrage pour avoir, grâce à l'élevage, — ainsi qu'il est dit plus haut, — du fumier, pour être en état, au moyen de se dernier, de passer à la culture régulière et intensive.

Dans le voisinage des villes, la terre est destinée à servir à la culture maraîchère et, sous ce rapport, l'irrigation joue un rôle capital. On pourra s'y servir, au profit de la culture, de l'eau souillée des égoûts et, dans le voisinage de chaque ville, il sera possible de créer une production lucrative de céréales jointe à la culture maraîchère, et une industrie laitière basée sur les pâturages.

Des genres de culture liées à l'irrigation, je mentionnerai celle du riz, — la terre, l'eau et le climat étant chez nous propices à l'établissement de rizières. Cette culture fut déjà tentée chez nous, et cela avec un plein succès. Le riz hongrois est beaucoup plus riche en albumine que celui des Indes ou d'Italie et se trouve sans rival au monde. De plus, le riz n'est point une plante exigeante ; il prospère même dans les terres salées ou de soude. La culture est donc propre à faire fructifier et à améliorer nos terrains de soude.

L'amélioration des terrains de ce genre peut être également obtenue par l'établissement, dans ces territoires déshérités, d'étangs poissonneux, ce qui n'est, en définitive, que l'une des formes de l'irrigation. Dans les endroits où le sol de soude imperméable n'est utilisable pour aucune culture, il peut toujours être transformé en étang poissonneux lucratif.

De quelque manière que nous introduisions l'irrigation dans l'Alföld, il est hors de doute qu'il en résultera pour le pays un bénéfice colossal et que c'est là peut-être le seul moyen de remédier à notre misère. L'on peut combiner le système d'irrigation avec la colonisation qui en augmenterait



considérablement l'importance, et nous pouvons dire peut-être que le succès de l'irrigation de l'Alföld en dépend immédiatement.

Le cultivateur devra loger près des terres qu'il exploite, car ce n'est qu'ainsi qu'il pourra leur donner les soins nécessaires. L'irrigation exige qu'il ait toujours l'œil vigilant et apporte à sa propriété une sollicitude toute spéciale. La fréquence de l'irrigation, en effet (l'eau étant introduite dans le terrain ordinairement une fois par semaine), son apparition pouvant se produire à n'importe quel moment du jour, aussi bien que les méthodes et espèces spéciales de culture, ne permettent pas à proprement parler que le cultivateur s'absente de sa propriété.

On pourrait songer, dans les terres affermées, à établir, sans colonisation, l'irrigation dans les parties d'une grande propriété assignées à ce but. Mais il est facilement compréhensible que cette mesure ne serait guère favorable à l'irrigation. *Il faut que la terre, soumise à l'irrigation par le cultivateur, soit sa propriété exclusive.* L'irrigation exige tant d'investitions et réclame tant de conditions spéciales que son introduction pour un temps éphémère ne présente pas de garantie suffisante pour sa lucrativité. D'ailleurs, le cultivateur travaille aussi d'une autre manière la terre qui lui appartient, à laquelle il est lié par l'amour de la propriété, et où, en capitalisant son travail, il contribue à son propre bien.

Aujourd'hui, où l'on parle tant de la réforme agraire, est-il venu à l'esprit de quelqu'un de résoudre cette question, de concert avec celle de l'irrigation, de façon à satisfaire pleinement aux intérêts de tous ?

Sans irrigation, en effet, la grandeur des différents lots ne peut être inférieure à 6 ou 10 arpents et l'on projette même la création de nouvelles propriétés d'une grandeur plus considérable. Cette réforme de répartition foncière détruit complètement notre vie agricole et il est impossible de prévoir quand se rétablira l'équilibre de la production.

Mais si la colonisation s'effectue de concert avec l'irrigation, chacune des différentes colonies ne pourra avoir qu'une étendue si faible que celles-ci s'établiront en nombre vraiment considérable et sans aucune secousse.

Avec l'irrigation, il est presque impossible de fixer le ter-



ritoire minimum nécessaire à la subsistance d'une famille de cultivateur. Il existe des territoires favorablement situés, à proximité de voies fréquentées, dont  $\frac{1}{3}$  d'arpent bien irrigué suffit amplement pour la subsistance d'une famille. Le territoire maximum pouvant revenir à une famille ne peut guère être fixé à plus de 2 arpents, car une famille est incapable de cultiver d'une manière intensive un plus grand lot de terrain. En France se trouvent des terres dont un hectare bien irrigué rapportait avant la guerre 20.000 francs nets par an.

D'après Bricka, il existe, entre le territoire irrigable et le nombre des cultivateurs, une proportion se mouvant entre d'étroites limites, où se trouve le maximum de lucrativité de l'agriculture. Plus est dense la population comparativement au territoire d'irrigation, d'autant plus grand est le résultat, et pour que l'irrigation soit vraiment avantageuse, le territoire ne peut pas dépasser 30 ou 50 hectares par 100 habitants. Autrement dit, *il faut deux individus au moins par arpent cadastral de territoire irrigué*, mais ce chiffre peut atteindre quatre ou six individus, ainsi que le prouve l'exemple des irrigations de la Provence.

Si nous songeons maintenant au nombre de nos soldats démobilisés, de nos fonctionnaires retraités, nombre toujours en croissance dans notre pays amoindri, à celui des habitants expulsés des territoires annexés, affluant chez nous et à qui nous devons assurer un emploi et une existence, à celui des ouvriers avides de terres, il ne peut certainement y avoir de tâche plus urgente que de réaliser le système d'irrigation.

Nous pouvons nous attendre à ce que les habitants des territoires occupés continuent, pendant longtemps, à affluer chez nous et que la Hongrie réduite ait une population beaucoup plus grande que celle qu'était capable de nourrir le pays avec son ancien système agricole. La discorde, les luttes de partis, les révolutions peut-être tiendront le pays en constante effervescence, si nous ne parvenons pas à créer de nouvelles sources de gain. Dans la nouvelle Hongrie mutilée, ce n'est pour ainsi dire que la culture intensive et l'industrie agricole qui formeront la base de l'existence ; or, le nouveau système économique ne peut être réalisé que par l'irrigation.

C'est pourquoi une importance colossale s'attache au projet tendant à pourvoir d'eau d'irrigation la région située entre



le Danube et la Tisza et qui est appelé à révolutionner toute la vie économique.

Le canal *Danube—Tisza*, s'embranchant à Haraszti en aval de Budapest au bras de Soroksár du Danube, passerait par les communes de Bugyi, Kunszentmiklós, Szabadszállás, Fülöpszállás et Izsák, puis, tournant à droite, atteindrait Kiskunfélegyháza et, à Csongrád, s'emboucherait dans la Tisza. Avec le débit de ce canal, 100.000 arpents cadastraux environ pourraient être irrigués, à savoir : 30.000 arpents environ le long du Danube en aval de Budapest et près de 70.000 arpents cadastraux sur le bord de la Tisza entre Csongrád et Szeged. Ce territoire irrigué de 100.000 arpents cadastraux pourrait fournir de l'occupation à 400.000 cultivateurs au minimum. Ceux-ci alimenteraient la capitale de légumes et de produits laitiers. D'importantes prairies se créeraient le long du canal. Les terres nitreuses, actuellement stériles, se trouveraient améliorées. Toute une foule de plantes industrielles s'acclimaterait dans les endroits qui, aujourd'hui, ne produisent presque rien. Des essais pourraient être faits pour la culture du riz.

Ce canal n'aurait pas seulement de l'importance pour l'irrigation, mais il serait aussi extrêmement précieux au point de vue de la production d'énergie. La station d'énergie électrique à établir près de Kiskunfélegyháza pourrait produire 50 millions de kilowats à l'heure, utilisables pour l'exploitation du canal, l'éclairage et différents autres buts agricoles et industriels.

Cependant, tout n'est pas là. Le canal a aussi une grande importance pour la politique des communications. Au début, en réalité, le canal fut projeté simplement pour raccourcir le trajet par eau Budapest—Szolnok, dont la longueur actuelle, dans le Danube et la section parallèle de la Tisza, est d'environ 800 km, bien qu'à vol d'oiseau Budapest ne soit qu'à 100 km. de Szolnok. Depuis, toutefois, que les bateaux ne peuvent passer du Danube dans la Tisza et vice versa qu'à travers un territoire occupé, l'importance politique du canal n'a fait que s'en accroître.

Tant qu'on ne voulut construire le canal *Danube—Tisza* que comme voie de transports, il n'eût guère été lucratif, car il eût été impossible de retirer des taxes à payer par la



navigation de quoi l'entretenir et amortir le capital de construction. Ce canal ne devint une bonne affaire que du moment que l'on y fit figurer l'irrigation et la production d'énergie et que, en comparaison des bénéfices de ces derniers, l'intérêt de la navigation fut relégué à l'arrière-plan.

Pour donner une idée de la grandeur de ce canal, nous rappellerons que le canal de Corinthe exigea l'enlèvement de 11 millions de m<sup>3</sup> de terre ; le canal de Suez, de 80 millions de m<sup>3</sup> ; le canal de Panama, de 250 millions de m<sup>3</sup> et que, pour le canal Danube—Tisza, ce chiffre serait d'environ 55 millions de m<sup>3</sup>. Le trafic de ce canal s'élèverait en proportion du degré qu'atteindrait l'intensité de la culture.

Examinons maintenant la question des transports fluviaux, dont aujourd'hui le Danube est la principale artère.

Nous rêvions jadis de voir la Hongrie et Budapest devenir le centre du trafic danubien, sous le contrôle de la souveraineté hongroise. C'était là un beau rêve, car, de tous les États riverains, c'est à nous qu'appartenait la plus belle, la plus grande et la plus riche partie de la vallée du Danube. Notre pays, en outre, était situé au centre du cours du Danube. En amont, l'Allemagne et l'Autriche possédaient ensemble 708 km. des rives du Danube ; nous en possédions, au centre, 941, et les pays situés en aval (la Serbie, la Roumanie, la Bulgarie et la Russie) en possédaient ensemble 920. Nulle part, sur les rives du fleuve, ne se trouvait de pays aussi fertile, aussi bien pourvu d'eau, ayant un sol aussi bon que le nôtre. Nous avons régularisé notre réseau fluvial, nous avons ouvert la Porte de Fer, nous avons de grandes sociétés de navigation. Nous dominions sur ce beau et grand fleuve, sans que nous blessions les droits d'autres pays.

Et maintenant ? Sur le Danube, ce n'est que de Szob à Mohács que nous appartiennent les deux rives, sur une longueur de 343 km., et, du pont de Pozsony jusqu'à Szob, la rive droite seule, sur une longueur de 159 Km. Ce n'est que la section de Szob à Mohács dont la régularisation a été confiée à la Hongrie ; dans la partie en amont de Szob, c'est la Bohême qui commande actuellement.

Nous possédons, en outre, 544 km. de la Tisza, rive droite et rive gauche, et, de plus, 10 km. de la rive gauche ; 78 km. de la rive gauche de la Drave ; 25 km. des deux rives de la



Maros ; 30 km. des deux rives des Kőrös ; les deux rives du lac Balaton d'une longueur de 80 km.

Telle est la longueur totale de nos voies navigables, c'est-à-dire 1022 km. où nous possédons en propre les deux rives et 247 km. en commun avec des pays étrangers, tandis que la longueur des voies navigables de la Hongrie ancienne était de 2872 km. Cependant, bien que nous ayons perdu plus de la moitié de nos voies navigables, une modification significative en a accru l'importance. Le traité de paix a déclaré voies internationales les fleuves navigables traversant le territoire de plusieurs États et y a assuré la liberté du trafic pour toutes les nations. Cette disposition a renversé les barrières du trafic danubien et la liberté de la navigation a inauguré une ère nouvelle dans l'échange des marchandises et les rapports entre les différents pays.

En outre, la Commission internationale de navigation, chargée de la surveillance du Danube et de ses affluents internationalisés, a choisi Budapest comme siège de son secrétariat. Ce choix n'est point le fait du hasard. De tous les États riverains du Danube, c'est chez nous que le service de la voie navigable était le plus perfectionné. La Commission trouva chez nous une organisation toute prête, concernant l'annonce et la prévision des crues, l'annotation et l'annonce du mouillage, tandis que, dans les autres pays, ce n'est qu'avec de grands retards et d'énormes sacrifices pécuniaires qu'aurait pu être établi le service seul d'annonce et de prévision des crues. La situation centrale de Budapest sur le Danube contribua également à cette décision, de même que la circonstance que toutes les ressources techniques et scientifiques s'y trouvent à la disposition de la Commission.

Les pays riverains du Danube s'opposèrent énergiquement à ce que le siège du secrétariat de la Commission internationale du Danube soit à Budapest. Mais les membres dirigeants de la Commission savent bien que l'organisation d'annonce et de prévision des crues qu'ils trouvèrent à Budapest n'existe pas ailleurs et ne pourrait être établie qu'en beaucoup de temps, à grands frais et avec un succès problématique. Nous sommes donc autorisés à espérer que le secrétariat de la Commission internationale du Danube sera maintenu à Budapest.



C'est ici qu'apparaît l'importance de notre ville au point de vue du trafic du Danube. Par son heureuse situation, notre capitale est prédestinée à en devenir le centre. Le commerce du Levant retrouvera sur le Danube son ancienne animation et, grâce au commerce renaissant, Budapest prendra un nouvel essor. Le trafic s'ouvrira avec la mer Noire et les autres pays et Budapest entrera, pour ainsi dire, en contact direct avec la mer. Il sera possible d'accroître encore l'essor de la capitale. Il faudra construire le port commercial et industriel dont les travaux sont en cours, et il faudra percer le canal Danube—Tisza, destiné, ainsi que nous l'avons dit, à devenir une nouvelle artère importante du trafic gravitant vers Budapest. La reconstruction économique du pays est donc étroitement liée à la judicieuse application de la politique d'économie fluviale.

J'ai démontré en peu de mots que la culture intensive et l'industrie agricole peuvent sauver le pays de la misère et le rendre florissant. Pour faire prospérer l'agriculture, nous avons à achever les travaux d'endiguement, à exécuter le drainage de nos territoires exposés à souffrir de l'abondance et de la stagnation des eaux, à introduire l'irrigation, assurant à la production des avantages incalculables. Enfin, par l'essor de la navigation sur le Danube, par la construction du port de Budapest et par le percement du canal Danube—Tisza, nous pouvons arriver à la renaissance de notre vie commerciale.

La Hongrie n'est pas encore perdue. Nous pouvons même, dans la Hongrie mutilée, créer une vie florissante, et c'est notre *devoir* de la créer. Si les contrées qu'on nous a arrachées par ruse et par force, voient que chez nous règnent l'abondance et le bien-être, si nous pouvons exercer sur elles l'attraction d'une civilisation supérieure, nous pourrons, sans aucune entreprise guerrière, arriver à ce que les parties de la Hongrie ancienne se réunissent de nouveau dans l'enceinte des Carpathes, pour former dès lors une unité indissoluble.

EDMOND DE BOGDÁNFY.



## IMPRESSIONS D'ESPAGNE <sup>(1)</sup>

Comme vous le savez bien, j'ai passé plusieurs semaines en Espagne à l'occasion du VII<sup>e</sup> Congrès postal universel; vous serez donc tentés de croire que je vais vous parler des résultats du congrès même et vous faire un rapport sommaire de ses travaux. Permettez-moi de ne pas en faire autant, — du moins pas pour aujourd'hui; — comme postiers, vous aurez l'occasion, en quelque temps, de faire connaissance des nouvelles stipulations décidées à Madrid et, comme personnes privées, vos poches sentiront aussi en certains cas le poids des nouveaux tarifs.

Pour aujourd'hui, je voudrais seulement vous parler de mes impressions que j'ai recueillies durant mon séjour dans ce pays, terre d'épopée, comme Pierre Suau l'a surnommé dans son livre poétique traitant de la péninsule ibérique.

En traversant la frontière franco-espagnole à Hendaye, non seulement nous savons, mais nous voyons aussi que nous sommes dans un autre monde. A commencer par les chemins de fer dont les rails sont plus larges, ce qui nécessite un changement de voitures, l'uniforme un peu trop gaulonné et bigarré des soldats et des douaniers, — les agents de la « guardia civil » avec leur casquette en toile cirée rabattue en arrière, — les types basques différant des types français que nous venions de voir à Paris, — la langue incompréhensible à nous, non seulement parce que nous ne la connaissons pas, mais aussi parce qu'on la parle avec une

(1) Conférence faite à une des réunions des cours de langue française, organisés pour les employés de poste hongrois.



volubilité extraordinaire, — on a la sensation d'entendre parler l'italien par des personnes qui ont un vice dans la langue, — l'air limpide de la mer, enfin le paysage si différent de ce que nous avons vu hier au soir quand l'obscurité a envahi les landes plates de France : toutes ces choses nouvelles, la quantité de ces sensations nous saisissent, nous ébahissent, nous accablent.

Notre train s'enfonce dans les Pyrénées et, en grim pant, traverse nombre de tunnels pour arriver à la hauteur suprême de la ligne. Nous nous faufileons le long d'une vallée en voyant d'un côté, loin au-dessous de nous, au fond de la vallée, le filet argenté d'un petit fleuve, recueilli çà et là pour alimenter les usines qui le bordent, de l'autre côté nous devons nous pencher pour voir la cime des montagnes, les rochers énormes. Je trouve que l'aspect de la contrée est grandiose, mais pas austère et triste comme je me l'étais imaginé. Excepté les rochers nus des cimes les plus hautes, le paysage est plutôt riant, les montagnes étant vertes de pâturages presque jusqu'au sommet, et montre les traces de culture de terre dans des hauteurs, que le paysan hongrois croirait tout à fait impossible de labourer. Cette culture de terre dans les hauteurs me rappelle celle dans les montagnes du Nord de notre patrie, actuellement envahi par les Tchèques !

Comme j'ai appris plus tard, cette contrée, les provinces basques, de même que la Navarre et la Catalogne, est, grâce au zèle et au travail de ses habitants, le trésor du royaume.

Plus nous nous enfonçons dans le pays, en descendant les Pyrénées et les montagnes de Cantabrie, plus l'aspect du paysage change ; nous sommes dans la plaine de la Vieille-Castille. La couleur dominante du paysage est l'ocre jaune : les sillons de la terre, les villages et villes çà et là épars ont tous les mêmes couleurs et nous font croire à l'aridité de cette terre. Le vert manque dans cette contrée ; pas de pâturages, pas d'arbres, même pas de bosquets ! On se croirait dans le désert du Sahara, mais c'est pire, puisque même là-bas il y a des oasis ! Ici, même les villages sont sans arbres ! Çà et là, sur les routes reliant les villages, un attelage de mulets apparaît devant un char à tente avec deux grandes roues, — les mulets étant attelés l'un devant l'autre, quatre-



cinq parfois, — une autre fois vous voyez un Sancho Pança à cheval sur un âne, aux côtés duquel deux grands paniers pendent remplis de marchandises.

Au fond du spectacle, les rochers de chaux blancs resplendissent dans le soleil et s'effacent lentement dans le bleu de l'horizon à fur et à mesure que nous continuons notre voyage.

Madrid nous présente l'aspect d'une élégante ville européenne, d'une grande capitale.

Dans les dernières années surtout, quand partout ailleurs on était occupé à se battre l'un contre l'autre, cette ville a tiré parti de la neutralité très prudente, que le jeune souverain, malgré maintes intrigues, a pu garder à son pays.

De grandes fortunes se sont amassées à Madrid et elles sont encore agrandies par le change incroyablement favorable de la monnaie espagnole, la peseta, si dédaignée autrefois. Le nombre des habitants s'est presque doublé à Madrid pendant les dernières années et est aujourd'hui au-dessus d'un million. La richesse se voit au premier coup d'œil que nous jetons sur la ville. Des quartiers tout nouveaux s'étendent, avec une quantité de jolies villas, de somptueux palais, — de grands et larges boulevards sont ouverts, ornés de bâtisses énormes, — des édifices publics monumentaux se voient çà et là. Quoique internationale, cette ville a, il n'est pas à nier, un cachet à soi; on sent qu'on est dans une ville méridionale, dans un autre pays. Les grandes maisons nouvelles présentent des façades presque entièrement en vitre; au lieu de fenêtres rien que des portes — avec une balustrade pour pouvoir s'y accouder — afin que la brise fraîche du soir puisse entrer, après des jours où le soleil vous a accablé par ses rayons intenses. Tous ces édifices ont un style uniforme, le style renaissance espagnol, qui a été repris dans nos temps par les architectes de ce pays. Il est un peu surchargé d'ornements, de petites colonnettes placées au sommet de la façade sans but apparent; on dirait, en voyant ces palais en pierres blanches, qu'ils sont en dragée, et cette impression n'est qu'accentuée pendant la nuit, quand la lune rayonne



sa lueur pâle sur ces édifices ou quand, éclairés par les réverbères, leurs contours se dessinent en blanc sur le ciel noir parsemé d'étoiles scintillantes.

Les vieux quartiers ne veulent pas non plus rester en arrière; ils se préparent à rattraper les nouveaux. Partout de nouvelles maisons sont en train d'être érigées, les vieilles ruelles trop étroites sont élargies, de nouvelles sont tracées, en tranchant inexorablement en deux, par leurs lignes droites les vieilles maisons et rues, pour y faire naître des boulevards modernes, larges, clairs, dédaigneux. Ce qui vous frappe encore à Madrid, c'est l'inégalité du terrain: il y a maintes petites collines, — des bosses de terre, disons, — sur lesquelles la capitale espagnole s'étend. La conséquence en est que les rues montent et descendent continuellement; on se demande parfois comment les tramways électriques, que vous trouvez aussi bien dans chaque rue principale que dans d'autres toutes étroites, peuvent vaincre les difficultés du terrain. Ces petits tramways jaunes, très nets, très propres, mais assez lents, circulant dans une quantité surprenante, animent beaucoup la ville, allant ou venant tous vers ou de la place principale de Madrid, la *Puerta del Sol*.

Elle n'en aurait pas besoin! C'est une ville dans laquelle il y a de la vie dix-neuf heures sur vingt-quatre!

Il y a surtout certaines rues, — les plus étroites sont préférées dans chaque ville espagnole à cet effet, — et avant tout la *Puerta del Sol* que je viens de nommer, — qui sont dans certaines heures, entre 5 et 9, incroyablement remplies de monde. René Bazin décrit très bien ce spectacle: « Vers 5 heures du soir, c'est une fourmilière. On ne voit plus les pavés: rien que des têtes en mouvement autour de rares points fixes.... Des toreros en petite veste et grand chapeau gris discutent devant la porte du *Levante*. On crie les billets de loterie, le programme de la prochaine corrida, les fleurs, les romans illustrés, l'eau fraîche, les journaux du soir. »

En somme, un vacarme effroyable.

A chaque trois pas, un mendiant vous assaillit, surtout beaucoup d'aveugles qui tiennent en main une petite assiette servant à la collecte des sous. Il faut le dire, ils en reçoivent assez; les Espagnols ont bon cœur, et en outre ils ont la



conviction, en donnant le sou à chaque mendiant, qu'ils ont satisfait les exigences de la charité chrétienne. Les mendiants, eux en profitent ! C'est une caste séparée ; on les appelle les *pordioseros* (parce qu'ils vous attaquent avec les mots « por Dios ! » — au nom de Dieu) et ont de bonnes recettes sans grande fatigue, de sorte que, quoique la ville de Madrid ait fait, à ce que j'ai entendu, beaucoup pour rassembler les pauvres et mendiants dans des asiles, ils s'en esquivent, préférant leur liberté et des recettes considérables à la vie contemplative qu'ils seraient forcés de mener dans l'asile.

Des costumes nationaux — vous en voyez rarement ; tout au plus les nounous qui promènent les bébés madrilènes au parc Buen-Retiro ou sur le Paseo de Recoletos, portent des coiffes, des boucles d'oreilles ou des jupes laissant à deviner les restes d'un costume ; mais ce qui est caractéristique en Espagne, tant à Madrid que, plus encore, dans les villes de province, ce sont les *mantillas*, les voiles noirs que portent les vraies Espagnoles — aussi de la classe moyenne — sur la tête au lieu de chapeau. Le voile, de la grandeur à peu près d'une serviette et bordé d'un petit modèle, est fixé à la coiffure moyennant quelques épingles et pend légèrement sur les épaules, couvrant la figure et toute la tête. La *mantona*, le châle en soie lourde avec des grandes franges et brodé dans les quatre coins, dont les dames se drapent et les grands peignes en écaille dont elles se parent les cheveux, sont aussi des pièces remarquables de la toilette des belles de l'Espagne, qui se transmettent de mère à fille.

Par malheur, nous n'avions pas beaucoup de fois occasion de pénétrer dans le cercle de famille de nos collègues et connaissances de Madrid. Ils sont, à ce qu'il paraît, très réservés, — et cette réserve est d'ailleurs peut-être encore nourrie davantage par le peu de connaissance des langues étrangères, qu'assez de fois nous avons l'occasion de constater non seulement dans les magasins, dans les hôtels de pas tout premier ordre, mais aussi parmi les gens de la classe moyenne.

Une fois cependant, plusieurs d'entre nous étions invités à un thé musical chez un employé de poste espagnol. La parfaite amabilité et l'attention avec laquelle notre hôte et



sa femme, — tous deux bons musiciens, — nous ont offert d'abord un goûter à l'espagnole — du chocolat épais et toutes sortes de friandises et de gâteaux nationaux — ensuite la musique caractéristique espagnole, nous seront un souvenir agréable de notre séjour à Madrid. Le plus intéressant à ce concert était le quatuor de jeunes gens, — des employés de finance à ce qu'on m'a dit, — surnommés et connus à Madrid sous le nom «los cuatro gatos» (les quatre chats) qui jouaient à merveille sur une mandoline, un luth et deux guitares, des chansons espagnoles.

Pour se reposer et réjouir ses yeux et son cœur après des travaux fatigants, on pouvait aller au Prado, le musée de peintures anciennes connu dans tout l'univers. C'est dans ces salles consacrées aux Muses que vous apprenez à respecter le génie de Velasquez, le plus grand artiste espagnol, «le plus prodigieux des réalistes», comme dit Suau, — c'est là que vous avez l'occasion d'admirer tout le réalisme, quelquefois par trop souligné de Goya et l'incomparable légèreté avec laquelle il appliquait les couches de couleurs sur sa toile, devançant, comme d'ailleurs aussi Velasquez, de beaucoup son temps. — Vous y voyez dans une salle quelques tableaux célèbres de Murillo, qui exhalent la pureté, la naïveté, la foi ardente de ce peintre, qui sont peints avec tant d'amour et de douceur, avec un coloris lumineux. Une des salles est vouée au Greco — le Grec Domenico Theotokopouli qui a vécu à Tolède — on y a occasion de voir les portraits aux visages tirés en long, presque des caricatures, sombres et pâles en coloris, comme si c'étaient des portraits de morts. Dans plusieurs autres salles, des perles de l'art ancien flamand; un Roger van der Weyden, un Memling de premier ordre, — enfin les Italiens, comme Raphaël, le Titien, Tintoret, le Corrège, — les Allemands, comme Dürer, — les Flamands Rubens, van Dyck, — le hollandais Rembrandt, — tous représentés par des chefs-d'œuvres, vous donnent l'occasion à des études approfondies.



En sortant, on a faim; maints restaurants plus ou moins élégants, des magasins de *fiambres* (des sortes de buffets) vous appellent; le plus original est pourtant le vieux restaurant Botin, lequel, fondé en 1620, se trouve toujours à la même place, dans une petite maisonnette à deux étages, large de deux fenêtres seulement; la cuisine y est située au rez-de-chaussée, les salles à manger au rez-de-chaussée et aux deux étages. Tous les mets sont fraîchement préparés, même la soupe. Le menu imprimé est chaque jour le même et contient une foule de potages, d'entrées, de grosses pièces, volailles, etc. Vous vous en choisissez votre dîner, en ayant soin de l'arroser avec une bouteille de bon Rioja (vin rouge espagnol); on vous sert le dîner après quelques minutes d'attente; des plats exquis: un cochon de lait ou un agneau rôti par exemple, — des spécialités de la maison, — sont servis dans des terrines plates, les mêmes dans lesquelles le mets a été rôti au poêle; les terrines sont si chaudes, qu'elles sont placées sur un petit tabouret en bois et, ensemble avec celui-ci, sur la table. Malgré la grande simplicité du local, vous y voyez souvent des diplomates et d'autres personnes du beau monde, — quand en même temps, à la table d'à côté, un paysan castillan est assis avec sa femme, après avoir fait une bonne affaire au marché du matin. Ils aiment à manger, les bons Espagnols. Non seulement les riches, les gens de moindre fortune mangent aussi au moins 4 plats pour le lunch ou le dîner. Dans les grands hôtels, c'est tout simplement épouvantable que les menus qui vous sont présentés. Je me rappelle que les premiers jours, — déshabitués que nous étions à manger, en venant de Hongrie, — nous étions, à notre grand regret, rassasié déjà après les hors-d'œuvres, servis comme passe-temps avant le bouillon!

\*

Il va sans dire que nous avons aussi occasion de voir les danses du pays. A Madrid, des étoiles du « music-hall », à Séville et à Grenade, des *gitanas* (des tziganes) plus ou moins originales.

Ce que nous voyons quelquefois chez nous, comme danses espagnoles, ne vous donnent qu'une faible idée de ces danses.



Déjà la musique vous saisit, avec son rythme différent, ses tournures inattendues, avec ses mélodies tantôt douces, tantôt un peu monotones, ayant des réminiscences de musique orientale, tantôt de nouveau pétillantes, pleines de verve. Les danseuses sont les interprètes fidèles de cette musique. Les castagnettes aux mains, elles l'accompagnent en accentuant les fortissimos et passant aux pianissimos avec les sons de la guitare.

Souples comme des serpents, légères comme une plume, avec du feu dans les veines, vous les voyez exécuter les pirouettes vertigineuses avec une précision incroyable ; dans l'autre moment, elles font des pas tout lents, pleins de grâce, puis de nouveau, en suivant la musique séductrice, leur corps ondule merveilleusement, l'expression pleine de passion, de volupté.

C'est la belle Isabelita Ruiz, actuellement très fêtée à Madrid, que j'ai devant moi en parlant ainsi ; nous avons occasion de l'admirer lors du dîner d'adieu qui nous a été offert par le gouvernement. Elle était tout ce qu'il y a de parfait en danse et remarquable par la quantité de toilettes qu'elle changeait avec une rapidité à la Fregoli. Il est vrai que ses toilettes devenaient toujours de plus en plus des déshabillés.

\*

Un des premiers dimanches après-midi que nous avons passé à Madrid, nous avons assisté aux courses de taureaux.

C'est sûr, c'est un reste de barbarie, un anachronisme que de permettre dans nos temps ces jeux si cruels, cruels non seulement parce qu'on massacre l'un après l'autre ces taureaux maltraités, taquinés, fatigués, à peine capables de se défendre, mais des jeux cruels surtout parce que, pour fatiguer le taureau, il est lancé d'abord contre plusieurs chevaux, de pauvres bêtes vieilles, maigres, plus bonnes à rien, c'est vrai, mais pourtant vivants, n'en ressentant pas moins les douleurs d'être percés, éventrés à plusieurs reprises, jusqu'à ce qu'elles succombent.

Mais, malgré ces atrocités, il y a des scènes qui méritent d'être vues. L'entrée de la *cuadrilla* — des combattants —



au commencement des jeux est pittoresque. Au son de la musique, les *espadas* qui vont tuer la bête, les *banderilleros* qui piquent les bâtons à crochet ornés de bandeaux dans le dos du taureau, tous dans la tenue multicolore connue des *toreros*, les *picadores* à cheval avec les lances, et enfin l'attelage de mulets qui va, à la fin de chaque lutte, traîner les cadavres du taureau et des chevaux hors du terrain du combat, tous ceux-là s'avancent dans l'arène et vont saluer le maire, président de la fête. Celui-ci jette de sa loge la clef du *toril*, du cachot noir dans lequel les taureaux sont gardés quelques heures avant la lutte pour les rendre plus sauvages encore.

Les combattants ont gagné leurs places désignées, le taureau s'élance dans l'arène, la lutte commence. Elle consiste en trois parties. Dans la première, on fatigue le taureau en le laissant aller contre les cavaliers qui, pendant que le pauvre cheval est soulevé par les cornes du taureau enfoncent leur lance dans le dos de ce dernier.

La seconde partie est le jeu des *banderilleros*. Ceux-ci une *banderilla* dans chacune des mains élevées, attendent venir le taureau contre eux et, en le laissant passer sous leur bras droit moyennant un pas adroit fait de côté, enfoncent les banderilles dans sa nuque. Pendant ce temps, les aides des joueurs contribuent aussi à fatiguer la bête en l'irritant avec le jeu de leurs *capas*, leurs manteaux. Parfois très adroits, ils en sont récompensés par des salves d'applaudissements.

Le taureau, assez fatigué, commence le troisième acte. L'*espada*, saluant de son tricorné le président, s'avance, le drapeau rouge dans la main gauche, l'épée dans la droite, vers le taureau et, au moment où celui-ci l'attaque, lui enfonce l'épée dans la nuque. S'il parvient à lui percer le cœur, la bête finit en moins d'une minute.

Le massacre fini, arrive l'attelage de mulets pour enlever les cadavres aux sons de fanfare; les flaques de sang sont ensevelies avec le râtelier dans le sable de l'arène et le prochain tournoi commence; six à huit taureaux sont tués durant une après-midi.

Très intéressant à observer le public. L'immense arène, ouverte comme celle des Romains, est rempli de monde qui



poursuit avec une attention fiévreuse chaque détail du combat. Tour à tour les applaudissements en l'honneur d'un mouvement hardi, habile, succèdent aux sifflements, aux hurlements sauvages de la foule, si l'attitude du taureau ne lui plaît pas, si les combattants sont maladroits.

Nous, étrangers, ne savions jamais à qui ou pour quoi ces cris d'admiration ou de mécontentement!

Et ne croyez pas que ce n'est que le bas peuple qui prenne plaisir à ces amusements! Dans les loges, des messieurs, des dames de la meilleure société se donnent rendez-vous. Ce ne sera qu'après bien des années de culture qu'on parviendra peut-être à mettre fin à ces jeux cruels. Jusqu'ici tous les essais de les interdire sont restés sans succès.

\*

Le temps presse et je voudrais encore vous faire jeter un coup d'œil dans l'Espagne, au-delà de Madrid. Pour commencer, allons aux alentours de Madrid: à l'Escorial où nous fûmes amenés pour voir le grand cloître au pied de la chaîne de la Guadarrama, avec le dôme et des appartements royaux construits par Philippe II pendant la période la plus glorieuse de l'Espagne. Quel contraste entre la richesse de l'église et surtout du maître-autel et entre le petit cabinet de Philippe II, blanchi à la chaux, avec le mobilier le plus simple et le plus indispensable, donnant sur le maître-autel; c'est dans cette chambre que le monarque d'un vaste empire a fini son pèlerinage terrestre, rongé par une longue, dégoûtante et pénible maladie.

Les dépouilles des rois sont déposées au panthéon, situé dans les caves du bâtiment: le panthéon des rois, en marbre noir surchargé de dorures, celui des princes, clair, simple et reposant les yeux.

Un autre jour, quatre congressistes — un Autrichien, deux Allemands et moi — nous avons fait une petite excursion qui nous avait été beaucoup recommandée: la tournée à Avila. Une petite ville qui semble s'être arrêtée dans son développement au milieu du moyen-âge. Une des choses les plus intéressantes y sont ses murailles du temps des Romains,



tout à fait intactes, qui l'entourent tout entier. Elles atteignent la hauteur d'un étage, sont crénelés et visibles déjà de bien loin. Le dôme d'Avila est un des plus majestueux : style romain et gothique ; son apside est bâtie en partie dans les murailles même de la ville.

A Tolède j'étais deux fois ; une fois avec les congressistes ; j'y suis retourné une autre fois seul, pour jouir à loisir des merveilles de la ville. En premier lieu, c'est sa situation qui nous frappe : la ville est bâtie sur un rocher contourné detrois côtés par le Tage, toujours brun rouge, au-dessus duquel le gracieux pont d'Alcantara nous mène dans la ville.

Cette ville, la « capitale morte », comme dit Suau, parce qu'elle était, avant Madrid, la capitale de la Castille, a un cachet déjà maure ; vous vous croyez au Maroc, quelque part à Tanger, en vous faufilant par les petites ruelles étroites, courbées et recourbées maintes fois, où jamais le soleil ne pénètre. Les églises transformées de mosquées, mais plus encore et en premier lieu sa belle cathédrale, avec des trésors d'orfèvrerie, méritent toute notre attention. Le chœur et le maître-autel, situé au milieu de la cathédrale — comme d'ailleurs aussi dans les autres cathédrales espagnoles — influencent, il est vrai, la vue d'ensemble et nous empêchent d'entrevoir et d'apprécier selon leur mérite les proportions grandioses et gigantesques de la nef principale ; mais ce sont des merveilles de la forgerie, de la sculpture sur bois et sur marbre ! L'église San Juan de los Reyes est remarquable non seulement par son pur style gothique, par son cloître d'une rare finesse et élégance, et par le fait que les Français, en 1808, l'ont bombardée et pillée, mais curieuse aussi par la masse de chaînes qui pendent de ses murs extérieurs. Ce sont des chaînes que les chrétiens, captifs des Maures, portaient à Grenade et que les rois catholiques ont fait appliquer à cette place, après la libération de Grenade en 1492, comme symbole de la victoire du christianisme sur le paganisme.

Le comble des réjouissances était cependant la tournée de cinq jours que nous avons fait en Andalousie, au sud de l'Espagne et qu'un de nos collègues allemands, un peu poète, a comparé aux Mille et une Nuits des contes arabes. Nous n'avons pu que jeter un coup d'œil sur cette terre anda-



louse, le spectacle merveilleux et multicolore s'est déroulé devant nos yeux avec la vitesse d'un film de cinéma; c'était justement pour nous donner l'envie d'y retourner.

Nous avons visité trois villes.

D'abord Séville, grande et riche, pleine de bâtiments historiques, comme la cathédrale, une des plus grandes du monde chrétien, avec sa tour colossale en style mauresque: la Giralda; ensuite l'Alcazar — le palais des califes maures, puis des rois chrétiens; la *Torre del Oro*, aux bords du Guadalquivir; la mairie; enfin le Musée provincial, avec les peintures les plus remarquables de Murillo. On aimera cet artiste en partant d'ici, ayant vu ses chefs-d'œuvres. Et la mer blanche des maisons privées, — c'est la vue qu'on a de la ville du sommet de la Giralda, — chacune a son beau petit *patio* (sa cour) qu'on peut voir par la grille qui le sépare de l'entrée; il est pavé de marbre, orné de colonnes de marbre, muni d'un petit bassin: c'est le refuge de la famille pendant les chaleurs de l'été. La réception à l'Alcazar, le bal dans un cercle très élégant, nous ont fait voir la belle société de cette ville, les jolies dames, leurs beaux yeux et leurs belles toilettes.

Nous avons trouvé que c'est ici que la végétation est la plus tropique. Les dattiers, les orangers, les eucalyptus sont choses communes dans la ville; ce sont les cactus et les agaves qui forment la haie des champs — une haie infranchissable, en tous cas!

De Séville à Grenade. Dans l'Alhambra, — ce bijou de l'architecture du goût mauresque, dominant la ville sur une colline, — on se croirait transféré dans le temps des califes. Les cours et les salles, quoique vides et dépouillées, nous donnent un spécimen de ce que pouvaient être ces demeures royales en leur temps; les plafonds ornés de stalactites variés infiniment, ou en bois incrusté, des « *artesonados* », comme on les appelle, ses murs garnis d'arabesques et de sentences tirées du Coran, au bas avec des *azulejos* — les arrière-grands-pères des produits de notre fabrique Zsolnay, — les petits jets d'eau au milieu des salles et des cours, les cyprès et autres plantes exotiques, la vue splendide de la montagne vers la vallée, la ville et les montagnes environnantes, sous la voûte d'un ciel d'azur: ce sont des impressions inoubliables



pour celui qui y a été, indescriptibles pour celui qui n'est pas un poète.

Pour terminer notre séjour, nous avons passé une demi-journée à Cordoue, la troisième ville très remarquable du temps des Maures. Les califes se succédant l'un à l'autre voulaient y ériger une mosquée plus grande que celle de La Mecque. Elle est en effet formidablement grande, cette mosquée, transformée d'ailleurs en cathédrale catholique après la reconquête de la ville. Une multitude étonnante de colonnes reliées par des arches en forme de fer à cheval, en pierres blanches et rouges, vous confond, mais le manque de hauteur vous oppresse en même temps. Et malgré que ce fût une barbarie inouïe que de démolir le centre de la mosquée pour y poser le chœur et le maître-autel de la cathédrale, j'ai respiré pourtant avec un certain soulagement en recevant de l'air, de la lumière, par la hauteur suffisante de ceux-ci. Une cour poétique, le *patio de los naranjos*, dans laquelle, entre les trois fontaines servant aux ablutions rituelles, des dattiers et une multitude d'orangers réjouissent l'œil, forme l'entrée à cette mosquée-cathédrale. Emmerveillé de cet aspect, je n'avais qu'un court temps pour jeter un coup d'œil furtif au pont romain et à quelques autres tours et bâtisses intéressantes de la ville.

\*

Mais voilà que je dois finir sans vous avoir raconté la moitié de ce que j'ai vu, de toutes les impressions que j'ai recueillies : des festivités arrangées en notre honneur, de la réception royale, de celle à la mairie de Madrid, des théâtres et de maintes autres choses dont je pourrais vous dire mille détails intéressants.

Mais déjà je crains d'avoir commis une faute : tout en ne vous parlant que des agréments et divertissements de notre séjour, vous allez vous dire tout en nous enviant : « Voilà qu'ils ont gaspillé le temps et l'argent ! Ont-ils eu du temps pour travailler, ces types-là, s'ils ont dû prendre part à tant de fêtes et de réjouissances ? Nous comprenons maintenant pourquoi ce congrès a duré si longtemps ! » etc.



Je dois vous répondre: La médaille a son revers! Quoique vous en pensiez, nous avons travaillé et très souvent même rudement travaillé, pour mener à bonne fin aussi vite que possible la tâche gigantesque que nous avons à accomplir, les questions difficiles que nous avons à résoudre. Nous avons débattu en 61 jours, dans 77 séances, 2248 propositions relatives aux différents articles des arrangements. Ce ne sont, il est vrai, que des chiffres muets, qui ne disent pas combien la portée de beaucoup de ces propositions était grande et combien les intérêts à concerter des administrations qui étaient représentées au Congrès étaient différents. Ils ne disent pas combien les résultats, atteints souvent après de longues discussions, sont appréciables, et n'indiquent pas les discussions approfondies qui les ont précédés.

Les divertissements dont nous avons joui étaient nécessaires pour nous rafraîchir après et entre le travail; nous sommes reconnaissants au Gouvernement espagnol, de nous avoir fait connaître et aimer son beau et intéressant pays; car le souvenir de tout ce que nous avons éprouvé là-bas, de toutes les merveilles de l'art et de la nature que nous avons vues et savourées dans ce pays heureux, nous sera à jamais une source intarissable de jouissances, ce que vous, Mesdames et Messieurs, vous pouvez envier à nous de bon droit.

BARON GABRIEL SZALAY.



---

## COMMENT LA PAIX AVEC LA HONGRIE FUT FAITE

---

Nous empruntons cet article au périodique anglais *The Hungarian Nation* (n° juillet—août 1920) ; il donne une idée de la façon honteuse dont fut rédigé le traité de paix avec la Hongrie. Des ennemis notoires de notre pays, tels que Denis, Seton-Watson et Benes ont tracé la frontière de la Hongrie future avant même que la « victoire » de l'Entente eût été remportée, cette victoire à laquelle l'imposture et la famine causée par l'infâme blocus de la coalition de Droit et de la Civilisation ont eu plus de part que les faits d'armes, surtout les faits d'armes de la nation à laquelle M. Benes a l'honneur d'appartenir. Mais citons l'article en question :

« On croit généralement que ce traité fut fait d'une façon unilatérale, imposé par l'un des intéressés — ceci étant le chemin le plus approprié pour mécontenter tous les deux — mais ce qu'on ne sait pas encore, c'est qu'il fut élaboré dans tous ses détails avant que la Conférence de Paris se fût réunie et accepté tel quel par les grandes puissances.

Le point de vue de l'un des partis intéressés est mis en lumière par une campagne menée par les ennemis suivants de la Hongrie :

E. Denis, *La Grande Serbie*, Paris, 1915, p. 302 : « La frontière pourrait à l'est de Básiás, sur le Danube, remonter dans la direction générale, du nord jusqu'au Maroch, en suivant les hauteurs qui dominent la région. Elle descendrait alors le cours intérieur du Maroch, et laissant en dehors Arad et Szege-din, couperait par Szabadka (Subotitsa) la plaine entre la Tisza et le Danube, atteindrait le fleuve vers Baïa, pour se diriger ensuite vers le confluent de la Mur et de la Drave. »



Seton-Watson R. W., *Roumania and the Great War*, London, 1915. Appendix IX, *The new frontier and a just settlement*, pp. 95—97: «Le comitat Máramaros échoirait en partage à la Russie et à la Roumanie, et le fleuve Tisza formerait ainsi une frontière ethnographique naturelle et bien précise. La ville de Máramaros-Sziget, qui se trouve sur la pente sud, reviendrait à la Roumanie. Abandonnant la Tisza un peu au sud de Huszt, la frontière suivrait probablement la ligne des coteaux de l'Avas, puis, coupant le comitat Szatmár en deux, et traversant le fleuve Szamos, elle suivrait la ligne de démarcation nord-ouest du comitat Szilágy. Après, elle passerait au travers du comitat Bihar jusqu'à la limite extrême de Nagyvárád pour aller d'ici, par Nagy-Szalonta, jusqu'au fleuve Kőrös, à l'est de Gyula. De là elle irait tout droit jusqu'au fleuve Maroch, à une distance de 3 ou 4 lieues d'Arad. Après, elle suivrait le cours du Maroch près de Nagylak, puis le cours de l'Aranka, le vieux canal maintenant négligé du Maroch. Un morceau triangulaire de territoire dont l'importante ville hongroise Szeged forme la pointe culminante, est principalement magyar et resterait ainsi à la Hongrie. La nouvelle frontière entre la Roumanie et la Serbie commencerait à un point de l'Aranka, à peu près mi-chemin entre le Maroch et la Tisza, et suivrait le cours sud-est du Danube, près Moldova. Les villes Kikinda, Bechkerek, Panchova et Fehértemplom échoiraient aux Serbes qui sont une majorité écrasante dans les districts ouest du comitat de Torontál, tandis que Temesvár et probablement Versec reviendraient à la Roumanie... Les chauvinistes roumains réclament en outre les villes Arad et Nagyvárád dont la population est prépondéramment magyare et il est à espérer que la future conférence de paix rejettera des demandes si exorbitantes...<sup>(1)</sup> La devise de la «frontière de la Tisza» est certainement ridicule : une violation tellement brutale du principe de nationalité rendrait impossible l'existence d'une Hongrie indépendante.»

(1) Vous vous êtes trompé, ô Scotus Viator ! la générosité des Alliés, quand il s'agit du bien d'autrui, ne connaît pas de bornes. Grâce à la magnanimité de MM. Clemenceau et Tardieu, les Roumains, aussi bien que les Tchèques ont obtenu tout ce qu'ils s'avaient de convoiter : Arad, Nagyvárád, Pozsony, Kassa, etc. Nous sommes même étonnés que la conférence de guerre de Paris, s'inspirant uniquement des principes du droit et de la justice, ne leur ait pas adjugé Budapest et environs.



Denis E : *La question d'Autriche. Les Slovaques*, Paris, 1917, pp. 37—38 : « Une seule solution demeure : à la place de la monarchie dualiste, constituer une série d'États indépendants : en premier lieu, le royaume serbo-croate auquel se rattacheront les Slovènes, et qui s'étendra jusqu'à la rive droite du Danube, et l'État tchéco-slovaque qui arrivera jusqu'à la rive gauche du fleuve en s'accostant à la Pologne envers le nord et vers la Russie à l'est. »

M. Benes dans le *Matin*, novembre 1918 : II. « Les Tchèques doivent occuper toute la Slovaquie militairement, car le danger bolchéviste est très aigu en Hongrie et pourrait facilement se propager vers l'Ouest et gagner les provinces alliées, si des désordres y surgissent. Le territoire polonais est également menacé. Seuls les Tchèques sont à même de parer au danger, si certaines conditions de l'armistice sont remplies. IV. Il est d'une importance capitale de maintenir contact entre les Alliés et la Bohême par Trieste et Presbourg, en occupant le territoire de Hongrie où Germains et Magyars sont contigus. De cette façon, deux peuples ennemis : Magyars et Germains seraient séparés et les conditions de l'armistice pourraient être mieux appliquées contre tous les deux. La Hongrie serait coupée du contact avec l'Allemagne. Les deux nations amies : Tchèques et Yougoslaves, resteraient en contact et l'Entente pourrait communiquer directement avec les Tchéco-Slovaques. » (*The Times*, 6 novembre 1918.)

Ainsi parla Benes en 1918 et le traité du Trianon a comblé ses vœux les plus exorbitants. Que penser, après cela, des auteurs de ce traité et des Alliés qui l'ont imposé à la Hongrie ? Rien : c'est ainsi qu'on fait l'histoire ; mais, pour combien de temps ? C'est une autre question. En tout cas, point pour longtemps.

X.



---

# LÉON TOLSTOÏ

(Suite.)

(3)

Il y a tout un appendice à *la Guerre et la Paix* qui n'a pas été traduit en français, mais que M. de Vogüé a lu et qui est une longue dissertation sur la nécessité, le libre arbitre, le fatalisme, vers quoi l'auteur penche, l'essence du pouvoir politique, etc.

Il y a — je l'ai déjà indiqué — tout une théorie de la vanité et du caractère misérable et méprisable de l'amour dans *le Bonheur de famille*. Ce qui manque à *l'un des deux* époux du *Bonheur de famille*, c'est l'altruisme, la philanthropie, le non-égoïsme : et de là une union triste ; ce qui manquera aux deux époux de *la Sonate à Kreutzer*, c'est ce même altruisme et de là une union sinistre, et il n'y a guère d'autre différence entre les données des deux ouvrages.

Dans *Anna Karénine*, Lévine, en proie à de maladives angoisses, trouve enfin le repos d'esprit dans cette vérité : « Il ne faut pas vivre pour soi ; il faut vivre pour Dieu. » Surtout, et cela cent fois, le goût de la simplicité, du « simplisme » de la vie des simples, et cette idée que ce sont les simples d'esprit qui ont raison contre les raisonnants, se rencontrent dans les ouvrages de la première manière de Tolstoï. Les personnages de *la Guerre et la Paix* qui ont survécu à la grande épopée se retirent à la campagne, bien loin des villes, au sein de la nature, y vivent d'une vie simple et plate et, dans cette vie, Tolstoï les suit longtemps, s'attarde avec eux longtemps, au risque de nous ennuyer, pour bien montrer que cette vie est plus intéressante ou du moins l'intéresse beaucoup plus que leur vie éclatante d'auparavant.



On voit que Tolstoï a, dès la *Guerre et la Paix*, des tendances à ne pas croire à l'intelligence et au savoir et à les donner pour des illusions de notre orgueil. Ce ne sont pas les généraux qui gagnent les batailles et Napoléon est un imbécile qui se croit du génie. Le gain et la perte des batailles appartient tout entier au hasard. Le seul général russe à qui Tolstoï réserve ses sympathies et les déclare, c'est le généralissime Koutouzof, parce qu'il ne commande pas du tout, ne regarde jamais les plans et dort au conseil des généraux. Bézouchof, errant dans Moscou en flammes, se sent envahi de profond « sentiment de mépris pour tout ce qui est conventionnel, artificiel, humain ; pour tout ce que la majorité des hommes estime le souverain bien de ce monde... Richesse, pouvoir, vie, tout ce que les hommes recherchent et gardent avec tant d'efforts, tout cela ne vaut rien, ou ne vaut que par la volupté attachée au sacrifice volontaire que l'on fait de tous ces biens. »

Dès 1859, dans *Trois morts*, cette théorie du simplisme avait atteint toute sa précision, trouvé sa formule. Le plus heureux et le meilleur est celui qui pense le moins et qui meurt le plus simplement. Le paysan est plus heureux et vaut mieux que le seigneur terrien, le seigneur terrien que l'homme des villes, l'homme des villes que l'homme de la capitale, l'homme de la capitale que l'homme de cour, l'homme de cour que le ministre et l'homme plus malheureux de l'empire est l'empereur.

Les simples convertissent et éclairent les hommes prétendus éclairés et soi-disant éclairés. C'est un moujik, le bon-homme Fedor, qui illumine de vérité l'âme de Lévine. C'est lui qui dit à Lévine : « Il ne faut pas vivre pour soi ; il faut vivre pour Dieu » et Lévine a trouvé son chemin de Damas.

C'est le demi-idiot Karataïef qui ouvre les yeux de Pierre Bézouchof avec ses proverbes de Sancho Pança, que, du reste, il ne comprend pas. Après la mort simple de ce simple, Bézouchof est affranchi de son inquiétude et de sa versatilité éternelles. Il veut être simple, ne pas penser, ne pas réfléchir, ne pas raisonner, vivre dans un fatalisme résigné et chaque fois qu'il est sur le point de manquer à son dessein, le souvenir sacré de son maître l'y ramène et l'y renferme.

C'est dans ces dispositions d'esprit qu'il eut toujours, on le voit bien, que la crise de 1878 trouva Tolstoï. Il était très bien préparé.



En quoi consista la crise elle-même ? En ceci seulement, ou du moins je n'en vois pas davantage : Tolstoï rencontra Sutaïef et Tolstoï lut les Evangiles. Sutaïef était un paysan illuminé et apôtre, sorte de prophète d'Israël, comme il y en eut beaucoup en Russie, peut-être toujours, en tout cas pendant toute la durée du XIX<sup>e</sup> siècle. La race est mystique. Elle tient de l'Orient. Sutaïef prêchait le renoncement, la fraternité, la résignation à la misère et le communisme. Il était profondément religieux. Il plut à Tolstoï. Tolstoï retrouvait en lui ses types préférés, à savoir : « l'innocent » de son enfance, le bonhomme Fedor, Karataïef et lui-même. Il causa beaucoup avec Sutaïef, le sentit sincère, le trouva intelligent ; car il l'était, partagea facilement son mépris pour les hautes classes, l'admira et fut amené par ce chemin à lire l'Evangile qu'évidemment il connaissait comme les dix-neuf vingtièmes des chrétiens le connaissent.

Ce livre fut pour lui une lumière nouvelle. Comme Pascal « trouvait en lui-même tout ce qu'il voyait dans Montaigne », Tolstoï vit dans l'Evangile tout ce qui était déjà en lui et n'y voulut pas voir autre chose ; mais il l'y vit bien, plus lumineusement, plus fortement, avec une espèce d'éclat concis, en éclairs. Il est à remarquer, en effet, que ce fut la concision sententieuse de l'Evangile qui dut frapper fortement Tolstoï. Il avait des idées vagues ; et il était diffus et confus, jusque-là, toutes les fois qu'il dissertait. L'Evangile lui donnait une vingtaine de maximes grandes comme le monde et courtes comme des vers français, et de ces vingt maximes la moitié exprimait avec une netteté d'étoile ce qu'il pensait en nébuleuses, l'autre moitié lui révélait un monde moral nouveau auquel il n'avait pas pensé, mais qui n'était point en désaccord avec sa pensée générale et, au contraire, la complétait, l'approfondissait, la prolongeait.

Il fut conquis ; mais qu'on entende bien, par l'Evangile et nullement par le christianisme qui, comme on sait, n'est pas du tout la même chose. Il y a dans le christianisme tant de choses qu'on emploierait sa vie, peut-être utilement, à les compter ; mais il y en a surtout trois, générales et essentielles, le préévangélisme, l'Evangile et le postévangélisme. Le préévangélisme, c'est le judaïsme tel qu'il était quand Jésus le trouva devant lui : Dieu, providence, immortalité de l'âme,



peines et récompenses éternelles, anges, communication perpétuelle entre Dieu et l'humanité, miracles, etc. Le postévangélisme : mystères, trinité, incarnation, hypostases, transsubstantiation, etc., toute la subtilité grecque travaillant sur le fond très simple du judaïsme et sur le fond plus simple encore de l'Evangile. Tolstoï avait été jusqu'alors un simple rationaliste sentimental, sceptique au fond et agnostique, mais pitoyable, doux et tendre. Il fut séduit par l'Evangile, mais il continua à repousser le christianisme.

Il en repoussa avec une sorte d'horreur le postévangélisme, absolument étranger et odieux à son esprit très simple, très droit et très clair. Il en repoussa *presque* tout le préévangélisme, encore qu'il semble avoir été admis par Jésus. Il le repoussa ; car, d'une part, l'abominable Bible n'était pas un livre fait pour lui plaire, sinon peut-être littérairement, et encore non ; et d'autre part, la métaphysique de la Bible, providence, anges, immortalité de l'âme, récente, du reste, dans l'esprit du peuple hébreu, récompenses et peines d'outre-tombe, choquaient son rationalisme, resté intact. Il n'y avait jamais eu, il n'y eut jamais esprit moins mystique que celui de Tolstoï, et ce serait ignorer le sens des mots que lui appliquer celui-ci.

De l'Evangile il écarta donc tout ce qui lui sembla un legs et un résidu de la métaphysique biblique. D'un côté donc, tout ce qui dans le christianisme est postérieur à l'Evangile fut nul et non avvenu pour lui ; de l'autre, tout ce qui, même dans l'Evangile, est métaphysique sommaire, acceptée par Jésus, il le repoussa aussi et, par exemple, si les conciles et les Pères n'existent pas pour Tolstoï, l'Evangile selon Saint Jean, en ce qu'il a de différent des autres, n'existe par pour lui non plus.

Somme toute, Dieu et la morale de Jésus, voilà tout ce que Tolstoï accepta ; c'est-à-dire qu'il n'adopta que l'Evangile et non pas même tout l'Evangile.

Il en avait le droit. D'abord parce qu'en religion nous croyons ce que nous pouvons, et « chacun se fait son petit religion », comme disait la Palatine ; ensuite parce qu'un chrétien très respectueux et très fervent a le droit de choisir dans des livres écrits un siècle après la mort de Jésus, et qui rapportent la pensée de Jésus comme rapporteraient celle de Rousseau,



s'il n'avait rien écrit, des livres écrits en 1848 par les disciples de ses élèves.

Ce départ fait, Tolstoï fut respectueusement, étroitement et énergiquement évangélique.

Il tâtonna un peu. Il lui resta quelque chose pendant quelque temps des préjugés de l'ancien homme. Par exemple, *il a passé par l'idée de progrès*. L'idée de progrès est affirmée et même développée avec complaisance dans *Les confessions* (1879). Mais elle ne l'est plus du tout et semble même être repoussée dans *En quoi consiste ma foi* (livre qui est plus connu sous le titre de *Ma religion*) (1883) et, depuis, Tolstoï l'a écartée, non seulement avec mépris, mais avec sarcasme.

Dans les premiers temps de sa nouvelle manière ou plutôt de sa nouvelle attitude, il tenait surtout à marquer son indépendance et, par conséquent, ce qui le séparait du christianisme. Il tenait surtout à bien déclarer ce qui lui paraissait absurde ou vain dans le christianisme, manifestes qui donnaient d'autant plus d'autorité à ce qu'il en acceptait et à l'apostolat qu'il entreprenait à cet égard. Il tenait surtout à bien marquer son horreur pour les Eglises qui se donnent pour héritières et dépositaires du christianisme et qui, à son avis, le déforment, le dégradent et en font ou en doivent faire un objet de haine pour l'humanité. Il tenait, évidemment, à être lui-même une Eglise, l'Eglise vraie, l'Eglise selon l'esprit ; il tenait à être bien pris pour l'homme, non pas qui vient appuyer le christianisme chancelant, mais qui vient le détruire pour le reconstruire selon le plan primitif, pour l'homme, en un mot, qui vient faire une nouvelle « Réforme » ; et non pas même, pour l'homme, plutôt, qui est si convaincu qu'il n'y a rien à réformer, qu'il vient, non réparer, mais ruiner, à dessein de révéler pour la première fois.

Tolstoï ne se croyait pas un apôtre du Christ ; il se croyait le premier apôtre du Christ.

C'est ce qui me faisait mettre en épigraphe de cet article le mot de Proudhon dans son commentaire sur l'Évangile : « Non, Jésus, ta parole ne sera pas perdue. Après dix-huit siècles, elle sera relevée et toi, tu seras, enfin, glorifié comme tu as voulu l'être et compris. » C'est un peu mon idée au sujet de Tolstoï ; mais c'est surtout l'idée de Tolstoï sur lui-même.

Ces précautions prises et son rôle ainsi bien tracé, à partir



de 1883 environ, Tolstoï se borna à expliquer l'idée évangélique telle qu'il la comprenait, sans polémiques, du moins âpres et prolongées ; et sa pensée ne varia plus et nous pouvons la considérer d'ensemble, sans avoir besoin désormais de faire grande attention aux dates.

### III.

L'idée fondamentale de Tolstoï c'est que la civilisation est une chose détestable et qu'il faut la détruire.

Tolstoï est le Rousseau russe. C'est un Rousseau beaucoup plus simple, beaucoup plus limpide, beaucoup moins déclamatoire, beaucoup moins sophistique et point du tout sophistique ; mais c'est un Rousseau.

La civilisation est une chose détestable. Elle est la mère de tous les vices. Les enfants, images du reste affaiblies de l'homme primitif, car il y a l'hérédité, ne sont pas vicieux. Ils sont bons, ils sont altruistes, ils sont généreux, ils sont pitoyables ; ils aiment la justice. La Bruyère a tort, ils *ne sont pas encore* des hommes. Que celui qui ne croit point être devenu plus mauvais en vieillissant lève la main.

Les animaux ne sont pas vicieux. Ils ne songent qu'à chercher leur nourriture, à jouer, à se reproduire et à se dévouer à leurs enfants jusqu'à ce que ceux-ci soient en âge de chercher leur nourriture à leur tour. Ce sont exactement et littéralement nos modèles. La distance que met l'humanité entre elle et l'animalité est la mesure juste de sa décadence, de sa perversité et de son ineptie. Il faut, au moins redevenir enfants : « Je vous le dit en vérité, c'est Jésus qui parle, que si vous ne changez et ne devenez comme des enfants, vous n'entrerez point dans le royaume de Dieu. » — « Je veux apprendre aux enfants du peuple à penser et à écrire, dit Tolstoï. C'est moi qui devrais apprendre à leur école à écrire et à penser. Nous cherchons notre idéal devant nous, tandis qu'il est derrière. Le développement de l'homme n'est pas le moyen de réaliser cet idéal d'harmonie que nous portons en nous ; c'est, au contraire, un obstacle à sa réalisation. Un enfant bien portant qui vient au monde satisfait pleinement cet idéal de vérité, de beauté et de bonté dont il s'éloignera ensuite chaque



jour ; il est plus près des créatures non pensantes, de l'animal, de la plante, de la nature, qui est le type éternel de vérité, de beauté et de bonté.»

La civilisation, à la prendre d'abord en général et nous l'analyserons ensuite, est fondée tout entière sur une *maladie* et sur une *illusion*. La maladie, c'est l'inquiétude. L'homme est un animal inquiet. A l'étudier à travers l'histoire, on s'aperçoit qu'il est dévoré du souci de changer de lieux et de changer d'état. Il aime à être ailleurs ; il aime à être autre. Il est persuadé toujours qu'il serait mieux étant autre part, et qu'étant autre il serait meilleur. Il veut changer. C'est presque le fond de sa nature. C'est une maladie.

C'est une maladie tout à fait particulière à l'humanité. Ni les plantes ne l'ont, et pour cause, ni les animaux ne l'ont, qui pourraient l'avoir. Horace a calomnié les chevaux en disant : *optat arare caballus*. Mais l'*Imitation* a bien raison, parlant des hommes, de dire : *Imaginatio locorum et mutatio multos fefellit*.

Cette maladie, qui est une maladie nerveuse, a été très bien caractérisée par Nietzsche : « La civilisation, en multipliant les objets de la connaissance, affine le système nerveux jusqu'à le déséquilibrer, de sorte qu'un jour l'œuvre du progrès sera accomplie ; mais tous les hommes seront fous ».

Cette maladie s'est accompagnée d'une illusion, d'une sorte d'hallucination, qui en est, du reste, plutôt une forme qu'une conséquence. Cette illusion, c'est l'idée de progrès. L'humanité a toujours cru, non seulement, comme nous le disions tout à l'heure, qu'en changeant elle s'améliorerait, mais qu'en changeant elle *s'était améliorée*. Cette idée est l'idée du progrès continu. Elle n'est pas si ancienne que le croit Tolstoï, au moins sous sa forme définitive. L'antiquité ne l'a pas que le moins du monde. Elle date du XVII<sup>e</sup> siècle finissant. Mais il faut distinguer, démêler. Il y a trois choses et peut-être en ajouterai-je une quatrième, comme Cydias ; mais pour le moment j'en vois trois.

Il y a la négation du principe d'autorité et cette idée que ce n'est pas une raison parce que nos pères ont affirmé quelque chose pour que ce soit une vérité. Ceci est ancien autant que moderne et se rattache un peu à l'idée de progrès, mais ne l'est pas précisément.



Il y a l'affirmation d'un progrès et certainement, quand Socrate vient renverser doucement les anciennes religions, il croit apporter un progrès et il affirme qu'il l'apporte ; et quand Jésus-Christ . . . Mais ces réformateurs ne croient point être un chaînon du progrès continu. Ils croient être en face d'une erreur et ils croient apporter la vérité qui, elle, sera éternelle, ne sera pas tenue de varier et n'admettra pas qu'on la remplace.

Et enfin il y a l'affirmation du progrès, c'est-à-dire cette idée que l'on apporte quelque chose de meilleur, mais que cela lui-même sera remplacé plus tard par un meilleur encore, et c'est cette théorie qui est la vraie doctrine du progrès et qui ne date que de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle.

Quoi qu'il en soit, l'idée du progrès, en vague intuition ou en puissance, est bien fondamentale dans l'humanité et Tolstoï, en gros, a raison.

Or cette idée, doctrine à l'appui d'une maladie, formule d'une maladie, en quelque sorte, est aussi fausse que la maladie est funeste et aussi funeste que la maladie est vraie. Elle est fondée, d'abord sur cette maladie, évidemment, et ensuite sur quelque chose qui paraît être une vérité. Nous avons le sentiment que ce pauvre animal qui s'appelle l'homme, né si nu, si désarmé, au sortir des mains de la nature, *a eu besoin du progrès* qu'il a dû *inventer*, qu'il a dû trouver le feu, le fer, le labourage, la roue, l'art de dresser les bêtes, l'art de bâtir, l'art de naviguer etc. et que tout cela était des progrès et que donc l'invention et le progrès sont les lois mêmes de l'humanité. C'est une idée qui est exacte jusqu'à un certain moment ; mais qui peut et qui doit avoir cessé de l'être à un autre. C'est comme si le jeune homme pauvre, parce qu'à dix-huit ans il a dû, de toute nécessité, se faire une position, en concluait, quinquagénaire et millionnaire, que se faire une position est la loi de sa vie et qu'il doit, après avoir été médecin et y avoir gagné un million, se faire avocat pour en gagner un autre. Le progrès a pu être et certainement a été la loi de l'humanité ; mais jusqu'au moment où elle a été délivrée de la crainte d'être dévorée par les lions et les poux et de mourir de faim. A partir de ce moment-là, elle pouvait se dispenser d'inventer et de progresser et vivre comme les animaux, *au niveau desquels elle s'était élevée*, avec leur sagesse, leur tranquillité,



leur salutaire insouciance, en préparant sa nourriture, en se reproduisant, en se dévouant aux enfants et en jouant aux moments de loisir. Mais elle a continué à *suivre sa loi, qui n'était plus sa loi*, par habitude, par hérédité, par inquiétude naturelle et par hallucination. C'était une sottise.

Les religions ou les sagesse antiques l'ont très bien vue, cette sottise. Pour en détacher l'humanité et prévenir les malheurs qui en devaient être les effets, elles ont inventé le progrès à rebours et ont tâché de persuader à l'humanité que le bonheur était en arrière et non en avant et que l'âge d'or et le paradis terrestre étaient au commencement de l'humanité et que depuis il n'y avait eu que décadence. Cela n'avait pas le sens commun ; mais c'était sage, cependant. C'était à une sottise en opposer une autre, pour contrepeser celle-ci et y remédier. Cette idée de l'âge d'or était un préjugé bienfaisant et presque un préjugé nécessaire. Elle avait son fondement aussi, ou du moins, comme son prétexte. Les hommes se souviennent avec raison, de leur enfance comme du temps le plus heureux de leur vie. Ils n'ont donc guère de peine à se figurer l'enfance de l'humanité comme un temps de bonheur, de pureté, d'innocence et de calme et à se faire des tableaux enchanteurs de « l'aimable simplicité du monde naissant ».

C'est ainsi que l'antiquité a été comme partagée entre l'idée du progrès et l'idée de l'âge d'or, ce qui faisait un contre-poids assez heureux. Mais — voyez-vous bien la date ? — Aussitôt que les religions ont perdu de leur autorité sur les hommes et que la science a commencé à en prendre, l'idée de l'âge d'or a été abandonnée comme ridicule et l'idée du progrès avait tant de raisons, énumérées plus haut, pour engouer l'humanité qu'elle l'a comme enivrée et lancée avec une nouvelle vitesse, incoercible, sur la pente de la « civilisation ».

C'est de cette idée qu'il faut revenir. La civilisation est une pure folie, qui, après avoir élevé l'humanité au-dessus des animaux, la remet bien au-dessus d'eux comme moralité, comme sagesse, comme intelligence et comme bonheur. Considérons-la en effet dans le détail et comme dit Montaigne, *par épaulettes* ; analysons la.

Elle se compose de *science*, de *travail*, d'*art* et de *civisme*. Et de la science sont nés les découvertes, les inventions, le confort, le bien-être, etc. Et du travail est né la propriété.



Et de l'art sont nés les plaisirs, les voluptés, les raffinements de sensibilité, etc. Et du civisme sont nés les Patries.

Et tout cela, effets et causes, est essentiellement destructeur de la moralité et du bonheur.

La science *en elle-même* est ennemie du bonheur, parce qu'elle est contraire à la moralité. Elle est immorale essentiellement ; elle est pénétrée d'immoralité. Comme elle étudie la nature où il n'y a pas un atome de moralité et comme elle a une tendance bien naturelle à faire des lois de la nature les lois de l'humanité, elle enseigne tout simplement l'immoralité aux hommes. Il y a une ressemblance qu'on n'a peut-être pas aperçue entre le Paganisme et la Science moderne. Le Paganisme divinisait les forces de la nature et, sous le nom de Dieu les proposait à la vénération, à l'adoration et à l'imitation des hommes. Les moralistes indépendants finirent par s'apercevoir que c'était là, très nettement, malgré certains subterfuges, une école d'immoralité scandaleuse et qu'il était dangereux, presque également, de dire aux hommes et aux femmes : « Adorez Jupiter et Vénus et faites comme eux ! » ou de leur dire : « Adorez-les ! Ne faites pas comme eux ; mais adorez-les ! » Et ils sapèrent, doucement ou brutalement, le Paganisme. La Science moderne fait comme les prêtres de Zeus et d'Aphrodité. Elle étudie les lois de la nature, elle les divinise ou, du moins, les autorise et, soit elle invite les hommes à les imiter, soit elle les en pénètre, les en sature, quitte à leur dire ensuite : « Du reste, vous avez une loi particulière ».

Par exemple en voici qui font remarquer avec raison que la nature est un organisme de forces subordonnées les unes aux autres et quand ils en arrivent à l'organisation sociale ils disent : « Une société, aussi est un organisme. Les différents organes sont subordonnés à l'organisme entier et ne parlez ni d'injustice, ni d'iniquité, ni d'oppression, pas plus que les pieds ne doivent se révolter contre le cerveau, ni les reins contre l'estomac. » Et voilà la science qui est apologiste de toutes les inégalités, de toutes les subordinations et de toutes les oppressions. « Les droits de l'homme ? Vous me faites rire ! Les droits de l'intestin et de la vessie ! »

En voici d'autres qui, remarquant avec beaucoup de raison que le monde n'est qu'une lutte pour l'existence, où il n'y a rien autre chose que la destruction des faibles par les



forts, quand ils en arrivent à l'humanité, disent que sa loi est le droit de la force et la survivance des plus aptes et concluent par cette doctrine : « Battez-vous les uns les autres, nation contre nation, famille contre famille, homme contre homme, par la force physique, par la force intellectuelle, par la ruse, par l'habileté, par la patience, par l'association. Les plus aptes survivront, et c'est ce qu'il faut. »

En voici d'autres qui, comme pour justifier cette loi de la force, font remarquer que, peut-être, la nature poursuit, d'espèces en espèces lentement renouvelées, une évolution constante, que la disparition des espèces mal venues n'est que la condition de naissance d'espèces meilleures, plus compliquées et plus définies et qu'adhérer à cette évolution est suivre respectueusement la loi de l'univers et ils consolent les faibles, qui sont écrasées, par cette considération que cet écrasement est un sacrifice qu'on doit faire à la complication progressive et ils invitent indirectement les forts à hâter l'évolution et à précipiter la complication ou tout au moins à se garder de la ralentir.

Quelques-uns, enfin, comme les prêtres de Vénus, qui, nonobstant, acceptaient, admettaient la morale, reconnaissent et proclament qu'il n'y a pas de moralité dans l'œuvre de la nature ; mais reconnaissent aussi et proclament que l'humanité a sa loi particulière qui est le progrès moral. Voilà qui est bien ; mais d'une part, comme ils sont cependant des savants, ils cherchent à rattacher la morale à la science ou la science à la morale et ils inclinent à croire que toutes les découvertes et inventions de la science sont des facteurs de moralité. La vérité crée de la moralité, le savoir crée de la moralité, le bien-être crée de la moralité. D'après l'histoire et d'après les statistiques c'est un peu douteux et il faut avoir une confiance extrême en la science pour apercevoir cette connexité et surtout pour affirmer qu'elle est nécessaire. D'autre part, tout comme les prêtres de Zeus prêchant la morale, ils n'édifient guère l'humanité. Ils l'étonnent. Les hommes sont surpris, quand on les a comme plongés dans la science de la nature, qu'on les en retire en leur disant : « Mais votre loi, à vous est toute différente. Tout le monde fait ainsi ; mais ne le faites point. » Les hommes répondent : « Pourquoi pas ? » Il est difficile de leur persuader qu'il y a des lois universelles qui ne sont



pas faites pour eux, que Dieu n'est pas moral et que l'homme doit l'être, que Dieu veut que le monde soit immoral et que l'homme soit vertueux. Renan arrangeait tout cela. Il aurait été un prêtre de Vénus admirable. Mais c'est qu'il avait bien de l'esprit. Tout le monde n'en a pas autant que lui. Les hommes sont corrompus par la science qui ne s'occupe pas de la morale ; ils sont corrompus par la science qui tire de la science une morale, laquelle est immorale ; et ils sont scepticisés, c'est-à-dire corrompus par la science recommandant la morale comme une sorte d'exception faite à la science, on ne sait pourquoi.

Immorale et corruptrice en elle-même, la science est immorale et corruptrice par tous ses effets. Les effets sont les découvertes et les inventions. L'humanité frémit de joie à chaque découverte ou invention nouvelle, obéissant à cet instinct maladif qui est constitutionnel chez elle : être nouveau, voir du nouveau. Il est infiniment probable que depuis très longtemps chaque découverte et chaque invention nouvelle la corrompt, l'abaisse et la rend plus malheureuse. Il n'est pas mauvais, par exemple, de savoir comment le monde est vraiment fait : c'est une satisfaction de curiosité ; mais ce n'est qu'une satisfaction de curiosité. L'humanité n'est pas plus heureuse pour savoir que le Soleil est fixe au milieu des planètes et que la Terre n'est pas le centre du monde. Elle se sent, seulement, un peu plus perdue, plus loin de Dieu, à qui elle s'achemine à ne plus croire. Gain ? Perte ? Très probablement perte immense. Mais nous savons que le Soleil est fixe au milieu des planètes et que l'univers n'a pas de centre. C'est un divertissement considérable.

ÉMILE FAGUET.

(A suivre.)



---

## REVUE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

---

La visite du roi Charles IV à Budapest fut très instructive à plus d'un point de vue. Elle nous a prouvé tout d'abord que désormais nous pouvons dormir tranquille, puisque M. Benes veille sur nos destinées et n'admet pas qu'on trouble la paix de l'Europe centrale, cette paix que le dictateur tchèque a fabriquée avec la complicité de l'Entente et d'où est sortie la Hongrie mutilée. Il n'y a pas à dire : la présence de Sa Majesté a mis en émoi les « peuples libérés » : Slovaques, Croates, Roumains de Transylvanie, qui ne demandent pas mieux que de repasser sous le joug abhorré des Habsbourgs, et il est tout à fait compréhensible que les « Etats successeurs » réclamaient à tue-tête l'écartement de celui que MM. Benes et consorts appellent gracieusement « l'ex-roi » de Hongrie ou « l'ex-empereur » d'Autriche. A l'encontre de cette opinion que nous préconisons et selon laquelle la paix ne sera assise sur des bases solides que lorsque l'œuvre néfaste de la Conférence de Paris se sera écroulée et que les souverains légitimes auront réoccupé les trônes qu'ils ont abandonnés sous l'effet de la tromperie wilsonienne proclamant le règne de la « démocratie » : les créateurs du nouvel ordre de choses, c'est-à-dire les dirigeants de la « Petite Entente » considèrent comme un malheur toute tentative de restauration ou plutôt de consolidation en Europe centrale. Pour parler plus clair, ces messieurs n'ont aucun faible pour des rois, ils préfèrent les présidents de république...

Cette aberration du goût de quelques politiciens de l'Europe balkanisée n'est pas de nature à nous inquiéter, d'autant moins que les fauteurs des traités de St-Germain,



du Trianon, etc. sont grandement hantés par les spectres de leur mauvaise conscience où l'image des « rois » se trouve associée à l'idée de la revanche... Bref, M. Benes n'aime pas la monarchie; le régime républicain de Károlyi ou même bolchévique de Kun étaient plus conformes à son idéal dit « démocratique ». Nous devons reconnaître que, de son point de vue, le ministre tchèque a tout à fait raison, car, sans les phrases démagogiques lancées aux quatre coins du monde sur les « droits des peuples », « l'auto-disposition des peuples » et tout le reste, il n'y aurait pas eu de « victoire définitive », les puissances centrales ayant donné dans le piège tendu par la propagande ententiste, tandis que le « militarisme » abhorré faisait son devoir dans le camp des grandes démocraties occidentales. Sans Károlyi et son groupe « ententophile », sans les social-démocrates et leurs adeptes, les Tchèques, Valaques et Serbes n'auraient pu s'emparer des deux tiers de la Hongrie et il n'y aurait pas — ne fût-ce que pour un certain temps — de « Tchéco-Slovaquie », de « Grande-Roumanie », etc. Si le lecteur était incliné à ne pas attribuer un effet si décisif à l'intoxication littéraire par la presse alliée et associée au courant de la guerre, il n'a qu'à lire *Les secrets de la maison Crewe* dont l'auteur rend justice à l'activité déployée par lord Northcliffe pour saper le moral des civils et des soldats de la monarchie austro-hongroise. Depuis Machiavel et même avant lui, on considérerait comme justifiée toute ruse propre à tromper et à ruiner l'ennemi, aussi n'est-ce pas aux vainqueurs que nous entendons faire des reproches, mais à ceux qui furent assez « fols de s'y fier »...

Et si l'on tient compte de tout cela, on doit déclarer comme inexacte cette assertion de lord Curzon que l'Entente n'a rien fait pour pousser à la défection les nationalités de Hongrie et que celles-ci s'en sont détachées avant même que le traité du Trianon eût sanctionné le partage brutal du pays.

Toutes ces choses ont été dites et redites dans les colonnes de cette *Revue*; si nous les répétons aujourd'hui, c'est à propos de la discussion qu'a provoquée, dans le Parlement britannique, la ratification du traité du Trianon. Depuis la cessation des hostilités, des hommes politiques anglais, français et italiens prononcèrent maints discours importants où



ils soumirent à une critique assez acerbe les paix babyloniennes conclues à Paris; les injustices criantes du traité du Trianon, selon lequel notre patrie fut morcelée, sans aucune raison, au profit des Tchèques, Valaques et Serbes, donnèrent surtout lieu à de vives récriminations. Ce furent notamment les lords Newton, Bryce, Sydenham et MM. Elliot, Aubrey Herbert, Asquith, Robert Cecil, Wedgwood, Kenworthy qui témoignèrent de leur sympathie à l'égard de la nation hongroise, et tous tombèrent d'accord pour insister sur la nécessité de la protection des minorités magyares. M. Balfour exprima la profonde déception que lui causèrent les nouveaux maîtres des territoires arrachés à la Hongrie: il s'étonna que les Tchèques, Serbes et Valaques, naguère « opprimés », se transformèrent si vite en oppresseurs impitoyables.

Tout en louangeant le passé glorieux de notre pays et en lui prédisant un « bel avenir », les lords Curzon, Balfour et Harmsworth, représentants officiels du gouvernement britannique, n'en insistèrent pas moins sur la culpabilité de la Hongrie dans le déclenchement du conflit mondial et sur les « réparations » dues aux Alliés. Cela est compréhensible: il faut être conséquent avec soi-même. Tous les traités faits à Paris sont basés sur cette contre-vérité que les puissances centrales sont seules responsables de la guerre; nous avons beau produire des documents authentiques attestant que la Russie tsariste est grandement coupable et que, pour ce qui concerne spécialement la Hongrie, le comte Tisza fit, en 1914, tout son possible pour amener une solution pacifique du conflit austro-serbe: les politiciens ententistes, fussent-ils remplis des meilleures intentions à notre égard, ne s'inclinent devant aucun argument venant du côté des « vaincus »; pour eux, le verdict prononcé par eux-mêmes doit rester sans appel. Quoi qu'il en soit, nous devons être très sensibles à la bienveillance des membres du Parlement britannique, car reconnaître les injustices commises à l'égard de la Hongrie, c'est faire le premier pas vers leur réparation.

Il va sans dire que les bénéficiaires des dépouilles de notre pays se cramponnent au traité du Trianon et n'entendent admettre aucune modification notable de ce chef-d'œuvre. Tout ce qui rappelle, ne fût-ce que moralement, l'ancienne unité de la Hongrie, suffit déjà pour faire perdre



la tête aux impérialistes fraîchement émoulus de Prague et de Bucarest. Le journal *Čas*, parlant d'un traité conclu entre la Bohême et la Roumanie, dit, entre autres, ce qui suit : « Le danger hongrois, l'irrégentisme hongrois est une menace pour nous, tout comme pour la Roumanie et la Yougoslavie. Aujourd'hui, on se rend également compte de ce danger à Bucarest ; c'est pourquoi, par le traité signé samedi, on entend faire face à ce danger. Le cercle de fer s'est fermé autour de la Hongrie. Cette simple constatation sera comme une douche froide pour l'impudence magyare, car seules agissent sur les Magyars la décision, l'union et la force, comme on a pu s'en apercevoir au début d'avril lors de l'affaire des Habsbourgs. »

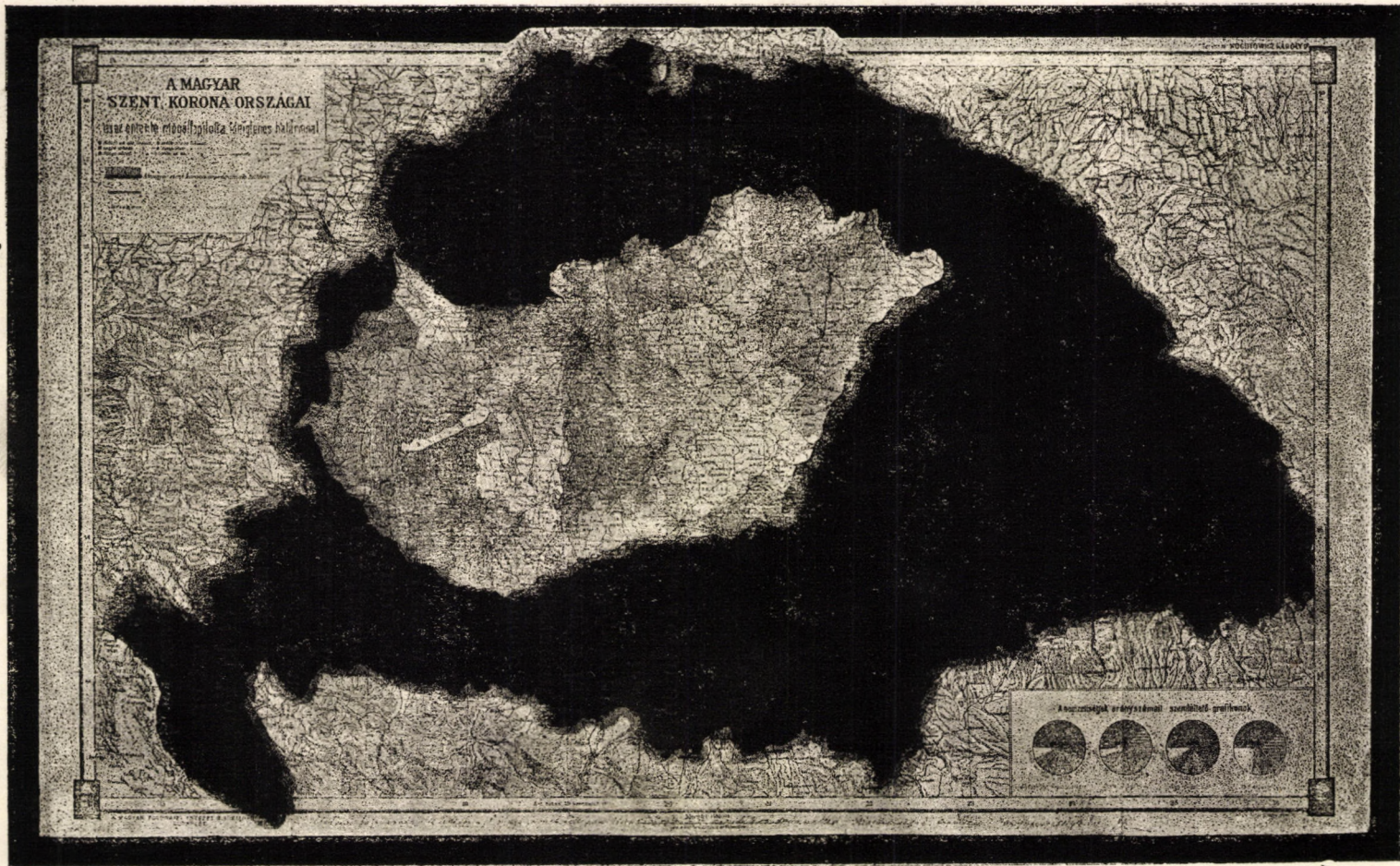
Les compatriotes de M. Benes voient donc une menace dans l'irrégentisme hongrois. Il serait cependant très facile d'en finir avec cet irrégentisme en rendant à la Hongrie ce qui lui appartient ; quant à « l'affaire des Habsbourgs » : c'est, n'en déplaise à MM. Benes et Take, notre affaire que nous saurons arranger sans nous soucier de l'opinion de nos spoliateurs.

SPECTATOR.

---

*Rédacteur en chef :*  
G. DE HUSZÁR.





CE QUE SIGNIFIE, POUR LA HONGRIE, LA VICTOIRE DU DROIT, DE LA JUSTICE ET DE LA CIVILISATION.



# UNIVERSITÉ DE LAUSANNE

## COURS DE VACANCES ÉTÉ 1921

25 JUILLET — 26 AOÛT

Étude théorique et pratique de la langue française.  
Cours de littérature, phonétique, histoire de la  
langue, histoire politique. Classes pratiques de  
conversation, traduction, lecture. Travaux écrits.  
**CLASSES SPÉCIALES DE PHONÉTIQUE.**

Pensions dès fr. 150.— par mois.

Pour tous renseignements s'adresser au **SECRÉTARIAT DE L'UNIVERSITÉ, LAUSANNE.**

## Banque Industrielle Hongroise-Tchèque S. A.

SIÈGE SOCIAL :

BUDAPEST, V., NÁDOR-U. 6.

SUCCURSALE :

VIII., NÉPSZINHÁZ-UTCA 24.

## Compagnie Européenne d'Assurance des Bagages S. A.

Budapest, V., Eötvös-tér 2.

Succursales :

Berlin, Berne, Bruxelles, Paris,  
Rome, Varsovie, Vienne, etc.

## MERCUR

SOCIÉTÉ ANONYME DE BANQUE  
BUDAPEST, V., FÜRDŐ-UTCA 3.

Téléphone :

32-72, 42-74, 176-72, 162-70, 176-71, 176-73  
Capital social : 10.000.000 Couronnes.

Dépôts d'argent sur livrets et comptes de  
chèques. — Lettres de crédit et mandats  
sur tous les marchés. — Renseignements et  
procédure gratuite en matière de cautions  
militaires, matrimoniales. — Escompte  
et encaissement de Lettres de change. —  
Comptes-courants. — Comptes de chèques.  
Comptes de virements.

Répond à toutes les demandes de renseigne-  
ments touchant les opérations de banque.

LE COURRIER DE LA PRESSE

## "LIT TOUT"

"RENSEIGNE SUR TOUT"

CE QUI EST PUBLIÉ DANS LES  
JOURNAUX, REVUES & PUBLICATIONS  
de toute nature  
PARAISANT EN FRANCE ET A  
L'ÉTRANGER

et en fournit les extraits sur tous sujets  
et personnalités.

Circulaires explicatives et tarifs envoyés franco.

**Ch. DEMOGEOT**, Directeur

21, Boulevard Montmartre, PARIS (2<sup>e</sup>)

## La REVUE DE HONGRIE

est en vente dans toutes  
les bonnes librairies  
de Hongrie et de l'Étranger



**BANQUE  
HONGROISE-ITALIENNE  
BUDAPEST**

NÁDOR-UTCA 16-18



**Capital social: Couronnes 350,000.000**

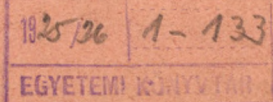
**Réserves: Couronnes 243,000.000**

**BANQUE  
BRITANNIQUE  
ET HONGROISE  
S. A.**

**CAPITAL ENTIÈREMENT VERSÉ  
ET RÉSERVES : 400.000,000 COURONNES**

**BUDAPEST  
V., VILMOS CSÁSZÁR-UT 32.**

Budapest, Imprimerie de la Société anonyme Athenaeum.





# REVUE DE HONGRIE

POLITIQUE, LITTÉRAIRE,  
ÉCONOMIQUE

## SOMMAIRE:

- I. — LA QUESTION DE LA ROYAUTE HONGROISE,  
par **M. Jean Reiner**, professeur à la Faculté de Droit  
de l'Université de Budapest, de l'Académie hongroise,  
secrétaire général de l'Académie St-Étienne ..... 145
- II. — A PROPOS DU 75<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DU COMTE  
ALBERT APPONYI, par **M. Alexandre de Pethő**,  
publiciste ..... 156
- III. — MAURICE JÓKAI, par **M. François Herczeg**, vice-  
président de l'Académie hongroise..... 162
- IV. — LÉON TOLSTOÏ (IV), par **Émile Faguet**, de l'Académie  
française ..... 175
- V. — REVUE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE, par  
**Spectator** ..... 188

**BUDAPEST,**

I., TIGRIS-UTCA 6.

(En vente chez tous les libraires.)

TÉLÉPHONE: JÓZSEF 13-02.

BRUXELLES, EUGÈNE FIGUÈRE ET CIE, 72, RUE VAN ARTEVELDE.

LONDRES, MUDIE'S SELECT LIBRARY (NEW OXFORD STREET).

PARIS, HONORÉ CHAMPION, LIBRAIRE-ÉDITEUR. — H. LE SOUDIER, SERVICE DE LA LIBRAIRIE ÉTRANGÈRE.

NEW-YORK, G. E. STECHERT ET CIE. — ROME, FRATELLI BOCCA. — VIENNE, GEROLD & CIE.

BERLIN, GEORG STILKE. — LEIPSIC, GUSTAV FOCK. — MUNICH, JOH. PALM.

LA HAYE, BELINFANTE FRÈRES. — AMSTERDAM, FEIKEMA. — ROTTERDAM, KRAMERS.

BERNE, A. FRANCKE. — GENÈVE, NAVILLE ET CIE. — BÂLE, WEPF, SCHWABE ET CIE.

LAUSANNE, JEAN BIEDERMANN. — STOCKHOLM, C. E. FRITZE.

COPENHAGUE, VILHELM TRYDE. — MADRID, FERNANDO FÉ.

BUCAREST, SOCEC ET CIE. — ATHÈNES, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH.

CONSTANTINOPLE, OTTO KEIL. — SMYRNE, ABAJOLI. — BUENOS-AYRES, C. M. JOLY ET CIE.

1925/26 1-133

EGYETEMI KÖNYVTÁR





# Société Anonyme r. hongroise de Navigation fluviale et maritime.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE:

**BUDAPEST V., 11, RUE MÁRIA VALÉRIA.**

## Bateaux pour voyageurs.

### I. Sur le Danube:

1. Entre Budapest—Pozsony—Vienne trois services par semaine dans les deux sens par des bateaux pourvus de salons à tout confort. Départ de Budapest, Eötvös-tér, lundi, jeudi et samedi à 18 heures; départ de Vienne (Reichsbrücke), mardi, jeudi et samedi à 7-30 heures.

2. Entre Budapest—Fadd-Tolna trois services par semaine, en correspondance directe avec les services entre Budapest—Vienne (départ de Budapest, Eötvös-tér, mardi, jeudi et samedi, à 23 heures; départ de Fadd-Tolna mercredi, vendredi et dimanche à 17 heures).

3. Entre Budapest—Visegrád—Dömös—Esztergom plusieurs services tous les jours (départ de Budapest, Eötvös-tér, à 8-30, 11 et 14-20 heures).

4. Services locaux et de traversée de Budapest (par propulseurs) entre le Boráros-tér et Óbuda, toutes les 15 minutes (de 7 à 23 heures).

5. Service de traversée entre Visegrád et Nagymaros, en correspondance avec les trains de Budapest—Nagymaros.

### II. Sur la Tisza:

Entre Szolnok, Csongrád et Csongrád—Szeged.

III. Des cabines et des lits peuvent être retenus à l'avance au Bureau central, V., 11, rue Mária Valéria, rez-de-chaussée 36; c'est ici même qu'on délivre les billets ainsi que dans toutes les stations pour voyageurs.

## Service des marchandises.

Charges complètes par bateaux remorqueurs tout le long du Danube et de ses affluents navigables; service de chargements en cueillette entre Ratisbonne—Passau—Linz—Vienne—Újpest et Budapest.

Pour tous renseignements s'adresser à l'Administration générale: Budapest V., 11, rue Mária Valéria. — Téléphone: 174-58.

# ORLIK & HEGEDÜS

Représentant général pour la Hongrie de l'Établissement de Machines à écrire Smith Brothers, de Machines Corona dites voyageuses et de Machines arithmétiques à touches Record. — Ustensiles de tout premier ordre. — Usine pour réparer les machines.

**BUDAPEST, V., DOROTTYA-UTCA 10.**

TÉLÉPHONE: 103-86.

## La Première Compagnie Hongroise d'Assurances générales

a tenu, le 27 mai 1921, son assemblée générale où elle a fixé l'exercice de l'année 1920.

Du bénéfice net montant à 7.925.615-63 couronnes, le coupon de 1920 sera payé à raison de 800 couronnes.



## LA QUESTION DE LA ROYAUTÉ HONGROISE

Cette question n'est pas seulement un problème interne de la politique hongroise et de l'organisation intérieure la plus propre de l'État hongrois, elle est aussi une question universelle de la plus grande importance du droit public, de l'ordre légal, du développement du droit et de l'histoire.

Les exigences de la vie pratique, les égards, bien ou mal interprétés, que l'on croit devoir au pouvoir ou à la contrainte extérieure peuvent, parfois, recommander des arrangements provisoires et transitoires, mais l'évolution constitutionnelle du droit, réfractaire à toute tentative révolutionnaire et aux coups d'état ; l'intérêt commun des grandes puissances et de leurs peuples réclament une élucidation de la question conforme à l'esprit de la constitution hongroise et de son système politique, une élucidation qui soit exempte de toute influence révolutionnaire, d'ailleurs si étrangère à la nation hongroise et à ses classes dirigeantes.

Il convient avant tout de résumer, dans l'intérêt de la vérité objective, les thèses et les points de vue scientifiques, puisque les opinions les plus divergentes ont été publiées à ce sujet dans des ouvrages spéciaux ou dans des organes de la presse politique, soit par des particuliers, soit par des facteurs officiels. Je le crois d'autant plus de mon devoir de le faire qu'une partie de ce que je vais dire, développée à une autre occasion, n'a pas peu contribué à l'éclaircissement du problème qui nous occupe ici.

Il est incontestable que la force propre à la vérité objective, que nous recherchons, est très souvent irrésistible et qu'elle est même capable de briser la force matérielle



ou de l'affaiblir au moins ; c'est dans l'intérêt de cette vérité objective que nous avons déjà, durant la révolution Károlyi, puis immédiatement après la fin des révolutions, constaté en maintes occasions qu'on a eu beau démontrer effectivement la Sainte Couronne des armes de Hongrie, au point de vue juridique, le patronage suprême du roi apostolique n'en demeura pas moins intact et qu'il ne fut transféré à personne, ni à titre de succession, ni par dévolution, ni par cessation : ce patronage est demeuré chez le roi.

Ce furent les événements de fin d'octobre 1918, la révolution de Károlyi qui souleva le problème du droit de la dynastie et de Sa Majesté au trône de Hongrie. Le 16 novembre 1918, un orateur du « Conseil National » se borna à déclarer que le trône a été détruit, et que, par suite de la prétendue abdication du roi, on a proclamé la forme de la constitution changée, en ajoutant que, si ce changement ne s'était pas produit de soi-même, le peuple l'aurait consommé de ses propres forces.

Mais bien avant le 13 novembre, Michel Károlyi — évidemment inspiré par un des jurisconsultes de sa cour — avait déjà fait cette déclaration devant une députation que par suite de la proclamation de la république en Autriche et la cessation de l'indivisibilité de la possession, la base juridique du règne des Habsbourgs, c'est-à-dire la Pragmatique Sanction, a cessé d'exister. C'est, d'ailleurs, le principal argument de ceux qui contestent les droits du roi et de la dynastie au trône de Hongrie.

Cette conception de la question du roi — qu'on l'appelle révision, détronement, mise en vigueur de l'abdication fictive ou libre élection — n'est qu'une manifestation renouvelée de l'idéologie et de l'esprit révolutionnaires.

Sans la révolution, cette question n'existerait pas, elle n'aurait même pu surgir : or, cette révolution ne fut l'expression ni de la nation, ni même d'une classe dirigeante. Il est donc illogique et, du point de vue juridique et politique, absurde qu'on exige des partisans de la contre-révolution — qui visent une restauration de l'antique constitution — qu'ils se rallient à une conception qui, sans la révolution Károlyi, n'existerait même pas.

Quant aux rapports qu'il y a entre notre thèse, la Pragma-



tique Sanction, et l'union avec l'Autriche, je tiens à faire remarquer que ceux-ci ont été amplement discutés, dans la Société des Juristes Hongrois, lors du mariage de François-Ferdinand, en 1902 et 1903, c'est-à-dire à une époque où des considérations d'ordre politique ne pouvaient encore entrer en jeu. A cette occasion, — comme aujourd'hui — tous les spécialistes compétents — à l'exception de M. Victor Jászi, professeur à l'Académie de Droit de Debrecen — sont convenus dans cette opinion — la seule, du reste, qui soit juste au point de vue de l'indépendance, de la constitution et de l'évolution historique de la Hongrie — que l'ordre de succession, tel qu'il a été établi par l'Autriche, en 1723, accepté par la Hongrie avec certaines modifications et ne pouvant être unilatéralement changé par l'Autriche, ne comprend que les qualités requises par le roi de Hongrie; en ce qui concerne, d'une part, la possession indivisible et inséparable des royaumes et provinces héréditaires de la dynastie des Habsbourgs dans l'empire allemand et hors de celui-ci et, d'autre part, en Hongrie, dont les lois de 1723 font mention, celle-ci fut déclarée comme une des causes de l'acceptation de l'ordre de succession de la ligne féminine, mais n'en fut point la condition perpétuelle.

Par la proclamation de l'inséparabilité et de l'indivisibilité de la possession commune des pays et provinces acquis ou à acquérir, on voulut simplement prévenir que ceux-ci ne fussent point partagés entre les différentes lignes de la famille impériale et royale, comme cela fut pratiqué avant la mise en vigueur de ladite loi. Et tandis qu'on insistait sur le fait que cette union indivisible aurait pour but — *pro scopo habeat* — de servir à l'avantage, à la dignité et aussi à la défense de la chrétienté et de la Hongrie contre les puissances extérieures, il ne fut point fait aucune allusion à ce que la couronne de Hongrie et le droit de succession y relative fussent dépendants de l'intangibilité de cette union.

Dans les articles I et II de la loi de 1723, qu'on appelle Pragmatique Sanction, il n'est, à proprement dire, nulle part question de l'Autriche et celle-ci n'y figure ni comme condition, ni comme accessoire; il s'y agit seulement des pays et provinces de la dynastie des Habsbourgs et de la maison d'Autriche situés en Allemagne et hors de celle-ci, et de



leur possession commune. Cependant, lorsque la sécession de l'Autriche eut lieu et les Habsbourgs perdirent leurs possessions dans les Pays-Bas et en Italie, personne ne s'est avisé de lancer cette idée bizarre que, de ce fait, leur droit à la succession a perdu sa validité, bien qu'à cette époque de l'histoire, les questions relatives à l'ordre de succession fussent assez souvent discutées et, entre temps, la proclamation révolutionnaire du 14 avril 1849 eût aussi vu le jour.

Le fait est que la pratique politique et l'évolution historique s'opposent également à une interprétation qui reviendrait à la négation du droit hongrois de succession et de l'indépendance de l'Etat hongrois.

L'article X de la loi de 1791 se réclame directement des articles I et II de la loi de 1723 où il est question de la possession commune, inséparable et indivisible, pour mettre en relief l'indépendance de la Hongrie, de sa constitution et, par conséquent, de son droit de succession. Cette indépendance ressort encore du fait que l'abdication du trône d'Autriche n'implique pas la cessation de souveraineté du roi de Hongrie et ne rend point, juridiquement, vacant le trône, à preuve l'abdication de Ferdinand V, et l'article III de la loi de 1867.

Le droit hongrois de succession ne relève donc pas de la qualité territoriale des pays qui se trouvent sous la domination des Habsbourgs ; il en relève aussi peu que l'ordre de succession concernant la ligne masculine de la dynastie dont il est question dans les articles II et III de la loi de 1687, qui servirent de précédents et de modèles aux articles II et III de la loi de 1723. L'inséparabilité et l'indivisibilité de la possession et la possession commune formèrent la base et le but de l'union des pays de la dynastie, mais elles furent indépendantes de la loi hongroise, édictée en vue de l'ordre de succession au trône de Hongrie. D'après cette loi, il ne peut être question de la libre élection du roi (article XI de la loi de 1723) qu'après l'extinction totale des lignes féminines mentionnées.

Si l'on s'avisait de mettre en controverse cette thèse de notre droit public, on arriverait à des conclusions tout à fait absurdes.

Citons un exemple. Comme, en vertu de la loi de 1723, il ne saurait être question de libre élection qu'au cas où le



trône est devenu vacant par suite de la mort, de l'abdication constitutionnelle du roi couronné : il pourrait arriver que la conception basée sur la possession une et indivisible perdît sa validité, si la dynastie de Habsbourg ou la maison d'Autriche venait à regagner, entre temps et avant la vacance du trône, un des pays ou une des provinces qu'elle possédait jadis en Allemagne ou hors de celle-ci.

Plus absurde est encore cette interprétation, selon laquelle la perte de l'objet de la possession commune ferait cesser la souveraineté du roi de Hongrie. Toute une série de faits historiques est là pour démentir une telle manière de concevoir la loi. En effet, il serait absurde que, même au cas éventuel où la possession indivisible et inséparable serait en suspens, un pays indépendant et autonome perdît, de ce fait, son souverain. L'absurdité d'une telle conception de la loi s'explique d'ailleurs par l'origine étrangère de cette dernière à l'esprit du droit public hongrois : comme si les articles I et II de la loi de 1723 qui réglèrent l'ordre de succession de la ligne féminine, avaient aussi prévu certains cas de détronement et comme si, en vertu des articles précités, des changements révolutionnaires ou un détronement, survenu dans un Etat étranger, pourraient dépouiller le roi de Hongrie de son trône.

Aussi la révolution de Károlyi, en cherchant à changer par un acte de violence l'ordre de succession, tirait-elle son argument principal de cette loi faussement interprétée.

Il y a encore une opinion selon laquelle Sa Majesté aurait perdu son trône, parce qu'il avait quitté le pays et publié la déclaration d'Eckartsau, le 13 novembre 1918.

A l'appui de la première thèse, certains aiment à citer le détronement de Jacques II, roi d'Angleterre : ils paraissent avoir emprunté cet exemple à un article de Edmond Polner, paru dans la *Magyar Jogi Szemle* où l'auteur mentionne encore le détronement de Gabriel Báthory, prince de Transylvanie, qui fut dépossédé du trône et congédié par l'Assemblée des Etats.

Le fait est que, ne pouvant pas extorquer l'abdication au roi Jacques II, les révolutionnaires anglais cherchèrent à donner une forme juridique à la destitution par la fiction de l'abdication, en se basant sur cette théorie en vigueur



à cette époque, selon laquelle il y avait contrat entre le peuple et le roi et que ce contrat avait été violé par ce dernier.

Quant à la proclamation concernant la vacance du trône, qui n'eut même pas lieu dans le Parlement, mais dans une réunion (« convention »), elle fut en réalité un dépouillement, un détronement, un acte absolument subversif de la « glorieuse » révolution; en face de la situation ainsi créée, Georges III ne se considérait pour légitime qu'après la mort du dernier Stuart (1806).

L'« abandon » du prince, exprimé dans la lettre d'adieu adressée par les Etats de Transylvanie à Gabriel Báthory, le 21 octobre 1613, fut également un acte de caractère révolutionnaire; la raison principale qu'on en donna fut l'ordre formel du Sultan et non pas la « désertion » du prince. Mais ce cas ne saurait servir aucune base pour une analogie quelconque, puisque Báthory était un prince élu et le Sultan pouvait faire valoir son influence sur l'élection.

En face de la fiction de l'abdication et de la théorie d'un contrat dont on se servit contre Jacques II pour sanctionner un acte révolutionnaire; en face de la contrainte exercée par une puissance étrangère ayant une ingérence même dans la désignation du prince: en face de ces faits se dresse le droit séculaire de la dynastie, profondément ancré dans le code et dans l'histoire magyars: droit mis en relief par l'onction et par le couronnement avec la sainte couronne qui unissent le roi et la nation indissolublement en un organisme vivant. Quoique réfléchissant l'esprit d'une autre époque, on peut citer à ce propos les belles paroles de Richard II de Shakespeare (*Le Roi Richard II*, III<sup>e</sup> acte, scène II et III):

Not all the water in the rough rude sea  
Can wash the balm off from an anointed king. . .

. . . No hand of blood and bone  
Can gripe the sacred handle of our sceptre,  
Unless he do profane, steal or usurp.

Rappelons encore les paroles mémorables d'Etienne Bocskay, l'insurgé, qui disait que personne n'avait le droit de porter la couronne en Hongrie tant que le roi couronné était en vie.



Laissant maintenant de côté la question de principe et envisageant la question de fait, nous devons constater qu'il est faux de prétendre que le souverain, en quittant son royaume, ait renoncé au règne et trahi les intérêts du pays. D'abord, en octobre 1918, le roi ne s'est pas rendu en un territoire situé en dehors des pays et provinces en union, et il n'a pas cessé de vaquer à ses fonctions tant que les personnes appelées à gouverner en vertu de la constitution se tenaient à sa disposition et ne finirent pas par s'insurger contre lui en rébellion ouverte.

Le roi aurait pu, en cet état de choses, avoir recours à la suspension de la constitution, s'il avait voulu s'y décider et trouvé un personnage approprié à assumer la responsabilité d'un pareil acte; mais le souverain, irresponsable en vertu de la constitution, ne saurait être rendu responsable du fait que les organes compétents manquèrent à leur devoir et que l'appui de la nation lui fit défaut. Du reste, le récent retour de Sa Majesté en Hongrie et sa déclaration du 2 avril 1921 rendent superflue une exposition plus détaillée de la question, celle-ci ayant perdu son objet. Il en serait de même de la déclaration d'Eckartsau du 13 novembre 1918, si cette dernière avait jamais possédé une portée constitutionnelle quelconque. Cependant, il n'y est parlé que d'un renoncement à la gérance des affaires de l'Etat, renoncement prévu par les constitutions qui ont créé, pour suppléer à l'absence du roi, l'institution de régent ou gouverneur. Mais d'une abdication au trône, il n'y a pas un mot dans la susdite déclaration.

C'est une thèse incontestée de notre droit public que la renonciation au trône ne peut avoir lieu que sous certaines formes nettement définies et n'admettant aucun doute, comme ce fut le cas à l'occasion du contrat passé, en 1608, entre Rodolphe et Mathias, à Lieben, ou lors de l'abdication de Ferdinand V, le 2 décembre 1848. Pour qu'il ait une validité juridique, il est indispensable que l'acte de renonciation soit contresigné au moins par un ministre, en témoignage d'authenticité et de la vraie intention du signataire.

Comme nous le faisons déjà remarquer, la déclaration d'Eckartsau est désormais sans objet; mais même si elle contenait une renonciation formelle, le droit de la dynastie



n'en serait aucunement affecté. Cette déclaration ne peut donc fournir aucune base au détronement, de même que les intentions et les actes politiques imputés au roi ne sauraient non plus servir de prétexte à dépouiller la dynastie de sa puissance souveraine et à proclamer, de ce fait, le principe de la libre élection.

Dans le droit public hongrois, le détronement est une institution inconnue; aussi, n'y trouvons-nous aucune mention d'un procédé ou d'un tribunal auxquels on pourrait avoir recours en pareille occurrence; c'est ici qu'on peut appliquer cette sentence de l'Eglise: *summa sedes a nemine judicetur*.

Il est vrai que notre histoire connaît des cas où le roi fut détroné, mais ces dépouillements étaient attribuables aux rivalités entre les membres de la famille royale ou bien aux dissensions entre les partis politiques, représentés par des seigneurs qui prétendaient agir au nom de la nation. Et encore le détronement ne put-il être effectué que grâce à des combats de partis, à des guerres civiles et en ayant toujours recours à des moyens révolutionnaires.

Cette question controversée dont s'occupent les légistes, à savoir, si dans l'Empire Allemand l'ensemble des princes et nobles possédait le droit de détroner le roi, ne saurait même pas surgir chez nous. Notre constitution ne connaissait que le droit de résistance, émanant de la monarchie dualiste où la juste appréciation du rapport qui devait exister entre le roi et le pays faisait encore défaut. De même que les nobles hongrois avaient droit à la résistance, les barons anglais, disposaient — conformément à l'engagement contractuel entre le souverain et son pays — du droit de saisie pour la défense de la *Magna Charta* contre le roi (voir à ce sujet les développements de Georges Jellinek), tandis que les Etats d'Aragon étaient autorisés à recourir, en cas de violation de leurs privilèges par le roi, au refus de foi.

Le droit de résistance — qui n'a rien à voir avec le droit à la destitution ou au détronement — fut établi par la *Bulle d'Or* en 1222, mais, déjà en 1231, il fut remplacé par un châtement ecclésiastique, par l'excommunication, sans que toutefois — en vertu de la théorie de la suprématie de



l'Eglise — l'application de cette peine pût avoir pour conséquence la dispense du serment de fidélité et, par là, le détronement du roi. Le droit de résistance inscrit dans la constitution hongroise fut définitivement aboli par l'article IV de la loi de 1687, avec cette motivation — comme le fit remarquer l'historien François Salamon — qu'il n'était pas raisonnable de croire à l'efficacité de cette résistance en face de la force militaire considérable dont disposait le gouvernement. Depuis ce temps, nos rois, comme dernièrement Charles IV, s'engagent, dans leur serment prêté lors du couronnement et dans leur lettre de foi accompagnant cet acte, à l'observation de la *Bulle d'Or*, en exceptant la clause de résistance.

Le droit de résistance était donc, chez nous, individuel et sans forme définie; l'organisation et l'esprit de notre constitution excluaient également la théorie de la royauté absolue de par la grâce de Dieu et le radicalisme démocratique basé sur la souveraineté du peuple. La doctrine de la sainte couronne n'admettait pas que la nation, en puissance souveraine unique, conclût un engagement avec le roi comme avec son fonctionnaire, pouvant être congédié pour violation de contrat ou pour inaptitude.

Du reste, dans une monarchie constitutionnelle, un tel procédé, la résistance ou bien le détronement, sont rendus impossibles par le fait que les actes politiques du souverain irresponsable n'acquièrent force de loi que sous certaines formalités définies par le droit public et par l'intervention des facteurs compétents y désignés; pour l'éventualité d'une attitude passive ou négative de la part du roi, la loi a prévu les moyens d'y suppléer.

En Hongrie, il n'y a donc pas lieu de procéder à la libre élection du roi qu'après l'extinction totale des lignes féminines mentionnées dans l'article II de la loi de 1723, et il n'existe aucune possibilité pour faire voter — soit par plébiscite, soit par l'Assemblée Nationale, soit par le Parlement — une résolution ou une loi dans un sens opposé.

Nous venons de mentionner le plébiscite, quelques-uns ayant suggéré l'idée d'avoir recours à ce moyen pour décider du sort du trône, comme cela fut le cas en Grèce. Mais ici le



roi, ne voulant pas abdiquer, se vit obligé de quitter son pays sous la pression de l'Entente; et après son départ — le prince héritier ayant été également écarté par les Alliés — ce fut la nation grecque elle-même qui éleva sur le trône, par un procédé sans doute révolutionnaire, un autre membre de la dynastie, c'est-à-dire le second fils de Constantin. Pour rétablir l'ordre légal de la succession lésée et réparer ainsi son tort commis à l'égard de l'histoire et de la constitution, la nation hellénique devait donc rappeler le roi par une manifestation libre de sa volonté.

Chez nous, il en est tout à fait autrement. Le trône hongrois ne fut pas occupé, entre temps, par un souverain différent du roi couronné; les facteurs constitutionnels ou la nation elle-même n'ont touché aux droits du monarque ni par voie révolutionnaire, ni autrement; à l'organe institué par l'état juridique établi actuellement, n'ont été assignées que les fonctions du souverain absent, tandis que les prérogatives royales, émanant de la qualité du roi apostolique et couronné, ont été laissées intactes.

Il est donc déplacé de renvoyer à l'exemple de la Grèce; chez nous, les fonctions du régent ont été expressément définies comme ne comportant les attributions du roi que pendant son absence et en son remplacement. Aussi, lors de l'élection du gouverneur actuel, l'Assemblée Nationale s'en rapporta-t-elle au rôle et à la qualité de Hunyade, entendant exprimer par là que, de même que le roi d'alors, cru vivant, bien que son sort fût inconnu, aurait pu, au cas d'un retour éventuel, reprendre, sans aucune autorisation spéciale, ses fonctions royales non aliénées par personne, de même dans le cas qui nous occupe, l'état juridique sera rétabli aussitôt qu'auront cessé les empêchements par suite desquels l'exercice de ses droits par le roi se trouve suspendu.

Cette façon d'envisager la question prouve, du reste, que le fait d'avoir convoqué l'Assemblée Nationale ne signifie nullement la négation du système de la Sainte Couronne et que le §2 de la loi de 1920 pouvant prêter à une interprétation contraire, ne vise en réalité que le fonctionnement des institutions qui, éventuellement, auraient été propres à éliminer les difficultés qui se seraient opposées au rétablissement — but essentiel de l'Assemblée Nationale — de la constitution.



Comme l'Assemblée Nationale ne s'est pas proposé pour tâche une réglementation plus ample de l'exercice du pouvoir gouvernemental, et comme — de l'opinion d'importants hommes d'Etat et de savants — elle a déjà rempli sa mission en rendant possible le fonctionnement de l'organe à rétablir de la constitution, c'est-à-dire du Parlement, il n'y a aucune raison pour qu'elle s'occupe des questions juridiques ayant trait à l'exercice des droits royaux ou à ceux des deux Chambres. Sur le terrain préparé par l'Assemblée Nationale et dans le cadre de la constitution à rétablir, la nation pourra désormais continuer, avec de nouvelles forces, l'œuvre de la légalité ; ajoutons, toutefois, qu'en égard au système politique de la Sainte Couronne, l'activité du Parlement souffrira de la même défectuosité que l'Assemblée Nationale.

De tout ce que nous venons de dire, il s'ensuit donc que la question du roi ne peut faire l'objet d'une discussion parlementaire ; l'Assemblée Nationale, appelée à rétablir la constitution, serait vraiment très mal placée pour soulever une pareille question.

Du point de vue constitutionnel, l'Assemblée Nationale ou le Parlement ne saurait se borner qu'à constater que les circonstances qui ont empêché le roi couronné d'exercer ses droits, ayant cessé d'exister, la nécessité de son remplacement a également cessé. Un tel acte n'aura conféré aucune nouvelle prérogative au monarque, puisqu'il ne fera que constater la cessation des empêchements de l'exercice des droits par le souverain — comme en cas de cessation d'une maladie, de l'absence du roi ou d'un autre obstacle ; — toutefois y aura-t-il lieu, de la part du monarque, de procéder à la sanction de cette constatation et à une proclamation solennelle de la reprise de l'exercice du pouvoir.

JEAN REINER.



---

## A PROPOS DU 75<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DU COMTE ALBERT APPONYI

Les historiens qui ne jugent les hommes d'Etat que d'après les résultats palpables qu'ils ont obtenus, seraient bien embarrassés s'ils avaient à parler du comte Albert Apponyi.

Malgré son génie incontestable et son ardent désir de faire servir toutes ses aptitudes au bien de la patrie, M. d'Apponyi ne put, en effet, réaliser qu'une très petite partie de ses idées, mais cette stérilité apparente tient à ce que les circonstances politiques l'obligèrent à se ranger, la plupart du temps de sa carrière politique, du côté de l'opposition où il n'avait guère la possibilité de mettre en pratique les principes qu'il préconisait.

En parcourant l'histoire de la Hongrie, on y voit défiler, presque à chaque page, un tragique cortège de grands hommes, portant au front la marque divine d'une destination supérieure, et qui furent empêchés, par une fatalité historique, de déployer tous leurs talents au service de leur pays. Hélas ! au cours de notre histoire, il arriva trop souvent que les places ne furent pas remplies par les hommes les plus qualifiés ; c'est le contraire de la loi de la sélection qui prévalut fréquemment, en mettant des hommes médiocres là où il eût fallu des géants. Et si nous ajoutons à cela que les idées politiques de M. le comte Apponyi supposaient une mentalité publique plus élevée, des consciences plus sensibles, une culture au-dessus de la moyenne, en un mot des qualités que les démocraties n'ont plus et qu'elles n'eurent peut-être jamais, on comprend pourquoi il ne put avoir, sur le terrain des réalités, le succès qu'il aurait mérité.

Il y avait encore d'autres raisons pour cela. Afin de les comprendre, il faut connaître les forces historiques et psycho-



logiques résultant de la dépendance de notre pays de la cour de Vienne, forces qui agissaient sur la politique hongroise jusqu'aux dernières années.

Après la retraite volontaire du baron Paul Sennyey de la vie publique et avant que le comte Jules Andrassy fils eût formé son parti, M. d'Apponyi préconisait seul les réformes visant le progrès social, l'élargissement de notre base constitutionnelle et le développement de celle-ci dans un sens national. Ravagé par des luttes intestines continuelles, le sol politique hongrois était, à cette époque, aussi peu propre au conservatisme modéré qu'aux réformes sociales. Malgré sa phraséologie libérale, l'opinion publique hongroise d'alors se montrait insensible au progrès social — dont elle n'avait peut-être pas conscience — et quand, en 1882, M. le comte Apponyi parla, la première fois, de *la goutte d'huile sociale* qu'il fallait verser, pour accélérer le progrès démocratique, dans la politique hongroise, sa voix n'eut point l'écho désiré.

A mesure que les auteurs de l'article XII de la loi 1867 disparaissaient ou se retiraient de la vie publique, l'influence et l'autorité de leurs amis politiques diminuaient, et depuis que Coloman de Tisza<sup>(1)</sup> créa le parti libéral, c'est son esprit et son style de gouverner qui s'imprimaient sur l'œuvre de François Deák. violemment attaqué par l'opposition dont la popularité allait croissant, Coloman de Tisza fut obligé de rendre de plus en plus rigide la construction élastique de la loi de 1867; il y fut contraint d'autant plus que l'influence des partisans du rétablissement de l'ancien empire autrichien grandissait à Vienne. La situation politique de Coloman de Tisza n'était pas du tout facile. Ceux de ses adversaires politiques qui ne toléraient la loi de 1867 que comme une solution provisoire s'efforçaient d'indisposer contre lui la Cour, en rappelant qu'il avait été jadis lui-même un des membres les plus actifs de l'opposition. Il n'avait aux yeux de François-Joseph le prestige dont jouissait le comte Andrassy père — prestige qui servait tant à celui-ci pour dénouer les problèmes les plus difficiles<sup>(2)</sup> — et ne gagna que peu à peu la confiance du roi. C'est

(1) Le père du comte Etienne Tisza.

(2) Ainsi, par exemple, celui du rattachement des territoires dits *Conflans militaires* à la Hongrie. Ce problème paraissait longtemps insoluble. C'est grâce à l'adresse politique de M. Andrassy père qu'on a pu le résoudre.



sous le gouvernement de Coloman de Tisza que l'œuvre de 1867, en butte aux attaques réitérées de l'opposition, commença à s'affaiblir et à devenir de plus en plus antipathique. Coloman de Tisza poursuivait une politique opportuniste qui consistait à céder dans les grandes choses et à rechercher des succès faciles dans les petites. Son système de gouverner favorisait la corruption électorale et le poussait à transiger pour vivoter au jour le jour. Les problèmes sociaux le laissaient indifférent ; c'était un système terne et mesquin, et qui évitait les solutions de grande envergure. Le gouvernement de Coloman de Tisza finit par rendre la loi de 1867 tellement impopulaire que, sans les moyens de pression employés aux élections, cette grande œuvre des Girondins hongrois n'aurait plus eu de majorité à la Chambre, et cela à une époque où l'idée de la grande Autriche (*Gross-Oesterreich*) et l'influence du parti militaire continuaient à gagner du terrain à Vienne.

Dans ces conditions, M. le comte Apponyi se proposa d'aplanir les difficultés surgies entre les partis et d'écarter le danger qui résultait de l'agitation créée par le parti d'indépendance, menaçant de bouleverser la paix intérieure et d'envenimer nos relations avec l'Autriche et la dynastie. En même temps, il se décida à s'efforcer de rendre plus nationale la base de 1867, de préconiser une politique sociale et de combattre le système de Coloman de Tisza.

Pour réaliser ce programme, il aurait fallu que la Cour ne s'y opposât pas et que la classe instruite hongroise y adhérât de toutes ses forces. Si l'on prend en considération que la classe moyenne était fortement attachée au gouvernement de Coloman de Tisza et que les démagogues du parti d'indépendance (parti de 1848) exerçaient une influence considérable sur les petits cultivateurs, on comprend pourquoi la politique du comte Apponyi paraissait encore moins réalisable que celle de l'extrême gauche que des événements inattendus de politique extérieure ou une crise intérieure auraient pu porter, un jour, au pouvoir.

Hélas ! la Cour et l'opinion publique ne se rendirent compte de l'utilité du programme de M. le comte Apponyi que peu avant la chute de la monarchie, lorsque les ennemis de la Hongrie étendaient déjà la main pour la partager entre eux. Il était trop tard !... Au lieu de s'engager dans la voie tracée par



le grand homme d'Etat dont je parle, la Hongrie tomba au pouvoir des faux indépendants et des radicaux, pour devenir ensuite la proie du bolchévisme. Et l'on vit alors qu'en raison de la décadence des mœurs politiques du pays, les partis extrêmes seuls pouvaient y prendre le dessus : d'abord, les hommes politiques imbus de l'esprit *labanc*, prêchant une soumission complète devant la Cour ; ensuite, les démagogues du parti d'indépendance, plastronnant et faisant le crâne, et enfin ceux qui firent une table rase de la Hongrie, renversant la royauté et sacrifiant l'intégrité territoriale du pays.

... Lorsque Dante prenait le chemin de l'exil pour aller se retirer à Vérone, il avait déjà renoncé à l'espoir « de pouvoir ceindre, un jour, de lauriers ses cheveux blancs à la source où il avait reçu le baptême ». L'*allissimo poeta* se fit enterrer à Ravenne, car il ne voulait pas que ses restes reposassent dans la terre de l'ingrate Florence dont la haine ne s'éteignait pas envers lui, même lorsqu'il agonisait dans la solitude amère de l'exil. Par contre, on voit que les hommages les plus ardents de tous les Hongrois entourent maintenant, au soir de sa vie, le grand homme d'Etat que cependant le pays *ne suivait guère* et qui, malgré ses brillantes qualités, fut *injustement empêché, pendant trente ans*, de prendre le pouvoir. Et il est acclamé juste par ceux qui l'attaquaient, autrefois, de la façon la plus violente.

Divisés par tant de questions politiques, religieuses, sociales, tous les Hongrois s'unissent à présent pour fêter, en la personne du comte Apponyi, celui qui représente les qualités les plus hautes et les plus précieuses de la nation. Dépouillée de ses biens moraux et matériels et n'ayant, depuis la guerre, que des jours pleins de douleur, de sang et de larmes, la Hongrie considère la fête nationale organisée pour le 75<sup>e</sup> anniversaire de M. le comte Apponyi comme une occasion d'oublier les soucis qui la rongent.

Ce sont surtout les mâles actes, les nobles efforts et les magnifiques qualités de M. d'Apponyi que la Hongrie célèbre le plus, en voyant se réfléchir en lui les efforts les plus héroïques et les plus beaux traits de la *nation*. Les efforts et les échecs de la vie publique de M. le comte Apponyi font souvenir, en vérité, du drame saisissant que la race hongroise avait à jouer à travers l'histoire. C'est à cela qu'il faut attribuer, avant tout,



ce revirement étrange qui se produit maintenant que l'opinion publique est unanime à rendre hommage, avec un éclat particulier, à ce grand fils de la Hongrie, comme si elle se repentissait de l'avoir abandonné autrefois, au milieu des luttes politiques les plus âpres. Oui, le pays paraît éprouver du regret pour ne l'avoir pas assez reconnu, pendant sa carrière politique d'un demi-siècle ; c'est pourquoi il le comble de tous les honneurs, en s'inclinant devant son intelligence supérieure, ses nobles idées et sa vertu sans tache.

\*

J'ai encore à parler du rapport qu'il y a entre le génie politique de M. le comte Apponyi et les idées préconisées par lui. En pesant ses qualités, on pourrait mettre dans un plateau de la balance celles qui ne furent jamais contestées, même par ses ennemis politiques les plus acharnés. Ce sont la force et l'élévation de ses idées ; sa sagacité exceptionnelle ; la souplesse de son esprit, toujours prêt à construire de frappantes synthèses et à trouver des rapports entre les problèmes ; sa faculté de dégager des faits des thèses plastiques et de créer des formules de philosophie d'histoire ; sa force rhétorique, superbe manifestation d'une âme pleine de richesses ; sa conscience infiniment sensible lorsqu'il s'agit d'assumer des responsabilités, et enfin, son immense savoir, nourri principalement dans l'*alma mater* des *humaniora*, mais acceptant, toutefois, des sciences naturelles ce qui lui paraît nécessaire pour motiver sa foi religieuse, sincère et profonde, et pour élargir le champ de ses considérations historiques... Que de belles qualités ! et qui constituent comme un magnifique orchestre dominé, magistralement, par sa raison disciplinée.

Pourtant, ceux qui cherchent à tout prix à trouver des défauts dans les grands hommes, mettent dans l'autre plateau de la balance la disproportion apparente qu'ils croient voir entre la faculté de se décider et la capacité de jugement de M. d'Apponyi, en l'accusant d'avoir souvent hésité devant la solution des grands problèmes, et de manquer de cette volonté passionnée sans laquelle l'homme politique le mieux qualifié même ne pourrait surmonter les obstacles amoncelés devant lui.

Or, ceux qui font ces pédantes objections oublient que



M. le comte Apponyi avait frayé un chemin *tout nouveau*, passant entre les extrêmes, représentés par le parti de Coloman de Tisza et les indépendants, et où il était continuellement exposé à être méconnu ou blâmé. En matière politique, c'est le juste milieu qui constitue le chemin le plus difficile, dans lequel il est bien facile de glisser. Pour nous servir d'une image, le juste milieu parlementaire suppose la connaissance parfaite des hautes mathématiques, bien supérieure à la simple table de Pythagore qui suffit pour marcher avec les partis extrêmes.

Ceux qui accusent le comte Apponyi d'indécision, ne connaissent pas la fièvre brûlante des luttes intérieures qui se livrent dans l'âme des grands hommes, et ne furent jamais ébranlés devant les problèmes ardu. Entachés de cette frivolité qui fait taire la voix de la conscience, ils voient les questions plus simples qu'elles ne le sont en réalité.

Ce n'est pas l'indécision, mais ses vues trop idéales et son manque de méfiance qui firent que M. d'Apponyi subit si souvent des déceptions et des échecs.

Il est possible qu'une telle mentalité constitue un défaut sur le terrain politique, cependant les hommes d'Etat du genre de M. d'Apponyi sont infiniment plus désirables, pour le bien de la patrie, que ceux qui ne poursuivent qu'une politique terre à terre. La vie et les vertus civiques de cet homme providentiel sont comme une lumière dans la nuit hongroise, lumière faisant espérer que l'avenir de notre nation sera meilleur.

ALEXANDRE DE PETHŐ.



## MAURICE JÓKAI<sup>(1)</sup>

Une ancienne coutume des peuplades païennes voulait qu'avec le cadavre du chef mort, on enterrât ses armes et ses bijoux, emblèmes de la puissance et de la richesse.

Quand Maurice Jókai mourut, il y a dix ans, nous avons enseveli avec lui quelque chose qui nous était cher : un peu de notre jeunesse à tous.

Il était le messager du printemps orageux et fleuri de la Hongrie d'aujourd'hui. Lui aussi, comme les acacias de la route, semait des fleurs sur la tête des passants, et les générations, en se succédant, se sont habituées à cette pluie de contes, comme à un phénomène naturel.

Une étincelle du *ver sacrum* brillait toujours dans l'encrier de Jókai et, quand l'encrier a perdu son maître et que l'encre s'y est desséchée, la vie est devenue chez nous d'une teinte plus grise et d'un degré plus froide ; les Hongrois ont vieilli un peu.

Il est vrai qu'il y aura encore du renouveau en Hongrie. L'avenir fleurira peut-être encore plus richement que le passé ; mais le printemps qui a réveillé la nation endormie dans l'aride désert de l'ancienne constitution hongroise, ne reviendra plus jamais. L'heureuse admiration du réveil de la société hongroise, qui lui a permis de découvrir le monde et de s'y apercevoir, la sainte et aveugle foi de ses jeunes qui prétendaient soulever des montagnes, le merveilleux optimisme de la génération de Jókai qui semait de villes d'or les steppes de la Hongrie, non, tout cela ne reviendra plus jamais.

(<sup>1</sup>) Ce brillant essai de l'illustre écrivain a été lu par l'auteur à la séance solennelle du 10 mai 1914 de l'Académie hongroise ; la guerre nous a empêchés de le publier dans notre numéro du 15 août 1914 auquel il était destiné ; l'inauguration récente (le 18 juin) de la statue de Jókai lui donne un regain d'actualité.



La Hongrie peut encore avoir de grands poètes, mais elle n'aura plus de Jókai.

Une nation s'était endormie sur les confins de l'Asie et s'est réveillée au milieu du monde intellectuel de l'Europe.

Ce réveil fut magnifique ! L'air était embrasé de désirs et d'espoirs nouveaux, une fiévreuse fécondité dévorait le sol. Chaque cœur et chaque tête renfermant une semence se mit à fermenter, à bourgeonner, à fleurir.

Une armée de travailleurs titaniques apparaît dans le désert de la vie publique hongroise. Le grand réveil frappe, avec impatience, aux portes fermées ; le plus grand Hongrois déchire d'un fer tranchant le sol durci ; le soldat génial monte la garde devant les champs ensemencés, tandis qu'au loin, le Sage de la nation prépare déjà les granges pour rentrer la moisson que la grêle aura épargnée.

Tout ce qui était germe et promesse dans la littérature de l'ère des réformes se transforma, tout d'un coup, en réalités et les arbres ployèrent sous le poids d'une merveilleuse récolte.

Toute cette époque semble réaliser le rêve de Jókai. Dans cette magnifique fête de Walpurgis, les lois de la pesanteur n'existent plus. L'horizon s'est peuplé d'hommes qui s'élèvent à des hauteurs idéales.

L'auteur de *Faust* dit :

Ein Lumpen ist zum Segeln gut,  
Ein gutes Schiff ist jeder Trog,  
Der flieget nie der heut nicht flog.

Après Vörösmarty, voici Petőfi, Arany, Jókai...

D'où vient cette fière phalange ? Pourquoi s'est-elle fait attendre si longtemps ? C'est l'esprit de l'histoire universelle qui pourrait seul répondre à ces questions. Nous ne savons qu'une chose : c'est qu'à l'heure fixée par le destin, ils sont apparus avec l'exactitude des rois.

Étant moi-même homme de lettres, il ne me sied pas trop d'exagérer l'importance de la poésie dans la vie nationale. Thésée, roi d'Athènes, dit dans *Le Songe d'une nuit d'été* : « Même la meilleure partie de « ces espèces de choses » n'est qu'une ombre, et la plus mauvaise n'est pas la pire, si elle est remplacée par l'imagination. »

Les hommes d'action, ceux qui vivent au dehors, tel que



le Thésée de Shakespeare, montrent souvent de la tendance à faire peu de cas de la puissance de « ces espèces de choses » au point de vue de la conservation de la nation.

Le juge impartial des événements historiques est pourtant obligé de reconnaître que la poésie a tenu une place d'importance exceptionnelle dans la vie nationale de la Hongrie.

La nation ne serait peut-être pas même sortie de son sommeil asiatique, si les trompettes des poètes ne s'étaient pas fait entendre avant l'aube.

La littérature a donné en main à la nation tirée de sa léthargie une arme toute forgée qui devait servir à la défense de l'individualité nationale : cette arme était la renaissance de la langue magyare.

Les politiciens, les hommes d'État se heurtaient à chaque pas à des barrières infranchissables élevées par la réalité, tandis que les hommes des possibilités absolues, les poètes planant au-dessus de la misérable réalité, vivaient déjà depuis longtemps une existence nationale complètement libre. La littérature d'alors, ainsi que le reflet lumineux des métropoles en fête, éclairait l'horizon de la Hongrie ; tandis qu'au-dessous, il n'y avait que de petites villes éclairées par de clignotantes lampes à huile.

C'est en se faisant la consolatrice de la nation pendant le grand deuil du pays que la littérature hongroise a culminé dans l'accomplissement de sa mission politique. Après 1848, Jókai est assis au chevet de la Hongrie malade, et met en œuvre tous les dons de son imagination pour lui faire oublier les horreurs du terrible cauchemar. Il rend le courage à la grande malade en lui parlant du glorieux passé et du souriant avenir. L'ennemi qu'on n'avait pu vaincre par les armes, est attaqué par la mordante satire et, pour faire sourire la grande malade, le poète la coiffe d'un chapeau de polichinelle. Dans cette longue nuit, il y avait plus de clarté que dans les jours de semaine ensoleillés.

La Hongrie n'existait pas comme État. C'est pourtant alors qu'elle, la littérature magyare, jetait les bases de son hégémonie d'une façon si merveilleuse que, depuis ce temps, la Hongrie figure incontestablement comme unité nationale dans la littérature mondiale. Jamais encore l'esprit n'a remporté une victoire plus complète sur la matière.



Nous sentons que c'est la nature même qui avait destiné à Jókai le rôle de conteur. Avec l'impétuosité des forces de la nature, une source de feu jaillit du sol de la Hongrie, et cela précisément dans le champ paternel de Maurice Jókai, à Rév-Komárom. Le poète lui-même avait le sentiment d'être l'élu du sort, le gardien et le prêtre de cette source sacrée. Ce sublime exclusivisme fut cause que le poète se sentit toujours un peu étranger dans la lumière crue de la vie réelle. Sa vraie vie s'est passée là où brûlaient les feux sacrés de l'imagination. C'est en contant que s'est manifestée toute son énergie, sa science de la vie, sa connaissance des hommes. La vie réelle servit de sujet aux rapsodies de son imagination. Ses romans sont les paraphrases poétiques de la réalité. Toutes les antiques mélodies de la vie se retrouvaient dans ses chants, mais ils contenaient encore autre chose : la poésie spéciale à Jókai.

Jókai est né conteur et il ne faudrait pas trop forcer notre imagination pour le voir assis sur la margelle d'un des puits de Bagdad ou de Damas, en train de conter inlassablement des histoires merveilleuses au peuple ébahi.

Le soldat oublie son service, l'apprenti son patron, le fiancé son mariage — ils sont tous assis en cercle autour de lui et l'écoutent d'une oreille avide. La même flamme brille dans l'œil du conteur que dans ceux des auditeurs ; car le conteur s'enivre de son propre vin et suit en titubant le chemin glorieux du dieu des poètes.

Les muses l'ont richement doté en versant à pleines mains dans son berceau le don de tous les vrais conteurs, la divine fantaisie. Si l'Arioste n'avait pas enfourché Hippogriffe avant lui, Jókai en eût été capable. Si Shakespeare n'avait pas plongé au fond des mers pour en retirer par les cheveux l'honneur perdu de Percy, c'est Jókai qui l'eût fait. Et si Rabelais n'avait pas décroché les cloches de Notre-Dame pour les pendre, en guise de grelot, au cou de la cavale de Gargantua, Jókai s'en serait chargé. Pour définir cette fantaisie, le mieux est de citer un passage de Jókai lui-même : « elle recouvre tout un pays, et fait pleuvoir des fleurs féériques et des fruits d'or ». L'imagination est non seulement une grande consolatrice de la vie, elle est aussi l'origine de toutes grandeurs humaines. Nous ne saurons jamais combien de talents ont germé pendant les



heures douces et brûlantes que notre génération a passées dans le jardin merveilleux de Jókai. Nous ne saurons jamais combien il reste encore, dans les âmes de nos hommes d'État, savants, militaires, commerçants, agriculteurs, de ce feu allumé par le grand chauffeur de chaudière.

Je voudrais maintenant analyser l'Œuvre de Maurice Jókai, mais j'ai presque peur de me perdre dans la forêt vierge de sa poésie. Son génie créateur a parsemé de bosquets fleuris les déserts de l'aride réalité.

Parmi tous ces trésors, je prendrai donc un seul roman : *L'homme d'or*, ouvrage dont l'auteur a dit : « Je dois avouer que c'est mon préféré. C'est aussi le plus connu et celui qui est traduit en le plus grand nombre de langues »...

Ce roman est une de ces rares œuvres poétiques, dont la profondeur transparente permet au lecteur d'y distinguer au premier coup d'œil le point de cristallisation de l'idée dominante. Ce point est : « L'Ile de personne ». C'est, sur le champ de bataille de la vie, la zone neutre du beau, de la pureté et de la paix. Un lieu, où ce ne sont pas les lois de l'État et de la société qui règnent, mais celles de l'âme et du cœur. Ce roman est la nostalgie des jours gris, le désir du dimanche. C'est une excursion spirituelle que l'auteur et les lecteurs, fatigués des mensonges de la société, font en commun. Je pourrais même dire que « l'Ile de personne » est la poésie même. Il est certain que c'est en lisant Jókai que plus d'un Hongrois d'aujourd'hui a découvert son « Ile de personne », où Noémi a pris les traits de la muse du romancier.

L'imagination du poète prend une ville de province, Rév-Komárom et, ainsi que le ferait la fée Morgane, il la soulève au-dessus de l'horizon de la réalité. Le résultat obtenu est surprenant ; car aujourd'hui tout Hongrois instruit connaît deux Komárom : l'une, l'antique « Rév-Komárom », se blottit modestement au confluent du Danube et du Vág, tandis qu'au-dessus de ses cheminées, l'autre, la ville de Jókai, « Kød-Komárom »<sup>(1)</sup>, élève fièrement dans les airs ses clochers fantastiques dans le ciel de la Poésie. Or, cette ville imaginaire est aussi un des joyaux de la couronne de Hongrie.

(1) Littéralement traduit : Komárom « la nébuleuse » ; par cette antithèse, l'auteur oppose la ville réelle à celle créée par l'imagination du poète.



Le reflet de la poésie de Jókai brille encore sur les toits d'un grand nombre de villes hongroises. Au-dessus des hautes maisons de Budapest, dans la fumée des fabriques, nous croyons voir l'image décolorée, mélancolique de l'ancien Pest de Jókai. Combien de Hongrois ne sauraient voir les glaciers de Transylvanie, le lac Balaton, le Hortobágy, les Portes de Fer, qu'avec les yeux de Jókai.

L'énergie persuasive de son imagination est telle que, dans les cas où sa description et la réalité sont en opposition formelle, il arrive parfois que l'opinion publique se range de son côté. Ainsi les voyageurs cherchent souvent « l'Île de personne » de *l'Homme d'or*, et les bateliers, ne sachant où placer sur la carte l'île de Noémi, ôtent son ancien nom tantôt à l'une, tantôt à l'autre des îles du Danube, afin de pouvoir la baptiser « l'Île de personne ».

Revenons à Kőd-Komárom. Cette ville imaginaire ressemble en tout point à la ville-mère située près du Danube ; la seule différence est toutefois que chaque pavé de la ville de Jókai brille de l'éclat de l'imagination. Car Jókai est le Midas de la littérature : tout ce qu'il a touché se met à reluire. L'œil du poète est une loupe qui grossit tout. La petite ville de province se transforme en république municipale ; les gros marchands de blé serbes en tyranniques plutocrates et, parmi les bourgeoises curieuses qui se penchent par les fenêtres au grillage ventru, nous rencontrons des Lucrèce Borgia et des Laure.

Rien de plus intéressant que de flâner par les rues de cette ville de conte. Elle n'est habitée que par des originaux. A chaque coin de rue, nous avons une surprise et sous chaque porche une aventure nous guette. La quantité d'oxygène contenu dans l'air doit être bien grande, car ici toute vie est étrangement ardente. Chaque prunelle humaine étincelle comme une pierre précieuse, le sang coule en rythme musical dans les veines, et les passions brûlent en flambant. Les hommes de Kőd-Komárom savent aimer et haïr comme on n'aime et ne hait nulle part ailleurs.

Le héros de ce roman : *l'Homme d'or* est un vrai héros de Jókai, puisque, en somme, tous les héros de Jókai sont des hommes d'or. La tendresse paternelle du poète revêt le pauvre commissaire de marine d'une telle quantité de qualités physiques et intellectuelles qu'elles suffiraient pour réformer un



Etat ou conquérir un empire. Le héros tient cachées toutes ces éminentes qualités, et c'est seulement à l'heure décisive, quand il est devenu impossible d'en faire mystère, que s'illuminent tout d'un coup les phares de son âme, remplissant d'admiration les bons, et de frayeur, les méchants. Toutefois l'amour paternel démesuré nuit souvent au héros, car tandis que les personnages secondaires sont pleins de force vitale et de vérité, « l'homme d'or » souffre du mal incurable de l'irréel. Les personnages irréels, dans un milieu réel, donnent l'impression d'habitants d'un monde lointain, étranger, plus parfait que le nôtre, et qui se sont égarés dans cette vallée de misères terrestres. Les héros de Jókai se comportent souvent comme s'ils étaient des archanges exilés. Ils connaissent des secrets importants et leurs traits ont une expression de mélancolie, comme s'ils avaient la nostalgie de leur étoile ; on dirait ces hôtes mystérieux de la terre, dont le livre de Moïse dit : « les fils de Dieu s'unirent aux filles des hommes »...

Parmi les filles des hommes, il y en a deux que Jókai préfère par-dessus tout. L'une est Athalie, l'incarnation du péché ardent dans *l'Homme d'or*, l'autre Timéa, celle de la froide vertu. Ces deux types lutteront l'un contre l'autre jusqu'à la mort, et leur combat sera une phase de la lutte éternelle de la nuit contre le jour. Le beau démon, que le poète revêt quelquefois de traits d'amazone, reçoit en fin de compte le châtiment mérité ; mais il est clair que les sympathies de Jókai vont plutôt à ce personnage qu'à l'ange immaculé et exsangue.

Dans la peinture des caractères, Jókai suit souvent la méthode des maîtres modernes ; il laisse dans l'ombre tout ce qui n'est qu'accidentel et accessoire dans son modèle et ne s'attache qu'à ce qui en est caractéristique, de sorte que ses personnages seront ou très nobles ou très méprisables, ou très spirituels ou très ridicules : des demi-dieux ou des brutes. Cette méthode qu'il emploie surtout pour caractériser les personnages secondaires, lui réussit en général parfaitement. En quelques traits, il crée un portrait achevé, dont nous gardons avec plaisir le souvenir comme celui d'une vieille connaissance.

... A Komárom, sur la rive bourbeuse du fleuve, quelques barques sont au repos. Une des gabares, qui a une proue en forme de colimaçon, s'appelle la Sainte-Barbe. Nous connais-



sons tous ce bateau. C'est pour nous une relique, comme l'est pour les Anglais le navire de l'amiral Nelson. Ce sont de pacifiques chevaux qui remorquent la Sainte-Barbe sur le cours tranquille du Danube ; et, cependant, il lui arrive plus d'aventures périlleuses qu'au navire du premier explorateur du Congo.

Le lecteur suit avec angoisse la Sainte-Barbe dans son voyage, car il sait que le bateau de Jókai transporte, dans ses sacs à blé, de l'or, des pierres précieuses et des perles, et il se doute que des ennemis secrets et très puissants le poursuivent et en veulent à la vie de ceux qui le montent.

Les critiques du poète l'ont souvent blâmé de trop rechercher dans ses romans les aventures surprenantes, extraordinaires, le sensationnel en un mot. S'il agit ainsi, ce n'est pas pour satisfaire le goût des lecteurs de son temps, mais c'est plutôt parce qu'il se laisse emporter par sa passion de conteur, et que, se mettant à la place du lecteur, il se jette dans la fiction sans se soucier de la critique.

A soixante-huit ans, parce que les remarques de ses critiques lui avaient peut-être donné à réfléchir, il ne s'est pas servi, pour une fois, de trucs visant à l'effet romantique, mais se maîtrisant sévèrement, il n'a usé que des procédés classiques et a créé dans notre littérature un des chefs-d'œuvre du genre narratif : la *Rose jaune*. Jókai savait voler même avec les ailes liées.

Malgré tout, le lecteur peut le suivre, le cœur battant d'émotion, même quand il verse du poison, même quand il falsifie des testaments, quand, masqué, il s'enfuit par des couloirs souterrains, quand d'une main de Titan, il dompte les forces révoltées de la nature ; quand il fait traverser des Charybde et des Scylla à sa petite barque à la proue en spirale ; car Jókai met tant d'art dans ses histoires sensationnelles, tant de vérités dans les aventures, tant de sentiments humains dans sa fable ; il dépeint l'homme et son caractère avec un art si plastique ; il nous intéresse à ses héros avec tant d'amabilité qu'en fin de compte, il nous semble que nous ne sommes pas seulement les lecteurs, mais aussi les personnages du roman.

L'action de ses romans erre souvent à l'aventure, voltige de côté et d'autre, comme un pic-vert dans une forêt de hêtres. Mais le lecteur se repent rarement de l'avoir suivi dans ses courses capricieuses, car il le conduit en des endroits où se trou-



vent des trésors, ou tout au moins des fleurs. Les fleurs de Jókai sont des fleurs merveilleuses ; des gouttes de rosée diamantée brillent dans leurs calices ; elles jouent de la harpe quand le soleil brille et sanglotent quand l'automne commence à les flétrir.

Les faiseurs de classifications qui ont une case spéciale pour chaque produit littéraire, rangent Jókai dans la classe des écrivains contemporains de l'Europe occidentale, le comparant surtout aux fabricants de romans français. Quoique Jókai ne se soit jamais écarté des modes de l'Europe occidentale, en ce qui concerne les formes extérieures, il est néanmoins plutôt apparenté à l'Orient, pays des brillantes fictions.

Son imagination et son humour l'ont préservé des fabricants de romans français et allemands. Son humour est essentiellement fataliste, quelquefois un peu mélancolique, souvent hardi et mordant, mais toujours irrésistiblement gracieux. Il est redevable de cette qualité à l'étude des profondeurs de l'âme populaire, car il faut savoir que jamais personne n'a mieux connu, aimé, compris notre peuple que Maurice Jókai. Les paysans qu'il décrit, sont tous, même quand il en fait la caricature, de vrais types hongrois, qu'il s'agisse du cultivateur de l'Alföld, mélancolique et grave, du Sicule rusé, du heïduque galonné du grand seigneur, ou bien du bandit de la steppe.

L'humour de Jókai est étincelant et, recouvrant tout comme d'un étoffe de brocart, il cache les horreurs et les abîmes de la vie, émousse les angles trop aigus et fait croire à un monde beau, plein de chaleur et de confort.

Je cite au hasard les lignes suivantes de *l'Homme d'or*. Ce ne sont pas les plus amusantes, mais elles caractérisent admirablement Jókai :

« La contrebande du sel se faisait en grand dans cette contrée. » (Le bas Danube.) « Le sel que l'État vendait ici six florins 50, il le cédait pour un florin 50 sur la rive turque ; le contrebandier rapportait ce même sel et le revendait sur la rive hongroise quatre florins 50. Ainsi tout le monde y gagnait, l'acheteur l'État, et le contrebandier. On ne peut imaginer d'arrangement plus avantageux. Cependant, l'État n'était pas entièrement satisfait de son gain ; car, étant obligé de défendre sa frontière, il lui fallait établir des postes de douane le long de la rive. Les habitants des villages voisins y montaient



la garde, fusil en main. Ainsi chaque village avait ses douaniers et ses contrebandiers. Ils n'avaient qu'à changer de rôle : quand les jeunes du village étaient douaniers, c'étaient les vieux qui se faisaient contrebandiers et réciproquement...

Un écrivain français ou allemand n'aurait jamais su raconter cela de la sorte. Le conteur de Damas ou de Bagdad peut-être oui. L'humilité transcendante en face de la vie, le fatalisme serein qui s'incline, mais se réserve le droit de sourire, sont des traits presque orientaux. Jókai est né au point de rencontre de l'Orient et de l'Occident, à l'endroit où, depuis des siècles, dans le remous des courants contraires, le tempérament et le caractère hongrois s'est formé. Voilà pourquoi il est tellement hongrois.

Dans sa langue même, il s'est efforcé d'unir la force et la magnificence orientales à la distinction de l'Occident. Le chef-d'œuvre d'orfèvrerie qu'il a produit, en maniant avec art la langue littéraire magyare, l'a couronné d'une gloire éternelle.

La langue magyare, en passant par le feu de la poésie de Jókai, s'est trempée et polie. Et c'est pour une bonne part le mérite de Jókai, si l'ancienne langue, si dure, s'est transformée en ce qu'elle est aujourd'hui, c'est-à-dire en une langue harmonieuse, pleine de force et flexible, comme une fine lame d'acier oriental, s'adaptant merveilleusement à la diction de l'orateur, à la conversation familière, aux définitions compliquées de la science, aux besoins du commerce et aux raffinements du style poétique.

Il était écrivain hongrois de corps et d'âme. Non parce qu'il a voulu l'être, mais parce qu'il ne pouvait être autrement, puisque les atomes constitutifs de son talent et de son tempérament l'y forçaient. Tout ce qui était hongrois l'attirait, même les défauts de la nation, qu'il combattait cependant dans l'intérêt de son avenir. Personne n'a attaqué avec plus de résolution l'état de choses fondé sur l'ancienne constitution hongroise, mais, en même temps, il a élevé un monument impérissable au souvenir de ce monde passé.

Jókai compte parmi ses œuvres, une narration des plus fantastiques, pas trop réussie du reste, qui a pour titre : *Álmodád* <sup>(1)</sup> (conte antédiluvien).

(1) Textuellement cela signifierait : Tu le rêvais.



Álmodád est le nom de la petite-fille, la plus jeune et la plus aimable, du père Noë. Le poète raconte que la jeune fille, merveilleusement belle, voulait se baigner dans un petit lac.

« Ce lac » — dit la narration — « ne contenait pas d'eau, mais du cristal de roche mystérieux à l'état liquide. Ce n'était encore qu'un mélange silicateux ; mais s'il y était tombé seulement une libellule, cela aurait suffi pour cristalliser le tout. »

La fournaise incandescente qu'était l'imagination de Jókai s'ouvre à nos yeux pour un instant. Il était peut-être tombé une fois, par hasard, dans la main du poète un morceau d'ambre contenant un insecte antédiluvien. Peut-être un moucheron. La merveilleuse imagination a grossi le moucheron et en a fait, non un éléphant, mais une beauté.

Car autour d'Álmodád, le liquide se condense tout à coup, puis se durcit, et elle se trouve enfermée dans un énorme prisme de cristal transparent. Ses yeux sont baissés, son corps est couvert de sa chevelure d'or roux, ses mains sont croisées sur sa poitrine. « Elle a commencé son long rêve, son long voyage vers le soleil ». (Cette bizarre idée d'une beauté enfermée dans le cristal se retrouve encore ailleurs chez Jókai.)

Le poète fait de même pour l'ancienne Hongrie : il l'enferme dans le prisme géant de son art. Et c'est ainsi qu'un monde disparu voyage en éternelle beauté vers « le soleil des soleils » et que nous le contemplons avec une admiration mélancolique.

L'avidité du conteur qu'est Jókai, semblable à une pie olympienne, tournoyait au-dessus de la vie, et si elle apercevait quelque chose de brillant, elle s'abattait dessus pour l'emporter dans son nid de nuages. Ce n'est pas seulement au-dessus de Rév-Komárom qu'il a fondé un « Kőd-Komárom », mais il a créé dans les hauteurs toute une Hongrie miraculeuse.

Il butinait partout. Il fait main basse sur les beautés de l'Alföld comme sur les flots nacrés du Balaton ; il a dévalisé les mines d'or de Transylvanie aussi bien que ses mines de diamants noirs.

Jókai est partout ; nous le rencontrons dans les clubs des grands seigneurs, dans les boudoirs des grandes dames, dans



les auberges retentissantes du chant des « betyár » (bandits). Il cause avec les ancêtres fondateurs de la patrie hongroise ; il pleure avec les « kurucz » ; il campe avec les bonnets-rouges. <sup>(1)</sup> Il descend dans les profondeurs de la terre ; il monte au-dessus des nuages, sur une machine de son invention ; il atteint, le premier, le Pôle nord ; il guide les caravanes à travers le désert ; il explore les forêts vierges de l'Afrique ; il débarque sur des îles lointaines et se repose sous des palmiers encadrés par l'azur d'un ciel toujours bleu. Il remonte dans le passé, jusqu'aux temps des mastodontes et des sauriens, et il s'avance dans l'avenir, jusqu'aux limites du domaine de l'esprit humain. Il n'existe ni une époque ni un pays qui ne portent les traces étincelantes de son passage de météore.

Même ce qu'il a rapporté de l'étranger est devenu hongrois en passant par ses mains.

D'après Mikszáth Kálmán, le sang des vieux juges municipaux de Lőcse avait la puissance de conquérir des terres ; or, l'encrier de Jókai était investi de cette même puissance. Il a conquis aux Hongrois de nouveaux citoyens, de nouvelles provinces, de nouveaux continents et de nouvelles planètes.

Il est curieux de voir comment il en use avec les nations étrangères. Ses Turcs, ses Français ont avec nous un trait de famille commun, qui en fait des parents sympathiques ; ce trait est l'humour hongrois. Ses Turcs ne sont pas de vrais Osmanlis et ses Parisiens ne sont pas de vrais Français ; cependant, dans les descriptions qu'il en fait, il y a beaucoup de vérité poétique et même de valeur ethnographique ; car Jókai décrit le Turc et le Français tels que le Hongrois les connaît et peut se les imaginer. Et, en somme, il en a le droit ; car en littérature comme en politique internationale, c'est la force qui fait le droit. Dans le cas présent, c'est Jókai qui la détient.

La poésie de Jókai renferme tout un monde hongrois. Si un nouveau déluge venait à submerger notre nation, la Hongrie de Jókai, telle une arche de Noë, flotterait encore pendant des siècles au-dessus du monde enseveli.

(1) Les *kurucz* sont les insurgés contre l'empereur au temps de Rákóczi, et les *bonnets-rouges*, les soldats de la guerre de l'indépendance en 1848/9.



Aujourd'hui, dix ans après la mort du poète, si nous pénétrons — avec un peu d'angoisse respectueuse peut-être — dans la luxuriante forêt vierge qu'est l'Œuvre de Jókai, nous voyons avec un sentiment de soulagement que le temps l'a presque entièrement épargnée. Par-ci, par-là, le dôme de feuillage a peut-être perdu un peu de son épaisseur, et permet à un discret rayon de soleil de pénétrer dans la pénombre dorée ; quelques plantes parasites ou sans grande valeur dont le grand jardinier avait jeté par hasard la semence dans la hâte d'un travail fiévreux, ont péri. La forêt majestueuse continue cependant à vivre, à fleurir dans toute sa pompe ; des arbres géants couronnés d'une verdure éternelle chantent au-dessus de nos têtes comme les cordes d'une immense harpe ; les fleurs merveilleuses éclosent et embaument toujours, les oiseaux chantent, les papillons voltigent encore. Et dans des clairières éloignées, devant des temples de marbre aux coupoles dorées, se rassemblent des couples nobles et charmants que nous connaissons bien : ce sont les héros de Jókai qui ont causé tant de douces joies, et encore plus de douces peines aux cœurs des lecteurs hongrois.

Le goût des lecteurs pourra changer momentanément, suivant les caprices de la mode, mais la poésie de Jókai sera toujours ce que le genre narratif a produit de plus riche et de plus noble dans la littérature magyare.

Le corps de Jókai seul est mort. Ce que Petőfi lui écrivait aux jours de leur heureuse et ardente amitié est toujours vrai :

« Tu restes seul debout, et rien n'a pu t'abattre. »

FRANÇOIS HERCZEG.

(2) Les frères sont les insurges contre l'empereur au temps de Rakoczi, et les frères-rouges, les soldats de la guerre de l'indépendance en 1848-9.



# LÉON TOLSTOÏ

(Suite.)

(4)

Quant aux inventions, elles compliquent la vie, suppriment la vie intérieure, rendent l'homme mobile et le déracinent, donnent des maladies nerveuses et détruisent la famille, c'est-à-dire empêchent les petits-fils de vivre sous les yeux des grands-pères et près des tombes de leurs aïeux. Gain? Perte? Evidemment perte immense: plus de traditions, plus d'exemples, plus de responsabilité ni de dignité familiales, plus de tranquillité d'esprit, plus de calme, plus de sérieux. Les inventions broient l'humanité et en font une poussière menue, mobile, vaine et flottante à tous les vents. Sans compter ce à quoi Tolstoï ne songe pas, que tout cela est éminemment favorable au despotisme, cela surmène l'humanité, la déprave, l'agglomère dans les villes et l'y fait pourrir et l'abêtir. Il y a peut-être vingt mille ans que les premières inventions, nécessaires pour ne pas mourir, étant accomplies, les nouvelles inventions successives sont autant de dégradations du genre humain. La science ne fait ni la morale ni le bonheur et, par ses effets naturels, elle fait le contraire.

La civilisation c'est encore le travail. Ne dites pas à Tolstoï qu'il a varié sur l'idée qu'il se fait du travail. Il l'a loué, il l'a raillé tour à tour. Seulement ce n'est pas du même travail qu'il parlait. Dès le commencement de sa conversion, il a recommandé le travail manuel à tous les hommes, même les plus riches, même les plus lettrés, même les plus artistes. Il faut travailler, comme la nature qui travaille toujours. L'invention du jour de repos est en soi une sottise. Elle est, du reste, un acte d'humanité. Elle est le signe que, depuis



bien longtemps, l'homme, ne sachant plus travailler prudemment et *comme la nature* et, se surmenant, les sages lui ont dit : « Au moins repose-toi un jour sur sept. » Mais la vérité est qu'il devrait travailler également, doucement, tranquillement et sans aucun repos que le sommeil, sept jours sur sept, le repos irrationnel de tout un jour où il ne sait que faire, le corrompant à merveille. Il faut travailler sans cesse, avec calme et sans précipitation ni angoisse. Tolstoï a dit cela dès le commencement de son apostolat et il l'a dit à la fin très énergiquement, dans ses recommandations aux Doukhobors émigrés au Canada.

Entre temps il semble avoir dit autre chose. M. Emile Zola ayant fait l'éloge du travail sur cette considération que le travail rend bon, Tolstoï eut une excellente boutade : « On dit cela et c'est même un lieu commun ; on dit cela ; mais pour mon compte je ne l'ai jamais vu. J'ai vu le contraire. Le travail rend dur, violent, implacable envers celui qui ne travaille pas ou travaille peu, par faiblesse physique ou parce qu'il ne trouve pas de travail. Tous ces chefs d'industrie qui travaillent quatorze heures par jour, je les ai toujours trouvés féroces. Durs envers eux-mêmes ils le sont également pour les autres, peut-être un peu plus. Ils ne sont ni charitables, ni généreux, ni pitoyables et le lait de la tendresse humaine leur est inconnu. Ce sont eux qui disent : « enrichissez-vous ». Ils sont aussi peu évangéliques que possible. Un philosophe chinois recommande le *Tao*, c'est-à-dire la fainéantise, ou, si vous voulez, le repos comme récompense d'avoir fait peu de chose. Il a bien raison. Le malheur des Européens et une partie de leur immoralité vient de ne pas savoir pratiquer le *Tao*. »

Tolstoï ne s'est pas contredit. Ce qu'il repousse, et avec raison, comme malheur et comme élément d'immoralité, c'est le travail intensif. C'est le travail furieux et enragé de la ruche américaine ou de la fourmilière anglaise. Il faut travailler comme la nature, posément, doucement, éternellement. Il faut même un peu d'insouciance. L'Évangile la recommande : « Ne vous inquiétez point où vous trouverez de quoi manger pour le soutien de votre vie, ni d'où vous aurez des vêtements pour couvrir votre corps... Considérez les oiseaux du ciel. Ils ne sèment point ; ils ne moissonnent pas... mais notre père céleste les nourrit. N'êtes-vous pas beaucoup plus qu'eux ? » L'exemple n'est pas très exact ; car si les oiseaux ne sèment



point, il est incontestable qu'ils moissonnent et que pour moissonner ils travaillent toute la journée. Mais l'esprit de ce texte est juste. Il veut dire : « Comme les animaux ! Comme la nature ! Sans violence et sans angoisse, et gaiement ! Les oiseaux travaillent en chantant. » De même, le lis ne travaille pas et il est mieux habillé que Salomon. Ce n'est pas exact, mais c'est juste. Le lis travaille toute la journée, mais il n'a pas l'air de travailler. Vous, vous avez terriblement l'air de travailler ; c'est que vous travaillez trop et surtout trop âprement.

Mais où est la limite ? Eh ! c'est encore les animaux, nos maîtres, qui vous la donneront. Ils travaillent, mais juste ce qu'il faut pour se nourrir et pour nourrir leurs enfants. Ils n'économisent pas ou ils n'économisent que pour la saison où ils ne pourront pas travailler, comme les fourmis et les abeilles : « Les oiseaux du ciel n'accumulent rien dans les greniers », dit Jésus. Voilà le point. Il ne faut pas accumuler dans des greniers. L'effet funeste du travail intensif, ou la cause finale du travail intensif, et peu importe, c'est l'amour de la propriété, le désir de la propriété et la propriété. Ce sont des fléaux. Ils sont formellement condamnés par Jésus. « Celui qui n'abandonnera pas tout son bien, n'est pas avec moi. » Il faut être pauvre ; il ne faut rien posséder : « N'emportez pas avec vous qu'un vêtement et une paire de souliers ». Les pauvres sont les élus : « Bienheureux les pauvres d'esprit (c'est-à-dire ceux qui par une décision de leur esprit se font pauvres), parce que le royaume des cieux est à eux. » Le riche est forcément immoral : « Malheur à vous, riches, parce que vous avez votre consolation dans ce monde. Malheur à vous qui êtes rassasiés, parce que vous aurez faim ! Malheur à vous qui riez maintenant, parce que vous pleurerez. Il est plus difficile à un riche d'entrer dans le royaume de Dieu qu'à un câble d'entrer dans le chas d'une aiguille. » Jésus n'a pas détesté les riches ; mais il a détesté la richesse ; il a détesté la folie de la richesse. La richesse est, en effet, une folie. Elle ne sert à rien ni à personne, pas même à celui qui la possède. Elle rend orgueilleux, dur et avide. Car, multipliant les besoins, elle ne réussit qu'à faire sentir au riche sa pauvreté et elle ne donne jamais que le désir d'une richesse plus grande. La richesse, la propriété, l'héritage sont des aberrations, des démenées de l'esprit humain. Ils créent de la corruption en



haut, de la misère en bas et, par conséquent, de la corruption en bas et en haut. Ils sont le principal obstacle à l'altruisme, étant impossible que différence n'engendre pas haine, que le pauvre ne déteste pas le riche et que le riche ne déteste pas le pauvre, par crainte de lui.

Il n'y a, là comme ailleurs, en ceci comme en toutes choses, qu'à vivre selon la nature. Les animaux n'ont pas de magasins, ne pratiquent pas l'usure, n'héritent pas. Tout est à tous, avec lutte, il est vrai, mais presque avec lutte pacifique. C'est un communisme très légèrement modifié, on pourrait dire, pimenté, par la compétition. Les animaux, même où ils pullulent, ne sont que très peu gênés les uns par les autres. La terre est assez grande pour eux, par ce seul fait qu'ils ne demandent, n'exigent et ne désirent que chacun sa part, mesurée juste à leurs besoins, et que personne, chez eux, ne prétend à part double, triple et centuple. Les hommes doivent faire de même. Communisme. La terre à personne et les fruits à tous. S'ils veulent être supérieurs aux animaux tout en les imitant, ils en ont l'occasion. Puisqu'ils ont le génie de l'organisation sociale, qu'ils organisent le communisme animal, en retranchant la compétition. Qu'ils travaillent en commun et partagent également. Ni propriété, ni usure, ni héritage, voilà ce qu'ils auront de commun avec les animaux; partage pacifique et légal, voilà ce qui les distinguera de leurs frères inférieurs et l'emploi qu'ils ont à faire de leur prétendue raison.

Une des plus grandes découvertes de Jésus, c'est que la cause principale des malheurs du genre humain et de ses vices, c'était la propriété. Il a voulu n'avoir pas une pierre où reposer sa tête. Cela voulait dire que l'empiètement de la richesse et de la propriété individuelle peut priver le plus juste et le plus saint d'entre les hommes du nécessaire même. Que personne n'ait plus que le nécessaire et que tous aient le nécessaire, c'est ce qui est possible, et c'est ce qu'il a voulu.

L'art est encore une partie considérée comme essentielle de la civilisation. Il n'est pas mauvais en lui-même; mais il l'est devenu très vite et il l'est à merveille depuis bien longtemps, parce qu'il s'est mis au service des passions. On a une singulière manière de définir l'art. On fait comme une revue des principales œuvres d'art qui sont en possession de charmer l'humanité et on cherche à en démêler le caractère



commun et l'on dit par exemple : « L'art est un ensemble de dons et de procédés qui réussissent à remuer l'imagination et la sensibilité. » Ce n'est pas ainsi qu'il faut procéder. Il faut se demander : que doit être l'art ? comme pour définir l'homme *en lui donnant sa règle*, on doit se demander : que doit être l'homme ? Or l'homme doit être vertueux. De même l'art doit être moral ou il n'est qu'une excitation au vice. C'est précisément ce qu'il est généralement.

On voit dans l'Europe moderne et l'on verrait aussi bien dans l'antiquité et dans le moyen âge que l'art, par ses peintures, par ses récits et par ses exhortations ou exaltations, chante l'amour, l'honneur, le patriotisme et la vertu guerrière. C'est là son fond permanent. Autant dire qu'il pousse à tous les vices : à la lubricité, au culte du moi, à l'égoïsme et à la manie du meurtre. On ne saurait croire à quel point peut être funeste une provocation si séduisante au vice et au crime. L'art, tel qu'il est, n'est qu'un ferment des passions et particulièrement des plus mauvaises. Les artistes sont certainement la classe la plus méprisable d'une nation : on n'a même pas besoin de dire, après la définition que l'on vient de faire de leur métier, à côté, et peut-être au-dessous, de qui il faut les mettre.

Il existe, à la vérité, un art assez nouveau ou qui affecte de l'être, qui n'est pas excitateur et provocateur. Il se pique d'être indifférent. Il peint et c'est tout. Il rapporte, et puis il s'arrête. Il peint l'amour, l'honneur, le patriotisme, la vertu guerrière, la cupidité, la fourberie, la luxure, etc., mais sans jamais prendre parti, ni pour ni contre. Il n'est qu'un miroir bien fait dont tout le mérite consiste à ne pas déformer les objets en les reflétant. Flaubert, Maupassant, en France, sont les représentants les plus glorieux de cette école. On ne sait pas trop si elle n'est pas plus méprisable que l'autre. Exalter l'amour, l'honneur, le patriotisme, la vertu militaire, c'est sans doute donner ou entretenir le goût de choses exécrables ; mais c'est peut-être *se tromper* et non pas être fondamentalement criminel ou vicieux. Quant à l'homme qui nous peint un héros ou un amoureux, sans nous dire ni qu'il l'admire ni qu'il le méprise, ni qu'il l'aime ni qu'il le hait, c'est le plus effronté et le plus cynique des immoraux et des immoralistes, c'est l'homme à qui la vérité morale est tellement étrangère qu'elle lui est indifférente, bien plus, qu'elle lui est inconnue, car



s'il la connaissait, il ne se pourrait pas qu'elle lui fût indifférente et qu'il ne s'en inquiétât point. L'artiste réaliste est simplement un homme sans conscience.

Il l'avoue lui-même. Les mots trahissent toujours, qu'on le veuille ou non, le fond des choses. Ces artistes prétendent faire de l'art « impersonnel ». Eh ! qu'est-ce à dire ? Le fond de la personne humaine, ce qui la constitue précisément, c'est la conscience. Ces artistes confessent par la définition même qu'ils donnent de leur art qu'ils sont, naturellement ou volontairement, amputés du sens moral. Il suffit, du reste, de lire trois pages de Maupassant pour avoir de cela la sensation la plus nette et qui dispenserait de preuves.

L'art tel qu'il est, et depuis des siècles, est donc essentiellement corrupteur. L'art tel qu'il devrait être, est un ensemble de dons et de procédés susceptibles de captiver et d'échauffer les âmes humaines pour leur donner le goût de la vertu, et capables de peindre la vérité morale de manière à en donner le goût. Voilà l'art vrai. Il n'existe pour ainsi dire pas. Il n'y a dans tout le XIX<sup>e</sup> siècle que la *Case de l'oncle Tom* et quelques œuvres, tant en prose qu'en vers, de Victor Hugo, qui répondent à la définition de l'art vrai.

Quant aux arts qui ne sont pas l'art littéraire, il est à peine besoin d'en parler. Non seulement ils n'excitent nullement à la vertu et ne sont aucunement au service de la vérité morale ; non seulement ils y sont indifférents, non seulement ils l'ignorent : mais encore ils ne sont véritablement que des formes de la volupté. Peinture, sculpture, architecture, musique sont des plaisirs et rien autre chose. Ce sont des plaisirs des sens qui excitent à d'autres plaisirs des sens. Ajoutez qu'ils sont chers, qu'il en coûte beaucoup pour se les procurer, que, par conséquent, corrupteurs déjà en soi, ils corrompent encore par la cupidité et l'âpreté au gain qu'ils développent chez ceux qui veulent se les procurer.

Les musées, les concerts gratuits et autres choses semblables révèlent bien la tare secrète de l'art et en indiquent bien le danger, sans, du reste, y remédier. Les gouvernements ont compris que le goût des jouissances d'art était un ferment de révolutions et de guerres civiles, que le peuple, éternellement privé de ces jouissances et voyant une classe privilégiée les posséder, en concevrait contre cette classe plus de haine



encore qu'en considération des biens proprement dits, des propriétés, qu'elle possède et qu'il ne possède pas, et cela très justement. Aussi ont-ils ouvert des musées au peuple, aussi lui donnent-ils des représentations populaires, des musiques militaires sur les places publiques, etc. C'est d'un bon cœur; mais il ne fait qu'exciter et qu'inviter ces goûts sans les satisfaire et qu'aviver la haine du peuple contre ceux qui ont ce festin dont il ne recueille que les miettes, ou qui ont à eux, bien à eux, chose essentielle, quelques-unes de ces belles choses devant lesquelles lui ne fait que passer.

A tous les égards, l'art est corrupteur de ceux qui en jouissent et de ceux qui n'en jouissent pas, et destructeur, remarquez-le, comme il arrive souvent, de cette même civilisation dont il est un élément si admirable, parce qu'il pousse ceux qui n'en jouissent pas, ou qui en jouissent mal et par échappées, à la détruire.

Voilà ce qu'est l'art, sauf celui qui se met strictement au service de la morale et qui n'est qu'un moyen de la mettre en belle lumière. Mais celui-ci existe à peine et la civilisation qui ne l'a jamais beaucoup aimé, s'en éloigne de plus en plus.

Enfin l'élément le plus admiré de cette civilisation qu'on admire, son fondement même, sans quoi elle ne serait pas, c'est le civisme, c'est l'instinct social. Cela, par exemple, c'est abominable. Le civisme contient en soi l'oppression, la « justice », l'inégalité, la propriété, le patriotisme, la guerre, le meurtre et la divinisation du meurtre, tout ce que la vérité morale, tout ce que la conscience et, du reste, tout ce que le bon sens réprouvent, repoussent et écartent avec horreur.

Le civisme est le sentiment — factice très probablement, et s'il est naturel qu'importe, il faut réformer la nature — par lequel des hommes s'associent en vue de détruire l'humanité autant qu'ils le pourront. Supposez une humanité sporadique, non classée, non divisée en « états » distincts. Au milieu d'elle un groupe se forme, s'associe, s'engrène. Il se donne un nom particulier, un signe de reconnaissance, un mot d'ordre. Il constitue un Etat, une patrie. Pourquoi, je vous prie, fait-il cela? Evidemment pour être fort. Mais qu'est-ce à dire? C'est-à-dire qu'il veut être fort quand les autres sont faibles, donc qu'il veut les dominer, les asservir, les conquérir ou les détruire. Le premier « Etat » constitué, ce n'est donc pas autre chose



qu'une déclaration de guerre d'un certain nombre d'hommes à l'humanité. C'est précisément un crime effroyable.

Ce crime engendre le crime. Il force un autre fragment de l'humanité, trop proche du premier, à se grouper et à s'engrener comme a fait le premier et ainsi de suite, et voilà l'humanité divisée contre elle-même et se condamnant probablement à la mort, car « tout royaume divisée périra », en tous cas, à la violence et au meurtre indéfini. C'est le civisme qui a créé cette humanité-là.

On dit toujours : « On s'associe pour se protéger et se défendre, et cela est bien légitime ». Oui, certes, ou plutôt peut-être ; mais cela s'applique au quatrième groupe qui s'est associé, et au troisième et au second ; mais non pas au premier, qui n'avait à se défendre contre rien et à se protéger contre personne. Le civisme en son origine, en soi, dès qu'il naît, est donc une déclaration de guerre à l'humanité et un crime effroyable. A travers les âges il reste ce qu'il est, un crime de lèse-humanité, éternel, et, de plus il engendre au sein même de la société qu'il a constitué, une foule immense d'autres crimes, dont il a besoin pour subsister et pour que son œuvre subsiste.

Il engendre la « justice », l'armée et le patriotisme. Ce sont autant de crimes érigés en institutions. La « justice » est un crime. Elle est formellement condamnée par l'Evangile. Outre qu'« il ne faut pas faire à autrui ce qu'on ne voudrait pas qui vous fût fait » et que personne ne désire être jugé, Jésus a dit : « Ne jugez point, afin que vous ne soyez pas jugés » — « ne condamnez point et vous ne serez point condamnés ; remettez et on vous remettra », — pour condamner il faudrait être impeccable : « que celui qui n'a point pêché lui jette la première pierre », — « vous jugez selon la chair ; mais moi je ne juge personne ». La justice est absolument contraire à la lettre de l'Evangile et à son esprit. Jésus l'a condamnée par ses paroles et par son exemple. Il a voulu être condamné par la justice humaine, parce que du seul fait qu'il était condamné par elle, il l'abolissait. « Dites leur donc que Jésus, en subissant la peine de mort, l'a abolie, puisqu'il a démontré que la folle justice humaine pouvait frapper plus qu'une tête innocente, pouvait frapper une tête divine. » Ce sont paroles de Victor Hugo ; ce sont paroles de poète et par conséquent d'aveugle. Jésus, en subissant la peine de mort, n'a pas seulement aboli



la peine de mort, il a destitué toute la « justice ». Après une pareille erreur judiciaire, il ne faut pas dire qu'il est interdit de condamner personne à mort, il faut dire qu'il est interdit de condamner personne à quoi que ce soit. La conclusion du discours de Victor Hugo devait être : suppression de toute « justice », de tout tribunal.

Et de fait, il est insensé qu'un homme s'arroge le droit de juger son semblable, après que Jésus a dit : « je ne juge personne » ; il est insensé qu'un homme soit élu pour cela, soit nommé par le gouvernement, soit nommé par lui-même, soit né juge, croie qu'il a eu, lui, une autorité suprahumaine lui permettant de juger des hommes, d'ôter la liberté à un homme, d'ôter son pays à un homme, d'ôter sa vie à un homme, surtout quand on songe que, si tout homme se trompe, le juge doit se tromper doublement, ayant dans sa charge même une raison de plus de se tromper, ne pouvant être, par l'autorité monstrueuse qu'on lui donne ou qu'il se donne sur les hommes, que rendu littéralement fou. L'abolition de la « justice » n'est pas autre chose que la suppression d'un crime permanent, analogue à celui de l'esclavage aux temps antiques.

L'armée, de même, la force armée qu'une nation tire de son sein, est un crime permanent, est contraire à toute raison, à tout bon sens, à toute bonté, et particulièrement contraire à la Loi de Jésus. Jésus a dit : « Tu ne tueras pas ! » Il n'a pas dit : « Tu ne tueras pas en telles circonstances et tu pourras tuer en telles autres ; » il a dit : « Tu ne tueras pas ! » Tu ne tueras jamais. Il a dit : « Quiconque prendra l'épée, périra par l'épée. » Il ne veut pas que celui qui est selon son cœur, même porte les armes. La guerre et l'armée sont interdites par Jésus. Il serait étrange, en effet, que, pour quelque cause que ce fût, il fût permis à l'homme de tuer, ou de vouloir tuer ou d'essayer de tuer. Il faut « s'aimer les uns les autres » et non pas seulement ses parents, ses frères, ses concitoyens, ses compatriotes. Il ne faut ni tuer, ni frapper, parce qu'il ne faut pas haïr. Sait-on, par exemple, pourquoi il ne faut pas se tuer, ce qui n'est interdit formellement par aucun texte de l'Evangile ? Mais parce que Jésus, quoiqu'on puisse soutenir qu'il s'est tué lui-même — car enfin il l'a bien voulu — a dit, cependant, d'une part : « Tu ne tueras point ! » D'autre part : « Aimez votre prochain comme vous-même ». Si, d'une part, il ne faut



pas tuer et si, d'autre part, il faut traiter le prochain comme soi-même et soi-même comme le prochain, il est clair qu'il ne faut tuer personne, pas même soi.

Ce qu'il y a de certain, c'est que l'armée et la guerre sont condamnées par l'Evangile et sont, du reste, des choses monstrueuses.

— Mais sans armée et sans « justice », il n'y a pas de patrie !

— Eh bien ! il n'y aura pas de patrie ! Il ne doit pas y avoir de patrie, précisément parce que, dès que la patrie existe, elle rend nécessaire des crimes permanents, comme la « justice », l'armée et l'esclavage, dont justice et armée ne sont que des formes adoucies, ou qu'on croit adoucies, parce qu'on les voit encore. On ne peut pas sortir de ce dilemme : ou la patrie rend nécessaire l'armée et la justice et alors la patrie est diamétralement contraire à l'Evangile — et donc plus de patrie ; ou l'Evangile condamnant justice et armée, condamne la patrie qui ne peut se passer ni de justice ni d'armée, et alors ne dites pas que vous êtes chrétien. Il faut choisir.

Pour Tolstoï le choix est fait. La patrie est la consécration et la synthèse de tous les crimes permanents, parce qu'elle en est la cause finale. Tant qu'il y aura des patries, il n'y aura ni fraternité, c'est-à-dire communisme, ni équité, ni liberté, ni charité. Tant qu'il y aura des patries, l'humanité ne sera pas sortie de la barbarie.

— Mais ce n'est pas tant « pour la patrie » que sont instituées armée et « justice », c'est pour la résistance contre l'oppression, c'est pour la résistance contre le mal qu'on peut nous faire, soit au-dedans, soit du dehors, on plutôt la patrie n'est pas autre chose que le système et l'ensemble de résistances contre l'oppression et contre le mal, comme la vie est l'ensemble et le système des forces luttant contre la mort.

— Mais, précisément, il ne faut jamais résister à l'oppression, il ne faut jamais résister au mal. La non-résistance au mal c'est précisément tout l'Evangile. Jésus-Christ a dit : « Bienheureux ceux qui sont miséricordieux, parce qu'ils obtiendront eux-mêmes miséricorde. » — « Bienheureux les pacifiques, parce qu'ils seront appelés enfants de Dieu. » — « Bienheureux ceux qui souffrent persécution pour la justice, parce que le royaume des cieux est à eux. » Il a dit : « Vous avez appris qu'il a été dit : œil pour œil, dent pour dent.



Et moi je vous dis de ne pas résister au mal que l'on veut vous faire ; si quelqu'un vous a frappé sur la joue droite, présentez-lui encore l'autre ; si quelqu'un veut plaider contre vous, pour vous prendre votre robe, donnez-lui encore votre manteau ; et si quelqu'un veut vous contraindre à faire mille pas avec lui, faites-en encore deux mille. » Car Jésus a prévu tous les malfaiteurs, et même ceux qu'il estime les plus cruels de tous, puisqu'il les met en fin d'énumération, c'est à savoir les raseurs. Il a dit : « Donnez à ceux qui vous demanderont, et ne demandez pas votre bien à ceux qui vous l'emportent. »

— Mais enfin, comment faut-il traiter l'ennemi ?

— L'Evangile le dit assez : il faut *l'aimer*. Voilà précisément ce qu'il y a à en faire : « Vous avez appris qu'il a été dit : « Vous aimerez votre prochain et vous haïrez votre ennemi. Et moi je vous dis : *Aimez vos ennemis*. Faites du bien à ceux qui vous haïssent, et priez pour ceux qui vous haïssent et qui vous calomnient. » — « Si vous ne faites du bien qu'à ceux de qui vous espérez de recevoir, quel gré vous en saura-t-on, puisque les gens de mauvaises mœurs s'entre prêtent de la sorte, pour recevoir le même avantage ? Si vous n'aimez que ceux qui vous aiment, quel gré vous en saura-t-on, puisque les gens de mauvaises mœurs font la même chose ? Mais pour vous,  *aimez vos ennemis*. »

Voilà la vérité. Point de propriété, point de justice, point d'armée, point de patrie, point de résistance, et s'il y a des violents, se laisser dépouiller sans même un essai de résistance à la violence. C'est la véritable loi de l'humanité.

Car, enfin, remarquez donc que voilà des milliers d'années que l'on « résiste au mal ». Si on avait réussi à le détruire ou à le diminuer, la théorie de la résistance au mal, quoique abominable en soi, pourrait se soutenir comme expédient pratique. Mais on n'a réussi à rien en s'opposant au mal ; il est donc assuré qu'on le détruirait complètement en lui laissant libre carrière. Point tout de suite, assurément ; et il y aurait peut-être un moment dur à passer ; mais qu'on l'extirpât radicalement au bout de très peu de temps, c'est l'évidence même.

Y a-t-il encore quelque chose à abolir dans l'institution sociale ? Pour Tolstoï, non. On a un peu cru qu'il plaiderait quelquefois pour l'abolition du mariage, par exemple, dès sa



première manière, par le *Bonheur de Famille*, dans sa seconde, par la *Sonate à Kreutzer*. C'est une erreur : Tolstoï n'a pas écrit contre le mariage, il a écrit contre l'amour et contre le mariage d'amour. Deux êtres s'unissent, parce qu'ils s'aiment. C'est tout ce qu'ils peuvent faire de pire. L'amour est le désir d'être heureux, personnellement, par l'union avec un être qui plaît. Dès qu'un être humain désire être heureux personnellement, il est sûr d'être malheureux d'une manière effroyable. Le bonheur n'existe qu'à la condition qu'on ait éliminé de la vie la recherche du bonheur. Or, dans le mariage d'amour, comme deux êtres à la fois désirent être heureux personnellement, ils sont sûrs, d'abord, d'être, chacun à part soi, aussi cruellement déçus que possible. Ensuite, comme ils désirent être heureux personnellement, chacun l'un par l'autre, ils multiplient, en quelque sorte, l'inaptitude au bonheur, l'incapacité d'être heureux. Chacun comptant sur l'autre pour se faire à soi-même du bonheur, il est déçu de sa déception propre et de la déception de son associé, et s'en veut à lui-même et en veut à l'autre, et est malheureux à la seconde puissance. Et pour peu que l'un des deux cherche plus ou moins le bonheur ailleurs, ce qui arrivera toujours, puisqu'il a commencé par la recherche du bonheur et que c'est une illusion qui ne se perd point et une habitude qu'on ne secoue pas, la jalousie arrive qui redouble une déception et un malheur déjà quadruplés. Et si chacun des deux, ce qui ne peut guère manquer de se produire, cherche plus ou moins le bonheur ailleurs, double jalousie, qui multiplie une déception et un malheur déjà multipliés on ne sait plus combien de fois. Voilà le schéma mathématique de la *Sonate à Kreutzer*.

La faute initiale, c'est le désir d'être heureux personnellement. L'homme n'est pas né pour être heureux personnellement. Il est né pour être heureux dans le bonheur des autres et du bonheur des autres. On n'est pas heureux du bonheur qu'on reçoit, on est heureux du bonheur qu'on fait. L'amour est donc la plus sottise des sottises et le mariage d'amour la plus radicale des erreurs. Le mariage devrait être une association pour travailler au bonheur de l'humanité. Peut-être quelques ménages de pasteurs protestants donnent-ils quelque idée de cela. Mais il est rare que deux êtres s'unissent dans ce but et dans cet esprit. Le plus souvent ni l'un ni l'autre



n'y songe (*Sonate à Kreutzer*). Quelquefois l'un y songe et l'autre est éperdu de fureur que son associé songe à autre chose au monde qu'à lui (ou qu'à elle). Quelquefois l'un y songe et par l'empire de l'amour a assez d'influence sur l'autre pour que celui-ci (ou celle-ci) se guinde et s'entraîne à vouloir le seconder dans cette tâche. (*Bonheur de Ménage*.) Mais celui-ci n'a pas assez de force pour remplir son dessein et il retombe à ses bassesses naturelles et aux misères de l'amour personnel, des jalousies et autres infirmités du même ordre.

Le mariage, sans être aucunement condamnable en soi, est donc un artisan et un instrument de malheur, sauf dans un seul cas, très difficile à réaliser, mais qu'on doit en considérer comme l'idéal et comme la loi.

ÉMILE FAGUET.

[A suivre.]



---

## REVUE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Le traité de Trianon, si toutefois cela peut s'appeler un traité, fut enfin ratifié par la Chambre française, le 7 juin 1921. Tandis qu'au Parlement britannique quelques voix puissantes se sont élevées en faveur de notre pays et plus d'un orateur a mis en relief la souveraine injustice de la soi-disant paix imposée à la Hongrie, nos amis français se sont bornés à constater, par la voix autorisée de M. Briand, que « le traité n'était pas parfait ». « Que la frontière hongroise ait été quelque peu arbitrairement fixée, qui pourrait en douter ? » disait encore M. Briand. En effet, M. le président du Conseil, la frontière hongroise a été « quelque peu » arbitrairement fixée. A M. Paul Boncour qui parlait des suites défavorables, au point de vue industriel, de la mutilation de notre pays, M. Briand a répliqué que « d'autres peuples manquent aussi de certaines choses ; la France, par exemple, n'est absolument privilégiée au point de vue du coton ». Tout cela nous semble avoir l'air d'une mauvaise plaisanterie. Que la Hongrie soit privilégiée au point de vue d'une chose ou non, cela n'a rien à voir avec le fait qu'une poignée de politiciens criminels croyait pouvoir s'arroger le droit de changer ses frontières millénaires fixées par la nature. En invoquant le principe des nationalités pour justifier l'impossible démembrement de notre patrie, M. Briand était assurément de bonne foi, mais on ne saurait faire un grief à la Hongrie de ne pas avoir assimilé les nationalités qui étaient venues chercher aide et protection sur son sol en fuyant devant les Turcs. (Nous pensons surtout aux Serbes et aux Roumains.)

Il est vrai que M. Briand n'est tout de même pas res-



ponsable du « traité » de Trianon, fait — sous l'instigation de MM. Benes, Pachitch et Bratianu — par MM. Tardieu, Berthelot, etc. Mais il s'agit tout de même d'une paix française tchéco-slovaque ; nous ne devons pas non plus oublier l'homme néfaste d'outre-Atlantique qui, sans entendre quoique ce soit aux affaires de l'Europe, a grandement contribué à nous ruiner. Quoi qu'il en soit, il nous est très difficile de garder notre sang-froid en parlant de Trianon, mais nous pouvons dire en toute objectivité que la paix y dictée repose sur l'ignorance et la méchanceté ; ignorance de la part de la France, méchanceté de la part de ses « alliés et amis » — comme le disait M. Briand.

M. Briand a dit encore : « A la condition qu'elle ne se laisse pas travailler par je ne sais quelles aspirations chauvines, qu'elle n'ait pas des arrière-pensées de représailles, qu'elle ne regarde pas du côté de ses nouvelles frontières avec la pensée de découvrir des ennemis, à la condition qu'elle soit cette ancienne Hongrie que rappelait M. Gaston Deschamps avec tant d'éloquence, alors, elle sera, en Europe, un élément de paix et elle trouvera, auprès du gouvernement français, auprès de la France, tous les concours qu'elle pourra souhaiter. » Qu'on nous permette de dire qu'il sied vraiment mal à un représentant de la nation qui vient de prendre possession de l'Alsace-Lorraine — à laquelle elle n'a cessé d'aspirer pendant des dizaines d'années — de nous prodiguer de tels conseils. . . Que M. Briand sache enfin que cette caricature de pays qu'ont tracée MM. Benes et consorts avec la complicité des Alliés, n'est pas la Hongrie ; cette Hongrie à laquelle M. Gaston Deschamps a rendu des hommages — et nous l'en remercions de tout cœur — est la Hongrie ancienne et . . . future.

\*

Maintenant que le grand problème des réparations a été résolu d'une façon si satisfaisante pour la France, il pourrait vraiment être procédé à un règlement définitif de la question de la Haute-Silésie ; on diminuerait ainsi le nombre de ces foyers d'incendies qui menacent de mettre en feu notre Europe déjà assez ravagée. Malgré toutes les sympathies



que nous avons pour les Polonais, nous ne concevons pas pourquoi ils s'obstinent à convoiter une chose qui ne leur revient point. Après le plébiscite, il ne saurait subsister de doute que cette province n'entend pas être détachée de l'Allemagne, et comme la Haute-Silésie forme une entité au point de vue géographique, économique et social, il n'y a pas lieu de songer à son partage éventuel entre Allemands et Polonais. Lors des derniers pourparlers au sujet de cette question, lord Curzon soutenait le même point de vue vis-à-vis de M. Briand qui voudrait faire attribuer les « régions » dites « industrielles » à la Pologne. Cela reviendrait, pour l'Allemagne, à la perte de la Haute-Silésie. Une telle solution serait absurde. Sans parler de l'intérêt de la France qui ne pourrait être indemnisée que si le pays en question reste uni à l'Allemagne, il y va encore de l'intérêt supérieur de la paix européenne.

Le chef-d'œuvre d'iniquité qu'est le traité de Versailles, a soumis 2 ou 3 millions d'Allemands à la domination polonaise ; si l'on attribuait la Haute-Silésie à la Pologne, non seulement l'Allemagne serait incapable de remplir ses obligations financières assumées à l'égard des Alliés, mais on créerait artificiellement de nouveaux foyers d'un irrédentisme dangereux. La question de la Haute-Silésie a déjà failli provoquer une mésentente sérieuse entre l'Angleterre et la France à la conférence de la paix, les Français s'étant opposés au plébiscite ; maintenant que le résultat du vote a été favorable à l'Allemagne, il ne faudrait vraiment pas s'ingénier à le contrecarrer. A fomenter des révoltes en Haute-Silésie pour trouver un prétexte d'annexer cette province à la Pologne, dans le seul but d'affaiblir l'Allemagne, on s'expose au reproche justifié de ne pas faire cette politique de *fair play* qu'exigeait Lloyd George, même à l'égard de cette dernière.

Un personnage haut placé du monde diplomatique nous avait dit naguère qu'à Paris on n'était arrivé à s'entendre avec les Polonais dans la question de Teschen — réglée au profit des Tchèques — qu'en les assurant qu'on les dédommagerait par l'attribution d'au moins d'une grande partie de la Haute-Silésie. Nous avons de la peine à admettre qu'une telle promesse ait été donnée, car cela signifierait que la France elle-même cherche à éluder les clauses de ce traité



de Versailles qu'elle déclare intangible. Nous n'ignorons pas qu'il y a malheureusement une coterie de politiciens français qui, poussés par leur haine aveugle de l'Allemagne, préparent peut-être involontairement une alliance russo-allemande et une future guerre de revanche, mais que M. Briand, qui est un homme d'Etat européen à larges vues, se rallie à une politique si insensée, nous paraît presque incroyable. Il est vrai que M. Briand avait déclaré devant les journalistes étrangers qui étaient venus s'informer auprès de lui, que la Haute-Silésie était « un pays polonais », mais il se gardait bien de parler des chiffres donnés par le plébiscite; il se contentait de renvoyer au fait que « d'après les récentes cartes allemandes, la plupart des habitants de la Haute-Silésie étaient des Polonais ». Dans son article de tête du 15 mai, le *Temps* disait aussi que 80 % des habitants parlaient polonais. Le premier ministre de la Pologne, M. Vitos, prétendait également, dans son discours prononcé le 31 mai au Parlement, qu'en 1911 il y avait, dans toute la Haute-Silésie, 73 % de Polonais. Mais tous ces chiffres démontrent que l'Allemagne a remporté une grande victoire le jour du plébiscite, car si, en 1911, il y avait en Haute-Silésie 73 % de Polonais, c'est-à-dire d'habitants parlant polonais, les 39 % de Polonais qui ont voté pour l'Allemagne, prouvent qu'un très grand nombre des Polonais de la Haute-Silésie sont pro-germans.

En face de tels faits, il n'y a qu'à se soumettre à la volonté exprimée par la population; porter atteinte au traité de Versailles en un point où il confère un certain droit aux Allemands, pourrait facilement faire naître l'envie, bien compréhensible, de ne pas respecter les innombrables clauses du traité qui pèsent d'une lourdeur intolérable sur l'Allemagne.

SPECTATOR.

---

Rédacteur en chef:

G. DE HUSZÁR.





CE QUE SIGNIFIE, POUR LA HONGRIE, LA VICTOIRE DU DROIT, DE LA JUSTICE ET DE LA CIVILISATION.



**UNIVERSITÉ DE LAUSANNE**  
**COURS DE VACANCES ÉTÉ 1921**  
**25 JUILLET — 26 AOUT**

Etude théorique et pratique de la langue française.  
 Cours de littérature, phonétique, histoire de la  
 langue, histoire politique. Classes pratiques de  
 conversation, traduction, lecture. Travaux écrits.  
**CLASSES SPÉCIALES DE PHONÉTIQUE.**  
 Pensions dès fr. 150.— par mois.

Pour tous renseignements s'adresser au **SECRÉTARIAT DE L'UNIVERSITÉ, LAUSANNE.**

**Banque Industrielle  
 Hongroise-Tchèque  
 S. A.**

SIÈGE SOCIAL :

BUDAPEST, V., NÁDOR-U. 6.

SUCCURSALE :

VIII., NÉPSZINHÁZ-UTCA 24.

**Compagnie Européenne  
 d'Assurance des  
 Bagages S. A.**

**Budapest, V., Eötvös-tér 2.**

**Succursales :**

Berlin, Berne, Bruxelles, Paris,  
 Rome, Varsovie, Vienne, etc.

**MERCUR**

SOCIÉTÉ ANONYME DE BANQUE  
 BUDAPEST, V., FÜRDŐ-UTCA 3.

Téléphone :

32-72, 42-74, 176-72, 162-70, 176-71, 176-73

Capital social : 10.000.000 Couronnes.

Dépôts d'argent sur livrets et comptes de  
 chèques. — Lettres de crédit et mandats  
 sur tous les marchés. — Renseignements et  
 procédure gratuite en matière de cautions  
 militaires, matrimoniales. — Escompte  
 et encaissement de Lettres de change. —  
 Comptes-courants. — Comptes de chèques.  
 Comptes de virements.

Répond à toutes les demandes de renseigne-  
 ments touchant les opérations de banque.

LE COURRIER DE LA PRESSE

**"LIT TOUT"**

**"RENSEIGNE SUR TOUT"**

CE QUI EST PUBLIÉ DANS LES  
 JOURNAUX, REVUES & PUBLICATIONS  
 de toute nature  
 PARAISSANT EN FRANCE ET A  
 L'ÉTRANGER

et en fournit les extraits sur tous sujets  
 et personnalités.

Circulaires explicatives et tarifs envoyés franco.

**Ch. DEMOGEOT, Directeur**  
 21, Boulevard Montmartre, PARIS (2<sup>e</sup>)

**La REVUE DE HONGRIE**

est en vente dans toutes  
 les bonnes librairies  
 de Hongrie et de l'Étranger



**BANQUE  
HONGROISE-ITALIENNE  
BUDAPEST**

**NÁDOR-UTCA 16-18**



**Capital social: Couronnes 350,000.000**

**Réserves: Couronnes 243,000.000**

**BANQUE  
BRITANNIQUE  
ET HONGROISE  
S. A.**

**CAPITAL ENTIÈREMENT VERSÉ  
ET RÉSERVES : 400.000,000 COURONNES**

**BUDAPEST  
V., VILMOS CSÁSZÁR-UT 32.**



# REVUE DE HONGRIE

POLITIQUE, LITTÉRAIRE,  
ÉCONOMIQUE

## SOMMAIRE :

I. — LUTTE CONTRE LA DÉCADENCE DE NOTRE CULTURE par M. Albert de Berzeviczy, ancien ministre, président de l'Académie hongroise .....	193
II. — LA HONGRIE OCCIDENTALE par M. Ernest Ludwig, consul général de Hongrie .....	203
III. — ITALIE ET HONGRIE, par M. le baron Louis Lévy, ancien député.....	215
IV. — LES ÉCLAIRS DANS LA NUIT SINISTRE, par M. Amédée Dunois .....	218
V. — TOLSTOÏ par M. Emile Faguet, de l'Académie française .....	222
VI. — REVUE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE, par Spectator .....	234
VII. — CHRONIQUE LITTÉRAIRE — M. A. Dorien : <i>La question d'une frontière commune entre la Pologne et la Hongrie</i> , par R. ....	237

## BUDAPEST,

I., TIGRIS-UTCA 6.

(En vente chez tous les libraires.)

TÉLÉPHONE : JÓZSEF 13-02.

BRUXELLES, EUGÈNE FIGUÏÈRE ET CIE, 72, RUE VAN ARTEVELDE.

LONDRES, MUDIE'S SELECT LIBRARY (NEW OXFORD STREET).

PARIS, HONORÉ CHAMPION, LIBRAIRE-ÉDITEUR. — H. LE SOUDIER, SERVICE DE LA LIBRAIRIE ÉTRANGÈRE.

NEW-YORK, G. E. STECHERT ET CIE. — ROME, FRATELLI BOCCA. — VIENNE, GEROLD & CIE.

BERLIN, GEORG STILKE. — LEIPSIC, GUSTAV FOCK. — MUNICH, JOH. PALM.

LA HAYE, BELINFANTE FRÈRES. — AMSTERDAM, FEIKEMA. — ROTTERDAM, KRAMERS.

BERNE, A. FRANCKE. — GENÈVE, NAVILLE ET CIE. — BÂLE, WEPF, SCHWABE ET CIE.

LAUSANNE, JEAN BIEDERMANN. — STOCKHOLM, C. E. FRITZE.

COPENHAGUE, VILHELM TRYDE. — MADRID, FERNANDO FÉ.

BUCAREST, SOCEC ET CIE. — ATHÈNES, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH.

CONSTANTINOPLE, OTTO KEIL. — SMYRNE, ABAJOLI. — BUENOS-AYRES, C. M. JOLY ET CIE.



POLITIQUE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE  
ÉCONOMIE SOCIALE, HISTOIRE, LITTÉRATURE, PHILOSOPHIE, BEAUX-ARTS  
QUESTIONS INTERNATIONALES.

---

La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise  
rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'est assuré la collaboration  
des hommes d'État et des écrivains remarquables du pays et  
de l'étranger qui examinent et discutent, d'un point de vue à  
la fois hongrois et international, toutes les questions politiques,  
historiques, économiques, sociales et littéraires.

La REVUE DE HONGRIE laisse à chacun de ses  
collaborateurs la responsabilité de ses opinions.

---

### La REVUE DE HONGRIE

*se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles  
aux publications périodiques de la Hongrie et de l'Étranger qui en  
auront fait la demande.*

---

### La REVUE DE HONGRIE PARAIT LE 15 DE CHAQUE MOIS

---

#### PRIX D'ABONNEMENT :

HONGRIE ET AUTRICHE .....	} un an	300	cour.
ALLEMAGNE .....		80	marks.
PAYS FAISANT PARTIE DE L'UNION POSTALE		30	francs.
ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE .....		10	\$

*Prix du Numéro : 50 cour. ; Étranger : 3 francs.*



---

## LUTTE CONTRE LA DÉCADENCE DE NOTRE CULTURE<sup>(1)</sup>

---

Il y a plus de neuf siècles que la Hongrie s'efforce de transplanter la civilisation occidentale sur son territoire et de l'y faire épanouir, tout en l'assimilant à son caractère spécial résultant des différentes races qu'elle réunit, et ce, de concert avec les nations de l'Europe centrale et occidentale et secondée par elles. Ce travail intellectuel civilisateur qui est bien près d'atteindre son millénaire se trouve entravé de force par le traité de paix dit du Trianon. Tandis que, jusqu'à l'époque actuelle, le génie de l'Occident avait une tendance de se répandre vers l'Est, de nos jours, les frontières de l'Orient se trouvent être rapprochées de l'Ouest par la décision née de l'aveuglement funeste des nations les plus civilisées de l'Europe et qui a rejeté au moins pour un demi siècle la culture florissante sur le territoire de la Hongrie.

L'ancien rapporteur du traité de Trianon s'en rapporte, dans son compte-rendu soumis à la Chambre des Députés française, entre autres, à ce que la race magyare, en tant qu'elle possède véritablement les qualités requises pour faire répandre la civilisation — ce qui est donc encore à prouver — ne sera nullement empêchée de les faire valoir à l'avenir.

L'encouragement est bien flatteur et nous ferons tout notre possible pour y répondre, mais qu'il nous soit d'abord permis de convaincre par des faits ceux qui semblent contester que les intérêts de la civilisation aient été lésés.

La guerre qui, pour nous, ne fut qu'une guerre défensive imposée, qu'une lutte contre l'arrêt que les milieux dirigeants

(1) Discours d'ouverture présidentiel, prononcé le 2 mai 1921, à la séance solennelle de l'Académie hongroise.



de nos ennemis avaient déjà prononcé avant la guerre et dont celle-ci ne fut que l'exécution, cette guerre a occasionné de plus ou moins grands dégâts dans tous les Etats belligérants, en suspendant ou en entravant la marche de la civilisation. Les ravages de cet ordre n'entreront point en ligne de compte au cours de nos considérations, ni ceux que nous devons spécialement à nos propres aberrations.

Nous nous bornerons à mettre en relief ce que les intérêts de notre culture intellectuelle doivent souffrir par la paix forcée, et ce en vue d'examiner l'assertion selon laquelle la Hongrie, par rapport à son passé, ne serait nullement empêchée de remplir, tout comme auparavant, son rôle civilisateur aux confins de l'Orient.

Nous venons de perdre les deux tiers du territoire servant de soubassement naturel à notre culture intellectuelle, ainsi que la même quote-part de la population y participant. Trois millions et demi de Hongrois, collaborateurs jusqu'ici de notre culture nationale nous furent arrachés. Non seulement le contact d'avec la mère-patrie leur est rendu impossible, — nos livres et nos journaux n'ont pas d'entrée chez eux — mais d'innombrables obstacles s'élèvent à ce qu'ils emploient et cultivent leur langue, à ce qu'ils fassent des Hongrois de leurs enfants. Passés à l'état de minorité ethnique, ils sont partout opprimés, même selon l'opinion de nos ennemis les moins prévenus, et opprimés à un tel point que la soit-disant oppression des nationalités en Hongrie n'a jamais, mais jamais atteint.

Deux de nos Universités — l'une d'elles à un très haut degré de développement — et quatre de nos Ecoles de droit nous furent retranchées ou, pour exactement parler, elles furent tout simplement supprimées, car l'enseignement et le travail scientifique auxquels les forces recrutées à la hâte, après l'éloignement du corps enseignant hongrois, auraient à pourvoir dans les cadres et les ressources créés par nous, ne saurait être qualifié d'enseignement universitaire et encore moins de travail scientifique.

Une série d'écoles professionnelles supérieures et moyennes, de lycées florissants et une multitude d'écoles primaires ont cessé d'exister ou ont passé à l'état nominal par suite de l'expulsion des maîtres et des professeurs instruits et par le manque complet ou l'incompétence de leurs successeurs. Depuis



la chute de Byzance on n'avait vu tant de travailleurs intellectuels forcés de s'expatrier qu'à propos du morcellement de la Hongrie. Nous avons perdu presque les deux tiers de nos instituts, de nos collections et de nos laboratoires scientifiques, proportionnellement répartis sur tout le territoire du pays, développés, enrichis et fortifiés avec des soins constants, voire même des sacrifices. Et, tandis que la pauvre mère-patrie spoliée a de la peine à fournir abri, travail et moyens nécessaires aux réfugiés, les Etats successeurs sont obligés de laisser en friche les territoires qu'ils ont reçus, soit que l'exiguïté de leur pays primitif et le peu de densité de leur population les rendent incapables d'étendre leur domination spirituelle sur les territoires tombés victimes de leur fringale, soit — et c'est le cas des Roumains et des Serbes — que l'infériorité de leur culture ne leur permette pas de reprendre le travail là où nous avons dû l'interrompre.

Il est manifeste, d'ores et déjà, que le niveau intellectuel des Roumains et des Serbes habitant les anciens territoires hongrois dépasse de beaucoup celui des indigènes des royaumes respectifs, tant au nombre de ceux qui savent lire et écrire quant à celui des gens diplômés. La thèse est donc complètement fausse d'après laquelle notre culture n'a rehaussé que l'élément magyar, n'ayant eu aucune prise sur les autres races. Bien au contraire : le changement de souveraineté entraîne l'abaissement de la culture même de nos anciennes nationalités.

A cela s'ajoute une sorte de vandalisme intellectuel ou tout au moins de corruption morale que les Etats successeurs encouragent à dessein sur leurs territoires nouvellement acquis, en vue d'y affermir leur pouvoir. A maint endroit ils ont fait détruire ou mutiler les monuments érigés par la nation hongroise en mémoire de grands événements historiques, considérés tels par la nation entière, sans distinction de race et se rapportant surtout à nos luttes d'indépendance ou destinés à éterniser le souvenir de nos grands, parmi lesquels plus d'un était issu d'une race étrangère. Comme si par la destruction de monuments il était possible d'annihiler des faits historiques et de les faire disparaître de la mémoire des générations se succédant les unes aux autres ; comme si l'on pouvait arracher des cœurs les fibres d'une cohésion millénaire ! Et si nous admettons que ces méfaits ont été commis, dans la plupart



des cas, par des éléments irresponsables ou par des agents secrets, il est à regretter que dans aucun de ces cas des représailles n'aient été prises par les autorités compétentes ; au contraire, elles se sont plutôt efforcées de les excuser ou de les justifier.

Ce travail civilisateur de date récente, dont l'élément négatif consiste dans la destruction, a cela de positif qu'il se fait une tâche de rompre toute espèce de liens d'avec la mère-patrie, qu'ils soient intellectuels ou affectifs. C'est, sinon l'unique, au moins le principal but qu'on se propose d'atteindre. Dans le choix des moyens, on ne s'arrête pas à de vains scrupules. A la pratique iconoclaste d'ordre matériel s'ajoutent les symptômes destructifs dans le domaine spirituel et sentimental.

La Hongrie, on le sait, a rejeté sans ménagements les tendances et doctrines subversives, niant les notions de Dieu, de patrie et de nation, mais les adhérents de ces idées, qui s'étaient enfuis de chez nous, ont trouvé aide et protection auprès des États successeurs ; ils y ont créé différents organes de presse dont les produits jouissent de toute facilité requise pour se répandre au milieu de la population magyare des territoires enlevés. Donc, les Magyars transférés sous une nouvelle souveraineté sont exposés à être dépouillés de leur culture nationale ainsi qu'à être exclus de la vie intellectuelle de la mère-patrie. En retour, ils peuvent librement recevoir — même en hongrois — les dénigrements et calomnies jetés sur la patrie, de même que les préceptes de l'anarchie et de la subversion économique et intellectuelle dont les puissances victorieuses se défendent et dont leurs petits alliés se servent avec une témérité bien imprudente, à l'effet de corrompre la mentalité des masses magyares passées à l'état de minorités ethniques.

Voilà ce que les « puissances alliées et associées » victorieuses ont produit en fait de civilisation sur le champ de travail intellectuel presque millénaire de la Hongrie.

En présence de ces ravages, la nation hongroise n'a qu'un seul devoir : c'est de se mettre incontinent et courageusement à l'œuvre ; commencer la dure besogne de la reconstruction là où cela lui est encore loisible. Nous, les vaincus, les rabaissés, devons prouver que, même avec nos forces affaiblies, nous



serons capables, à coup de travail persévérant, de réparer ce que l'indolence coupable des vainqueurs vient de gâter.

La rapidité avec laquelle la nation eut intuition de sa nouvelle tâche, ainsi que sa vitalité résolue à toute épreuve viennent de donner une brillante preuve ici même, à l'occasion de la souscription en faveur de l'Académie, ouverte sous d'heureux auspices.

L'Académie, comme d'ailleurs nombre d'institutions analogues de l'étranger, entra, ces dernières années, dans une phase critique concernant son activité scientifique. Tandis que, d'une part, ses revenus ont sensiblement diminué — je m'en rapporte uniquement à notre capital investi en emprunts de guerre — d'autre part, ses débours allaient en s'augmentant, occasionnés surtout par des frais d'ordre purement administratif, partant infructueux au point de vue scientifique, tels que l'augmentation inévitable des gages et appointements du personnel et le coût des matériaux. Tout cela allait de paire avec la hausse inouïe des salaires et du prix du papier, ce qui a forcément entraîné l'enchérissement des frais bruts de nos publications. Les dépenses administratives épuisèrent à la fin toutes nos ressources et nous nous trouvions dans l'impossibilité de faire paraître quoi que ce soit en dehors de notre *Bulletin Officiel* aux cadres réduits. Quiconque connaît l'organisation de la littérature scientifique hongroise et le rôle que l'Académie y joue, pourra évaluer les pertes que notre vie scientifique devait subir ces derniers temps et cela justement à l'époque où, pas suite du démembrement de la patrie, notre culture intellectuelle est fortement menacée du danger de la décadence.

Force était donc d'y remédier énergiquement. L'Académie, dans sa détresse, ne s'était adressée qu'à l'Etat. Mais avant même que l'augmentation demandée de la subvention d'Etat fût allouée, le public tout entier de la Hongrie s'est mis instinctivement sur les rangs. La souscription, libre de toute contrainte, fut ouverte par une illustration émérite de notre vie industrielle, en compagnie d'un jeune magnat bien inspiré ; elle fut poursuivie par toutes les classes de la société, depuis la haute finance puissante jusqu'aux écoles mêmes de province, et fut enfin couronnée par le don princier des dignes descendants de notre grand fondateur, le comte Széchenyi.



A part les fondations servant un but spécial, confiées elles aussi à l'Académie et dont quelques-unes bien considérables, l'action en moins de six mois a valu à l'Académie une somme dépassant les quatre millions de couronnes, devant être exclusivement affectée à des travaux scientifiques, éditions, publications, etc. Jugé d'après l'élan que l'action avait prise dès son début, il est à présumer que de dons considérables vont encore arriver, surtout de la part des municipalités. De précieuses promesses nous en portent garantie.

Je saisis l'occasion de notre séance solennelle pour exprimer, du haut du siège présidentiel, les remerciements les plus chaleureux de l'Académie et, je m'y sens autorisé, celle de la nation entière, aux généreux donateurs, petits et grands. La reconnaissance de la patrie et la bénédiction de Dieu récompenseront leur dévouement, appelé — dans les circonstances actuelles — à sauver la cause nationale.

Mais l'Académie ne peut ni ne doit se contenter de simples actes de gratitude : elle a des obligations. Son devoir consiste d'abord à affecter les dons lui confiés en faveur du développement des sciences et cela le plus consciencieusement, et de la façon la plus efficace et, en second lieu, de tenir au courant le public de l'emploi et de l'usage des sommes souscrites.

Il ne peut pas être question de l'emploi immédiat du montant total des dons. Bien que nous soyons convaincus que l'appui nécessaire ne nous fera pas défaut dans l'avenir, les ressources matérielles dont nous disposons actuellement devront être réparties de façon à assurer pour une plus longue période la continuité de la production littéraire scientifique, au moins jusqu'à l'époque où les frais d'édition auront atteint le niveau normal.

Nos dépenses sur ce domaine rentrent en trois catégories. Nous avons des créances échues auprès des imprimeries, nous devons en tout premier lieu nous acquitter de ce côté-là. Nous possédons ensuite des publications prêtes à être mises sous presse qui — faute de moyens pécuniaires — n'ont pas pu y être livrées ; celles-ci pourront donc paraître prochainement. Enfin, nous serons à même de faire paraître de nouveau nos Revues et les séries de nos publications, sinon dans leur volume d'avant guerre, au moins dans les cadres permis par nos moyens. Nous pouvons même penser à l'édition de nouveaux



ouvrages qui paraîtront échelonnés selon l'ordre de leur importance et de l'intérêt qui s'attache à ce qu'ils paraissent d'urgence.

A l'occasion de notre Assemblée générale, le programme de nos publications a été l'objet d'un rapport spécial qui sera publié dans notre *Bulletin* et que nous aurons soin de répandre au milieu du public sous forme de brochures.

Les cadres de mon discours ne me permettent pas de détailler ce rapport. Qu'il me soit permis néanmoins d'attirer l'attention sur quelques-unes de nos publications devant prochainement paraître. Je citerai entre autres le fascicule supplémentaire du folklore des Vogoules; le dernier fascicule du Codex de Vienne; le recueil du folklore des Ostyaks; les volumes formant la suite de notre édition de Quintilien; le premier volume du recueil des anciens poètes hongrois; le deuxième volume des Œuvres d'Etienne Gyöngyösi; la dernière partie de la correspondance de Kazinczy. Ensuite le recueil des actes de l'époque des Anjou et la suite du cartulaire Héderváry; l'ouvrage d'Aladár Ballagi sur Charles XII, roi de Suède; les gestes de l'époque des Arpád; l'ouvrage d'Alexandre Domanovszky sur le droit de quarantaine des villes du comté de Szepes; la suite du Répertoire serbe d'Edmond Margalits; le livre d'Adrien Divéky sur l'histoire du rachat des seize communes du comté de Szepes. En ce qui concerne les sciences économiques, je mentionnerai les ouvrages traitant la question des restrictions à apporter dans la consommation des céréales et le problème du ravitaillement par le blé; les conditions de la culture agricole intensive; l'histoire de nos établissements de crédit et l'évaluation de nos pertes économiques subies à la suite des invasions ennemies. Les sciences naturelles seront représentées par les ouvrages d'Aladár Richter, de Gelei, de Hegyfoky, d'Elemir Veress, de Degen et de Geyer. Enfin la biographie de Sigismond Kemény par François Papp et l'ouvrage de François Szinnyi sur nos romanciers et nouvellistes vont augmenter le nombre de nos publications populaires.

Ce programme n'embrasse que les ouvrages que nous serons à même de faire paraître dans un proche avenir. Quant au travail scientifique proprement dit, on ne peut ni le détailler, ni le faire entrer dans les cadres d'un programme. Les grands résultats formant époque dans l'histoire des sciences ne se



font pas à terme. Ils paraissent soudainement comme les émanations du génie doué par la Providence et deviennent le bien commun de l'humanité entière. La tâche des institutions ou sociétés scientifiques consiste donc à préparer le terrain aux talents, à leur faciliter les conditions de travail et à avoir soin de la publicité de leurs productions et ce dégagé de toute espèce d'étroitesse dogmatique et loin de tout esprit de parti.

Si toutefois il nous est permis de tracer certaines lignes à suivre pour orienter l'activité intellectuelle de nos auteurs d'élite dont il importe que les œuvres soient publiées, nous donnerons les indications suivantes. Tout en ayant soin de cultiver constamment notre langue, il importe que le niveau de notre littérature, y compris les belles-lettres, soit rehaussé ; car il est incontestable que la Hongrie amoindrie dans ses ressources et affaiblie dans son influence politique ne pourra reconquérir son ancien rang que par l'excellence dans le domaine intellectuel.

Il faudra ensuite soumettre à des études et recherches approfondies les époques de notre histoire d'où les générations à venir pourront puiser enseignement et foi quant au travail qui les attend : la reconstruction du foyer national. Les découvertes, perfectionnements et améliorations à obtenir sur le domaine des sciences naturelles et techniques contribueront à nous procurer l'indépendance économique sur ce qui nous reste de notre ancien territoire. Enfin, nous devons avoir soin à ce que l'étranger prenne connaissance de nos meilleures productions littéraires et scientifiques.

Il est de toute probabilité que les productions scientifiques de l'Académie, inspirées de la meilleure volonté, seront l'objet de critiques multiples. Nous venons déjà entendre des exigences auxquelles il est vraiment impossible de satisfaire et qui ne peuvent naître que de la plus complète méconnaissance des buts qu'une société scientifique doit se proposer. Il ne faut pas oublier que la principale destination de l'Académie est le développement des sciences, la poursuite de nouvelles conquêtes sur de nouvelles voies et non point la propagation et la popularisation de connaissances établies. Par conséquent, elle doit faire paraître avant tout les œuvres d'ordre purement scientifique dont les entreprises privées ne peuvent pas se charger.





Il faut réduire les exigences envers l'Académie par la raison même qu'il serait impossible de mettre en exécution un programme d'édition un peu mieux fourni, si abondantes que soient nos ressources, vu les prix anormaux qui règnent sur la marché. L'impression d'une seule feuille coûte plus cher à l'époque actuelle que le tirage d'un volume complet en temps normaux. Nos généreux souscripteurs devront, hélas ! se faire à l'idée que la majeure partie de leurs offrandes sera engloutie par les revendications toujours croissantes des ouvriers typographes, soutenus par leurs puissantes coopératives bien connues.

Par contre, il serait vraiment temps d'élever enfin au niveau de l'époque les honoraires payés aux collaborateurs des ouvrages scientifiques, honoraires qui pourraient être qualifiés à juste titre d'antédiluviens. L'auteur d'un ouvrage scientifique quelconque ne touche, à l'heure qu'il est, que soixante, au mieux aller, trois cents couronnes pour une feuille imprimée de son ouvrage qui renferme peut-être le résultat de tout ce qu'il a travaillé, peiné et fait de recherches durant sa vie entière, tandis qu'un simple ouvrier typographe, qui n'a peut-être fait que ses classes élémentaires, reçoit pour la composition de la même feuille, au pis aller, deux mille couronnes.

Chez nous, il est extrêmement rare que quelqu'un embrasse la carrière des sciences comme but unique de sa vie, à moins qu'il ne jouisse d'une situation matérielle exceptionnellement brillante. Ceux dont la subsistance se trouve assurée par un emploi intellectuel quelconque, peuvent seuls consacrer leurs loisirs à cultiver la littérature scientifique. Je suis convaincu que l'esprit de sacrifice désintéressé qui jusqu'ici caractérisait l'activité de nos savants, loin de tomber, ne prendra qu'un nouvel essor au seuil de la dure époque que la patrie doit traverser. Cependant, il nous est impossible de passer sous silence la disproportion criante à laquelle nous venons de faire allusion, moins dans l'intérêt de nos écrivains scientifiques qui n'en retireront guère de profit, mais parce que nous y voyons une dégradation, sinon une humiliation, du travail intellectuel en faveur du travail corporel ; une nouvelle déchéance en fait de culture ; un nouveau pas vers l'avilissement de la société... Il est de notre devoir de protester et de lutter contre de pareilles tendances : dussions-nous nous heurter aux



mots d'ordre socialistes les plus en vogue arguant en faveur des intérêts ouvriers.

Tout aussi bien qu'en face du travail corrosif de nos ennemis, nous sommes également décidés à défendre les intérêts de notre régénération intellectuelle contre les tendances anticulturelles constatées sur le domaine de la vie économique et sociale, car nous ne saurions le répéter assez : notre résurrection nationale ne pourra être que le fait de notre supériorité intellectuelle. Nous ne pouvons guère songer à restituer l'intégrité de nos frontières avant d'avoir rétabli et raffermi notre intégrité spirituelle, ce qui est bien en notre pouvoir, à condition que la volonté courageuse et tenace ne nous fasse jamais défaut.

C'est en m'inspirant de ce devoir et de cette résolution que je salue le public ici présent et que j'ouvre la quatre-vingt-unième séance solennelle de l'Académie.

ALBERT DE BERZEVICZY.



---

## LA HONGRIE OCCIDENTALE<sup>(1)</sup>

---

L'étymologie hongroise ignore le terme « Hongrie Occidentale ». Ce terme est une invention du traité de Trianon, invention dont il n'a pas à s'enorgueillir. En effet, le problème de la Hongrie Occidentale représente une mainmise sur un territoire en pleine paix. Ce n'est pas en vertu d'une annexion militaire, d'une guerre terminée victorieusement que l'Autriche réclame les comitats hongrois constituant ce que depuis les traités de St-Germain et Trianon on est parvenu à désigner sous le nom de Hongrie Occidentale. La Hongrie proprement dite, bâtie solide ayant résisté aux secousses de dix siècles, est tellement unifiée aux points de vue géographique, économique, historique et sous n'importe quels autres rapports, que l'étymologie hongroise n'a jamais cru, nécessaire d'établir des distinctions entre Hongrie occidentale, orientale, méridionale, septentrionale. Lorsqu'on avait à parler d'une certaine partie de la Hongrie, on se rapportait aux comitats de la région et l'identification ne laissait rien à désirer. C'est ainsi que depuis des générations, les notions géographiques ont été inculquées à la jeunesse hongroise dans les écoles. C'est ainsi que l'administration du pays entier se basait sur la structure des comitats depuis le règne de Saint Etienne, premier roi de Hongrie. C'est ainsi également que les comitats de Sopron, Moson et Vas se trouvent compris dans cette Hongrie Occidentale qui n'est aucunement une province spéciale, comme par exemple l'Alsace-Lorraine, mais une partie intégrante de la Hongrie qu'on enlève à celle-ci

(1) Le fait que la Hongrie a été forcée d'évacuer ce territoire, ne change rien à l'actualité du présent article. Du reste, nous avons déjà traité ce sujet dans notre numéro du 15 septembre-octobre 1920.



malgré ses violentes protestations et sans consulter la population qui y réside.

A quoi bon ? observerat-t-on.

On l'enlève pour rendre un soi-disant hommage au principe des nationalités, ou encore au principe de l'auto-disposition des peuples, alors que ce n'est pas moyennant un plébiscite que l'on veut décider du sort de 3—400.000 individus, mais par un verdict imposé à la pointe du sabre. On n'a jamais connu un irrédentisme allemand, ni autrichien dans le sein de la population allemande habitant les comitats susnommés. Encore faut-il faire ressortir ici que la population allemande de la Hongrie Occidentale n'est ni autrichienne, ni allemande proprement dite. Elle est composée de descendants des peuples «francs», «goths», «avares», et d'immigrés flamands plutôt qu'allemands, venus ici dans le cours des siècles passés et qui se sont entre-mariés avec les Hongrois, des orte que l'on pourrait aujourd'hui, à juste titre, affirmer qu'il s'agit simplement de Hongrois parlant un dialecte allemand tout-à-fait différent du dialecte autrichien. Un Suisse allemand protestera vigoureusement si vous le prenez pour un Allemand du Reich ; il se proclamera Suisse. Et de même les habitants de la Hongrie Occidentale se proclament fièrement Hongrois et n'ont pas le moindre désir d'être considérés comme Allemands ou Autrichiens.

L'Autriche, bénéficiaire de ces comitats, est, comme la Hongrie, un des Etats vaincus de la grande guerre, et l'historien qui un jour retracera l'histoire de « négociations » de paix à Paris se posera vainement la question : pourquoi ce pays vaincu a-t-il été favorisé au préjudice de son partenaire hongrois ? Est-il moins coupable dans le sens que l'Entente attribue à la culpabilité exclusive des Centraux ? Au contraire... Les documents publiés par l'Autriche elle-même ont mis en évidence que le représentant officiel de la Hongrie s'était opposé de toute sa force à une déclaration de guerre contre la Serbie alors que les hauts fonctionnaires autrichiens votèrent à l'unanimité pour la guerre. Le comte Tisza dut user de tous ses moyens de persuasion pour obtenir que la monarchie austro-hongroise fasse la déclaration solennelle que, même en cas de victoire décisive sur la Serbie, elle n'aspirait à aucune conquête territoriale.

La politique hongroise dans le passé fut toujours une poli-



tique pacifiste. Les hommes d'Etat et diplomates hongrois n'ont jamais poussé à la guerre, simplement parce qu'il n'y avait aucune raison pour la Hongrie de modifier son unité géographique si parfaite, unité qui avait été pour ainsi dire un don de Dieu et de la nature et qui durait depuis plus de dix siècles.

La cession de la Hongrie Occidentale à l'Autriche restera donc pour nous et pour l'historien des âges futurs une énigme, à moins qu'on ne veuille supposer que l'Entente, par ce fait, a voulu créer une cause éternelle de discorde entre les deux voisins, ou bien qu'elle a voulu faciliter le rapprochement des Tchèques et des Yougoslaves, sans se préoccuper des intérêts primordiaux des Hongrois et des Autrichiens qui seraient ainsi sacrifiés en faveur de la mégalomanie des Tchèques. Nous reviendrons plus loin sur ce sujet. Qu'il nous soit permis de signaler, en attendant, que nous ne saurions attribuer des motifs aussi néfastes et aussi indignes aux représentants des grandes puissances et que le problème de la Hongrie Occidentale restera pour nous une énigme insoluble, un malheureux coup de tête d'un des créateurs de la paix, peut-être de M. Wilson dont la conscience surchargée a bien d'autres responsabilités.

## II.

La XV<sup>e</sup> Note verbale, présentée par la Délégation de paix hongroise à Neuilly, avec ses suppléments, a si bien mis en relief tous les arguments historiques, géographiques, ethnographiques et économiques appuyant les droits millénaires de la Hongrie à la possession de ces comitats, que nous pourrions bien nous dispenser de revenir sur ces questions. Cependant, comme tous les lecteurs de la *Revue de Hongrie* n'ont pas eu le bénéfice de lire cette note et ses suppléments, nous nous proposons d'en résumer ci-après les points principaux.

D'abord, en ce qui concerne les *réclamations historiques* de l'Autriche, elles sont tout à fait dépourvues de fondement. Lors de l'apparition des anciens Magyars sur la scène de l'histoire moderne, au IX<sup>e</sup> siècle de notre ère, ce morceau de territoire était occupé par une population éparse de Goths, d'Avars, et de Francs mêlés de Slaves. L'occupation par les Magyars eut lieu d'une façon pacifique, quoique, sous la poussée des



nouveaux arrivants, les restes des peuplades originaires se soient retirées au fur et à mesure au delà de la rivière d'Enns et de la Lajta, rivière qui depuis lors a formé la ligne de frontière entre l'Autriche et la Hongrie. De nos jours encore les mots « Cisleithanie » (Leitha, Lajta) pour désigner l'Autriche et « Transleithanie » pour désigner la Hongrie, étaient des termes fréquemment employés. Au cours des siècles, il y eut de nombreux litiges de frontières entre les princes de l'Ostmark, les empereurs de l'empire Romain d'un côté, et les rois de Hongrie de l'autre, mais ces litiges se terminaient finalement en faveur de la Hongrie.

En vertu du traité d'Olmütz (1478) mettant fin à une guerre victorieuse du roi Mathias Corvin contre Frédéric III. l'Autriche s'engagea même à payer 400.000 florins à la Hongrie contre la restitution par les successeurs du roi Mathias des conquêtes territoriales faites par celui-ci dans les provinces de la couronne de Bohême, somme qu'elle, n'a du reste, jamais payée, de sorte que la Hongrie, de ce chef, aurait un titre de réclamation territoriale contre l'Autriche. Quelques-uns des rois de Hongrie, le roi Sigismond notamment, s'étaient vus forcés d'emprunter de l'argent aux ducs d'Autriche, aux seigneurs autrichiens ou aux empereurs et leur avaient laissé quelques-uns des châteaux de Hongrie, avec les propriétés et communes y attenantes, pour garantie. C'est ainsi que les châteaux et communes de Köttse (Köpcsény), Körtvélyes, Mannersdorf, Hof, Kismárton, Fraknó, Kabold, Lánzsér, Borostyánkő, Kőszeg, Rohoncz, Szalonak, etc. et même la cité de Sopron furent constitués en gages temporaires de contrats de prêts, qui ne portaient nullement atteinte aux droits de souveraineté de la couronne de Hongrie, lesquels furent toujours expressément reconnus. Attendu que la plupart des créanciers étaient des empereurs de la maison de Habsbourg et que ceux-ci, depuis 1526, régnaient sur la Hongrie comme rois de Hongrie, ces créances qui, nous le soulignons, ne furent jamais des créances de la couronne d'Autriche, mais simplement des créances de droit civil de la dynastie des Habsbourg, furent liquidées entre la nation hongroise et la dynastie régnante, « pro foro interno ». Les procès de 1717 et 1793 que l'Autriche avait intentés contre la Hongrie pour obtenir une rectification de frontières, en les basant sur ces prêts d'argent, ont finalement



réglé les litiges interminables des deux pays en faveur de la Hongrie. Nous invitons quiconque est désireux de connaître les détails de ces litiges et de ces transactions financières, à relire le premier supplément de la Note verbale sus-mentionnée.

Quant aux raisons *économiques* qui semblent avoir été l'argument décisif du réquisitoire des Autrichiens, elles ne sont pas plus capables de donner satisfaction à leur point de vue. Les Autrichiens espèrent pouvoir tirer du sucre de la Hongrie Occidentale. Ils comptent sur la production des raffineries de Nagyczenk, Czinfalva et Félsszerfalva. Ils négligent cependant le fait que ces fabriques reçoivent presque toutes leurs betteraves de la Hongrie, c'est-à-dire de comitats hongrois qui ne seraient pas compris dans la cession ordonnée par le traité de Trianon. Après l'incorporation forcée de la Hongrie Occidentale à l'Autriche, ces fabriques ne disposeront donc plus de leurs matières premières et seront ainsi obligées de liquider.

En ce qui concerne les importations de blé de la Hongrie Occidentale en Autriche en vue de l'approvisionnement de Vienne, notons que les bilans agraires des trois comitats en question se soldent par un déficit et que ces comitats sont réduits chaque année à demander l'aumône au gouvernement central de Budapest qui les pourvoit régulièrement de blé, d'avoine et de pommes de terre. Le calcul fait par l'Autriche est donc erroné.

D'autre part, il est évident qu'après la cession, le commerce des villes et communes principales de la Hongrie Occidentale sera plus ou moins condamné à un dépérissement graduel, étant donné que l'Autriche appauvrie est incapable de soutenir ses propres usines, de leur assurer le charbon nécessaire, etc. et qu'un grand nombre d'usines qui se trouvent à Sopron et dans d'autres endroits du territoire litigieux furent érigées comme succursales et dépendances hongroises par des fabricants autrichiens à une époque où il s'agissait d'introduire un régime douanier entre l'Autriche et la Hongrie. Ce ne sera donc pas cette acquisition qui procurera des avantages économiques aux Autrichiens ; elle servira, au contraire, à augmenter le solde passif de l'Autriche.

Ajoutons que sur les 350 à 400.000 habitants qui résident sur le territoire dont il s'agit, deux tiers environ sont d'origine germanique. Cependant, comme nous l'avons déjà fait remar-



quer, il ne s'agit pas d'Allemands du Reich ou d'Autrichiens, mais de descendants de colons flamands et francs immigrés en Hongrie et jouissant de l'hospitalité hongroise, comme, du reste, toutes les nationalités non magyares en ont également joui. Pour cette raison additionnelle, le démembrement de la Hongrie, pour satisfaire au principe des nationalités constitue une injustice énorme à l'égard de la Hongrie qui est ainsi châtiée d'avoir été trop hospitalière. Relevons en outre que le reste de la population est magyare et croate, que ces trois nationalités distinctes ont toujours eu toutes les facilités de cultiver leurs langues, de maintenir leurs écoles et autres institutions, et que jamais, depuis 1000 ans, à aucune époque de l'histoire, il n'y eut de tendance irrédentiste visant à une séparation de la Hongrie. Au contraire, cette population allemande qui, d'après le principe fictif de M. Wilson, doit être libérée du joug de ses « oppresseurs magyars », s'est toujours montrée hostile aux visées impérialistes et annexionnistes de l'Autriche et a donné la preuve de son patriotisme magyare en 1848 lors de la guerre de l'indépendance hongroise, époque à laquelle elle se trouvait du côté des Hongrois et opposée à l'Autriche. Cette population a toujours partagé les convictions politiques de la mère-patrie, excepté durant l'ère bolchéviste en Hongrie. C'est évidemment de cette époque que datent les tentatives de l'Autriche pour accaparer la Hongrie Occidentale. Le régime de Béla Kun leur faisait horreur et les braves Hongrois des comitats de Vas, Sopron et Moson, tout en exprimant le désir de se rapprocher de l'Autriche, ne se rendirent nullement coupables de trahison envers la Hongrie, car la Hongrie avait alors temporairement cessé d'exister. Aussitôt après la chute de Béla Kun, cette population s'est ralliée avec enthousiasme sous les drapeaux de la soi-disant « réaction nationale », chère à tout Hongrois qui aime sa patrie.

Aujourd'hui, du reste, les rôles ont changé. L'Autriche est devenue le pays d'où menace le spectre communiste avec tout son cortège d'idées subversives et de bouleversement d'ordre social. Les Allemands de la Hongrie Occidentale qui ont dîné à la table de Béla Kun, en ont assez et ils préfèrent le repas solide que la Hongrie leur a servi pendant tant de siècles, aux perspectives de famine et de débâcle économique que l'Autriche pourra leur offrir.



## III.

Voilà donc en quelques mots un résumé des arguments ayant trait aux réclamations historiques, économiques et ethnographiques de l'Autriche. Ce résumé ne prétend nullement être complet et circonstancié. Nous le présentons simplement pour familiariser nos lecteurs avec les principaux points de la question de la Hongrie Occidentale. Après avoir retracé ces quelques faits, nous revenons à notre point de départ.

Quel peut avoir été le motif qui a déterminé l'insertion de cette clause si humiliante pour la Hongrie : abandonner les comitats en question à l'Autriche ?

Dans un article que je viens de lire dans *l'Éclair* de Paris, portant la signature de M. Marc Henry, l'auteur, sans se déclarer ni pour la Hongrie ni pour l'Autriche, nous signale cependant qu'il n'y a pas lieu pour la Hongrie d'insulter l'Autriche et de l'attaquer, mais qu'il faudrait plutôt qu'elle s'en prenne à l'Entente qu'il croit évidemment l'auteur de cette clause. M. Marc Henry se trompe. C'est le Dr Renner, chef de la délégation autrichienne, ennemi acharné de la Hongrie, qui a sollicité des grandes puissances la cession de la Hongrie Occidentale à l'Autriche. Le Dr Renner souleva cette question au nom de l'Autriche, mais, avant tout, au nom du parti socialiste dont il fut un des soutiens principaux. Nous admettrions qu'on ait soulevé la question de telle sorte que sa solution eût été subordonnée à un plébiscite. La Hongrie, de son côté, a accepté de soumettre toutes les questions territoriales, prévues dans le traité de Trianon et qui pourraient aboutir à une cession, à un plébiscite, avec les sauvegardes requises pour assurer un plébiscite juste. Pourquoi l'Entente n'est-elle pas entrée dans les vues des deux parties principalement intéressées dans la solution de cette question ? Nous sommes obligés de croire qu'on désirait infliger un châtement à la Hongrie. Nous avons si souvent entendu, au cours de ces dernières années, d'éminents hommes d'Etat français prononcer le mot « châtement », qu'il nous est permis de croire que la France nous considère un peu comme les Prussiens de l'ancienne monarchie dualiste. Notre Délégation de paix s'est efforcée de réfuter toutes les fausses rumeurs qui ont



circulé contre la Hongrie du fait de la déclaration de guerre. Le président du Conseil des ministres hongrois, comme nous l'avons maintes fois démontré, est le seul qui se soit opposé à la volonté de ses confrères en Autriche, pour parer au danger de la guerre avec la Serbie. Il a probablement été le seul qui ait eu le pressentiment du danger mondial qu'on allait provoquer par un déclanchement de la guerre contre la Serbie, et l'ironie du sort a voulu que ce soit précisément à lui qu'on ait imputé, pendant quatre années, la déclaration de guerre et l'ultimatum extra-vigoureux contre la Serbie. Ce grand homme, qui connaissait très bien le blâme universel qui pesa sur lui de ce chef, garda un silence absolu dont il ne se départit que quelques jours avant sa mort tragique. Notons que les confrères du comte Tisza en Autriche se composaient de représentants tchèques, polonais, allemands.

Nous ne comptons pas reprendre ici la question générale des responsabilités, question que nous avons déjà discutée ici même <sup>(1)</sup>, mais nous voudrions que l'opinion publique de l'Etranger se forme nettement une idée de la responsabilité de la monarchie austro-hongroise et cesse d'attribuer tous les torts à la Hongrie, alors qu'il est abondamment prouvé que les Tchèques, les Polonais, les Croates, les Roumains de Transylvanie, etc. ont tous lutté dans les rangs de l'armée de la double monarchie et que l'Etat-major, les commandants de corps d'armée, les hauts fonctionnaires de la Cour, etc. étaient presque tous de nationalité allemande, tchèque ou slave. Le pourcentage des Hongrois dans tous ces bureaux dualistes était de beaucoup inférieur au pourcentage des Hongrois dans le pays. L'influence exercée par les diplomates hongrois sur les affaires étrangères a toujours été celle de modérateurs, ayant la ferme volonté de maintenir la paix à tout prix et avec toutes les nations du monde. Depuis 1878 le parlement hongrois s'est toujours opposé à l'occupation de la Bosnie-Herzégovine, une des causes déterminantes de la guerre mondiale. Par contre, le comte Lexa-Aerenthal, ministre des Affaires étrangères, celui qui, en 1908, a provoqué l'annexion, était Tchèque ! Le fait que la Hongrie a cru

(1) Voir notre article *La responsabilité de la Hongrie dans la guerre mondiale et la France* dans le numéro du 15 janvier-février 1921.



de son devoir de respecter loyalement les traités qui la liaient avec l'Autriche à l'Allemagne et que les Hongrois ont lutté jusqu'au bout aux côtés de leurs alliés ne peut lui être reproché. De même, le fait qu'une partie des soldats tchèques ont trahi leur serment, ne saurait être une raison pour leur faire des éloges et surtout pour les récompenser. Si l'abandon de la Hongrie Occidentale nous a été imposé pour nous châtier, ce châtiment est tout à fait injuste, inique et déplacé.

On a souvent envisagé sous un tout autre aspect la question de la Hongrie Occidentale, en considérant que les comitats hongrois se prêteraient admirablement à l'établissement d'un corridor tchéco-yougoslave. Le Dr Benes, ministre des Affaires Etrangères de la république dite Tchéco-Slovaque fut un de ceux qui lancèrent le projet d'une attache entre les deux nouveaux Etats slaves du Nord et du Sud, afin de compléter l'anneau de fer destiné à encercler la Hongrie de tous les côtés. Il est probable qu'on a pu persuader aux grandes puissances que cette mesure serait un excellent expédient pour isoler entièrement la Hongrie de l'Allemagne et pour la rendre complètement inoffensive. Une Hongrie entourée partout de ses ennemis séculaires, ne pourrait tout au plus que végéter et serait plus ou moins à la merci de ses voisins.

Le raisonnement ainsi établi est maladroit et illogique. Figurons-nous un objet quelconque nageant sur une surface d'eau limitée. Si l'on exerce de tous les côtés une pression sur cette surface, la pression augmentant, l'eau débordera sur ses entraves naturelles et l'objet remontera au-dessus de celles-ci au lieu d'être immergé. Nous parlons ici d'une nappe d'eau, mais nous pourrions aussi bien parler d'une masse solide, compacte, sauf qu'il serait plus difficile d'exercer une pression concentrique sur une masse semblable, mais le résultat ne serait guère différent de celui que nous venons de signaler. Le centre de la surface attaquée par une pression remonterait au lieu de s'abaisser. Il est en outre évident que, dans le cas de la Hongrie, toute pression exercée contre elle occasionnerait une contre-pression et le résultat ne saurait satisfaire personne.

Le corridor tchéco-yougoslave ne pourrait pas empêcher un rapprochement éventuel entre la Hongrie et l'Allemagne. Au contraire, il faciliterait à l'Allemagne l'absorption de la



Hongrie attaquée dans ses fondements et dans sa vitalité. L'Allemagne, privée de ses colonies, à laquelle la France aura effectivement barré le chemin vers l'Ouest, se voit aujourd'hui dans la nécessité de chercher son évolution et son expansion vers l'Est, c'est-à-dire vers la Russie d'abord et vers le continent asiatique plus tard. Si la barrière polonaise ne pouvait être franchie, elle devrait, ou bien utiliser l'Adriatique et la Méditerranée pour ses projets, ou bien s'attaquer à la Hongrie pour se frayer une route vers les Balkans. Or, les Allemands de la Hongrie Occidentale augmenteraient le noyau fourni par les Allemands d'Autriche par suite de l'annexion en cours et deviendraient plus tard une avant-garde facilitant la tâche de l'Allemagne dans ses visées vers les Balkans et l'Orient. La Hongrie, affaiblie par son démembrement et isolée par son encerclement, ne saurait résister aux avances faites par l'Allemagne et serait forcée de se jeter dans les bras de celle-ci pour neutraliser les effets de la pression des pays représentant la Petite Entente. L'industrie allemande trouverait un débouché en Hongrie ; les usines et maisons allemandes commenceraient à établir des succursales et dépendances le long du Danube, en Hongrie ; et la Hongrie — avec le concours de l'Entente ! — deviendrait vraiment une sphère d'influence allemande. Voilà quelles seraient les conséquences de la thèse du Dr Benes.

De toutes les mutilations subies par la Hongrie, l'annexion des trois comitats par l'Autriche est une des plus douloureuses. Elle ne saurait être qualifiée d'opération chirurgicale devenue nécessaire pour sauver la vie du voisin autrichien, étant donné que cette transfusion de sang n'augmentera guère la vitalité de l'Autriche. Nous avons signalé plus haut que la Hongrie Occidentale, réduite à ses propres ressources, n'est pas un corps viable et ne pourrait servir à l'alimentation et à l'approvisionnement de l'Autriche, pour la simple raison qu'elle dépendait pour ses propres besoins de l'appui que la Hongrie lui donnait et que celle-ci serait forcée de lui retirer dans l'avenir, si elle cessait de faire partie des pays de la Sainte Couronne d'Etienne.

L'abandon injustifiable de la Hongrie Occidentale à l'Autriche envenimera les relations futures entre les deux Etats voisins et rendra certainement encore plus difficile la



solution des affaires des Etats riverains du Danube et des peuples de l'ancienne monarchie dualiste.

La cession de la Hongrie Occidentale est donc un terrible faux pas. C'est un crime contre la nature des choses, comme, du reste, le démembrement de la Hongrie dans sa totalité est aussi un de ces crimes que la Société humaine croit pouvoir commettre contre la nature, en vue de la corriger. N'oublions pas cependant le proverbe si vieux et si juste : « *Naturam expellas furca, tamen usque recurret* » (chassez la nature avec une fourche, vous ne l'empêcherez pas de revenir tout de même). Nous ne doutons pas que le crime commis contre l'unité géographique de la Hongrie, instituée par la nature elle-même, n'empêchera pas cette unité de se refaire à nouveau, ni que le crime soit expié par ses auteurs. Mais à quel prix cette expiation se fera-t-elle ! Combien de larmes, combien de malheurs et de désespoirs seront causés à des millions de victimes innocentes, alors que le correctif aurait été si facile à trouver, soit dans le plébiscite réclamé par la Délégation de paix hongroise, soit dans l'arbitrage, moyen plus agréable aux grandes puissances — peut-être ? — l'expérience du plébiscite de la Haute Silésie n'ayant pas été très encourageante... On s'est brûlé les doigts. On préférerait évidemment ne plus le faire ailleurs.

La solution du problème hongrois qui hantera certainement les générations futures, pourrait très bien se faire par voie d'arbitrage. La Hongrie sera toujours prête à se soumettre au verdict d'une Cour d'arbitrage impartiale à laquelle toutes les parties intéressées auraient fourni leurs preuves respectives. Tout le monde désire la paix, la Hongrie plus que les autres. C'est pourquoi la révision du traité de Trianon devrait être mise à l'ordre du jour le plus tôt possible et nous croyons que l'arbitrage serait un excellent moyen de servir la cause de la paix juste, de cette paix qui unirait à la fois les cœurs et les volontés des peuples intéressés pour une coopération en faveur de tous. Le résultat obtenu par le traité de Trianon est un résultat négatif, temporaire. La Hongrie, n'ayant pu, à elle seule, braver la décision des puissances victorieuses, s'est exécutée de mauvaise grâce. Pour être admise dans le sein de la Société des nations, elle s'engage à observer les clauses de ce traité unilatéral, et l'on peut apprécier la valeur de ses



engagements en considérant le sacrifice par lequel la Hongrie s'est immolée sur l'autel de sa loyauté pendant la guerre.

Ce n'est cependant que grâce à des concessions mutuelles qu'un résultat durable pourrait être obtenu, résultat désiré par la raison plutôt que par le sentiment. Ni les armées combinées des quatre voisins de la Hongrie, ni la force morale dont la Petite Entente se croit munie, n'auront autant de force persuasive, pour assurer une paix permanente dans ce coin de l'Europe, qu'un accord obtenu à la suite de concessions mutuelles et l'arbitrage est le moyen le plus pratique et le plus sûr pour ménager l'amour-propre de tous ceux qui auront reconnu la nécessité de faire des concessions dans leur intérêt et dans celui de tous.

*Le 1<sup>er</sup> août 1921.*

ERNEST LUDWIG.



---

## ITALIE — HONGRIE

---

C'est de New-York que vint la nouvelle selon laquelle lord Bryce, ancien ambassadeur de Grande-Bretagne à Washington, savant jouissant d'une estime universelle, prononçait un discours dans lequel il rendait l'Italie responsable de l'état chaotique régnant dans l'Europe centrale par suite du traité de Versailles — et cela pour avoir annexé le Tyrol du Sud et violé ainsi le principe des nationalités. Dans ses conférences tenues à l'Université de Williamstown, lord Bryce avait déjà mis en lumière que les traités conclus après la guerre, engendrés qu'ils sont par la haine effrénée, le vilain égoïsme et la force brutale, ne tarderont pas à allumer de nouvelles conflagrations sanglantes. Ainsi l'Italie, non contente de dérober à l'Autriche Trieste, son port marchand et Pola, son port militaire, et lui couper ainsi l'accès à la mer et partant au trafic mondial — sans quoi un État industriel ne peut absolument pas exister, — prit encore Goritz et le Tyrol du Sud de langue allemande, etc.

L'opinion publique de l'Autriche fut alors exaspérée contre l'Italie ; il paraît maintenant que, pour effacer le souvenir de son iniquité néfaste, elle a recours à sa finesse habituelle en s'érigeant en protectrice de l'Autriche dans l'affaire de la Hongrie occidentale et ainsi elle rend plus profond encore l'abîme, creusé par l'aveuglement borné du gouvernement autrichien, entre les deux États de la monarchie. La Hongrie officielle est décidée à exécuter loyalement les clauses brutales et irraisonnables du traité de Trianon, aussi a-t-elle évacué une partie du territoire adjugé — en pomme de discorde — à l'Autriche. Il y a cependant que la population de ces districts résiste les armes à la main aux mercenaires à demi-bolchévisés de l'Autriche : elle n'entend pas passer sous le régime autri-



chien — et pour cause. Rappelons le fait qu'il n'y a pas longtemps, l'Autriche elle-même refusait de recevoir de l'Entente le cadeau dangereux de la Hongrie occidentale sans consulter le vœu de la population, comme si elle avait sagement prévu les événements. L'État hongrois ne saurait donc être rendu responsable de ce qui se passait sur le territoire qu'il a déjà cédé à l'Autriche.

Il est vrai que le gouvernement hongrois s'est vu forcé de retenir en gage une zone du territoire en question, puisque, malgré des négociations entamées de longue main, il n'était pas parvenu à aboutir à une entente avec l'Autriche concernant le rachat des biens de l'État, les soldes de retraite des fonctionnaires, les dettes et autres charges dont le trésor est grevé. L'Autriche insolvable a tiré en longueur les pourparlers jusqu'à ce que la cession de la Hongrie occidentale devînt actuelle ; elle croyait ainsi entrer en possession du cadeau de l'Entente sans qu'il lui en coûte quelque chose. Trompée dans ses espoirs, elle poussa les hauts cris, fit retentir ses plaintes injustifiées, accumulant calomnies sur mensonges pour dénigrer la nation hongroise dans la presse mondiale, bien que le général italien Ferrario et le général anglais Gorton eussent donné un démenti formel aux accusations autrichiennes. Avec un zèle digne d'une meilleure cause, le gouvernement de Vienne s'adresse tour-à-tour aux puissances alliées pour mendier leur aide et protection... Chose étrange : c'est son ennemi héréditaire, l'Italie, qui prend pitié de lui, celle-ci ayant un intérêt particulier à semer la haine entre les Etats issus de la monarchie — pour qu'ils ne puissent pas troubler les cercles de la politique italienne. C'est un jeu rusé dont les ressorts sont visibles pour tout le monde, excepté peut-être pour les bureaucrates autrichiens, aveuglés par leur magyarophobie.

Nous avons encore un mot à dire à la nation italienne. Nous nous permettrons de lui rappeler que le *risorgimento d'Italia* et l'*Italia unita* doivent beaucoup à la bravoure des soldats hongrois. Près de Garibaldi, le chef le plus réputé, le gouverneur de Naples, l'aide de camp du *re galantuomo* était un général hongrois : Etienne Türr, commandant des « régiments de Marsala » ; les généraux Figyelmessy, Eberhard et Csudaffy, le colonel Tüköry et beaucoup d'officiers supérieurs et de l'Etat-major ont payé de leur personne et de leur sang pour la cause



sacrée de l'Italie ; le comte Grégoire Bethlen, proche parent du premier ministre actuel, s'est distingué, à la tête de ses husards, par des faits d'arme retentissants en combattant pour l'unité italienne . . . Entre le peuple italien et le peuple hongrois, il y avait toujours de fortes sympathies : et bien que sur le Doberdo, le San Michele et l'Isonzo, nous ayons aussi lutté pour l'intégrité de la monarchie et, partant, de l'Autriche, les Italiens ont toujours reconnu la bravoure, l'héroïsme, la chevalerie de nos combattants et — nous devons leur en rendre hommage — ils ont traité les prisonniers de guerre hongrois beaucoup mieux que les autres soldats, de langues si diverses, de l'Autriche-Hongrie. Chercher à détruire ces sympathies : n'est pas une politique sage et prévoyante.

Il est vrai que la reconnaissance n'est pas une vertu en politique et l'histoire fourmille de cas prouvant le contraire ; cependant, il serait vraiment singulier que l'Italie avec laquelle nous n'avons aucun conflit d'intérêt ; que l'Italie dont nous avons contribué à réaliser, au prix de notre sang, l'idéal national : il serait vraiment singulier, dis-je, que cette Italie nous prive, en revanche, de la Hongrie Occidentale, pour la jeter en proie à l'ennemi héréditaire, surnommé par elle *cane austriaco*.

*L'Ungheria farà da se.*

B<sup>on</sup> LOUIS LÉVAY.



---

## LES ÉCLAIRS DANS LA NUIT SINISTRE <sup>(1)</sup>

---

Ce serait une erreur de croire que  
ces choses finiront par des chants et  
des apothéoses. V. Hugo.

Il y a une question des origines de la guerre. Sans la soudaineté quasi foudroyante des événements, sans les rigueurs de l'état de siège «général et illimité» (disait ici Mathiez) et le dessaisissement complet de l'opinion publique qui s'en est suivi, la question se serait incontestablement posée dès le lendemain du 4 août. Ce n'est guère qu'en 1916 qu'une poignée de socialistes et de dreyfusards qui, les premiers dans notre parti, les seconds à la Ligue des droits de l'homme, luttèrent contre le déchaînement du chauvinisme, s'avisèrent d'étudier ensemble, dans un esprit de libre examen, les livres diplomatiques et, dût la vérité officielle — la vérité d'état de siège — en souffrir les plus graves dommages, de rechercher sur les origines du grand drame la vérité toute nue, la vérité toute vraie.

Ainsi naquit presque clandestinement la Société d'études historiques et critiques sur la guerre, dont le labeur considérable n'a vu que partiellement encore la lumière du jour.

Les quelques lettres que publie aujourd'hui M. Mathias Morhardt ont été adressées par lui, au nom de ladite Société, les 18 novembre 1920, 16 janvier, 23 janvier et 31 mars 1921, à M. Ferdinand Buisson, président de la Ligue des droits de l'homme et du citoyen. Sollicitée vingt fois par M. Morhardt,

(1) Nous reproduisons cet article paru dans le numéro du 9 juin 1921 de *L'Humanité* de Paris, parce que nous y trouvons une nouvelle preuve de ce point de vue que la *Revue de Hongrie* n'a cessé de mettre en relief durant et après la guerre, à savoir que la responsabilité de l'Entente dans le déclenchement de la guerre est aussi, sinon plus lourde que celle des puissances centrales.

(Note de la Rédaction.)



son secrétaire général — dont j'ai dit l'autre jour, dans le *Bulletin Communiste*, et dont je répète aujourd'hui qu'il est une des consciences les plus hautes, les plus pures, les plus libres de notre époque — d'ouvrir une enquête approfondie sur les origines de la guerre mondiale, la Ligue, jusqu'ici, s'y est toujours refusée. Elle a même déclaré n'être « ni fondée ni justifiée » l'accusation portée par la Société d'Etudes contre un haut fonctionnaire du quai d'Orsay (M. Philippe Berthelot), d'avoir, le 1<sup>er</sup> août 1914, répondu à une démarche de M. Lardy, ministre de Suisse à Paris, tendant à sauvegarder la paix : « C'est trop tard ». Or, de tout ce que nous avons appris depuis lors, il résulte, avec évidence, que le 1<sup>er</sup> août 1914, il n'était pas trop tard pour essayer de conjurer l'épouvantable catastrophe. Il était encore temps d'agir : on n'a rien fait. Pourquoi n'a-t-on rien fait ?

Repoussée une première fois par la Ligue, la Société d'Etudes revint à la charge : et elle écrivait la lettre écrasante du 23 janvier 1921.

Que dit cette lettre ?

Non seulement, dit-elle, la démarche Lardy a réellement eu lieu, mais elle n'est pas la seule que, dans les deux jours décisifs du 31 juillet et du 1<sup>er</sup> août 1914, la France et la Russie aient repoussée.

Outre la proposition italienne, récemment mise au jour par M. Georges Demartial, il y eut, le 31 juillet, la démarche de l'ambassadeur Szapáry à Saint-Pétersbourg, et celle de l'ambassadeur Szécsen, à Paris ; démarches concordantes, faites l'une et l'autre, au nom de l'Autriche-Hongrie, et indiquant, l'une et l'autre, le désir du gouvernement de Vienne d'entrer en conversations directes avec la Serbie en vue d'un règlement amiable du conflit austro-serbe.

A la démarche Szapáry, que répondit Sazonof ? On ne le sait pas encore. Mais du moins connaît-on ceci : 1<sup>o</sup> le gouvernement du tsar qui, depuis l'avant-veille, avait lancé à ses troupes l'ordre de mobilisation générale (alors que contre la Serbie l'Autriche n'avait mobilisé que quelques corps d'armée), n'interrompit en rien, accéléra plutôt ses préparatifs militaires ; 2<sup>o</sup> la France, mise au courant de la démarche Szapáry, ne fit rien pour la soutenir auprès de son alliée. Rien : pas un mot, pas un geste ; le silence, l'inertie... disons le mot : la complicité...



Sur la démarche de l'ambassadeur Szécsen à Paris, on est un peu mieux renseigné, non pas tant, il est vrai, par le Livre Jaune, ce monument de fourberie diplomatique, que par des révélations récentes faites au professeur Basch par le quai d'Orsay lui-même.

Le 31 juillet, entre onze heures du soir et minuit, M. de Szécsen était au quai d'Orsay. Reçu par M. Berthelot, en l'absence de M. Viviani (pourquoi en ces heures tragiques où se jouaient la vie et la mort de dizaines de millions d'hommes, M. Viviani n'était-t-il pas à son poste ?), M. Szécsen déclara (d'après le *Livre Jaune*) que si « l'Autriche-Hongrie ne pouvait répondre aux questions des puissances parlant en leur nom propre, elle pourrait sans doute répondre à la Serbie ou à une puissance lui demandant ses conditions au nom de la Serbie. » Il ajoutait qu'il y avait là peut-être encore une possibilité de paix.

A quoi M. Berthelot se contenta de répondre (révélations Basch) « qu'il paraissait bien tard et qu'on était gagné par les événements ». Et comme effectivement il était bien tard (onze heures du soir !) l'éminent diplomate s'en alla dormir. Ce n'est que le lendemain matin que, Viviani enfin retrouvé (encore une fois : où donc ce personnage a-t-il passé la nuit du 31 juillet au 1<sup>er</sup> août ?), fait part des démarches Szécsen et Szapáry à tous ses représentants à l'étranger : à tous, sauf à un seul ; à tous, sauf à son représentant auprès de la Serbie, à tous, sauf à celui-là seul qui est en mesure de prévenir Belgrade des dispositions nouvelles de l'Autriche-Hongrie. Etrange, inexplicable omission, dont s'il y avait une justice, M. René Viviani devrait être immédiatement mis en demeure de rendre compte.

Et pourquoi le 31 juillet, à onze heures du soir, M. Berthelot, estimait-il qu'il était bien tard pour faire, au bord du précipice, un suprême effort de salut ? — Tout simplement parce que, depuis quarante-huit heures exactement, la Russie était en pleine mobilisation, parce qu'en violation flagrante des clauses de son alliance avec la France, mais avec l'assentiment tacite, sinon l'encouragement formel du gouvernement français, elle s'était soudain résolue à franchir le Rubicon du crime.

La mobilisation générale russe du 29 juillet 1914, tel est



le fait — longtemps tenu secret — de la « catastrophe prodigieuse » qui va jeter l'Europe dans des tourments pires que ceux des enfers de toutes les religions réunies. A l'heure même où M. de Szécsen fait sa démarche au quai d'Orsay, M. de Pourtalès, ambassadeur d'Allemagne à Pétersbourg, se rend auprès de Sazonof ; deux fois déjà, dans la journée, il a vainement demandé à ce courtisan cynique d'abandonner son entreprise criminelle. A 23 h. 25, il revient, mais ayant cette fois dans sa poche l'ultimatum, qui met fin au prologue du drame gigantesque que va jouer pendant cinquante-deux mois l'humanité.

Nous ne pouvons pas dire, parce que nous ne le savons pas, que Poincaré et Viviani ont voulu la guerre. Ce que nous pouvons dire, dans l'état actuel de notre documentation, et ce que nous disons, c'est qu'ils n'ont rien fait, le pouvant, pour détourner leurs alliés russes de leur projet sinistre de mobilisation générale ; et c'est encore qu'ils ont enfreint la lettre de l'alliance qui ne nous obligeait à mobiliser nous-même, qu'au cas où la Russie serait attaquée, et non pas dans le cas où elle aurait mobilisé la première.

Nous disons ces choses. Nous ne cesserons pas de les dire, de les crier. Il faudra bien qu'on finisse par nous entendre.

AMÉDÉE DUNOIS.



---

# LÉON TOLSTOÏ

(Suite.)

(5)

---

## IV.

Tel est le résumé à peu près complet de la doctrine de Tolstoï. Cette théorie c'est *l'anarchie*. C'est l'anarchie appuyée sur l'Évangile. C'est, pour se servir des termes de Bossuet, l'anarchie « tirée des propres paroles de l'Écriture sainte ». De son horreur pour les vices de la civilisation, Tolstoï est arrivé à la haine de la civilisation, comme Rousseau ; mais, beaucoup plus logique que Rousseau, qui, à la vérité ne l'est guère, il s'est aperçu que la haine de la civilisation comportait non seulement le communisme, ce que Rousseau avait entrevu, mais l'anarchie, ce que Rousseau n'avait pas vu du tout ; et aussi, sans même rejoindre du regard les deux extrémités de la chaîne, que le communisme n'était pas du tout possible sans l'abolition des patries, que le communisme, c'est-à-dire la fraternité, n'est possible qu'en anarchie.

L'antipatriotisme est le nœud vital de la doctrine de Tolstoï. Il a bien senti toutes les connexités et toutes les nécessités suivantes. Il y a trop de civilisation, trop de travail, trop de misères. Il y a trop de vices, effets naturels de la civilisation. Il y a trop de forces réprimantes, armée, « justice », qui sont des erreurs, des crimes et des machines d'abrutissement. Il y a trop d'inégalités et l'égalité des biens, comme de toutes choses, n'est réalisable que par le communisme. Mais tout cela est garanti, consacré et nécessité par les patries. Les patries existent et, par conséquent, ont besoin de « justice » et d'armées. Les patries existent et, par conséquent, il faut



bien que chacune d'elle travaille, invente, découvre, lutte, ce qui amène vices, inégalités et misères, car si l'une se mettait à ne plus travailler, inventer, découvrir, lutter, comme si elle se privait d'armée et de « justice », elle serait dévorée après-demain par l'une des autres. Les patries existent et, par conséquent, aucune ne peut établir chez elle l'égalité et la fraternité, c'est-à-dire le communisme, parce que si l'une le faisait, ce serait l'âge d'or chez elle, mais une nation en âge d'or, nonchalante et douce, est conquise en trois semaines par sa voisine. Donc abolition de l'armée, abolition de la « justice », diminution du travail, abolition de la misère, abolition de la propriété, tout cela est subordonné absolument, nécessairement, à l'abolition préalable des patries. Donc, abolissons les patries, avant tout et, pour cela, extirpons des âmes le patriotisme.

Voilà ce que Rousseau n'avait pas vu. Il n'avait pas compris que la haine de la civilisation et l'amour de l'égalité mène d'abord à la démocratie ; mais que le démocratisme mène nécessairement, sous peine d'être illogique et vain, au communisme et que le communisme mène nécessairement, sous peine d'être une niaiserie, à l'anarchie pure et simple ; que le démocrate contient le communiste et que le communiste contient l'anarchiste ; qu'un démocrate qui n'est pas communiste est un homme qui n'a pas assez vécu ou assez réfléchi pour devenir communiste, et qu'un communiste qui n'est pas anarchiste est un homme qui n'a pas assez vécu ou assez réfléchi pour devenir anarchiste.

Tolstoï, lui, a beaucoup vécu et beaucoup réfléchi et il a embrassé la théorie en son entier et jusqu'à ses extrêmes conséquences. L'humanité sans frontières, sans armées, sans juges, sans chefs, sans gouvernements, voilà la seule humanité qui puisse être sans misère, sans besoin d'inventer, presque sans travail, sans civilisation et vivre en état communautaire.

Mais encore, quel sera le lien et comment ces gens partageront-ils en paix selon leurs besoins ? Le lien sera l'amour. Ah ! s'ils ne s'aiment pas, il n'y a rien de fait. Mais s'ils s'aiment, ils n'ont pas besoin d'autre chose. « Aimez-vous les uns les autres. » L'humanité communautaire, dominée et gouvernée par l'Évangile, voilà la solution complète.

Le rêve est beau. Pour quelqu'un qui croit l'humanité bonne et seulement pervertie par l'invention sociale, comme



Rousseau, il est même réalisable demain. Rousseau lisant Tolstoï, et s'il avait été capable d'approuver sa pensée dans l'esprit d'un autre, se serait écrié : « Il a écrit tout ce que je pensais. » Pour un homme qui croit l'humanité moitié bonne moitié mauvaise, le rêve de Tolstoï est déjà complètement irréalisable. Je n'ai pas besoin de dire ce qu'il est pour celui qui croit que la vertu, l'altruisme et même le sens moral, quoique existant, sont des anomalies dans l'humanité.

Tolstoï, évidemment, l'a cru pratique. Même dans les conseils pratiques, directs, immédiats, qu'il donne à ses amis, même dans ce qui est, en son œuvre, ce qu'est « le Gouvernement de Pologne » en celle de Rousseau, il n'abandonne rien du système complet de ses idées et s'attache, au contraire, à faire remarquer combien son système est cohérent et indivisible : *Lettre aux Doukhobors émigrés au Canada* : « Vous semblez croire qu'on peut être chrétien et détenir une propriété envers et contre les autres hommes. C'est une erreur et il faut que l'on s'en rende bien compte : si non, il ne restera de la vie chrétienne que les mots et, malheureusement, des mots mensongers et hypocrites. Christ a dit : « On ne peut servir Dieu et Mammon. » Il faut, ou bien amasser des biens pour soi, ou bien vivre pour Dieu. *Il semble d'abord qu'entre le renoncement à la violence et le refus du service militaire, d'une part, et l'acceptation du principe de la propriété, d'autre part, et il n'y ait aucune relation. Mais c'est une erreur.* La propriété implique que, non seulement je n'abandonnerai pas mon bien à qui voudra le prendre ; mais que je le défendrai contre lui. Et on ne peut défendre contre un autre ce qu'on croit être à soi, autrement que par la violence, c'est-à-dire, le cas échéant, par la lutte et, s'il le faut, par le meurtre. Sans violence et sans meurtre, la propriété ne saurait se maintenir. Si nous détenons la propriété sans commettre nous-mêmes des violences, c'est uniquement parce que notre propriété est garantie par les violences des professionnels qui ont métier de maintenir la propriété. Admettre la propriété, c'est admettre la violence et le meurtre, et ce n'était pas la peine de refuser le service militaire et policier pour admettre la propriété qui ne se maintient que par le service policier et militaire. *Ceux qui admettent le service policier et militaire et profitent de la propriété, agissent mieux que ceux qui refusent tout service militaire et policier tout en*



*jouissant de la propriété . . . On ne peut pas fractionner la doctrine chrétienne. Elle forme un bloc indivisible.»*

Tout se tient donc : abolition de l'armée, abolition de la « justice », abolition de la patrie et abolition de la propriété, et il n'est aucune de ces choses qui ne soit fonction de toutes les autres, en même temps que condition de toutes les autres et, en même temps, que résultat de toutes les autres. Il faut par conséquent les faire toutes à la fois, partout et complètement et sans réserve. Qu'une manque et toutes les autres sont vaines. Même lettre : « On ne peut pas diviser la doctrine chrétienne, en accepter un point et en rejeter tel autre. Si ceux qui acceptent la doctrine chrétienne rejettent la violence et la guerre, ils doivent renoncer à la propriété ; car la violence et les tribunaux ne sont là que pour défendre la propriété. Si les hommes tiennent à conserver la propriété, il leur faut admettre la violence, les tribunaux et toutes les institutions analogues. *La propriété est d'autant plus redoutable que son fonctionnement est plus insidieusement caché aux hommes et c'est ce qui fait que beaucoup de chrétiens succombent à cette tentation.* »

Il faudrait donc renverser d'un seul coup et partout toute l'institution sociale et établir, si l'on peut se servir de ce mot, établir partout et du même coup l'anarchie.

Mais encore si l'on est forcé d'aller successivement et par degré, par quoi faut-il commencer ? Comme Jésus l'a dit : par le renoncement à la propriété et le renoncement à la résistance à l'oppression. Jésus n'a pas prêché l'anarchie directement ; il a prêché ce qui peut la permettre et ce qui peut l'amener : ne pas posséder, ne pas résister, aimer. C'est par cela qu'il faut commencer. Donc, lettre aux Doukhobors, la même : « Vivez et travaillez en communisme : 1° Parce qu'en ne songeant pas à l'avenir, vous ne dépenserez pas inutilement vos forces pour cette chose illusoire : assurer l'avenir ; 2° parce que vous ne dépenserez pas vos forces pour lutter contre les autres afin de protéger votre bien ; 3° parce que vous travaillerez et produirez beaucoup plus en travaillant en commun qu'en travaillant chacun pour soi ; 4° parce qu'en travaillant en commun, vous dépenserez beaucoup moins qu'en vivant chacun à part ; 5° *parce qu'en vivant de la vie chrétienne, au lieu d'exciter l'envie et l'hostilité des hommes qui vous entourent,*



*vous déterminerez chez eux à votre égard de l'estime et de l'affection, et peut-être les convertirez-vous à votre vie . . . »*

C'est ici que se marque la niaiserie essentielle de Tolstoï. Il n'est pas puéril le moins du monde quand il proclame la nécessité de l'anarchie intégrale et universelle. C'est un système, une doctrine qui se tient et l'on a vu que, chez Tolstoï, elle se tient en effet solidement. Là où il est niais, c'est quand il croit qu'appliquée partiellement, cette doctrine fera tache d'huile. Il le croit absolument. Vingt fois il a dit : « Ne résistez pas au vol et au meurtre. Dès que vous n'y résisterez pas, ils cesseront. Les hommes que vous aurez traités avec cette douceur s'adouciront presque aussitôt. Ne maintenez pas la patrie. Laissez-vous conquérir. Dès que vous vous serez laissés conquérir, vos conquérants vous traiteront en frères. »

C'est ceci qui est une aberration à faire croire et c'est ce que je crois, en effet, que Tolstoï n'a pas lu un mot d'histoire. Ce n'est pas l'anarchie qui est une absurdité, c'est l'anarchie progressive qui en est une. L'anarchie ne peut pas sérieusement les questions, non plus que le communisme du reste. Elle est intégrale ou elle n'est pas. Il est intégral et universel ou il n'est pas. Le jour où je serai anarchiste, je dirai : « Ne faites rien du tout jusqu'au jour où vous serez en majorité évidente sur toute la planète. Alors faites tout à la fois. Détruisez toutes les patries, toutes les armées, toutes les magistratures, toutes les propriétés, et vivez la communauté universelle, *ce qui sera possible, si, vraiment*, la majorité de tous les hommes est *vraiment* anarchiste, c'est-à-dire absolument non-égoïste et littéralement altruiste. Mais, même à supposer cette majorité d'altruistes absolus déjà existante, ne commencez pas par quelque chose pour continuer par quelque autre ; ne commencez pas, non plus, par un coin de la terre pour continuer par quelque autre. La fraction de l'humanité qui aura, par exemple, détruit la patrie, sera absorbée en vingt jours par la fraction voisine qui ne l'aura pas détruite chez elle. La fraction de l'humanité qui aura chez elle établi le communisme sera, au bout de trois ans, absorbée par la fraction voisine qui ne l'aura pas établi chez elle. Ainsi de tout. C'est précisément parce que tout se tient dans la doctrine anarchique que rien ne s'en peut faire sans tout le reste et au même moment, ou bien il n'y a rien de fait. C'est à vous seuls qu'il n'est pas



permis de sérier les questions. Jusqu'au jour où vous serez en forte majorité sur toute la planète, ne faites rien du tout. Ce jour là, faites tout à la fois.»

Et c'est ainsi que la doctrine de Tolstoï, comme il arrive très souvent des doctrines, se retourne contre elle-même et aboutit juste au contraire de ce qu'elle désire. Que veut Tolstoï? Abolir la force. C'a été le rêve inconscient des révolutionnaires français, c'a été le rêve plus précis des socialistes; c'est le rêve des anarchistes. Seulement, toute fraction de l'humanité qui voudrait mettre la doctrine en pratique, même à peine, créerait un *point* faible dans l'humanité, *créerait de la faiblesse* et aussitôt les parties de l'humanité restées fortes détruiraient, conquièreraient ou élimineraient cette partie faible et le règne de la force *n'aurait qu'un succès de plus*. C'est l'histoire des Doukhobors, qui est intéressante. Les Doukhobors étaient de bons chrétiens russes qui ne voulaient pas se soumettre au service militaire. Après bien des persécutions, ils ont obtenu d'aller s'établir au Canada. C'est la partie forte qui aurait pu conquérir la partie faible et l'anéantir, mais qui a bien voulu se contenter de l'éliminer. Une fois au Canada, les Doukhobors ont été admis à refuser le service militaire dont on n'a pas besoin là bas. Mais ils ont émis je ne sais quels autres prétentions assez puériles et ils sont en train de se faire éliminer du Canada. L'humanité conquiert, absorbe, détruit ou élimine ses parties faibles et le règne de la force n'en est que plus solidement établi.

L'anarchie est donc une faiblesse qui restaure de temps en temps le droit de la force. C'est un antipatriotisme qui favorise l'extension des grandes patries; c'est un anti-impérialisme qui favorise l'extension des grands empires; c'est un antimilitarisme qui favorise l'extension des peuples restés militaires; c'est un antipropriétisme qui favorise l'extension des peuples restés sous le régime propriétaire; et, en définitive, c'est une nouveauté essentiellement favorable à l'ancien régime.

— Mais le jour, supposé par vous, où la majorité du genre humain serait anarchiste et où, par conséquent, le « tout à la fois le même jour » pourrait se faire?

— Eh bien, il se ferait. Seulement de deux choses l'une. Ou l'humanité, en immense majorité et cela serait suffisant,



mais nécessaire, continuerait à être dénué d'égoïsme et littéralement altruiste ; et alors le régime anarchique se maintiendrait, et Dieu le veuille ! Ou certaines parties fortes, violentes, si vous voulez, de l'humanité, *se sentiraient*, prendraient conscience d'elles-mêmes et se formeraient en groupes isolés. Pourquoi ? Pour vivre selon leur nature, ce qui serait légitime, pour vivre en force, en organisation sociale serrée et solide. Ces groupes constitueraient des patries. Ils forceraient les autres parties de l'humanité, par crainte et besoin de se défendre, à se constituer de la même façon, et tout recommencerait. Or, il est possible qu'il y ait un jour une humanité qui tout entière *veuille* vivre en faiblesse, et cela ne me déplairait aucunement. Mais il est plus probable que ce qui a toujours été sera toujours, qu'il y aura toujours dans le genre humain des parties molles et des parties compactes, des races fortes et des races faibles, et que toujours les parties fortes voudront vivre en force et obligeront les parties faibles à vivre en force aussi, quoique facticement, artificiellement et contre leur gré.

Je crois donc que la doctrine de Tolstoï, même dans un avenir très éloigné, ne sera pas réalisé. Pour le moment, comme je l'ai dit, en précipitant l'affaiblissement des races faibles, elle ne peut être qu'un auxiliaire du renforcement des races fortes et une contribution considérable au règne de la force en ce monde.

Du reste, elle est sans doute une cause d'affaiblissement, mais elle en est surtout, et elle en est d'abord, une forme. C'est moins elle qui affaiblit les peuples, que ce ne sont les peuples déjà affaiblis qui l'adoptent. On se fait toujours la théorie de son caractère. Tolstoï a inventé le tolstoïsme à cinquante-trois ou cinquante-quatre ans. Le tolstoïsme est la doctrine des peuples quinquagénaires. Un peuple jeune, tout simplement, ne la comprend pas : il n'en voit pas la profondeur. Elle lui semble une plaisanterie : « Me faire couper un bras ! Me faire crever un œil ! — L'autre n'en verra que mieux. — Vous badinez, docteur. » Un peuple vieux, affaibli, qui a beaucoup abusé de sa force, qui aime les médecins étrangers, chez qui il y a beaucoup d'imbéciles, beaucoup de *snoobs* et quelques hommes qui semblent avoir un intérêt, je ne sais lequel, à détruire doucement le patriotisme, peut s'engouer quelque temps de cette doctrine de renoncement et de non-résistance



à la conquête et, s'il persistait à la goûter, il en vérifierait la vertu en disparaissant de la scène du monde, ce qu'il aurait désiré et mérité et ce qui ne serait aucunement une perte pour l'humanité, les faibles ayant, si l'on veut, droit à la vie, mais nullement à siéger dans les conseils du genre humain.

## V.

— Et pourtant cette doctrine, que vous ne semblez pas porter dans votre cœur, est celle de Jésus !

— Oh ! Oh ! il y a beaucoup à dire là-dessus.

Premièrement, nous ne savons rien de Jésus. Qu'a-t-il bien prêché ? Nous n'en savons rien. Évidemment des choses beaucoup plus belles, beaucoup plus élevées, beaucoup plus philanthropiques que celles qu'enseignait la Bible, que celles que prescrivait l'Ancienne Loi. Évidemment, « Aimez-vous les uns les autres » est de lui. Mais, passé cela, nous ne savons rien de la pensée du fils de Marie. Quand nous voyons comme n'importe qui est compris de ses disciples ; quand nous voyons comme nous sommes compris tous les jours ; quand, après avoir prêché la liberté et le libéralisme pendant trente ans, nous recevons des lettres commençant par : « Vous qui êtes bonapartiste . . . » ; quand nous voyons ce qu'est Voltaire et ce qu'est un Voltairien et qu'il n'y a rien absolument de commun entre l'un et l'autre : nous nous persuadons que, comme a dit Balzac, « nous mourons tous inconnus » et que Jésus est mort inconnu et que les évangélistes représentent Jésus comme M. Camille Pelletan représente Voltaire. Beaucoup moins ; car les évangélistes n'ont pas même lu Jésus, qui n'a rien écrit.

Je suis absolument sûr que les évangélistes n'ont rien compris à Jésus-Christ. Il ne faut donc pas se croire lié par leur parole.

Secondement, les Évangiles que nous possédons sont tout pleins de contradictions. Est-ce la justice que prêche Jésus ou est-ce la justice qu'il méprise ? Je suis pour cette dernière interprétation ; mais je n'en suis pas sûr. Le mot de justice revient très souvent, presque à chaque page, dans les discours de Jésus : « Bienheureux ceux qui sont affamés et altérés de



justice parce qu'ils seront rassasiés.» — «Père juste (c'est le nom dont il nomme Dieu lui-même), le monde ne vous a point connu ; mais moi je vous ai connu et ceux-ci ont connu que vous m'avez envoyé.» — «Car je vous dis que si votre justice n'est pas plus abondante que celle des Pharisiens et des scribes, vous n'entrerez pas dans le royaume des cieux.»

Oui ; mais tout à coup Jésus semble railler et moquer et bafouer l'idée de justice. Il la moque dans la parabole de l'enfant prodigue. C'est le fils resté dans la maison qui représente l'idée de justice, quand il reproche à son père de prodiguer ses bienfaits à l'enfant révolté et indigne et de ne rien donner à l'enfant docile et dévoué. Or, c'est à ce représentant de l'idée de justice que le Père et Jésus donnent tort. Il moque l'idée de justice dans la parabole des ouvriers de la onzième heure. Que le maître donne autant à ceux qui ont travaillé une heure qu'à ceux qui ont travaillé douze heures, personne n'a le droit de le lui reprocher. Le texte même sur les Pharisiens, cité plus haut, condamne plutôt l'idée de justice qu'il ne la soutient. Qu'est-ce que cette «justice plus abondante» que celle des pharisiens et des scribes ? C'est une justice qui dépasse la justice et qui, en la dépassant, la laisse de côté. C'est la charité remplaçant la justice. Je crois bien que le coup de génie de Jésus est d'avoir d'un bond passé par dessus la justice, qui est une idée pleine de dangers et de déceptions, pour aller jusqu'à la charité, jusqu'à la doctrine d'amour, qui, elle, est inattaquable et répond à tout. Mais encore il y a sur ce point des contradictions, au moins apparentes.

Autre. Jésus a-t-il été tolérant ? Je crois qu'oui. Mais cependant il y a doute. Il y a, d'une part, le «*Compelle intrare*, Forcez-les d'entrer» dont on a, certes, abusé ; mais qui y est. Il y a, d'autre part, la parole sacrée qu'on devrait inscrire en lettres d'un pied sur toutes les églises et sur tous les temples de l'univers : «Mais moi je vous dis que quiconque se mettra en colère contre son frère, méritera d'être condamné par le jugement ; que celui qui dira à son frère : Raca, méritera d'être condamné par le conseil ; et que celui qui lui dira : Vous êtes un fou, méritera d'être condamné au feu de l'enfer.» On peut soutenir que Jésus a été tolérant ; on peut soutenir qu'il ne l'a pas été.



Jésus a-t-il interdit ou loué l'usure ? Je n'en sais trop rien. En plusieurs endroits il la condamne et puis voici la parabole des talents, où le maître dit au serviteur qui a enterré les talents à lui confiés : « Vous deviez mettre mon argent entre les mains des banquiers, afin qu'à mon retour je retirasse avec usure ce qui est à moi. »

Jésus a-t-il été juif ou anti-juif ? Ici c'est la confusion même et le même chaos. Tantôt Jésus se réfère « aux commandements » c'est-à-dire à la loi juive : « Exécutez les commandements » et dit formellement : « Je ne suis pas venu détruire la loi, mais l'accomplir » ; tantôt il se pose nettement en réformiste, en révolutionnaire, en révolté : « Ne pensez pas que je sois venu apporter la paix sur la terre : je ne suis pas venu apporter la paix, mais l'épée. Je suis venu séparer l'homme d'avec son père, la fille d'avec la mère, la belle-fille d'avec sa belle-mère. Et l'homme aura pour ennemis ceux de sa propre maison. » — « Celui qui n'est pas avec moi est contre moi. » <sup>(1)</sup> — « Je suis venu pour jeter le feu dans la terre et que désiré-je si non qu'il s'allume. Croyez-vous que je sois venu pour apporter la paix sur la terre ? Non, je vous assure ; mais, au contraire, la division. Car, désormais, s'il se trouve cinq personnes dans une maison, elles seront divisées les unes contre les autres, trois contre deux et deux contre trois. Le père sera en division avec le fils et le fils avec le père... »

Il est évident que les évangélistes, qui ne s'entendaient pas entre eux, ont fait dire à Jésus, selon qu'ils étaient plus ou moins traditionnistes ou plus ou moins novateurs et désireux de couper le câble entre les juifs et eux, des choses qui ne s'accordent pas beaucoup ensemble.

Entre parenthèse, tout ce que dit Jésus contre la « justice » : « Je ne juge pas. Ne jugez point. Il ne faut pas juger » sont évidemment paroles d'évangélistes après l'événement et respirent leur haine contre une « justice » qui a condamné Jésus à mort et qui est toujours prête à les y condamner eux-mêmes. Mais pour en revenir aux contradictions, qui seraient une matière inépuisable, elles doivent mettre en garde contre la tendance à tout accepter de l'Évangile au pied de la lettre, ce qui pourrait jeter dans de singulières incertitudes.

(1) Du reste, contradiction de plus, il a dit aussi : « Celui qui n'est pas contre vous et pour vous ».



Troisièmement, il y a un départ qu'il faudrait faire, qu'il faudrait pouvoir faire et qu'il est impossible de faire, entre ce que Jésus a dit pour tout le monde et ce qu'il a dit pour ses disciples, comme préceptes d'apostolat. Faites bien attention à cette parole de Pierre. Il interrompt, à un certain moment, Jésus : « Seigneur est-ce à nous seuls que vous adressez cette parabole, ou si c'est à tout le monde ? » Preuve que les apôtres ont bien compris qu'il y avait la doctrine de Jésus, et qu'il y avait les règles d'apostolat tracées par Jésus pour ses ministres et que l'une est pas du tout l'autre. Seulement, tout cela nous a été donné en bloc et en confusion et nous ne pouvons plus maintenant distinguer. Il est très probable que les préceptes extrêmes, excessifs, de Jésus, que ses préceptes qui sont jugés extrêmes et excessifs par le bon sens, qui étonnent de la part d'un homme si intelligent, si sensé, si fin et si spirituel ailleurs, et qui sont ceux où Tolstoï se lie de la plus ferme attache et avec une sorte d'emportement, ne sont pas autre chose que des règles d'apostolat imposées à ses seuls apôtres. Quand il dit : « Ne travaillez pas (lui qui ailleurs exalte le travail), ne vous souciez pas de l'avenir, n'épargnez pas, n'emportez qu'un habit et deux souliers, frappez, faites-vous ouvrir et installez-vous dans la maison. Tendez l'autre joue, abandonnez votre manteau, ne résistez jamais à la violence, laissez faire le mal » : tout cela, j'oserais presque dire que j'en suis sûr, s'adressait à ses disciples considérés comme apôtres et comme destinés à répandre et vulgariser sa doctrine. C'est ce qu'ils devaient faire, eux, pour triompher du monde. Il est incontestable qu'ils ne pouvaient le conquérir qu'à ce prix. Mais, comme doctrine universelle, ces préceptes sont trop antisociaux, pour que l'auteur de tant de paraboles populaires qui semblent ésopiques, pour que le très profond et très pratique sociologue qui a dit : « Rendez à César . . . » ait pu songer à les prêcher à l'humanité tout entière.

Quand, par hasard, pour ainsi dire, il songe à faire les distinctions nécessaires, on voit bien que, comme dit Pierre, il y en a pour tout le monde et il y en a pour *l'église* seule. La vie chaste est recommandée à tout le monde et la vie virginale à ceux-là seulement à qui « cela a été donné ! » Il n'y a rien de plus net et, du reste, de plus sensé.

Il y a donc une foule de conseils de Jésus qu'il aurait



sans doute été très étonné qu'on prît pour des règles universelles et qu'on érigeât en lois de l'humanité.

Quatrièmement, il faut toujours tenir compte du renchérissement que tous les fondateurs de morale mettent dans leurs préceptes. Ils tracent un idéal. Ils le font très élevé, très pur, très difficile. Ils savent bien que, dans la pratique, il y aura toujours du déchet et ils calculent d'après ce déchet prévu. Au vrai, je crois qu'ils ont tort. A mettre le devoir trop haut, on le montre moins comme attirant que comme inaccessible ; mais enfin ils ont tous fait ainsi, parce qu'eux-mêmes étaient comme enivrés, quelque sensés qu'ils fussent, de leur idéal. Il faut donc tenir compte du renchérissement naturel à tout réformateur moral. Tolstoï s'est moqué vivement de ce raisonnement que je fais ici. Je reconnais qu'il ne faut pas en abuser ; mais il est très juste en son fond et, à la condition de consulter sévèrement sa conscience et de ne pas faire de cette considération une capitulation de conscience, on a le droit d'en user un peu. Être chrétien, accepter et pratiquer l'Évangile, mais encore dans la mesure où il ne devient pas évidemment antisocial, c'est précisément le petit problème posé à chacun de nous et que nous avons à résoudre. Nous avons, en conscience, à tracer la limite au delà de laquelle la pratique du christianisme deviendrait antisociale. C'est le fabliau du curé rosseur. Vous ne connaissez peut-être pas le fabliau du curé rosseur. Le voici en bref. Un brutal donne un soufflet à un curé. Le curé tend l'autre joue. Second soufflet. Et puis le curé tombe sur le souffleteur et lui administre une correction magistrale : « Mais, monsieur le curé, Jésus a dit de tendre l'autre joue ! — Je l'ai fait, mon ami ; mais remarquez qu'il n'a pas dit ce qu'il fallait faire après. »

ÉMILE FAGUET.

*(La fin au prochain numéro.)*



---

## REVUE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

---

Dans les traités de paix que les Etats-Unis d'Amérique ont conclu, indépendamment de l'Entente, avec l'Allemagne, l'Autriche et la Hongrie, il y a quelque chose ou, pour mieux dire, il manque quelque chose qui mérite d'attirer notre attention particulière. Il s'agit des clauses « territoriales » stipulées dans les traités de Versailles, de St-Germain et de Trianon. Ce qui veut dire que la grande république d'outre-mer, en opposition ouverte à la politique avortée de M. Wilson, n'entend assumer aucune responsabilité concernant les nouvelles frontières tracées si arbitrairement à la Conférence de Paris. Si nous prenons en considération que le principe des nationalités, dont on s'est servi si mal à propos pour perpétrer le crime du morcellement de la Hongrie, a trouvé dans l'ex-président des Etats-Unis son champion le plus zélé : le revirement dans la politique américaine nous paraîtra d'une importance tout significative. Le nouveau cours inauguré par M. Harding semble renier les iniquités criantes des traités qui ont donné le jour aux États successeurs de la monarchie austro-hongroise et, bien que le fait de l'Amérique de se désolidariser d'avec les paix élaborées à Paris et à ses faubourgs n'ait momentanément qu'une valeur morale, il devrait néanmoins donner à réfléchir aux dirigeants impérialistes de Prague, Bucarest et Belgrade.

Et, à ce propos, nous voudrions dire quelques mots concernant la question si controversée de la Hongrie Occidentale. Il va sans dire que nous n'entendons pas entrer dans des détails, d'autant moins que la *Revue de Hongrie* a



déjà consacré plus d'un article à ce sujet. Cependant, nous tenons à mettre en relief un point qui touche de près ces « clauses territoriales » que les Etats-Unis d'Amérique viennent de désavouer.

Ce point, le voilà : nous ne concevons pas que l'Autriche, en convoitant un morceau de territoire hongrois, ne se rende pas compte qu'il lui sied très mal d'invoquer les stipulations y relatives du traité de St-Germain. Nous comprenons encore que les grandes puissances, et surtout leurs petits associés, nommés victorieux par elles, crient à l'inviolabilité des traités inhumains qu'ils ont élaborés ensemble, mais qu'un État, anéanti politiquement et économiquement par un traité qui lui fut imposé, s'y rapporte comme à une source de droit — cela nous paraît tout-à-fait étrange. En effet, par une telle attitude, la soi-disant république d'Autriche ne semble-t-elle pas reconnaître toutes les clauses impossibles qui se trouvent énumérées dans « la paix de St-Germain » ? ne semble-t-elle pas — pour ne pas parler d'autre chose — sanctionner l'annexion du Tyrol par l'Italie ?

Il est vrai que la sainteté des traités est une belle chose<sup>(1)</sup>, mais seulement quand il s'agit de traités discutés et conclus loyalement entre nations ; on nous permettra de ne pas ranger dans cette catégorie les paix dictées à Versailles, à St-Germain et Trianon.

Et, à cette occasion, nous voudrions encore faire quelques réflexions sur un article du *Times*. Le grand quotidien de Londres, dans son numéro du 24 août, vient de consacrer un article à la Hongrie « indépendante ». Ceux parmi nous autres Hongrois qui sont toujours disposés à s'incliner devant toute manifestation de la presse étrangère, qualifieront certainement de bienveillant cet exercice de style de l'organe de lord Northcliffe où la prospérité future nous est assurée, à condition de respecter « les traités ». On nous condamne à la mort et on exige par-dessus le marché que nous fassions un visage aimable à nos bourreaux ! Merci, lord Northcliffe !

(1) Hélas ! La guerre mondiale nous a cruellement désillusionné sous ce rapport-là. Et ce n'est pas seulement l'Allemagne qui nous a donné un bel exemple de la sainteté des traités en violant la neutralité de la Belgique, mais aussi l'Italie et la Roumanie qui, tout en étant alliées à l'Autriche-Hongrie par des traités d'alliance, ne se sont point gênées de nous déclarer la guerre, quand leur « intérêt » l'exigeait ainsi...



Du reste, nous n'avons pas encore oublié que vous et votre organe furent parmi ceux qui n'ont reculé devant aucun moyen pour empoisonner l'opinion publique du monde entier; que de même que vous avez, par des contre-vérités retentissantes, sapé le moral de l'armée et du peuple allemands, — comme vient de le démontrer récemment encore un Américain d'origine germanique <sup>(1)</sup> — vous avez aussi, par votre propagande néfaste, poussé à la rébellion nos nationalités et contribué ainsi à l'écroulement de la monarchie austro-hongroise, pour mettre à sa place de nouveaux Balkans. On a donc beau nous prodiguer les conseils hypocrites de nous conformer au nouvel ordre danubien: sans une révision des traités, la paix ne saurait être rétablie dans l'Europe centrale.

SPECTATOR.

<sup>(1)</sup> *The Unrepentant Northcliffe*. A reply to the London «Times» of October 19, 1920 by the «Unrepentant Hun», *Ferdinand Hansen* of New-York (Hamburg, 1921.)



---

## CHRONIQUE LITTÉRAIRE

---

**La question d'une frontière commune entre la Pologne et la Hongrie**, par M. A. Dorien (Varsovie, E. Wende & C<sup>o</sup> 1921).

Dans le petit ouvrage de ce titre, M. Dorien cherche à démontrer que la Pologne et la Hongrie doivent avoir une frontière commune et il appuie sa thèse sur des arguments tirés de la politique, de la stratégie et de l'économie. L'auteur évoque l'amitié séculaire entre Polonais et Hongrois et met en relief le fait que la Pologne a vécu, pendant neuf siècles, avec notre pays, dans les meilleurs rapports de voisinage, luttant ensemble, tantôt contre les Allemands, tantôt contre les Turcs. Le postulat d'une frontière commune avec la Hongrie n'est donc pas, pour la Pologne, quelque chose d'accidentel ; il est basé sur « de profondes assises historiques qu'ont édifiées neuf siècles de relations étroites, qui prouvent, on ne peut plus clairement, que cette longue entente a été et demeure une nécessité, voulue par le développement historique et la situation géographique ».

Après avoir tracé l'historique de la question, M. Dorien énumère les conditions politiques, stratégiques et économiques qui, dans son opinion, exigent une frontière commune polono-hongroise, surtout par rapport au danger bolchéviste ; il cite à l'appui de sa thèse, — dont nous devons, de notre part, reconnaître la justesse — beaucoup de journaux polonais, démontrant par là que la presse s'est occupée avec un vif intérêt de ce problème et il insiste sur une solution préconisée par lui. Nous détachons de son ouvrage, si intéressant pour nous, la conclusion où l'auteur discute ce point capital de la question : *Comment pourrait-on établir une frontière commune polono-hongroise ?*

« L'intérêt de la Pologne est que toute l'ancienne frontière polono-hongroise soit rétablie ; mais la situation en Slovaquie n'est pas assez mûre pour que les Slovaques rejettent de suite le joug



tchèque. Quoique les incidents qui se produisirent en Slovaquie et l'assemblée des Slovaques américains, qui eut lieu à New-York le 12 décembre 1920, se prononçant contre les Tchèques, soient un signe que l'amertume des Slovaques envers les Tchèques était très grande, néanmoins la Pologne ne peut tabler sur de futures troubles en Slovaquie, car la question d'une frontière commune avec la Hongrie est des plus urgentes. Il faut chercher un moyen de rétablir, en partie du moins, l'ancienne frontière. Ce moyen est d'attaquer *la question de la Ruthénie Hongroise*.

La lettre de Millerand du 6 mai 1920 au président de la Délégation de la paix hongroise, donnera le moyen à la Ruthénie Hongroise d'énoncer ses désirs. D'après cette lettre, toutes les nations qui ont signé le traité de paix à St.-Germain-en-Laye, ont le droit de soulever cette question.

Ainsi, voici un extrait de la lettre qui a trait à cette question : « Dans le cas de la Ruthénie, les principales puissances alliées et associées n'ont pas arrêté leur décision sans se rendre pleinement compte de la difficulté à laquelle elles se heurtaient. L'union entre la Ruthénie et la Tchéco-Slovaquie a été reconnue par elles, dans un traité avec ce dernier Etat, qui garantit d'une manière spéciale l'autonomie des Ruthènes. Elles se sont mises d'accord avec la Tchéco-Slovaquie, pour admettre que les dispositions de ce traité, dans la mesure où elles affectent des minorités ethniques, religieuses ou linguistiques, soient placées sous la garantie des Nations. Les Puissances alliées et associées estiment que le Traité, signé par elles avec l'Etat tchéco-slovaque, fournit aux populations de la province autonome de Ruthénie le moyen de *faire connaître publiquement leurs désirs*. Elles ne manqueront pas de prêter l'attention la plus sérieuse aux vœux que ces populations pourraient formuler à l'avenir. Le Pacte de la Société des Nations donne d'ailleurs à tout membre du Conseil de la Société le droit d'attirer l'attention des signataires du Traité conclu à St-Germain-en-Laye, le 10 septembre 1919 entre les principales Puissances alliées et associées et l'Etat tchéco-slovaque, sur toute question relative à la Ruthénie qui mériterait leur examen ». De cette façon, la Pologne, qui est intéressée, sans aucun doute, au retour de la Ruthénie à la Hongrie, peut soulever cette question, en se basant sur les mémoires qui ont été remis de la part des Ruthènes Hongrois au chef d'Etat polonais (octobre 1919) et au Parlement polonais. Les représentants des Etats étrangers reçurent des mémoires relatifs à l'affaire (novembre 1919). Ces mémoires ont été présentés



à plusieurs reprises dans le courant de l'année 1920 et, vers la fin de l'année, les Ruthènes présentèrent un mémoire au Conseil suprême, ainsi qu'à la Conférence des ambassadeurs.

Les représentants de la Ruthénie Hongroise prouvent que toute une série de raisons de nature administrative, économique et culturelle établissent que, pour que le pays Ruthène puisse se développer normalement, il importe avant tout qu'il obtienne son autonomie et soit réuni à la Hongrie.

Nous ne pouvons ici, vu le manque de place, citer le texte du mémoire en question si convaincant ; nous n'en citerons que quelques passages : « Le vase de la patience a débordé. Nous ne pouvons être affamés plus longtemps, ni supporter la tyrannie tchèque. Les Tchèques jettent en prison les meilleurs d'entre nous. Si nous continuons à rester unis avec les Tchèques, nous périrons sans lutte, de faim et du typhus de la faim.

« Pour notre avenir cultural, l'autonomie territoriale en union avec la Hongrie est la meilleure solution, car le Hongrois est d'une autre souche ; sa langue n'est pas slave, et avec l'autonomie territoriale qui nous serait octroyée, il ne comprimerait pas notre culture. Le Tchèque, par contre, voudrait nous « tchéquiser » ou nous russifier, car c'est dans l'intérêt de la politique du corridor tchéco-russe. L'Entente nous a réunis à la Bohême par erreur seulement. Les Etats Européens sont arrivés à la conviction qu'une forte et indépendante Pologne était indispensable pour maintenir et garantir la paix en Europe, tandis que le corridor tchéco-russe, dont le trait d'union territorial était le pays Ruthène, menacerait continuellement la sécurité de la Pologne. Il est donc de l'intérêt de l'Europe d'arracher le pays Ruthène aux Tchèques et de la réunir à la Hongrie. Dans le cas contraire, ce pays serait continuellement en état d'effervescence, en proie à de continuelles révolutions et à des soulèvements.

« L'intérêt de l'Europe est donc de détruire le corridor tchéco-russe, en rendant à la Hongrie le pays Ruthène, conformément aux désirs de la nation ruthène et sur la base d'une autonomie territoriale. »

La population de la Ruthénie Hongroise voulut, au cours de l'été 1920, remettre un mémoire au général français Hamelin, pendant qu'il était à Ungvár, mais les autorités tchèques ne laissèrent pas parvenir la députation jusqu'au général.

Dans ce mémoire nous relevons les paroles suivantes : « C'est pour nous un grand sujet de plainte, qui est la source de toutes nos



larmes et de notre douleur, d'apprendre qu'on nous a arrachés du sein du notre mère-patrie, malgré tout notre passé historique, à l'encontre des principes de justice et même en violation des principes de Wilson, et qu'on nous a attribués à un Etat nouvellement constitué qui, personne n'en peut douter, n'a ici aucune racine historique, ni, pour ce qui est du présent, n'a chez nous aucun droit légitime d'ingérence, basé sur l'histoire, la géographie, l'hydrographie, l'économie et l'ethnographie.»

« Les Ruthènes et les Hongrois qui, pendant mille ans, ont vécu ensemble dans la plus grande harmonie, demandent un plébiscite, sous le contrôle militaire d'une puissance neutre, qui tranche de leur rattachement politique. » « Si le plébiscite ne pouvait se faire selon le moyen mentionné, nous demandons notre rattachement à la Hongrie et cela le plus tôt possible. »

Les Ruthènes Hongrois adressèrent aussi leur revendication à la Ligue des Nations à Genève, vers la fin de 1920, quand la question y fut mise en discussion.

Tous ces mémoires, ainsi que les troubles en Ruthénie Hongroise vers la fin de décembre 1920, prouvent indubitablement que cette population ne veut pas rester sous la coupe du gouvernement tchèque, mais désire s'unir à la Hongrie.

Il faut donner à cette population le moyen d'exprimer ses *desiderata*, qui concordent avec les intérêts de la Pologne, qui serait à même de réaliser alors son postulat essentiel d'une frontière commune polono-hongroise, ce qui est non seulement de l'intérêt de la Pologne, mais aussi de la France et de toute l'Europe civilisée ; car, alors seulement, on pourra se défendre avec succès contre le danger oriental et garantir la paix de l'Europe. Il faut permettre à ces deux Etat (Hongrie et Pologne), les moins aptes à s'infecter du virus bolchéviste, de s'unir et de se soutenir mutuellement.

Qui veut réellement une forte et puissante Pologne, doit soutenir la réalisation d'une frontière commune polono-hongroise, car c'est la condition *sine qua non* du développement ultérieur de la Pologne.

Celui qui travaille contre cette frontière veut ouvrir à l'Orient bolchéviste la route de l'Europe et attirer sur celle-ci le danger de nouvelles guerres. »

R.

---

Rédacteur en chef :

G. DE HUSZÁR.



# Société Anonyme r. hongroise de Navigation fluviale et maritime.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE:  
BUDAPEST V., 11, RUE MÁRIA VALÉRIA.

## Bateaux pour voyageurs.

### I. Sur le Danube :

1. Entre Budapest—Pozsony—Vienne trois services par semaine dans les deux sens par des bateaux pourvus de salons à tout confort. Départ de Budapest, Eötvös-tér, lundi, jeudi et samedi à 18 heures; départ de Vienne (Reichsbrücke), mardi, jeudi et samedi à 7-30 heures.

2. Entre Budapest—Fadd-Tolna trois services par semaine, en correspondance directe avec les services entre Budapest—Vienne (départ de Budapest, Eötvös-tér, mardi, jeudi et samedi, à 23 heures; départ de Fadd-Tolna mercredi, vendredi et dimanche à 17 heures).

3. Entre Budapest—Visegrád—Dömös—Esztergom plusieurs services tous les jours (départ de Budapest, Eötvös-tér, à 8-30, 11 et 14-20 heures).

4. Services locaux et de traversée de Budapest (par propulseurs) entre le Boráros-tér et Óbuda, toutes les 15 minutes (de 7 à 23 heures).

5. Service de traversée entre Visegrád et Nagymaros, en correspondance avec les trains de Budapest—Nagymaros.

### II. Sur la Tisza :

Entre Szolnok, Csongrád et Csongrád—Szeged.

III. Des cabines et des lits peuvent être retenus à l'avance au Bureau central, V., 11, rue Mária Valéria, rez-de-chaussée 36; c'est ici même qu'on délivre les billets ainsi que dans toutes les stations pour voyageurs.

## Service des marchandises.

Charges complètes par bateaux remorqueurs tout le long du Danube et de ses affluents navigables; service de chargements en cueillette entre Ratisbonne—Passau—Linz—Vienne—Ujpest et Budapest.

Pour tous renseignements s'adresser à l'Administration générale: Budapest V., 11, rue Mária Valéria. — Téléphone: 114—58.

## ORLIK & HEGEDÜS

Représentant général pour la Hongrie de l'Établissement de Machines à écrire Smith Brothers, de Machines Corona dites voyageuses et de Machines arithmétiques à touches Record. — Usensiles de tout premier ordre. — Usine pour réparer les machines.

BUDAPEST, V., DOROTTYA-UTCA 10.

TÉLÉPHONE: 103—36.

**Banque Industrielle  
Hongroise-Tchèque  
S. A.**

SIÈGE SOCIAL :

BUDAPEST, V., NÁDOR-U. 6.

SUCCURSALE :

VIII., NÉPSZINHÁZ-UTCA 24.

**Compagnie Européenne  
d'Assurance des  
Bagages S. A.**

Budapest, V., Eötvös-tér 2.

Succursales :

Berlin, Berne, Bruxelles, Paris,  
Rome, Varsovie, Vienne, etc.



**BANQUE  
HONGROISE-ITALIENNE  
BUDAPEST  
NÁDOR-UTCA 16-18**



**Capital social: Couronnes 350,000.000  
Réserve: Couronnes 243,000.000**

**BANQUE  
BRITANNIQUE  
ET HONGROISE  
S. A.**

**CAPITAL ENTIÈREMENT VERSÉ  
ET RÉSERVES : 400.000,000 COURONNES**

**BUDAPEST  
V., VILMOS CSÁSZÁR-UT 32.**



# REVUE DE HONGRIE

POLITIQUE, LITTÉRAIRE,  
ÉCONOMIQUE

## SOMMAIRE :

- I. — NOTES SUR LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DU  
COMTE TISZA, par M. Henri Marczali, professeur  
à l'Université de Budapest ..... 241
- II. — LE COMTE REVENTLOW ET LA QUESTION  
DES RESPONSABILITÉS, par Un ancien ambassa-  
deur ..... 246
- III. — UNITÉ ITALIENNE — AVEC DU SANG HON-  
GROIS, par M. le baron Louis Lévy, ancien député ..... 255
- IV. — L'ÉQUILIBRE EUROPÉEN, par M. Ladislas Szepessy ..... 258
- V. — TOLSTOÏ (fin), par Emile Faguet, de l'Académie  
française ..... 276
- VI. — REVUE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE, par  
Spectator ..... 283

**BUDAPEST,**  
1, TIGRIS-UTCA 6.

(En vente chez tous les libraires.)

TELEPHONE: JÓZSEF 13-02.

BRUXELLES, EUGÈNE FIGUÈRE ET CIE, 72, RUE VAN ARTEVELDE.

LONDRES, MUDIES SELECT LIBRARY (NEW OXFORD STREET).

PARIS, HONORÉ CHAMPION, LIBRAIRE-ÉDITEUR. — H. LE SOUDIER, SERVICE DE LA LIBRAIRIE ÉTRANGÈRE.

NEW-YORK, G. E. STECHERT ET CIE. — ROME, FRATELLI BOCCA. — VIENNE, GEROLD & CIE.

BERLIN, GEORG STILKE. — LEIPSIK, GUSTAV FOCK. — MUNICH, JOH. PALM.

LA HAYE, BELINFANTE FRÈRES. — AMSTERDAM, FEIKEMA. — ROTTERDAM, KRAMERS.

BERNE, A. FRANCKE. — GENEVE, NAVILLE ET CIE. — BÂLE, WEPF, SCHWABE ET CIE.

LAUSANNE, JEAN RIEDERMANN. — STOCKHOLM, C. E. FRITZE.

COPENHAGUE, VILHELM TRYDE. — MADRID, FERNANDO FÉ.

BUCAREST, SOCEC ET CIE. — ATHÈNES, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH.

CONSTANTINOPLE, OTTO KEIL. — SMYRNE, ABAJOLI. — BUENOS-AYRES, C. M. JOLY ET CIE.



La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'est assuré la collaboration des hommes d'État et des écrivains remarquables du pays et de l'étranger qui examinent et discutent, d'un point de vue à la fois hongrois et international, toutes les questions politiques, historiques, économiques, sociales et littéraires.

La REVUE DE HONGRIE laisse à chacun de ses collaborateurs la responsabilité de ses opinions.

---

### La REVUE DE HONGRIE

*se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'Étranger qui en auront fait la demande.*

---

### La REVUE DE HONGRIE PARAIT LE 15 DE CHAQUE MOIS

---

#### PRIX D'ABONNEMENT :

HONGRIE ET AUTRICHE ... ..	} un an	{	300	cour.
ALLEMAGNE ... ..			80	marks.
PAYS FAISANT PARTIE DE L'UNION POSTALE			30	francs.
ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ... ..			10	\$

*Prix du Numéro : 50 cour. ; Étranger : 3 francs.*



---

## NOTES SUR LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DU COMTE TISZA

---

Dans un de ses épigrammes, Schiller dit que la femme ne doit pas juger les actions dictées par la raison de l'homme ; cependant elle est appelée à prononcer un jugement décisif sur l'homme tout entier. C'est peut-être cette sentence qui m'a toujours retenu de me faire une idée d'ensemble des personnages qui m'ont touché de fort près dans la vie . . . En me souvenant maintenant de cet homme d'Etat dont l'individualité est en butte aux plus véhémentes discussions de parti, je ne fais qu'évoquer quelques traits de sa profession de foi et de son action politiques. Ce que j'écris : je l'ai appris de lui-même ou bien puisé dans des documents et lettres émanant de sa plume. Bien que cette esquisse rapide ne soit que fragmentaire, elle ne contient pas moins des choses instructives et dignes d'être méditées.

Je ne parlerai ici que de ses vues sur la question des nationalités et de sa politique extérieure, ayant trait à notre expansion en territoire yougoslave.

— Nous devons compter — m'a-t-il dit — avec les faits. Dans notre patrie vit un grand nombre d'habitants de langue étrangère. Nous devons donc faire tout ce qui est en notre pouvoir pour que ceux, parmi eux, qui se sont sincèrement rangés de notre côté, se portent aussi bien que possible chez nous. C'était la base de ma politique concernant les nationalités. Cette conviction m'a porté à engager des négociations en vue d'aboutir à une entente avec les Roumains de Hongrie.

Ses efforts honnêtes de faire participer tout citoyen à la protection assurée par la loi, se traduisirent en faits durant la guerre. On se souvient qu'au commencement de la guerre,



l'excitation fut extrême contre les Serbes à Vienne. La *Neue Freie Presse* dirigea une charge violente contre l'attitude conciliante de Tisza, en exigeant — au nom de l'humanité — l'extirpation de toute la race serbe. Une partie des officiers commandant sur la frontière sud semblait être fort prête à mettre en pratique ce mot d'ordre : beaucoup furent emprisonnés, décimés et condamnés à mort. Lorsque Tisza protesta, il eut affaire au commandement supérieur de l'armée, mais il resta inébranlable. Des centaines d'hommes — il y avait certainement beaucoup qui ne le méritaient pas — lui furent redevables de la vie. Le commissaire royal du Sud n'était point de son avis, il inclinait plutôt vers des mesures plus rigoureuses, mais en homme consciencieux et honnête, il s'est conformé à l'esprit de la politique du chef de gouvernement ; par là, il se rendit même suspect aux généraux, et ce n'est qu'au prix de disputes continuelles qu'il parvint à délivrer les victimes désignées.

La dictature militaire s'enhardit jusqu'à jeter en prison, dans la place forte d'Arad, plus de huit cents personnes, à l'insu même des autorités civiles. Lorsque le ministère eut connaissance de ces faits, la plupart des prisonniers étaient déjà tombés victimes de la fièvre typhoïde ou d'autres maladies contagieuses. Tisza fit tout son possible pour sauver les survivants.

Un détail qui, peut-être, mérite d'être retenu : Etienne Pop Csicsó, alors membre de la Chambre des députés hongrois, intervint dans l'intérêt de quelques-uns de ces individus suspects. Il ne le fit pas gratuitement.

Tisza était, de fond en comble, un homme parlementaire ; il était incapable d'imaginer une Hongrie où la machine constitutionnelle ne fonctionnât pas. La guerre exige une concentration complète du pouvoir exécutif, souvent au détriment des libertés publiques, mais le président du Conseil hongrois tenait jusqu'à la fin réunies les deux Chambres. A Zagreb, la Diète croate délibérait également, de sorte que, dans tout l'empire de Saint-Etienne, le travail parlementaire ne fut nulle part suspendu. Cependant, plus d'une fois, des voix se faisaient entendre à Zagreb qui ne touchèrent pas agréablement l'oreille des Hongrois. Tisza était fier d'avoir maintenu intacts, au milieu des circonstances difficiles créées par la guerre, toutes les formes parlementaires.



On lui avait fait un grief de s'être opposé à la convocation du Reichsrat autrichien, mais les événements ultérieurs n'ont que trop justifié l'opportunité de son point de vue.

Lorsque, en octobre 1915, nos troupes entrèrent, avec les Allemands, à Belgrade et envahirent la plus grande partie de la Serbie, la question des buts de guerre commençait à occuper les hommes d'Etat de la monarchie. Le point de vue militaire, représenté par le chef de l'état-major, Conrad de Hötzenndorf, cherchait le premier à se faire valoir. Dans son mémoire adressé (le 27 octobre 1915) à l'empereur-roi, le maréchal exigeait l'annexion de toute la Serbie et de tout le Monténégro, voire même de l'Albanie — jusqu'au fleuve Mato, donc avec Antivari et Skutari. Les dynasties indigènes devaient cesser d'exister. La réunion des Yougoslaves devait avoir lieu sous l'égide la monarchie, autrement tout le littoral serait perdu. Pour mettre l'Italie hors d'état de nuire, on désignerait la ligne du Mincio et du Po comme frontières, pour ne pas perdre Salonique. La Pologne devra être annexée jusqu'à la ligne du Bug.

Ce fut comme le chant du cygne de la politique mondiale traditionnelle des Habsbourgs. Ainsi agrandie vers le sud et le sud-ouest, la monarchie pouvait, dans l'esprit de Conrad, prendre une attitude plus indépendante même à l'égard de l'Allemagne.

L'empire d'Autriche n'était, sous les Habsbourgs, qu'une continuation du saint empire Romain. D'un caractère universel, il ne s'appuyait pas sur l'élément national. Quel que fût le nombre des nations qui en faisaient partie, la dynastie et la religion devaient suffire à les relier entre elles.

En présence de cette conception, le comte Tisza prend fait et cause pour l'État national hongrois. Preuve son mémoire confidentiel adressé, le 20 décembre 1915, au baron Burián, ministre des Affaires étrangères.

Par opposition au programme militaire, il demande que la Bulgarie et la Grèce partagent entre elles les territoires respectifs de la Serbie, mais que la monarchie se contente d'en annexer le moins possible. Ces petits États finiront tôt ou tard par dépendre de leurs voisins plus puissants ; il suffit donc que la monarchie contracte des conventions commerciales, politiques et militaires avec eux.



Il s'oppose à toute conquête, « car en soumettant des peuples hostiles, on ne fait pas encore cesser leurs sentiments hostiles ». Par l'annexion de la Serbie, on ne ferait qu'aviver l'idée nationale serbe, l'agitation serait renforcée et s'exercerait sur un territoire plus vaste ; la conscience du peuple serbe se raffermirait et ses exigences deviendraient plus grandes. « L'incorporation de plusieurs millions de Serbes et de Monténégrins nous placerait devant une tâche impossible et exposerait la monarchie à des déchirements ; au lieu de représenter un élément de force, un tel acte diminuerait plutôt notre vitalité et cacherait des périls pour l'avenir. »

D'après une convention préliminaire passée entre les deux Etats de la monarchie, la Pologne rentrait dans la sphère d'intérêts de l'Autriche, tandis que la Serbie dans celle de la Hongrie. En opposition à cette conception, le premier ministre hongrois est d'avis que, si la Pologne échouait effectivement à l'Autriche, la force de l'élément allemand en serait complètement absorbée. Tout le poids de la conquête serbe pèserait donc sur la Hongrie et celle-ci ne saurait faire face à la situation ainsi créée que si elle pouvait compter sur la collaboration harmonieuse de la Croatie. Autrement, la Hongrie serait incapable d'absorber la totalité des Serbes. Si, par contre, on soumettait les Croates aux Serbes, ceux-là tomberaient victimes de la majorité serbe et, en quelques dizaines d'années, ils seraient submergés dans la mer serbe. Les Serbes vivant dans la monarchie donnent déjà assez de fil à retordre tant aux Hongrois qu'aux Croates. Tisza aurait pu se rapporter au fait qu'en juillet 1914, il n'accéda à l'ultimatum qu'à la condition que l'intégrité de la Serbie serait assurée et que, même au cas d'une guerre éventuelle, on se contenterait de quelques rectifications insignifiantes de frontière. Enfin — et cela était d'une importance capitale pour le ministre hongrois qui pensait toujours à la paix — il savait que, de même que l'annexion de la Belgique, celle de la Serbie ferait obstacle aux négociations de paix.

Tisza n'a pas manqué de préciser les principes de sa politique extérieure. L'expression, si souvent répétée, que la monarchie était déjà saturée, n'était point un vain mot *in usum Delphini*. Elle prouvait que nos hommes d'Etat avaient reconnu la justesse de cette thèse que la disproportion entre



les forces centripètes et centrifuges était désavantageuse à la monarchie et que, par conséquence, celle-ci ne survivrait pas à un accroissement de ces dernières. Ce sont vraiment des paroles prophétiques.

Cette courte esquisse montre que Tisza était un disciple fidèle du comte Széchenyi qui, lui aussi, était d'avis que l'avenir de la nation résidait, non pas dans un agrandissement des territoires habités par des nationalités, mais dans le déploiement de sa force intérieure. Une profession de foi humaine, en même temps que la plus nationale. Ce qu'il disait de la Serbie et de la Belgique, lui assigne pour toujours une place parmi les hommes d'État sages et prévoyants.

HENRI MARZALI.



---

## LE COMTE REVENTLOW ET LA QUESTION DES RESPONSABILITÉS

---

On dit que la vérité finit par remporter la victoire. Malheureusement, il ne semble pas être ainsi par rapport à la question des responsabilités. A Versailles, à St-Germain, à Trianon, les Alliés ont, en partis juges dans leur propre affaire, tout simplement rendu les puissances centrales responsables de la catastrophe de 1914—1918. C'était pour justifier leur politique de châtiment dont on ne cessait de menacer, durant toute la guerre, l'Allemagne et «ses complices». Cependant, surtout depuis la fin des hostilités, une série d'articles a été publiée par des auteurs russes, français et anglais, donc ententistes, qui contribuent, plus ou moins, à détruire la légende de la «culpabilité» des puissances centrales.

Il est compréhensible que ceux qui ont profité de la victoire, s'abstiennent de tirer les conséquences des révélations prouvant que ce ne sont pas l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie qui ont provoqué la guerre, car ce fait impliquerait l'ébranlement de l'édifice de la paix et mènerait tout droit à la révision de l'œuvre de la Conférence de Paris. Mais nous autres Hongrois, victimes de l'esprit de vengeance de nos voisins, nous avons tout intérêt à tenir à l'ordre du jour la question des responsabilités, puisque si la lumière se fait autour de celle-ci, tout le monde verra que les traités de paix, qui nous ont été imposés, manquent de cette base morale sur laquelle leurs auteurs les entendaient poser.

Nous ne parlerons pas ici des documents publiés par les bolchévistes russes, d'où il ressort que Suchomlinoff, Sazonoff et consorts ont arraché au Tsar hésitant l'ordre de mobilisation avant même que l'Allemagne eût mobilisé; ni des Souvenirs parus dans la *Revue des Deux Mondes* de M. Paléologue, qui



confirme le fait que Nicolas II s'est rendu compte de l'énorme responsabilité dont il se chargeait en décrétant la mobilisation générale ; nous ne mentionnerons pas non plus les nombreux écrits français où M. Poincaré est accusé d'avoir été, avec Iswolsky, l'un des principaux promoteurs de la guerre,<sup>(1)</sup> bien que le livre intitulé *De 1914 à 1919* de M. Ernest Renauld, ex-directeur du *Soleil*, soit très significatif à cet égard, puisque l'auteur cherche à y démontrer que la politique anglo-française-russe, et surtout celle de l'ex-président de la République française, furent grandement responsables des événements tragiques de 1914—1918. Cette fois nous ne voulons qu'attirer l'attention de nos lecteurs sur un article du comte Reventlow où cet homme politique prouve d'une façon tout à fait convaincante la fausseté de cette légende selon laquelle l'Allemagne s'était armée jusqu'aux dents pour déchaîner la guerre sur une Europe tout à fait inoffensive.<sup>(2)</sup>

L'article du comte Reventlow dont nous voulons parler, a pour titre : *La vraie culpabilité de l'Allemagne par rapport à la guerre mondiale.*<sup>(3)</sup> L'auteur y flétrit tout d'abord ceux de ses compatriotes qui — comme, par exemple, certains adeptes du parti socialiste — rivalisent de zèle avec les détracteurs étrangers de l'Allemagne à proclamer que leur pays est seul responsable de la guerre. Or, le comte Reventlow constate que l'Allemagne était si peu préparée à la guerre que les hommes d'État et les généraux de l'Entente étaient fermement convaincus qu'elle serait vite battue à plate couture. Pour montrer sur quoi était basée la certitude ententiste de la victoire, le comte Reventlow cite *la France Militaire* où il est parlé d'une Allemagne ébahie à la vue d'une Europe tout en baïonnettes ; *l'Écho de Paris*, dans lequel un officier très haut placé de l'État-major français fait ressortir l'horizon borné du peuple allemand qui a négligé de recruter l'armée, bien que ses moyens financiers et ses réserves en hommes lui eussent permis d'en faire autant. La France n'avait qu'à s'en féliciter et, au printemps de 1914, le général Pedoya pouvait déclarer, à la Chambre

(1) F. G. Toury : *Poincaré a-t-il voulu la guerre ?* (1920.)

(2) Très remarquable est, sous ce point de vue, une série d'articles publiés dans le *Freeman* de New-York sous le titre : *The Myth of a Guilty Nation*. (1921.)

(3) *Eine tatsächliche Schuld Deutschlands am Weltkrieg*. (Der Reichswart, 1e 20 août 1921.)



française, qu'au 1<sup>er</sup> janvier 1914, «une nation de moins de 40 millions avait plus de soldats en armes qu'une nation de 68 millions».

Le comte Reventlow admet l'exactitude des données françaises et il se demande, non sans certaine amertume, comment il fut possible que les choses se passassent ainsi dans une Allemagne décriée «militariste». L'Allemagne devait être préparée à une lutte sur deux fronts ; en outre, elle devait compter avec l'armée belge et l'armée anglaise, sans parler de ce qu'elle avait à appuyer l'armée austro-hongroise contre la supériorité numérique de l'armée russe et qu'elle devait, lors de la défection de l'Italie, contre-balancer la rupture de l'équilibre des forces armées en défaveur de l'Autriche-Hongrie. «C'est un fait — dit Reventlow — qu'en 1914, les armées allemandes qui sont entrées en ligne contre la France, étaient plus faibles que les classes appelées par la France seule, bien que le grand état-major allemand n'eût expédié que peu de troupes sur le front Est. Et dire qu'il se trouvait en Allemagne des millions de jeunes hommes qui n'ont pas servi et qui répondaient à toutes les exigences corporelles.»

Tandis qu'en France, la Chambre, consciente de ses devoirs patriotiques, avait voté, sans aucune difficulté, les projets militaires tendant à renforcer l'armée, en Allemagne, sous la pression de la Gauche, on s'efforça de réduire au strict minimum les crédits demandés pour la défense nationale. En 1912, Ludendorff, alors colonel, écrit un mémoire où, renvoyant aux armements formidables de l'Entente, il demande des garanties pour la sûreté de l'Allemagne. C'est en s'inspirant de ce mémoire que le grand état-major allemand formule ses exigences exprimées dans les projets militaires qu'on présente au Reichstag en 1913. «Toutefois — dit le comte Reventlow — le ministère de la Guerre avait supprimé la demande principale de l'état-major : la mise sur pied de trois corps d'armée», faute qui s'est cruellement vengée au cours de la grande guerre. «Le colonel Ludendorff, inspirateur gênant d'exigences importunes, dut quitter l'état-major et fut envoyé à Dusseldorf.»

D'après le comte Reventlow, le gouvernement allemand vivait dans une crainte perpétuelle du Reichstag et de la presse ; les phrases sur le «militarisme» et les «économies à



faire», aussi bien que la peur de perdre aux prochaines élections quelques voix socialdémocrates exercèrent une influence néfaste sur lui. La population, ignorant ce qui se passait autour d'elle, cria sans cesse à l'impossibilité de supporter «les charges militaires écrasantes», bien que, toutes proportions gardées, les armements de l'Allemagne fussent de beaucoup inférieurs à ceux des autres États européens.

L'homme d'État allemand reproche encore à l'Allemagne impériale, y compris l'administration militaire, d'avoir suggéré à l'opinion publique la présomption de l'invincibilité de l'Allemagne, cause principale de la légèreté avec laquelle on envisageait les événements. «On peut, sous ce rapport, faire un grief sérieux même aux partis de la Droite du Reichstag», dit le comte Reventlow. «Dans leur idée, il était antipatriotique de censurer l'armée et de déclarer, soit sous forme d'une allusion, que celle-ci ne répondrait peut-être pas aux exigences formidables d'une guerre européenne autant qu'il serait à souhaiter.» On se berçait de l'illusion que, depuis la victoire de 1870—71, la supériorité prusso-allemande était une fois pour toutes assurée, qu'en Allemagne tout était au mieux possible du point de vue militaire et que les réquisitions exorbitantes des autorités militaires et des «chauvinistes» avaient pour origine le «militarisme» et la fièvre causée par la rivalité des armements. «La possibilité d'une guerre européenne était considérée comme écartée : nul n'oserait s'y engager.»

«Toutes ces illusions et ces représentations sciemment fausses de l'état véritable de choses prouvent le contraire d'intentions belliqueuses. Même dans les milieux nationalistes, on ne voulut point de guerre. Mais, en dehors du grand état-major, les milieux nationalistes furent seuls à se rendre compte du sérieux de la situation mondiale. C'est pour cela qu'ils ne se lassaient point de revenir sur la nécessité d'augmenter les armements et qu'ils cherchaient à mettre en évidence les efforts formidables qu'une guerre européenne exigerait de l'empire et du peuple allemands. Ils ont été décriés comme des pousseurs à la guerre, des fanatiques d'armements et des chauvinistes. Le même sort échut à quiconque parlait ou écrivait d'une guerre comme d'une possibilité menaçante.»

En effet, les dirigeants de l'empire Allemand ne croyaient pas à la possibilité d'une conflagration. Dans son livre écrit,



pour sa défense, après la guerre, le chancelier Bethmann-Hollweg le disait d'une façon explicite : « Je dois avouer avoir admis que même la mentalité russe hésiterait à hasarder le pas redoutable sans une nécessité extrême ; cela, je l'admettais au commencement de la crise, de même que je croyais que l'Angleterre, placée devant la décision suprême, estimerait le maintien de la paix plus haut que ses amitiés. » Après cela, dit le comte Reventlow, il n'y a pas lieu de s'étonner que Bethmann-Hollweg ne se soit décidé que sous une pression venant de tous côtés à soumettre à la Chambre les projets militaires et, même alors, il ne fit parvenir au Parlement les demandes urgentes de l'état-major que dans un cadre restreint. Ludendorff, qui avait publié après la « révolution » le mémoire secret dont nous parlions, écrivait dans la préface : « Le peuple allemand n'a pas compris nos efforts et — l'Allemagne est anéantie. » De même, Tirpitz disait dans son livre : « Le peuple allemand n'a pas compris la mer. » « Ces deux sentences, écrit le comte Reventlow, peuvent malheureusement être réunies en une seule : « Le peuple allemand n'a pas compris et n'a pas voulu comprendre la réalité, parce qu'il était trop nonchalant. C'est pour cela qu'en 1914, l'Allemagne entra en guerre sans y avoir été militairement préparée et sans les forces nécessaires, bien qu'une partie énorme de la force populaire fût restée inexploitée. C'était la faute des dirigeants, y compris les ministères de la Guerre, du Reichstag dans sa grande majorité, et d'une partie considérable de l'opinion publique et, avant tout, de la propagande internationale. »

Le comte Reventlow ne se contente pas de démontrer qu'on avait négligé de renforcer l'armée, il accuse encore Bethmann-Hollweg et son entourage d'avoir saboté le programme de Tirpitz, visant à la création d'une flotte puissante. Si l'on y était arrivé, il eût été plus facile d'aboutir à une entente navale avec l'Angleterre à laquelle l'administration de la flotte allemande se déclarait, bien avant la guerre, prête à adhérer. Lorsque la guerre éclata, on découvrit qu'il n'y avait eu aucun plan concerté entre les manœuvres de l'armée et celles de la flotte. On n'avait même pas songé à discuter l'éventualité d'une collaboration de l'armée et de la marine allemandes. Si l'on n'avait prévu aucune coopération entre les autorités militaires et navales, encore moins a-t-on préparé le terrain



aux divers problèmes politiques et diplomatiques dont la solution devait s'imposer lors du déclenchement de la guerre. Tandis que les chefs politiques et militaires de l'Entente, dit le comte Reventlow, collaborèrent, pendant une dizaine d'années avant la guerre, pour élucider toutes les questions qui les intéressaient, en Allemagne « le chancelier négligea de tomber d'accord avec sa propre armée et sa propre marine ». Et il cite, comme exemple typique du désaccord régnant dans le sein de la Triple-Alliance, le désarroi causé, en août 1914, par l'attitude de l'Italie. Toute la conduite politique de la guerre ne fut, selon le comte Reventlow, « qu'une improvisation insensée ».

On ne saurait même imaginer un fait plus frappant pour prouver qu'en Allemagne on ne voulut pas la guerre et qu'on n'y songea même pas ; en effet, en l'été de 1914, « un chancelier allemand ignore encore totalement de quelle façon l'armée et la flotte devront procéder et quelles seront les questions qui surgiront au moment de leur entrée en action. Dans tout pays du monde, quelque chose de semblable serait inconcevable. Nous nous trouvons ici en présence d'un crime de guerre commis à l'égard du peuple, à l'égard de l'empire Allemand, et en même temps d'une nonchalance politique et d'un manque de volonté d'envisager l'avenir sans illusions qui n'ont pas leurs pareils dans l'histoire. »

Le comte Reventlow cite encore toute une série de faits pour mettre en évidence qu'au point de vue politique et diplomatique, l'Allemagne et ses alliés étaient aussi peu préparés à une guerre que sur le terrain militaire. Tandis que l'Entente cherchait par tous les moyens à affaiblir l'Allemagne et à éveiller la suspicion autour d'elle, celle-ci ne faisait rien pour parer aux événements qui allaient venir. L'Entente avait conclu une convention secrète avec la Belgique ; elle avait amené la Roumanie et l'Italie à se détacher de leurs alliés ; elle avait, par sa propagande incessante, fomenté des troubles parmi les populations slaves de la monarchie austro-hongroise — et l'on sait avec quel succès ! — elle avait passé des contrats d'alliance avec toute une série de petits États et avec le Japon ; dans les États-Unis d'Amérique, la propagande franco-britannique, toute en rendant suspects les projets allemands, avait préparé le terrain à la participation de l'Amérique à une guerre européenne, etc.



Que faisait, sur ces entrefaites, la politique allemande ? se demande le comte Reventlow. Et il répond : elle perdit une position après l'autre et ne disposa même pas de l'énergie suffisante pour se faire une idée nette de la situation. Exemple : durant les guerres balkaniques, l'Italie avait carrément refusé la proposition de l'Autriche-Hongrie visant à une intervention énergique contre la Serbie. A la suite de cet incident, les hommes politiques allemands auraient dû se mettre en rapport avec les deux puissances intéressées pour élucider, dans tous leurs détails, les éventualités semblables qui pourraient surgir à l'avenir, et alors il ne serait pas arrivé que, lorsque la guerre éclata, le grand empire Allemand devait constater avec stupeur qu'il n'avait qu'un seul allié et que les autres s'étaient changés en ennemis... Ainsi se vengeait l'illusion de la politique de Bethmann-Hollweg et de ses adeptes qui ne croyaient point à la possibilité d'une guerre européenne.

Après avoir insisté sur les négligences de la politique et de la diplomatie allemandes, le comte Reventlow passe à la démonstration du fait que, du point de vue économique, l'Allemagne n'était pas non plus préparée à la guerre. Le comte Schwerin-Löwitz, Caprivi et Bismarck s'étaient rendu compte de l'importance capitale qu'avait, pour l'empire Germanique, la production agricole et la faculté de pouvoir s'alimenter sans avoir recours à des ressources étrangères. Ce problème devint encore plus compliqué par suite de l'augmentation rapide de la population, et c'est pourquoi on devait envisager, pour un temps indéfini, la nécessité d'importer une partie considérable des vivres et des fourrages dont l'Allemagne aurait besoin. Il y avait aussi la question des matières premières : (coton, cuivre, caoutchouc, etc.) pour lesquelles on était également réduit à l'importation d'outre-mer. Un gouvernement conscient de ses devoirs aurait dû se demander : que ferait l'Allemagne en cas d'une guerre où elle serait bloquée ? Or, on ne prit aucune mesure financière ou économique pour parer à une telle éventualité. Lorsque les services de certains ministères se montraient soucieux des dangers que recelait la « politique de blé » du gouvernement, le ministère des Affaires étrangères émit l'avis que « l'Angleterre respecterait le pavillon américain et qu'elle laisserait passer les navires américains important du blé pour l'Allemagne », avis que, il faut bien le dire, les



chefs de la marine ne partagèrent point ; quant au problème si important des matières premières, il ne fut même pas abordé par les autorités compétentes.

Les ennemis de l'Allemagne, dit le comte Reventlow, fondaient leurs espérances principalement sur le fait que l'empire Germanique, coupé de l'Océan, ou bien ne serait pas capable de faire la guerre et serait forcé de se soumettre, ou bien, il succomberait sous peu de temps. En 1906, les journaux français, sûrs de la coopération anglaise, développaient déjà cette idée, et lorsque, en 1914, le grand événement se produisit, toute la presse alliée retentit d'un seul cri : l'Allemagne ne saurait tenir que peu de temps, car la faim viendrait bientôt à bout de sa résistance, etc. A n'avoir pas pris les mesures économiques préventives, l'Allemagne avait donc grandement encouragé les Alliés à risquer la guerre : car si elle eût amassé des vivres et des matières premières suffisantes pour un an ou un temps plus long encore : les ennemis de l'empire, surtout ceux qui comptaient sur l'effet du blocus, auraient bien réfléchi avant de se lancer dans l'aventure. En outre, les souffrances de la population civile, durant les années 1914—1920, n'eussent pas été si grandes, si le gouvernement allemand n'avait point négligé de poursuivre une politique rationnelle touchant les questions d'alimentation en cas de guerre, etc.

En se résumant, le comte Reventlow arrive à cette conclusion que le gouvernement allemand faisait justement le contraire de ce qu'il fallait pour être prêt à la guerre, tandis que les partis socialistes et radicaux contribuaient, de leur part, à discréditer le sentiment national et à affaiblir l'idée monarchique, en se ralliant aux mots d'ordre du pacifisme et du défaitisme, etc. « Dans les pays de l'Entente, on ne se contentait pas d'apprécier cette lutte contre l'idée nationale, mais on l'activait et l'aidait encore. Tout succès de la Gauche en Allemagne fut accueilli avec joie à Paris et à Londres. Cela est prouvé non seulement par l'attitude de la presse, mais aussi par les rapports des ministres belges à leur gouvernement. Dans chacun de ces cas, on reconnut un nouveau pas vers le chemin de la désagrégation nationale des Allemands et, par conséquent, de la diminution de la force et de la volonté tendant à la conservation de la conscience nationale. »



Les développements du comte Reventlow sont très intéressants ; s'il exagère parfois, il n'en jette pas moins une vive lumière sur la politique intérieure et extérieure de l'empire allemand d'avant la guerre. Et, dans l'intérêt de la vérité qui seule nous guide, nous devons reconnaître que les arguments qu'il accumule pour décharger l'Allemagne de la responsabilité, sont, pour la plupart, exacts et justes. Le comte Reventlow reproche à ses concitoyens, surtout aux adeptes des idées radicales, d'avoir manqué de patriotisme et, en général, de n'être pas un peuple « politique ». En ceci, il n'a pas tout à fait tort. Tandis que le gros des socialistes français, anglais et italiens étaient pour la guerre — durant la guerre, la Gauche allemande n'a pas reculé devant le crime de faire le jeu de l'adversaire, en affichant un pacifisme international qui avait le défaut mémorable de n'être pas international ...

Et puis, il ne suffit pas qu'une nation soit civilisée, laborieuse, d'une haute moralité : il faut aussi qu'elle soit douée d'une certaine dose de méfiance, pour ne pas tomber victime de faux apôtres d'un humanitarisme unilatéral. Ludendorff s'était exprimé d'une manière un peu brutale, en disant que ce qui fit défaut, durant la guerre, au peuple allemand, fut « une haine salubre ... »

Pour nous autres Hongrois, les assertions du comte Reventlow sont importantes en tant qu'elles disculpent aussi l'Autriche-Hongrie de l'accusation d'avoir suscité la guerre. Quiconque pèse les arguments énumérés par l'homme d'État allemand, doit constater la fausseté du mythe d'une Allemagne (et d'une Autriche-Hongrie — pouvons-nous ajouter) armées jusqu'aux dents et prêtes à tomber sur une Europe totalement inoffensive et prise au dépourvu. Enfin, le rôle qu'ont joué nos pacifistes et défaitistes et ceux de l'Allemagne, durant et surtout après la guerre, ne laisse pas non plus d'être d'une analogie frappante. C'est en grande partie pour avoir prêté une oreille trop complaisante à la phraséologie internationale d'un Wilson que l'Allemagne et la Hongrie subissent aujourd'hui la loi de l'étranger et que des morceaux considérables de leur territoire se trouvent soumis à une domination étrangère.

UN ANCIEN AMBASSADEUR.



---

## UNITÉ ITALIENNE — AVEC DU SANG HONGROIS

---

Ces derniers jours, j'eus l'occasion de feuilleter les Mémoires du colonel comte Alexandre Teleki, aide de camp du général Bem. Ce sont des réminiscences d'un intérêt extraordinaire qui, racontées d'une manière rapsodique, dans un style foncièrement magyar, captivent l'attention du lecteur, tout en le divertissant et en l'instruisant.

Le comte Teleki eut une part considérable dans la création de l'*Unita Italia*. Ses ouvrages : *Sous Garibaldi* et *Mes souvenirs* sont les témoignages éloquents du courage et de l'esprit de sacrifice avec lesquels le général Étienne Türr, les colonels Ferdinand Eber, le comte Grégoire Bethlen, Tüköry et Sréter, les généraux Eberhard et Csudaffy ont combattu, en compagnie d'autres officiers supérieurs et de soldats hongrois, pour l'unité italienne.

Teleki fait remarquer que l'idée de l'union « germa dans le cerveau illuminé du Dante : le génie créateur du poète avait, par divination prophétique, mis en vers ce que Mazzini, Cavour, Garibaldi et Victor-Emmanuel changèrent ensuite en réalité ». Il cite encore le mot de Garibaldi au sens duquel « nous parvinmes à peine à balbutier ce nom : *Italie unie*, lorsque Mazzini lui avait déjà consacré des volumes ».

Cependant, la gloire de ces jours mémorables retombe également sur les héros susmentionnés de l'histoire italienne et de l'histoire hongroise qui, l'épée à la main, payèrent de leur personne la réalisation de l'union. Ils ne se doutèrent point que, par leurs exploits, ils aient rendu des services inestimables à la nation hongroise saignant de mille blessures, à la Hongrie mutilée, réduite des trois quarts de son territoire et de ses habitants.

Carrano, le chef de l'état-major de Garibaldi, nous raconte comment Étienne Türr fut blessé : « En s'avancant, il voulut



tourner, avec l'aile droite de la colonne autrichienne, l'aile gauche des chasseurs alpins. En même temps, à l'aile droite et au centre, près du pont St-Giacomo, le colonel Türr conduisit à l'assaut ses soldats ; l'ennemi ouvrit un feu épais, et poussa en avant, sur une pente couverte d'arbrisseaux, en refoulant les nôtres jusqu'au pont. A ce moment, Türr brandit son sabre et, la tête levée, s'élança, en commandant à haute voix : premier et quatrième bataillon, à l'attaque ! Par cette manœuvre, il chercha à tromper l'ennemi et à lui faire accroire que nos troupes étaient beaucoup plus nombreuses qu'ils ne le paraissaient en réalité. Les balles tombèrent dru et une d'elles atteignit et cassa le bras gauche de Türr ; mais le Hongrois intrépide (l'intrepido Ungherese) n'en continua pas moins à commander et à encourager ses gens à l'attaque, en disant qu'on « ne saurait remporter la victoire et rendre la patrie libre sans de grands sacrifices ».

Ce fut dans le palais Feneroli, illustré par les événements historiques de Brescia, et qui servit autrefois de quartier général à Napoleon I<sup>er</sup>, à François Joseph I<sup>er</sup>, à Victor-Emmanuel et à Garibaldi, qu'on transporta Türr gravement blessé ; ce fut là qu'il reçut la lettre suivante :

« Novulento, le 16 juin 1859. Mon cher ami, *Le sang hongrois a coulé pour l'Italie, et la fraternité qui doit réunir les deux peuples à l'avenir, en est devenue plus forte* ; ce sang devait être le vôtre, celui d'un héros. Je serai privé quelque temps d'un camarade et d'un bon ami, mais j'espère vous revoir bientôt, sain, à côté de moi, pour que vous puissiez conduire à la victoire nos jeunes soldats. »

« Je serais heureux de pouvoir vous être utile en quoi que ce soit : vous n'avez qu'à disposer de moi. Votre Garibaldi. »

Türr fut guéri et devint maréchal et aide-de-camp de Victor-Emmanuel, « il re galantuomo ». Il cultiva, pendant des dizaines d'années, l'amitié entre l'Italie et la Hongrie avec beaucoup d'amour et d'abnégation, et cette amitié, pour ainsi dire traditionnelle, ne fut troublée par rien jusqu'au déclenchement de la guerre mondiale. Lorsque, à propos de la solution de la question de la Hongrie occidentale, et surtout lorsque la petite Entente, prenant prétexte de la présence du roi Charles en Hongrie, chercha à nous intimider par le fracas des armes, il se peut que le marquis Torretta et le ministre



d'Italie à Budapest, le prince Castagneto, en se rangeant résolument de notre côté, se soient souvenus que des Hongrois se battirent héroïquement et versèrent leur sang pour l'*Italia Unita*. En tout cas, la nation hongroise doit à ces diplomates des remerciements et de la reconnaissance.

Le général Türr, en cher ami bienveillant à ma famille et à moi, nous rendit toujours visite, lorsqu'il vint en Hongrie ; une fois, il nous raconta deux anecdotes qui méritent peut-être d'être transmises à la postérité. Les voici :

À propos d'une crise ministérielle, le roi Victor-Emmanuel s'efforce de former, bien avant dans la nuit, le nouveau cabinet, en se consultant avec le président du Conseil désigné. Il ne manque plus que le ministre de la Guerre ; le président du Conseil *in spe* propose le commandant de place de Rome ; on le réveille donc, et lorsqu'il se présente devant le roi, celui-ci lui offre le portefeuille de la Guerre. Le général étonné cherche à s'esquiver et, dans son embarras, avoue enfin : « Majesté, je ne puis accepter, je suis Hongrois. »

Ce fut le général Csudaffy — plus tard, il écrivit son nom *Ciudaffi* — qui devint cette nuit même sujet italien et un des réorganisateurs les plus méritants de l'armée italienne.

Voici maintenant l'autre historiette. Après avoir débarqué à Marsala, à la tête des *Mille*, Garibaldi conduisit de victoire en victoire ses braves soldats. Parmi ceux-ci, les hussards du colonel comte Grégoire Bethlen (proche parent du président du Conseil actuel) comptèrent parmi les plus populaires. Quoique la solde fût très exiguë, les hussards hongrois aimaient à célébrer la victoire par des festins joyeux. Il arriva cependant qu'après avoir organisé de pareilles fêtes triomphales, ils oublièrent de payer l'écot dans les osterias. Le peuple italien qui, dans son enthousiasme, les aimait beaucoup, ne leur en savait point mauvais gré. Néanmoins, il exprima ses sentiments dans ces vers harmonieux :

Ungheresi, nobile gente  
Commanda molto, paga niente. <sup>(1)</sup>

BON LOUIS LÉVAY.

(1) Les Hongrois sont de nobles gens ; ils commandent beaucoup et ne payent rien.



---

## L'ÉQUILIBRE EUROPÉEN

---

Le jeu singulier de l'histoire a amené en Europe, avec chaque siècle, un grand bouleversement, suivi d'un règlement général qui, pour un certain temps, assurait le calme au continent agité.

Les années 1713 et 1714 se signalent dans l'histoire des temps modernes par la conclusion des paix d'Utrecht et de Rastadt, qui mettaient fin à de longues luttes. Ces traités marquèrent le terme de la prépondérance de Louis XIV et rétablirent l'équilibre européen.

Un nouveau siècle s'écoule jusqu'au Congrès de Vienne de 1815. Le pouvoir de Napoléon est définitivement brisé et il faut refaire l'équilibre troublé par l'empereur.

1914... année voilée de nuées sanglantes et qui, elle aussi, marque un règlement semblable. Sans nous placer au point de vue des écrivains qui, poursuivant la comparaison, déclarent que 1914 délivra l'Europe de la prépondérance allemande, nous admettons que ce fut, une fois de plus, la question de l'équilibre européen qui prima sur toute autre. La rupture de cet équilibre bouleversa la paix de l'Europe.

La fausse direction prise par les groupements de puissances remonte à la fin du siècle dernier. Dès la première décade du XX<sup>e</sup> siècle, l'atmosphère politique était déjà tellement embrumée qu'il n'y avait qu'une issue possible, la guerre mondiale.

Au cours de nos développements, nous devons aussi toucher à une question délicate, celle de savoir qui fut l'auteur ou l'instigateur du conflit. Il est impossible, jusqu'à présent, de donner sur ce point une réponse précise ; l'auteur d'une guerre et celui qui la déclare faisant deux.

Durant la guerre, la recherche des culpabilités était une arme, une façon de combattre. Si l'on parvient à faire croire



à la population de l'État adverse que ses propres dirigeants avaient déchaîné sur elle la guerre, avec toutes ses horreurs, cette population en arrivera naturellement à concevoir de la haine et de la méfiance pour son gouvernement. L'esprit de sacrifice et la résistance cesseront. Le soldat combat tout autrement s'il croit défendre son pays attaqué ou s'il a conscience que sa patrie a été cause de la guerre.

Il n'y a pas eu, au cours de la guerre, d'homme politique anglais qui n'ait accusé l'empereur d'Allemagne, le chancelier Bethmann-Hollweg ou le secrétaire d'État Jagow d'avoir provoqué la guerre ; mais il n'y eut pas davantage un homme politique allemand qui n'ait lancé ouvertement ou insidieusement la même accusation contre les membres du gouvernement anglais. Ces discours étaient des moyens de combat, exactement au même titre que les mitrailleuses, les mines ou les canons.

Depuis la conclusion de l'armistice, les dirigeants des Etats vainqueurs ont cessé de soulever la question des responsabilités ; l'armistice, en effet, met fin au rôle des armes, de toutes les armes, quelles qu'elles soient, et d'ailleurs la victoire dispense des comptes à rendre. Par contraste, c'est toute une série de divers *Mémoires* qui sont publiés dans les Etats vaincus. Le but en est clair : les auteurs se défendent d'avoir suscité le conflit, car personne ne consent à porter la responsabilité d'une guerre malheureuse.

On ne saurait accuser uniquement un Etat plutôt qu'un autre d'avoir provoqué la guerre ; la véritable cause en fut, comme nous allons le voir, dans la rupture de l'équilibre européen, et les événements des dernières décades nous entraînaient, automatiquement, en quelque sorte, à la conflagration mondiale.

Tâchons maintenant de bien définir cet équilibre politique, dont on a si souvent parlé et auquel nous venons de faire allusion. Nous entendons par équilibre, au sens simple et primordial du mot, une répartition telle des forces des États qu'aucun d'entre eux ne puisse disposer, soit par lui-même, soit par ses alliances, d'un pouvoir capable d'opprimer une autre nation.

Cette sorte d'équilibre est uniquement basée sur l'égoïsme national ; aussi semble-t-il condamnable du point de vue moral.



En envisageant les choses sous l'angle moral, il faudrait se réjouir de la prospérité matérielle et intellectuelle d'un autre peuple ; or l'envie, la jalousie, la malveillance incitent les États voisins à se liguier contre la nation dont la puissance va se développant. Agitant dans son pays contre la guerre de Crimée, Cobden avait dit : « La crainte d'un péril menaçant l'équilibre européen provient de la jalousie que nous inspirent tous les États qui s'accroissent et se renforcent. »

Si tel est l'aspect sous lequel, du point de vue moral, nous devons considérer le principe de l'équilibre, néanmoins, politiquement parlant, l'équilibre des États constitue l'instrument automatique le plus propre à assurer leur indépendance réciproque.

Comme nous l'avons dit, cette forme élémentaire et primordiale de l'équilibre prend partout et à toutes les époques spontanément naissance en face d'une puissance qui rompt l'équilibre. Une telle coalition involontaire des États n'a qu'un caractère transitoire et ne subsiste que jusqu'à la défaite du « perturbateur ». Il se peut que le front d'attaque se réforme peu de temps ensuite contre un autre État et, le cas échéant, contre l'un des membres de la précédente coalition dont la puissance serait devenue trop grande.

Si la coalition des États n'est pas provisoire, si elle présente un caractère stable et a pour objet de maintenir la paix et non plus uniquement de contrecarrer les visées d'un État en voie d'ascension, en faisant front à un autre groupe d'États : nous avons devant nous une forme plus moderne, plus évoluée de la notion d'équilibre. C'est là, à proprement parler, l'état véritable d'équilibre, car dans le cas antérieur, le groupement n'est pas uniforme : d'une part, la coalition, de l'autre, un État soutenu, éventuellement, par un ou deux alliés. Ici, par contre, ce sont des forces habituellement égales qui se trouvent en présence. Dès que l'équilibre se rompt, la paix elle-même est détruite.

L'histoire moderne présente trois exemples typiques de la première forme de la politique d'équilibre.

La première coalition se constitua spontanément contre la maison d'Autriche, lorsque celle-ci occupa simultanément les trônes d'Allemagne et d'Espagne. Charles-Quint ayant, en outre de ses possessions espagnoles et autrichiennes, acquis



également les trônes de Bohême et de Hongrie, en 1526, eut en Europe une prépondérance évidente. François I<sup>er</sup>, roi de France, luttant pour rétablir l'équilibre, s'allia avec tous les ennemis de Charles-Quint, depuis le Sultan jusqu'au Pape. Les espérances ambitieuses de la branche espagnole se trouvèrent anéanties par la révolution victorieuse des Pays-Bas et par la destruction de l'« invincible Armada » dirigée contre l'Angleterre. La puissance de la branche allemande s'écroula lors des guerres de Trente ans et de la paix de Westphalie (1648), traité qui conférait à la France et à la Suède le droit d'intervenir dans les affaires de l'Allemagne. La lutte pour le maintien de l'équilibre se poursuivit contre Louis XIV, ce souverain ayant, après la destruction de la suprématie des Habsbourg, repris la politique d'Henri IV, politique qui tendait à l'établissement de la suprématie française. Les Bourbons possédaient alors trois trônes : ceux de France, d'Espagne et de Naples. La série des guerres contre eux se termina par le rétablissement de l'équilibre, c'est-à-dire la paix d'Utrecht, en 1713.

Au bout de moins d'un siècle, une nouvelle coalition se constitue, naturellement en face d'un État tendant à la suprématie : la France de Napoléon. La lutte finit par le rétablissement de l'équilibre.

Selon M. Heffter, « l'équilibre politique consiste en ce qu'une seule nation ne peut s'écarter des principes du droit international sans s'exposer à l'opposition, non seulement de l'État menacé, mais encore de tous les États qui font partie du même système politique ». Ces termes expriment d'une façon précise l'idée que, durant des siècles, on se fit de l'équilibre. Cependant, au milieu du siècle dernier, on vit apparaître un type de groupement d'États auquel la dénomination d'« équilibre » convenait beaucoup mieux, tandis qu'à l'état d'équilibre que nous caractérisions précédemment, on pourrait donner, avec plus d'exactitude, le nom de « puissance proportionnelle ». ... Car que faut-il tout d'abord pour créer l'équilibre ? Il faut une résultante de deux forces égales agissant en sens contraire ; puisque aussi bien c'est à la physique que l'on emprunte la notion d'équilibre, empruntons-la avec toutes ses formules, et non uniquement pour sa désignation. En s'en tenant à ces formules, on ne saurait



soutenir un instant de plus la comparaison avec l'équilibre, tel qu'il se présente sous son ancienne forme.

On y constate deux forces en effet, mais ce n'est qu'après la rupture de l'équilibre ; dans le cas contraire, alors que l'équilibre existe, politiquement parlant, on se trouve en présence d'une force unique, résultante des forces d'États se développant harmonieusement. Dès que les États font front contre un autre, c'est-à-dire, au moment où deux forces se manifestent, la rupture s'est déjà produite et c'est précisément pour rétablir l'équilibre que la lutte survient. Ainsi donc, la forme d'équilibre politique dont on a tant parlé, n'implique pas l'idée de deux forces, mais d'une seule ; on ne peut donc, rigoureusement parlant, la considérer comme un équilibre. Les deux forces qui entrent en jeu après la rupture sont totalement inégales : d'une part, l'État qui a rompu l'équilibre, soit isolé, soit avec un ou deux alliés, et de l'autre, les États qui, menacés dans leurs intérêts vitaux, se sont ligüés spontanément. La différence est très marquée entre les deux forces en présence et, comme nous l'avons fait ressortir, la répartition des forces ne se fait qu'après la rupture de l'équilibre. La lutte se termine habituellement par la victoire de la coalition.

Bien que ne répondant point à la notion du même nom, la désignation d'équilibre demeura justifiée jusqu'au moment où le siècle dernier vit se former un groupement de puissances d'un type nouveau auquel s'applique réellement cette appellation.

Voyons donc, en quoi consiste ce véritable équilibre européen. La Sainte Alliance, créée au début du siècle dernier pour le maintien de la paix, se lézarda au bout de quelques décades, par suite de défauts de structure, et s'écroula irrémédiablement lors de la guerre de Crimée. « La Sainte Alliance a fait naufrage à la guerre de Crimée », déclarait Bismarck dans son discours du 6 février 1882. Pendant tout le temps qu'elle dura, la guerre de Crimée menaça de mettre le feu à l'Europe. En 1857, la question de Neuchâtel fut une menace de guerre entre l'Allemagne et la France et, indirectement, de conflit européen ; à la même époque la guerre austro-italienne s'annonçait, pour éclater en effet un an plus tard. « Il ne s'en fallut que d'un cheveu qu'elle ne nous entraînât à nouveau dans une grande guerre européenne. »



1866 marque à son tour des velléités belliqueuses. Il était à craindre que la guerre prusso-autrichienne ne frayât la voie à un grand conflit européen. De 1866 à 1870, les années passèrent chargées de menaces. Enfin la guerre de 1870—71 ne mit pas un terme au jeu des armes. « Nous étions à peine rentrés chez nous », dit Bismarck dans son discours précité, « que l'on entendait déjà dire : à quand la prochaine guerre ? à quand l'heure de la revanche ? » La crainte perpétuelle d'une guerre, crainte causée surtout par le défaut total d'équilibre entre les puissances, l'incertitude qui régnait dans la politique entre les Etats et où, seul, le génie de Bismarck parvenait à se retrouver, firent place après 1880 à un calme relatif.

Nous n'entendons pas exposer en détail l'histoire des origines de la Duplice germano-austro-hongroise, puis de la Triplice avec la participation de l'Italie. Ce qui nous intéresse ici, c'est que la création de cette alliance marqua le premier pas dans l'établissement d'un équilibre européen.

Un centre de cristallisation venait de naître autour et en face duquel allaient se ranger les Etats, conformément à leurs intérêts. « Nous sommes unis à nos alliés dans l'amour de la paix, non seulement par le sentiment et l'amitié, mais par les intérêts les plus pressants de l'équilibre européen et de notre propre avenir », avait dit Bismarck.

Les années qui suivirent la conclusion de la Triple Alliance, virent surgir de nouveaux différends : d'une part, la querelle entre l'Autriche-Hongrie et la Russie, de l'autre, l'animosité toujours latente entre l'Allemagne et la France. Le spectre de la guerre ne cessa de hanter les esprits, tout autant qu'avant la formation de la Triplice. La tension fit place au calme, lorsque la France eut offert une main alliée à l'empire des Tsars, en dépit de toutes les divergences qui les séparaient, comme jadis avec le Sultan.

Aussi longtemps qu'il n'y avait eu que l'alliance entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, alliance conclue uniquement, au su de tous, dans un but de défense contre la Russie, la France ne s'était pas sentie menacée. Aucun groupement adverse ne s'était constitué en face de la Duplice, la Russie n'ayant reçu aucune offre d'alliance. Dès que l'Italie se fût jointe aux Puissances centrales, pour se protéger contre la France, un mouvement se dessina dans ce dernier pays en vue de conclure une



alliance franco-russe. Cette dernière ne mettait pas en péril la paix mondiale. « L'alliance russo-française était une riposte nécessaire à la Triple », écrit avec raison Erich Marcks.<sup>(1)</sup>

Après une décade de malaise, l'alliance franco-russe créait l'équilibre européen. C'était là un véritable équilibre, au sens le plus strict. Groupés en face les uns des autres, les États étaient retenus de toute mesure agressive par la crainte que leur inspirait la puissance du groupe adverse. On peut dire que les forces en présence se contrebalançaient et que l'équilibre qui en résulta eut pour effet de garantir la paix. Les tensions perpétuelles et les menaces de guerre firent place à une période de calme et de sécurité. Dans toutes les décisions à prendre, les États durent compter avec les coups des puissances adverses et, par suite, se garder de toute mesure violente.

Il est intéressant d'étudier l'attitude de l'Angleterre en face de l'équilibre tel qu'il venait de se faire, car il est étrange que ce pays, qui préconisa sans cesse l'idée de l'équilibre, se tint à l'écart de la politique européenne lorsque l'équilibre fut établi.

Cependant, si nous y regardons de près, l'attitude de l'Angleterre semble parfaitement logique. Les puissances continentales s'étant engagées les unes envers les autres, sa politique hors d'Europe n'était point troublée et aucun des groupements, par sa prépondérance, ne menaçait sa situation mondiale. Si, d'autre part, le développement de l'un des États européens prenait des proportions menaçantes et que ne pourrait plus contrebalancer le groupe adverse, l'Angleterre se réservait de jeter ses forces dans la balance, qu'elle ferait alors pencher du côté qu'elle aurait choisi.

L'Angleterre domina donc l'équilibre. Elle allait le maintenir aussi longtemps que sa situation l'exigerait et le détruirait à son profit dès que, poussée par ses intérêts, elle prendrait place dans l'un ou l'autre camp. C'est ainsi que l'Angleterre entend sa politique de « splendid isolation » et qu'elle défend l'équilibre européen.

En 1914, après avoir reçu ses passeports, sir Edward Goschen, ambassadeur de la Grande-Bretagne à Berlin, s'exprimait en ces termes avant son départ : « Il faut que nous pre-

(1) *Bismarck. Ein Lebensbild*, p. 18.



nions part à la guerre pour défendre l'équilibre européen contre l'Allemagne. » Or, l'équilibre européen avait déjà cessé d'exister dans la période qui précéda la guerre : s'il y avait eu équilibre, la guerre n'eût point éclaté ; l'Angleterre n'avait donc rien à défendre. Seulement, de même que lors des guerres napoléoniennes, — Napoléon luttant contre l'hégémonie maritime de l'Angleterre et celle-ci combattant l'hégémonie continentale de Napoléon, — chacun des adversaires se posait en défenseur de l'équilibre.

Ce fut l'Angleterre, principale promotrice de l'idée d'équilibre, qui battit la première brèche à l'équilibre établi par la constitution de la Triplice et de l'alliance franco-russe, en se rapprochant, en 1904, de cette dernière. Jusqu'alors elle avait fait preuve envers la Triplice d'une bienveillance marquée. Lorsque Salisbury apprit la nouvelle de la conclusion de l'alliance germano-austro-hongroise en 1879, il l'accueillit comme une « agréable nouvelle », pour citer ses propres paroles.

L'attitude bienveillante de l'Angleterre ne fit que renforcer le prestige de la Triplice, « en lui assurant la couverture indispensable de sa flotte puissante ». <sup>(1)</sup> Dès que l'Angleterre se fut jointe aux adversaires de l'Allemagne, la Russie et la France, confiantes dans la flotte anglaise et dans sa grande puissance financière, se sentirent encouragées à poursuivre une politique plus agressive. Ce fut donc l'année 1904 qui, par la conclusion de la Triple Entente, marqua le début du processus qui allait détruire l'équilibre.

A quel mobile obéissait l'Angleterre en s'unissant à l'alliance franco-russe, brisant ainsi l'assiette continentale si péniblement établie et si jalousement gardée ? A la même pensée lancinante qui, depuis les temps reculés, l'avait incitée au maintien de l'équilibre, c'est-à-dire si quelque État européen parvenait à la suprématie continentale, le royaume insulaire et son empire colonial étaient en péril. Dès qu'une puissance semblable apparaissait ou semblait en voie de formation, l'Angleterre se joignait aux ennemis de cet État, bien qu'une telle attitude fût en contradiction avec sa politique d'équilibre. Car ce n'est point pour des motifs idéalistes qu'elle se fit le champion de cette politique, mais parce que son

(1) G. Balanyi: *Világpolitika*. (Politique mondiale, 1918, p. 56.)



intérêt vital exigeait qu'aussitôt que celui-ci entraît en conflit avec le principe d'équilibre, elle le sacrifiât sans aucune hésitation.

Pour l'Angleterre, l'équilibre n'a d'importance qu'autant que l'un des États ou des groupes d'États tient en respect et neutralise la puissance adverse, État isolé ou groupement : cette puissance ne peut alors disposer d'elle-même ni s'exercer au dehors. Or, un tel résultat ne peut avoir lieu que si les forces des États en présence sont approximativement égales. Si cet équilibre manque entre les États continentaux, l'un d'eux en arrive à pouvoir s'élever au-dessus des autres et acquérir l'hégémonie. C'est à ce moment que l'Angleterre a recours à la guerre.

L'attitude qu'elle adopta envers l'Allemagne est nettement caractérisée dans les lignes suivantes que nous empruntons au comte Jules Andrássy : « L'orientation générale de la politique du kaiser fit naître en Angleterre la conviction que d'Allemagne constituait un péril pour l'empire Britannique. Beaucoup craignirent une invasion soudaine, et tout le monde avait le sentiment que l'Allemagne disposait d'une force dangereuse à laquelle il fallait absolument faire contre-poids. Dans la conception des Anglais, la flotte britannique est un besoin et celle de l'Allemagne un luxe ; aussi vit-on en Angleterre une provocation directe dans la continuation par l'Allemagne de ses projets de constructions navales, sans ménagement pour la susceptibilité anglaise. » <sup>(1)</sup> Andrássy dit encore : « L'Allemagne acquiert peu à peu sous Guillaume II une position mondiale telle que l'Angleterre ne l'a jamais tolérée chez aucun autre État. Pourquoi devrait-elle précisément faire exception pour l'Allemagne ? » (Ibid.)

Tel fut, en effet, le point de vue de l'Angleterre. A ses yeux, l'Allemagne, par son essor économique et militaire des dernières décades, avait rompu l'équilibre. Qu'il nous suffise cependant de faire observer que les forces de l'alliance franco-russe contrebalançaient celles de l'Allemagne. L'essor de cette dernière n'offrait pas de proportions telles que l'Angleterre dût, pour le maintien de l'équilibre, jeter ses forces dans le plateau.

<sup>(1)</sup> *Diplomatie et guerre mondiale* (en hongrois), p. 21—22.



Au moment où l'Angleterre se rallia à l'alliance franco-russe, l'équilibre se maintenait encore ; toutefois, il n'eût fallu que peu d'années pour que le plateau penchât largement en faveur de l'Allemagne. A cette pensée, il se produisit un énervement tel dans l'opinion publique de l'Angleterre qu'elle fut incapable d'attendre des années. Ce fut donc à la seule *pensée* d'une rupture possible d'équilibre que l'Angleterre entra dans l'alliance franco-russe, amenant ainsi la rupture.

C'en était fait du sort de l'équilibre européen, lorsque l'Angleterre se fut jointe à l'alliance franco-russe. Il y avait, d'une part, l'Entente anglo-franco-russe, unie dans la jalousie et la haine de la puissante Allemagne et de son alliée l'Autriche-Hongrie et, d'autre part, la Triple-Alliance peu consistante, comprenant l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie.

Une coalition ferme et solidement unie de l'Europe centrale eût pu assurer la paix ; or, les liens de l'Italie envers notre alliance n'avaient jamais été très forts. Le rapprochement de l'Angleterre et de l'alliance franco-russe la contraignit à s'orienter vers l'Entente. L'Italie est impuissante à défendre ses longues côtes contre une puissance maritime et ceci d'autant moins lorsqu'il s'agit de l'Angleterre. Par l'entrée de l'Angleterre dans l'Entente, l'Italie, membre du groupement adverse de puissances, trouvait, de fait, l'Angleterre en face d'elle.

Le rapprochement de l'Italie et de la France s'opéra de 1897 à 1899 : l'amitié se manifesta extérieurement par la convention militaire et l'accord naval conclus à cette époque.

Ainsi donc, la Triple-Alliance agonisait déjà au début du siècle actuel. « Ce fut d'abord comme un murmure, un souffle à peine entendu ; puis des conciliabules secrets dans des cercles très restreints ; puis on assista à des va-et-vient mystérieux ; il y eut des rencontres, des serments échangés. On parlait à voix basse, comme dans une chambre de malade. La malade, disait-on, c'était la Triple-Alliance : elle était compromise, perdue ; les ministres et les ambassadeurs, penchés sur le lit où elle agonisait, retenaient l'haleine et comptaient ses jours. » <sup>(1)</sup>

(1) Hanotaux : *La politique de l'équilibre*, page 125.



Les cercles diplomatiques de Berlin et de Vienne ne tinrent pas ou ne voulurent pas tenir compte de la froideur de l'Italie ; cependant les événements de 1905 et, mieux encore, la crise marocaine, en 1911, révélèrent le talon d'Achille de la Triplice, tout en faisant resserrer la cohésion de l'Entente, par la convention militaire passée entre la France et l'Angleterre.

Ces années furent fatales à l'équilibre européen : le détachement de l'Italie de la coalition des Puissances centrales fut le coup le plus grave qu'on eût pu y porter. La participation de l'Angleterre à l'alliance franco-russe était pour l'Entente un apport puissant ; cependant, l'équilibre eût été moins ébranlé de ce déplacement de forces, si la défection de l'Italie n'avait menacé constamment l'unité de la Triple-Alliance. Et si l'Entente se trouvait renforcée par l'adhésion de l'Angleterre, la coalition des États centraux, déjà moins puissante naturellement, s'affaiblissait encore par suite de l'éloignement graduel de l'Italie.

Bismarck avait bien défini le rôle décisif de l'Italie dans le maintien de l'équilibre et prévu à quel point le sort de la paix dépendait de son attitude, lorsqu'il disait : « Si les convoitises italiennes menaçaient les possessions de l'Autriche sur l'Adriatique et que ses forces armées fussent soumis aux mêmes épreuves qu'au temps de Radetzky, la lutte dont j'entrevois la possibilité serait inégale. »<sup>(1)</sup> L'équilibre ne peut être maintenu qu'autant que les chances demeurent égales en cas de guerre possible ; il est rompu à partir du moment où, de toute évidence, les chances ne sont plus que d'un seul côté.

Henri Marczali attribue, lui aussi, un rôle décisif, sous ce rapport, à l'Italie, lorsqu'il dit : « L'équilibre cessa du fait que l'Italie rompit l'alliance avec les Puissances centrales alors que, d'autre part, la Russie menaçait d'engloutir la Turquie tout entière. Cette rupture de l'équilibre fut une des causes de la guerre mondiale. »<sup>(2)</sup>

Les considérations précédentes nous montrent comment, à la suite de longues gestations et d'un état, pour ainsi dire, chaotique, se forma l'équilibre des puissances européennes,

<sup>(1)</sup> *Gedanken und Erinnerungen*, 1898, t. II, p. 249.

<sup>(2)</sup> *Világpolitika és világgazdaság*. (Politique et Economie mondiales, p. 40).



comment ensuite l'Europe, de la base que lui assurait l'équilibre, retomba dans une situation d'incertitude et de non-équilibre, d'où il n'y avait qu'une seule issue et que n'éclairait dans le lointain qu'une seule torche aux lueurs terrifiantes : la guerre. C'est vers elle que, du milieu des ténèbres environnantes, l'Europe se dirigea.

La conflagration devint donc possible, parce que, dans les mois tragiques de 1914, l'équilibre européen qui, jusque-là, avait assuré la paix du monde, n'existait plus. La politique d'équilibre a été depuis lors le point de mire de critiques violentes. On objecta surtout contre elle que la répartition des nations en différents groupes, processus dont devait naître l'équilibre, fut en même temps cause de la rivalité des armements et, par suite, de la guerre mondiale. Jules Andrassy se range, lui aussi, de cette opinion : « L'Europe était divisée en deux camps. Ce qui dominait dans la politique internationale, ce n'étaient point les rapports réciproques de peuples indépendants, mais ceux des deux grands groupes d'États. Ces groupements avaient pour objet de garantir la paix et pour moyen la création d'un équilibre des puissances et, néanmoins, l'aboutissement de ce système fut une guerre d'une telle amplitude que l'histoire du monde n'en connut jamais de semblable. Bien que je sois convaincu que ce système a *maintenu la paix en Europe plus longtemps* que ne l'eût fait le concert d'États indépendants l'un de l'autre, je crois toutefois que ce concert des États n'aurait jamais amené un conflit aussi vaste que l'a fait le système des grandes alliances. »<sup>(1)</sup>

Les attaques dirigées contre la politique d'équilibre ne sont pas récentes. On en avait parlé au Reichstag allemand comme d'une « élucubration de l'enfer » (*Ausgeburts der Hölle*), déclarant qu'elle n'était qu'une trouvaille de la politique sournoise de l'Angleterre, faite pour voiler sa politique impérialiste. Cependant l'écrivain de bon sens qu'est Charles Mehrmann-Coblenz dit à ce propos : « Cette politique n'est pas l'invention des Anglais, mais elle est aussi ancienne que l'association de plusieurs États. Elle exista dans l'antiquité dès que se rencontrèrent plus de deux puissances. Il sera tout

<sup>(1)</sup> *Ouvrage cité*, p. 3.



aussi impossible dans la société future des États de se passer de la politique d'équilibre.»<sup>(1)</sup>

La preuve la plus évidente de l'importance de l'équilibre, c'est qu'au cours même de la guerre, chacun des adversaires affirmait lutter pour le rétablissement de l'équilibre. Nous l'avons vu en ce qui concerne l'Angleterre. Les Français l'ont fait entendre à plusieurs reprises, en déclarant qu'ils étaient «les victimes d'une agression brutale» de la part de l'Allemagne, et que la guerre mondiale n'eût jamais éclaté si l'Angleterre avait déclaré à l'avance qu'elle se rangerait aux côtés de la France attaquée. En Allemagne enfin, il fut proclamé bien des fois que l'Entente n'avait osé se livrer à une politique d'agression que parce qu'elle avait jugé la coalition des États centraux trop faible pour se défendre. Ces accusations réciproques, bien qu'entachées de subjectivité, prouvent sans le vouloir l'importance de la politique d'équilibre.

L'histoire du dernier siècle nous montre d'ailleurs en quoi le système d'équilibre peut être considéré comme cause de la guerre mondiale. Voyons d'abord quelle était la situation avant l'établissement de l'équilibre et ce qu'elle devint par la suite.

Comme nous l'avons dit, la Sainte Alliance, destinée à maintenir la paix, n'était plus que l'ombre d'elle-même lors de la guerre de Crimée. Après cette guerre, il ne s'écoula pas une année qui n'apportât des dangers de nouveaux conflits. Tenons-nous, en pour preuve au discours de Bismarck précédemment cité, discours prononcé au Reichstag le 6 février 1888. Le chancelier y passe en revue les crises qui, d'année en année, amenaient l'Europe au seuil de la guerre. On parvint, soit à aplanir les différends à l'amiable, soit à limiter la lutte entre deux États : il en fut ainsi de la guerre prusso-autrichienne en 1866, de la guerre franco-allemande en 1870 et de la guerre des Balkans en 1877 «que, seul, le congrès de Berlin empêcha de mettre en feu l'Europe entière».

Ces conflits continuels devaient être attribués à l'hésitation des puissances à prendre position ; la formation des alliances fit cesser le péril des guerres. Le pouvoir magique, si l'on peut dire, de la politique d'équilibre repose sur ce fait

<sup>(1)</sup> *Das neue Gleichgewicht der Staaten*. Dresden, 1916, p. 30.



que, si puissantes que soient l'envie et la jalousie des nations entre elles, elles se heurtent à quelque chose de plus puissant encore : la crainte de l'adversaire. C'est pour cette raison que la diplomatie parvint à aplanir les grandes difficultés surgies à la suite de diverses crises.<sup>(1)</sup>

Une autre accusation qu'on aime à prononcer contre le système des alliances c'est qu'une guerre d'une pareille envergure n'aurait jamais pu se produire sans les armements formidables causés par la rivalité entre les divers groupements de puissances. Andrassy, lui aussi, semble être de cet avis dans le passage précité : « Je crois que le concert d'États indépendants n'aurait jamais amené un conflit aussi vaste que ne l'a fait le système des grandes alliances. »

A s'exprimer ainsi, on ne fait que substituer l'enchaînement des faits au principe de causalité. Il est juste de dire que l'Europe n'avait jamais assisté à une surenchère aussi folle en fait d'armements qu'au cours des dernières décades qui précéderent la guerre. Mais l'énorme production réalisée sur ce terrain n'a rien de surprenant, si l'on songe à l'intensité de toutes les branches de production. L'armement ne peut plus être, au siècle des inventions et des machines, ce qu'il fut, par exemple, au XVII<sup>e</sup> siècle. S'il est exact que le grand développement technique, qui naturellement ne s'arrêta point devant les portes des arsenaux, coïncide avec l'époque où le système des alliances caractérise la politique étrangère en Europe, il n'en existe pas pour cela entre les deux événements un rapport de cause à effet.

Privé de l'appui de ses alliés, réduit en cas de guerre à ses seules forces, l'État indépendant eût été contraint de s'armer plus considérablement encore pour le cas où il aurait eu à affronter plusieurs ennemis. Une alliance fidèle et sur laquelle

(1) Ce fut le cas pour les trois crises marocaines, pour l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, pour la question tripolitaine et pour la guerre balkanique, autant de stations dangereuses pour le train de la politique européenne, courant à une vitesse vertigineuse. Il est improbable que ces arrêts eussent pu être franchis en l'absence d'alliés, car ces derniers retenaient les États de décisions hâtives et irréfléchies : en tant que membre de l'une ou l'autre alliance, les États se devaient de ménager leurs alliés. Les conflits aboutissaient habituellement à d'interminables pourparlers au cours desquels les humeurs s'apaisaient, les frissons qui venaient d'agiter les nations s'atténuaient et les hommes d'État pouvaient agir posément et sans passion. L'histoire prouve par d'abondants exemples que les États indépendants, non engagés par des alliances, sont plus aisément sujets à des actions soudaines et irréfléchies.



on peut compter, contribue tout autant au sentiment de sécurité d'un État que l'accroissement de ses armements. « Si la puissance réunie de l'Autriche et de l'Allemagne était aussi assurée de cohésion et d'uniformité de direction que le sont celles de la Russie et de la France, avait dit Bismarck, <sup>(1)</sup> je ne considérerais pas comme un danger mortel une attaque simultanée de la part de nos deux grands voisins, même sans que l'Italie se joignît à nous. »

La déclaration de guerre donne à nos recherches une double direction. L'évolution d'avant-guerre nous intéressait du point de vue de la paix ; nous avons à examiner maintenant le développement suivi au cours de la guerre par le système des alliances, car nous trouverons là les bases de la politique d'après-guerre, et ceci nous permettra d'émettre des conclusions pour l'avenir.

Au moment où la guerre éclata, les grandes puissances européennes étaient réparties en deux groupes. Ces deux groupes ne disposaient pas de forces équivalentes, l'équilibre avait cessé d'exister. L'un de ces groupes, le plus puissant, était l'Entente cordiale, l'autre celui de l'Europe centrale, nominalement Triple-Alliance qui, du fait de la défection de l'Italie, devint Duplice. L'entrée en ligne de la Turquie et de la Bulgarie fut compensée par toute la série des petits États qui se joignirent à l'Entente cordiale.

Ainsi donc, pendant la guerre, l'équilibre, *in principio*, prit la forme rudimentaire et primitive dont nous avons donné les caractéristiques au début du présent article : d'une part, toute une série d'États ; de l'autre, un État aidé d'un ou deux alliés. Comme nous l'avons vu, cependant, en définissant cette forme d'équilibre, celle-ci n'a pas pour objet de subsister longtemps : après avoir atteint son but par la guerre et défait l'adversaire, ce qui eut lieu dans le cas présent, elle se disloque, comme le fit la Sainte-Alliance, ou évolue vers une forme de l'équilibre plus rapprochée de l'idéal, puisqu'elle vise au maintien de la paix.

C'est ici qu'apparaît l'erreur des hommes politiques qui, aujourd'hui, la guerre terminée, veulent rendre définitif cet

(1) *Gedanken und Erinnerungen*, 1898, t. II, p. 248.



état de non-équilibre. Ils s'imaginent que les alliances constituées au cours de la guerre peuvent être maintenues éternellement, dans le but d'assurer les conquêtes. Même en admettant que la haine se pétrifiât au cœur des nations, ce n'est point sur la haine que l'on peut édifier des alliances durables, en contradiction avec les lois de l'équilibre, lois qui sont aussi immuables que celles des mathématiques.

M. Clemenceau et, avec lui, les hommes d'État français en général crurent pouvoir s'en remettre à la politique d'équilibre pour le règlement d'après-guerre, en opposition avec Wilson et lord Cecil, défenseurs de la Ligue des Nations. Après la fin de la guerre, M. Clemenceau assista, avec un sourire sceptique et malicieux, à la fondation de la Ligue des Nations ; il ne cessa jamais de proclamer, dans ses discours parlementaires, que la Ligue serait incapable d'assurer l'ordre futur parmi les nations et qu'il était urgent et nécessaire d'en revenir au système d'équilibre. M. Millerand, à l'époque où il présidait le Conseil, se déclara plusieurs fois d'accord avec M. Clemenceau.

Toutefois, l'équilibre de M. Clemenceau est une fausse interprétation de cette idée, car elle n'est qu'une forme destinée à assurer les « conquêtes » de la guerre. Dans sa conception, les nations se trouveraient réparties en deux groupes : les vainqueurs dans l'un, les vaincus dans l'autre. Ce ne serait en somme que la fixation de l'état de déséquilibre qui s'était constitué avant la guerre et qui n'avait fait que s'aggraver au cours des hostilités.

Les apôtres de la Ligue des Nations eurent à combattre à la Conférence de Paris un fort courant contraire, et puisque les discussions sont closes, nous pouvons déclarer que, des deux partis en présence, ce fut celui de la Ligue des Nations qui eut le dessous. Dans sa forme actuelle, le gros volume où se trouve exposée l'organisation de la Ligue des Nations n'est rien autre qu'un travestissement, sous un voile coloré et étincelant, de l'idée stérile de l'équilibre de M. Clemenceau. Les peuples vainqueurs seuls sont membres de cette Ligue des Nations, qui a pour but évident d'assurer les fruits de la victoire. Elle a réalisé... chez les vaincus, l'un des objectifs les plus nobles des pacifistes : le désarmement. Lors de la séance tenue à Genève par la Ligue des Nations, il y eut un frémissement parmi les représentants des pays vainqueurs, lorsqu'un



orateur dénué de tact eut fait allusion au désarmement des vainqueurs. Quant au rôle de la Ligue des Nations en tant que tribunal de la Paix, il n'est guère fait non plus pour inspirer confiance aussi longtemps que les vainqueurs seuls y siègeront et seront leurs propres juges.

Nous pouvons donc affirmer que, depuis la fin de la guerre, l'ordre est établi en Europe sur l'équilibre Clemenceau. Néanmoins, cette situation ne saurait être stable. Il faut que tôt ou tard se développe un équilibre véritable, de même qu'il s'en était formé un dans le déséquilibre spontané du siècle dernier ; un état de déséquilibre artificiellement organisé peut d'autant moins durer. Aussi les alliances étayées aujourd'hui avec un si grand zèle finiront-elles par s'écrouler, aussi bien l'Entente des pays occidentaux que la petite Entente de M. Benes. Ces coalitions sont en contradiction évidente avec le principe de l'équilibre, car elles constituent des groupements de forces non contrebalancées par une alliance suffisamment puissante et poursuivant des buts opposés. L'alliance qui comprend l'Angleterre, la France, l'Italie, l'Amérique, la Belgique et le Japon finira tôt ou tard par s'émietter sous l'effet des forces dissolvantes qui couvent en elle. Quant à la petite Entente, qui groupe, contre la Hongrie seule, la Tchécoslovaquie, la Yougo-Slavie et la Roumanie, elle est loin, elle aussi, de servir le principe d'équilibre. Sans qu'il soit besoin de désaccords internes, le déséquilibre seul suffira à en finir avec ces groupements artificiels.

Les artisans de l'état actuel de choses n'ont obtenu par leur œuvre que de différer la formation du véritable équilibre et d'empêcher celle de la Ligue idéale des Nations. C'est à leur coopération funeste que l'Europe doit de ne pas se sentir, aujourd'hui encore, en état de paix et qu'il faut attribuer la fréquence des tensions politiques, l'incertitude et le désordre qui ressemblent à ceux qui troublèrent l'Europe au siècle dernier, après la dissolution de la Sainte-Alliance et avant la formation des autres alliances.

Il y a deux issues à cette situation intenable : l'une, c'est la véritable Ligue des Nations, telle que l'a définie Wilson à plusieurs reprises, dans ses discours, entre autres au Guild Hall : « Non point un groupe de peuples opposé à un autre, mais bien une association unique des peuples, dominant tout par sa puissance », soit encore, selon le mot de lord Robert



Cecil : « La Ligue des Nations est irréalisable si elle n'embrasse pas toutes les nations du monde. » Une Ligue des Nations aussi idéale assurerait pour longtemps l'ordre et la paix de l'Europe. L'autre issue serait le groupement équilibré des États. Si l'on ne parvient à mettre sur pied la véritable Ligue des Nations, l'état d'équilibre se reformera spontanément après l'écroulement des groupements actuels.

Ce que l'on voit aujourd'hui, n'est plus qu'un amas de ruines, c'est ce qui subsiste encore des superbes édifices des alliances d'avant-guerre, au milieu de l'incendie éteint ; c'est en vain que plusieurs, refusant de se résigner au désastre, s'obstinent à rester près des ruines, pleins d'une douleur élégiaque : les murailles de l'édifice sont carbonisés ; les poutres à moitié consumées ; il n'y a pas de restauration possible !

Nous avons devant nous une tâche pressante : il faut que, le plus promptement possible, nous fassions disparaître les vestiges du passé, afin de pouvoir nous mettre à la construction de l'édifice d'un ordre nouveau.

LADISLAS SZEPESSY.



---

# LÉON TOLSTOÏ

(Fin.)

(6)

---

Ce curé est la sagesse même. Il faut appliquer l'Évangile dans la mesure juste où il est applicable, sans qu'il donne non seulement toute liberté, mais tout empire, à ceux qui, pratiquant le contraire, l'extermineraient du monde ; car l'appliquer de cette dernière façon, ce serait vouloir qu'il disparût, et ce serait le détruire. Il faut supporter l'injustice, une fois, deux fois, trois fois, avec patience, mais non pas éternellement ; car la supporter ainsi c'est l'encourager jusqu'à s'y associer. Tout l'Évangile doit être interprété ainsi, avec bon sens, et non pas avec une sorte de fanatisme de littéralité ou une sorte de fanatisme d'exagération.

Et vraiment, sans qu'on l'interprète jusqu'à le trahir, et en l'appliquant avec conscience et bon sens, il devient applicable tout entier, même dans ce qui paraît chez lui exagérations. Il dit : « Aimez votre prochain comme vous-même. — Aimez votre ennemi. — Rendez le bien pour le mal. » Mais tout cela est exécutable précisément, sans mettre en péril l'ordre social.

Certainement, il faut aimer son prochain comme soi-même ; mais il faut s'aimer soi-même sans idolâtrie et avec sévérité. Si vous êtes un honnête homme et un homme de bon sens, vous êtes sévère pour vous-même, vous vous bridez, vous vous châtrez, vous vous menez fermement, vous ne vous accordez que le nécessaire et vous ne vous permettez pas d'empiéter sur le bien et sur la liberté des autres. C'est comme cela que vous vous aimez. Eh bien, c'est comme cela que vous devez aimer votre frère. Il ne s'agit pas d'aimer



votre prochain comme vous-même, supposition étant faite que vous vous aimiez comme un imbécile. Jésus n'a pas ajouté cela. Interprétée ainsi, sa parole n'a rien que d'applicable et de pratique, et même elle est trop dure. Il faut *ne pas s'aimer* ; et aimer son prochain *plus que soi-même*.

« Aimez votre ennemi ». Certainement il faut aimer son ennemi ; car il est homme. C'est être une brute que de haïr son ennemi. Mais il faut l'aimer avec intelligence, il ne faut pas, non plus, l'aimer comme une brute. Il faut l'aimer avec souci, non de vos intérêts, mais des siens. Or, son intérêt n'est pas de faire le mal. Son intérêt est d'être arrêté dans la voie mauvaise. La considération de son intérêt, abstraction faite du vôtre, vous interdira de le prévenir, de l'attaquer alors que vous n'en serez qu'à le craindre, de le réprimer même trop vite et quand il ne vous aura fait qu'un léger tort, mais vous permettra et vous obligera même à l'arrêter fermement, quand il voudra vous couper le cou, ce qui est contraire à ses intérêts à lui et le rendrait fou furieux ; et voilà la vraie mesure. Qu'ai-je fait ? J'ai appliqué littéralement le précepte : J'ai aimé mon ennemi ; je l'ai aimé comme moi-même, je l'ai aimé un peu plus que moi-même, ou un peu moins, selon qu'on entend par aimer : céder aux caprices de quelqu'un ou selon qu'on entend par aimer : prendre les intérêts de quelqu'un ; mais enfin je l'ai aimé. Certainement il faut aimer son ennemi.

« Rendez le bien pour le mal ». Mais c'est évident ! Il faut bien rendre quelque chose. Si vous rendez le mal pour le mal, œil pour œil, dent pour dent, vous êtes un animal méchant. Rendez donc le bien pour le mal, parce que vous êtes bon et pour faire sur celui qui vous lèse une impression qui pourra tourner bien. Mais il est un moment, à la quatrième, à la cinquième, à la dixième fois, où le bien que vous rendez n'est plus du bien, c'est du mal. On vous a pris votre manteau, donnez encore votre robe. Je le veux bien. Mais on vous a pris votre manteau, vous avez donné votre robe et vous donnez encore votre couteau. Que faites-vous ? Vous donnez une arme à un méchant. Vous n'en êtes plus à lui céder, vous en êtes à vous associer à lui. Avec ce couteau il va tuer un de ses frères et vous serez son complice, ou vous tuer, et vous serez encore son complice. Il faut rendre le bien pour le mal *dans la mesure où c'est du bien*. Un assassin, vous l'arrêtez,



vous l'emprisonnez et vous lui faites donner de l'instruction et de l'éducation. Soit, vous avez rendu le bien pour le mal. Un assassin, vous le laissez tranquille, sous prétexte qu'il ne faut jamais résister à la violence. Mais vous l'encouragez ! Je demande si l'encouragement au mal peut être appelé un bien !

Ainsi de suite. L'Évangile résiste admirablement à l'incrimination d'être antisocial et d'être absurde, quand on ne l'interprète pas d'une manière puérile, quand on n'est pas soi-même absurde en l'interprétant. Tolstoï a trop donné dans des puérilités et même des niaiseries d'interprétation.

— Soit ; mais au fond, tout au fond, comme tendances générales, ne croyez-vous pas que Jésus ait été un peu anarchiste ?

— Oui, je le crois. Lui, après tout, je n'en sais rien, puisque je ne sais rien de lui ; mais j'ai quelque velléité de croire qu'il l'a été. Ce jeune homme, de très grand cœur, de très grande sensibilité, de très grande pitié, très intelligent et très sensé et même d'esprit fin, mais très ignorant, a pu rêver un monde sans lois, sans juges, sans puissances et sans répression, et croire qu'à force d'amour cela marcherait ; et il est bien vrai qu'avec : « Aimez-vous les uns les autres » on répond à tout, et qu'un monde où l'on s'aimerait profondément et intelligemment les uns les autres marcherait tout seul ; et le rêve serait beau. — Il a pu croire aussi autre chose. Je me suis souvent dit, en lisant ce qu'on a écrit sous son nom, qu'il faisait peut-être une œuvre à laquelle il ne croyait pas, une œuvre dont il savait bien que la conséquence serait, non pas le salut de l'humanité, mais sa destruction. Il disait : « Ne vous défendez pas. Laissez-vous opprimer. Supprimez ce qui vous défend et vous protège. Ne jugez pas, ne tirez pas l'épée, ne soyez pas riches, ne soyez pas forts. Laissez faire le mal. — Mais l'humanité périra ! — Ne croyez-vous pas, entre nous, que c'est ce qu'il faut ? J'apporte au monde de quoi mourir. C'est, à bien considérer les choses, ce qu'il a de mieux à faire. Mourir, après avoir montré que la suppression de la force amènerait l'extermination des justes, et l'extermination des justes la fin rapide de l'humanité, c'est une démonstration intéressante. » Et cette démonstration il l'aurait faite sur lui-même, et par lui-même. Il a été pauvre, il a été faible, il a été vertueux, il ne s'est pas défendu et il est mort. Et il est mort satisfait



de sa démonstration, d'où il ressortait que si les faibles ne se défendaient point et ne s'organisaient pas de manière à tirer de la force de leur faiblesse, ils seraient écrasés, d'abord, et que le monde livré aux seuls violents s'exterminerait bien vite. Il a pu prendre les choses ainsi. Je n'en crois rien. C'est une vision. Je répète que de Jésus je ne sais rien du tout.

Mais que les premiers disciples, dont la pensée a laissé sa trace confuse dans le grand Livre que nous lisons, aient eu des tendances anarchistes, et sans pensée de derrière la tête et en croyant que l'anarchie était pratique, il est fort possible. Ils détestaient les gouvernements qui les persécutaient ; ils détestaient les juges qui les jugeaient et en souvenir du jugement de Jésus. Ils avaient de vagues souvenirs des Esséniens, dont il est très probable qu'ils sortaient. Et puis ils croyaient à la fin très prochaine du monde, et cette considération persuade très facilement de l'inutilité des gouvernements, de l'inutilité de l'organisation sociale et de l'inutilité de toute organisation. On ne trouve pas d'anarchie dans Saint Paul ; mais qu'on en trouve dans les Evangélistes, je ne dis pas non absolument. Ce n'est pas du tout une raison pour y donner quand on ne croit pas à la fin du monde, quand on n'est ni persécuté ni persécuteur et quand on sait que les Esséniens étaient tout simplement des moines et que le communisme n'a jamais été possible que dans les monastères.

Il faut songer surtout, pour en revenir plus précisément à Tolstoï, que Jésus croyant à l'immortalité de l'âme et Tolstoï n'y croyant pas, la plupart des interprétations de Tolstoï sont de purs et simples contresens, des contresens de cinquième. Jésus rapporte tout au ciel et Tolstoï rapporte tout à la terre. Quand Jésus dit : « Bienheureux ceux qui par une décision de leur esprit se font pauvres », il ajoute : « parce que le royaume des cieux est à eux ». Tolstoï dit : « Il faut se faire pauvre ». Mais alors on lui demandera : pourquoi ? Jésus a une raison, Tolstoï n'en a pas. Quand Jésus dit : « Bienheureux les pacifiques », il ajoute : « parce qu'ils seront appelés enfants de Dieu ». Tolstoï dit : « Il faut être pacifique » et il ne donne aucune raison. Jésus dit : « Vous êtes heureux lorsque les hommes vous chargeront de malédictions et qu'ils vous persécuteront et qu'ils diront faussement toute sorte de mal de vous à cause de moi », et il ajoute : « Réjouissez-vous alors, parce qu'une grande récom-



pense vous est réservée dans les cieux.» Tolstoï dit : « Souffre la persécution, parce que Jésus l'a dit. » Mais Jésus avait dit pourquoi. Lorsque Jésus dit : « Aimez vos ennemis, faites du bien à tous et prêtez sans rien espérer », il ajoute : « et alors votre récompense sera très grande et vous serez les enfants de Dieu, parce qu'il est bon aux ingrats et même aux méchants ». Tolstoï dit : « Aimez vos ennemis » ; mais il n'ajoute rien et l'on ne sait pas quelle raison il a de le dire, et nous de le faire.

Même dans les endroits où Jésus n'ajoute rien, le contexte et la pensée générale indiquent suffisamment qu'il sous-entend toujours la récompense céleste qui est réservée à ceux qui observeront ses commandements. Quand il dit : « Bienheureux ceux qui pleurent, parce qu'ils seront consolés. Bienheureux ceux qui sont affamés et altérés de justice, parce qu'ils seront rassasiés. Bienheureux ceux qui sont miséricordieux, parce qu'ils obtiendront miséricorde. » Il entend que consolation, rassasiement et miséricorde seront obtenus dans le ciel. Lorsqu'il dit : « Ne jugez point et vous ne serez point jugés, ne condamnez pas et vous ne serez pas condamnés, remettez et on vous remettra, donnez et on vous donnera, frappez et l'on vous ouvrira » ; Tolstoï entend tout cela humainement, et de là sa théorie de la non-résistance au mal. Il répète à satiété : « Ne résistez pas au mal et le mal cessera. Jésus l'a dit. » Mais Jésus n'a rien dit de cela. Il a dit que celui qui ne jugera pas, ne sera pas jugé par Dieu, que celui qui ne condamnera pas, ne sera pas condamné par Dieu, que celui qui a remis sera indemnisé par Dieu, que celui qui donnera sera gratifié par Dieu et que celui qui aura frappé vainement aux portes d'ici-bas trouvera ouverte la porte du ciel. On ne peut pas faire de contresens plus formel et la doctrine de Tolstoï s'appuie sur des paroles divines qui n'ont jamais été dites. L'anarchie évangélique est une simple anarchie Tolstoïenne.

## VI.

Et quelque opposé que j'y sois, je me garderai bien de ne pas lui rendre hommage et même de ne pas lui témoigner une certaine gratitude. Un libéral qui sait ce que sont les choses sait parfaitement qu'il a derrière lui un chrétien et



devant lui un anarchiste. Il sait très bien que le libéralisme est fondé en christianisme et tend à l'anarchisme ; et que le libéralisme n'est que le développement du christianisme primitif, et que l'anarchie n'est que l'excès et l'outrance du libéralisme. Grattez l'anarchiste, vous trouvez le libéral et grattez le libéral, vous trouvez le chrétien. On ne doit donc pas trop se battre entre parents, et un libéral doit toujours avoir des égards pour l'anarchiste et pour le chrétien, à plus forte raison pour quelqu'un qui était l'un et l'autre.

Les chrétiens ont enseigné la liberté au monde. Ils ont inventé la liberté de l'âme, ils ont inventé les droits de l'homme. Ils ont proclamé que l'homme doit à César ce qui appartient à César, c'est-à-dire qu'il ne lui doit pas tout, que, par exemple, il ne lui doit pas son âme et sa conscience. C'était une très grande nouveauté, à laquelle quelques-uns résistent encore, et notamment tous les gouvernements.

Les anarchistes se sont dit que même les gouvernements étaient peut-être inutiles et qu'ils pourraient être très bien remplacés par l'amour. A la condition que l'amour existe, ils ont parfaitement raison. Il est vrai que, tant que l'amour n'existe pas assez, ils ont tort. Mais, du moins, pousser de ce côté-là, est-ce mauvais ? Non, certes. Toute œuvre d'amour qui associera les hommes pour la charité, pour l'enseignement, pour l'éducation, pour la moralisation, pour la chasteté, pour la vertu, sera de l'anarchie. Mon Dieu, oui ; en ce sens qu'elle diminuera l'utilité du gouvernement, et, en diminuant son utilité, l'affaiblira. C'est incontestable. Et c'est bien pour cela que les gouvernements ont défiance ou horreur de toute association de charité, d'enseignement, d'éducation, de moralisation, de chasteté et de vertu, de toute œuvre d'amour parmi les hommes et, sitôt qu'il s'en forme une, crient à « l'État dans l'État », c'est-à-dire à l'anarchie.

Une certaine anarchie a donc du bon, ou plutôt l'anarchie, en certaines de ses parties et en certaines de ses tendances, a donc du bon.

Seulement, comme il y a christianisme et christianisme, comme il y a libéralisme et libéralisme, et, je le reconnais même, malgré mon penchant à ne pas le croire, comme il y a despotisme et despotisme, il y a anarchie et anarchie. Il y a un instinct anarchique qui consiste seulement à trouver qu'il y



a toujours trop de gouvernement et que l'idéal serait de nous gouverner nous-mêmes, et qu'au moins faut-il se gouverner soi-même le plus possible. C'est une anarchie rigoureuse et énergique ; c'est un *individualisme associationiste* très viril, très sain et, à mon avis, merveilleusement fécond. Au fond et à travers toutes les contradictions où il se perdait et nous perdait, c'est l'anarchie de Proudhon.

Il y a une autre anarchie qui est à base de renoncement, de lassitude et d'abandonnement, pour ne pas dire de désespoir. Au fond, et à travers des contradictions aussi, dont quelques-unes heureuses, c'est celle de Tolstoï. En gros il dit aux hommes : Ne vous mariez pas ; c'est une déception. Ne vous défendez pas ; c'est une duperie. Ne travaillez pas ou travaillez peu ; faire fortune est une bêtise et, du reste, un crime. Ne jugez pas et n'ayez pas de force armée ; l'organisation sociale est inutile. N'ayez pas de patrie et laissez-vous conquérir, si quelqu'un a cette envie ; car qu'importe ?

Cette anarchie-là croit peut-être régénérer le genre humain ; mais surtout elle en accepte le dépérissement et la disparition. Je n'en veux pas et suis persuadé que c'est une parole authentique de Dieu : « Allez, vivez et peuplez la terre ». En tout cas, cela paraît bien le fond de la nature humaine et il faut vivre, c'est le plus probable, conformément à sa nature.

Ces deux anarchies sont bien représentées. Elles sont représentées, l'une, à l'Est de nous, par Tolstoï, l'autre à l'Ouest de nous, par tout le peuple américain. Chez Tolstoï, plus de gouvernement, plus d'État, et même plus de société. Chez les Américains, le moins de gouvernement possible, le moins d'État possible, mais le plus de société possible et gouvernement par soi-même et liberté et *individualisme associationiste* qu'on ne trouve jamais assez rigoureux, assez énergique, assez hardi et assez confiant dans l'avenir.

En rendant hommage au grand cœur et même à l'intelligence élevée, comme au grand génie fécond du comte Léon Tolstoï, je souhaite que la France regarde un peu plus à l'Ouest qu'à l'Orient.

EMILE FAGUET.



---

## REVUE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

---

Les événements douloureux qui se sont déroulés à propos de la rentrée du roi Charles IV en Hongrie, ont démontré une fois de plus l'insolidité des fondements sur lesquels la paix est censée reposer dans l'Europe centrale balkanisée. Non contente de l'attitude plus qu'énergique du gouvernement hongrois à l'égard du souverain couronné, la petite Entente exigea tout simplement la déchéance de Charles IV et de toute la maison d'Autriche. Elle alla même jusqu'à exiger que la nation magyare ne puisse, par voie de « libre » élection, placer, dans l'avenir, aucun membre de cette dynastie sur le trône de Hongrie. La grande Entente dut se résigner devant les cris de guerre de MM. Benes et Pachitch, et elle somma le gouvernement hongrois de soumettre à l'Assemblée nationale un projet de loi qui donne satisfaction à la petite Entente, projet de loi qui fut voté le 7 novembre 1921.

Le président du Conseil hongrois, comte Bethlen, avait, dans son discours prononcé le 4 novembre, protesté d'une manière solennelle contre l'immixtion injustifiée de l'étranger dans une affaire d'ordre purement intérieur de la Hongrie, en insistant sur l'attitude agressive de cette petite Entente qui ne cesse de décrier la Hongrie comme perturbatrice de la paix, tandis qu'elle-même ne vise qu'à s'attaquer sous n'importe quel prétexte à la Hongrie et à mettre ainsi en péril la sécurité de l'Europe centrale. Le président du Conseil hongrois a très bien mis en évidence que les vellétés belliqueuses de MM. Benes et Pachitch trouvent leur raison d'être dans le fait que, dans *« le bassin des Carpathes, la Hongrie n'a pas cessé d'exercer cette force attractive qui entraîne, pour ainsi*



*dire, imperceptiblement, les habitants des territoires arrachés vers la couronne de St-Étienne : force attractive que les États successeurs ne furent jamais capables d'exercer* » et que la question des Habsbourgs — question intérieure de la Hongrie du point de vue du droit international — *« ne saurait devenir une question extérieure que dans le cas où il serait vrai que ces liens et ces traditions en train de s'éteindre, qui rattachent les peuples vivant autour de nous à la dynastie, sont assez forts pour rompre l'unité des États nouvellement formés. »*

Dans son discours applaudi par toute l'Assemblée nationale, le comte Bethlen n'a pas manqué de mettre en relief le véritable caractère de la petite Entente dite « défensive », en déclarant — toute l'Europe a pu le constater à propos des événements survenus ces dernières semaines en Hongrie — que, ou bien « cette Entente était nécessaire, mais alors c'était l'aveu formel de la faiblesse intime où se trouvaient ces États, ou bien elle n'était pas nécessaire, et si elle n'était pas nécessaire du point de vue de la défense, elle ne saurait avoir que des visées agressives ».

En effet, depuis le succès que la Hongrie avait remporté, grâce à l'intervention amicale de l'Italie, dans la question de « la Hongrie occidentale », les États de la petite Entente parvenaient avec peine à réprimer leur mauvaise humeur. On se rappelle que, selon l'accord intervenu entre l'Autriche et la Hongrie, un plébiscite devra décider de l'appartenance de Sopron et de son rayon. Or, ni la médiation, ni le résultat obtenu n'étaient pas pour plaire aux Tchèques et aux Serbes qui, comme nous lisons dans *L'Europe Nouvelle*, (1) « ont des armées organisées et prêtes, et le ferme propos de régler eux-mêmes, s'il le faut, leurs comptes avec les Magyars ». Voici le point : les États de la petite Entente ont encore des comptes à régler avec les Magyars ; évidemment, ils ne nous pardonnent pas de nous avoir dérobé les trois quarts de notre pays . . . En outre, les dirigeants de cette coalition ne cachent point le mécontentement que leur inspire le manque de ce qu'ils veulent bien désigner sous le nom de « régime démocratique ». Les paroles suivantes que nous empruntons également à l'article cité où il est fait mention de la médiation italienne dans

(1) *L'Affaire des « Comitats occidentaux »*, n° du 8 octobre 1921, page 1294.



la question des « comitats occidentaux », sont très instructives sous ce rapport : « Certains regretteront que tant d'efforts soient faits pour soustraire la Hongrie aux conséquences fatales de sa résistance, et qu'au moment où le régime réactionnaire-militariste de Budapest s'est engagé dans une impasse, on lui tende la main pour l'aider à en sortir. Un échec retentissant en « Burgenland » pouvait entraîner l'effondrement du gouvernement Horthy et l'avènement de cette Hongrie libérale sans laquelle il n'y aura pas en Europe centrale de paix conforme aux traités et au système de la petite Entente. » <sup>(1)</sup> On soupire ici après M. Károlyi et consorts, très bien vus à Prague et à Belgrade, puisque ce sont eux qui, en désorganisant l'armée, livrèrent, il y a trois ans, la Hongrie à ses voisins rapaces, qui s'emparèrent alors de grands morceaux de notre pays et les tiennent, aujourd'hui encore, sous leur domination...

Mais, pour en revenir à la question du détronement, nous devons enregistrer le discours magistral qu'a prononcé à cette occasion notre grand « representative man », le comte Albert Apponyi. L'homme d'État hongrois insista tout d'abord sur le Covenant de la Société des Nations qui devait servir de complément à l'œuvre de paix et en atténuer les rigueurs excessives. D'après le § 17 de ce Covenant, — a-t-il dit — il est défendu d'avoir recours à l'intervention armée ou à la menace de l'intervention armée contre n'importe quel État, avant que celui-ci n'ait été invité à se prononcer s'il se soumet ou non à l'arbitrage du Conseil de ladite Société. « Le danger d'une conflagration ayant surgi entre nous et les États voisins — et peu importe par la faute de qui, puisque le Covenant n'admet à cet égard aucune restriction — nous avons le droit d'être invités à nous prononcer, et *« toute tentative d'intervention armée, toute menace d'intervention armée revenait à une violation évidente et flagrante du pacte de la Société des Nations »*.

Or, aucun membre de la Société des Nations ne fit entendre sa voix : ce qui fut une cruelle déception pour tous les amis de cette institution...

Le comte Albert Apponyi protesta aussi avec la dernière énergie contre l'insulte infligée à des millions de Magyars par le fait d'avoir livré le roi de Hongrie, porteur de la couronne

(<sup>1</sup>) P. 1295.



de St-Étienne, symbolisant toute la nation hongroise, à des étrangers. Après avoir refusé de discuter la loi sur le détournement, qu'il considérait comme une rupture avec l'ancienne constitution magyare, il déclara, entre autres, que la cessation unilatérale du droit de succession, tout en mettant en péril l'avenir de la nation, signifiait en même temps l'abandon du terrain de la légalité et constituait en réalité un acte révolutionnaire. <sup>(1)</sup>

\*

Les partisans d'une reconstitution aussi rapide que possible de notre Europe dévastée furent également détrompés par la décision du Conseil de la Société des Nations dans la question de la Haute-Silésie. Comme on sait, à la Conférence de Paris, MM. Clemenceau et Tardieu voulaient faire attribuer cette province à la Pologne ; la résistance à laquelle on s'était heurté de la part de MM. Wilson et Lloyd George, fit prévaloir l'idée du plébiscite — pour faire honneur à ce droit des peuples à disposer d'eux-mêmes « qui a été enterré dans la banlieue de Paris » (nous nous servons ici d'une expression empruntée à l'*Humanité* du 3 juillet 1921).

Le jurisconsulte américain bien connu, M. David Hunter Miller, dans un Mémoire publié récemment, nous avait assurés — ce que nous savions d'ailleurs — qu'on n'avait eu recours au moyen plébiscitaire que dans l'attente d'une victoire décisive de la Pologne. Or, comme il n'en a pas été ainsi — on se rappelle peut-être que le nombre des votants pour l'Allemagne était de 716.000 et de ceux pour la Pologne de 471.000 — on commença à tergiverser pour trouver une autre solution. Et malgré l'avis des spécialistes qui proclamèrent l'indivisi-

<sup>(1)</sup> Ces paroles tirées du *Právo Lidu*, organe des socialistes tchèques (n° du 3 novembre 1921), sont très caractéristiques à cet égard : « Il est hors de doute que le jour où l'Assemblée nationale de Budapest aura voté la loi proclamant la déchéance de tous les Habsbourgs couronnera la révolution politique qui, en 1918, a renversé l'ancienne monarchie des Habsbourgs et créé sur ses ruines des Etats nouveaux, délivrés du joug monarchiste. Il est également hors de doute que seul le désarmement de la Hongrie, loyalement et complètement effectué, assurera les résultats de cette révolution ; elle fera sortir toute l'Europe centrale de la phase de troubles de l'après-guerre, la délivrera des intrigues réactionnaires qui la tiennent en haleine ; elle lui permettra de s'adonner au travail économique et social, auquel coopéreront tous les Etats, et fera d'elle un centre ferme de la paix et du développement de la démocratie dans l'Europe d'après-guerre. »



lité de la région dite industrielle, on décida de partager cette dernière en faveur des Polonais, de sorte que l'Allemagne perd, à la suite de la décision du Conseil de la Société des Nations, 85 % des charbonnages de la Haute-Silésie et 42.5 % de toute sa production houillère. Bien que le gouvernement Wirth, si empressé à satisfaire aux exigences des Alliés, n'ait cessé de déclarer qu'il ne saurait même envisager la possibilité de faire face à ses obligations, coulant des « réparations » que dans le cas où — conformément au résultat du plébiscite — la Haute-Silésie ne serait pas arrachée à l'Allemagne : on n'a pas reculé devant une solution qui aggrave encore la situation économique et financière déjà intenable où se débat non seulement l'Allemagne, mais, à sa suite, toute l'Europe. Voyez la chute désastreuse du change germanique...

Nous venons de lire un article très instructif de M. André Lebon, ancien ministre du Commerce et des Colonies qui a pour titre : *A propos de l'indemnité allemande* (1). L'auteur y dit entre autres :

« Plus on s'éloigne du Traité de Versailles et on s'évertue à en appliquer les clauses relatives aux réparations, plus il appert que ses auteurs et leurs conseillers techniques ont commis une erreur, ou un oubli, à peu près irréparable.

« Surtout préoccupés de rompre avec les traditions anciennes et d'écarter de leur œuvre toute apparence d'esprit de conquête, ils ont résolu *a priori* qu'aucune des victimes de la guerre ne serait admise à se payer en nature, comme on le faisait jadis, par l'annexion de quelques riches provinces enlevées au vaincu. Ils ont cru plus équitable d'établir le compte de la dette de celui-ci et de s'en remettre à l'avenir du soin de découvrir des moyens de paiement adéquats. »

M. Lebon semble ignorer qu'on n'a pas manqué d'enlever « aux vaincus » quelques riches provinces : il n'a qu'à jeter l'œil sur la carte de la « nouvelle Allemagne » et de la « nouvelle Hongrie », par exemple, pour s'en convaincre.

A notre avis, l'ancien ministre français abonde mieux dans le sens des artisans du traité de Versailles, lorsque, en se résumant, il finit ainsi son article :

(1) *Bulletin Périodique de la Société Belge d'Études et d'Expansion*, n° 37, octobre 1921.



« J'entendais récemment un Anglais humoriste soutenir cette thèse que la meilleure preuve du bouleversement universel résultant de la guerre est dans ce fait que les peuples de race latine ont cessé d'être logiques : « En effet, disait-il, tantôt ils réclament que l'Allemagne soit *out and down*, parce que sa mise hors de combat définitive leur assurera seule la sécurité militaire et économique future ; tantôt ils déclarent qu'ils veulent avant tout être réglés des dommages subis. Mais cela est proprement contradictoire et inconciliable : l'Allemagne *knocked out* ne saurait payer ; si, au contraire, on lui laisse les moyens de s'acquitter, elle risque fort de redevenir menaçante. »

SPECTATOR.

---

Rédacteur en chef :  
G. DE HUSZÁR.





## MERCUR

SOCIÉTÉ ANONYME DE BANQUE  
BUDAPEST, V., FÜRDŐ-UTCA 3.

Téléphone :

32-72, 42-74, 176-72, 162-70, 176-71, 176-73

Capital social : 10.000.000 Couronnes.

Dépôts d'argent sur livrets et comptes de chèques. — Lettres de crédit et mandats sur tous les marchés. — Renseignements et procédure gratuite en matière de cautions militaires, matrimoniales. — Escompte et encaissement de Lettres de change. — Comptes-courants. — Comptes de chèques. — Comptes de virements.

Répond à toutes les demandes de renseignements touchant les opérations de banque.

LE COURRIER DE LA PRESSE

## "LIT TOUT"

### "RENSEIGNE SUR TOUT"

CE QUI EST PUBLIÉ DANS LES  
JOURNAUX, REVUES & PUBLICATIONS  
de toute nature

PARAISANT EN FRANCE ET A  
L'ÉTRANGER

et en fournit les extraits sur tous sujets  
et personnalités.

Circulaires explicatives et tarifs envoyés franco.

Ch. DEMOGEOT, Directeur

21, Boulevard Montmartre, PARIS (2<sup>e</sup>)

# La REVUE DE HONGRIE

est en vente dans toutes  
les bonnes librairies  
de Hongrie et de l'Étranger

# ORLIK & HEGEDÜS

Représentant général pour la Hongrie de l'Établissement de Machines à écrire Smith Brothers, de Machines Corona dites voyageuses et de Machines arithmétiques à touches Record. — Ustensiles de tout premier ordre. — Usine pour réparer les machines.

BUDAPEST, V., DOROTTYA-UTCA 10.

TÉLÉPHONE: 103-86.

## Banque Industrielle Hongroise-Tchèque S. A.

SIÈGE SOCIAL :

BUDAPEST, V., NÁDOR-U. 6.

SUCCURSALE :

VIII., NÉPSZINHÁZ-UTCA 24.

## Compagnie Européenne d'Assurance des Bagages S. A.

Budapest, V., Eötvös-tér 2.

### Succursales :

Berlin, Berne, Bruxelles, Paris,  
Rome, Varsovie, Vienne, etc.



**BANQUE  
HONGROISE-ITALIENNE  
BUDAPEST  
NÁDOR-UTCA 16-18**



**Capital social: Couronnes 350,000.000  
Réserves: Couronnes 243,000.000**

**BANQUE  
BRITANNIQUE  
ET HONGROISE  
S. A.**

**CAPITAL ENTIÈREMENT VERSÉ  
ET RÉSERVES : 400.000,000 COURONNES**

**BUDAPEST  
V., VILMOS CSÁSZÁR-UT 32.**

Budapest, Imprimerie de la Société anonyme Athenaeum.

